TRENTE-DEUXIÈME ANNÉE — N° 9505 — 18 PAGES — MERCREDI 13 AOUT 1975

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,30 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 1 DM ; Autriche, 8 sch. ; Belgique, 10 fr. ; Canada, 60 c. cts ; Danemark, 2,75 kr. ; Espagne, 22 pes. ; Grande-Bretagne, 18 p. ; Grèce, 18 dr. ; Iran, 45 ris. ; Italie, 250 l. ; Liban, 125 p. ; Luxembourg, 10 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 0,90 fl. ; Portugal, 11 esc. ; Suède, 2 kr. ; Suisse, 0,90 fr. ; U.S.A., 65 cts ; Yougoslavie, 10 n. din.

Tarif des abonnements page 8

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 65572
Tél. : 770-91-29

Le rapatriement des Français du Vietnam a commencé

LIRE PAGE 18

Sans que le gouvernement puisse s'y opposer

Les violences anticommunistes se multiplient au Portugal

Les socialistes français acceptent une rencontre avec le P.C.F.

La tension monte dans le nord du Portugal, où de nouveaux affrontements ont eu lieu lundi soir 11 août entre manifestants catholiques et militants communistes. A Braga, la foule, que l'armée avait contenue la veille, a brûlé les permanences du P.C.P. et du M.D.P. (Mouvement démocratique portugais). Assiégés, les communistes ont tiré à plusieurs reprises avant d'être évacués sous la protection des militaires. Des affrontements se sont également produits à Vila-Verde et Tondela. A Viseu, une manifestation de soutien aux signataires du document Antunes, organisée par le parti populaire démocratique, s'est terminée, lundi soir, par de graves incidents qui ont fait un mort et une dizaine de blessés. Au total, une soixantaine de personnes ont été blessées — dont certaines grièvement — depuis une semaine. Près de cinquante permanences communistes ont été détruites.

Le « document Melo Antunes », qui continue, d'autre part, d'être discuté dans les unités, paraît recueillir l'adhésion d'une large majorité. Seuls trois régiments de la région de Lisbonne auraient refusé de le signer. A Lisbonne, le général Pinto Soares, commandant de l'Académie militaire, a quitté le Conseil de la révolution pour se désolidariser, semble-t-il, des officiers favorables au général Vasco Gonçalves. Le conseil national du P.S. a approuvé le document Antunes.

A Paris, le bureau politique du parti communiste français a lancé un appel en faveur des communistes portugais en invitant, notamment, les chrétiens et les démocrates à « arrêter le bras des massacreurs ». Répondant à l'invitation des communistes, le parti socialiste a accepté le principe d'une rencontre consacrée au Portugal. Elle doit avoir lieu le 13 août au siège du P.C. Rapportant, pour sa part, les propos tenus dimanche soir par M. Alvaro Cunhal devant le comité central du P.C.P., l'agence Tass insiste sur la nécessité de renforcer l'autorité du pouvoir, mais ne mentionne pas les appels à l'union et la volonté d'« ouverture » exprimés par M. Cunhal.

LA CROISADE

Braga, Fafe, Famalicao, Porto, Viseu : l'incendie anticommuniste se propage rapidement dans le centre et le nord du Portugal. Les garnisons locales, composées de soldats originaires des villes et des bourgades en colère, ne souhaitent pas intervenir. Les maigres éléments du Copcon dépêchés tardivement par Lisbonne ne semblent pas en état de s'opposer à une violence croissante qui rejette déjà dirigeants et militants régionaux du parti communiste dans une semi-clandestinité.

L'inquiétude gagne la direction du P.C.P. à Lisbonne. De manière significative, c'est dans une lointaine banlieue ouvrière que M. Alvaro Cunhal a convoqué la presse dimanche afin de lancer un appel à l'unité avec les socialistes face au danger d'une possible action contre-révolutionnaire.

L'Eglise catholique, qui murmurait dans l'ombre contre le nouveau régime depuis quinze mois, a carrément pris la tête de cette croisade anticommuniste. A Braga, l'archevêque Da Silva, salazariste convaincu, prélat d'un autre âge, qui assimile encore les idées libérales au Malin, n'a pas hésité à lancer les fidèles à l'assaut des permanences communistes.

A la différence de l'Eglise espagnole, en majorité acquise à l'évolution, la hiérarchie portugaise est restée enfoncée dans ses certitudes. Elle a donné un ferme soutien au salazarisme, approuvé les guerres coloniales et maintenu un pays, officiellement catholique à 80 %, dans un climat *feutré* et hostile à toute réforme. L'évêque de Porto, Mgr Ferreira Gomes, qui avait fait figure d'opposant à Salazar, a lui aussi rallié la nouvelle opposition.

Le terrain, il est vrai, est très favorable. Le Nord et le Centre, régions de petites propriétés, de paysans-ouvriers attachés à leurs coutumes et à leurs modestes champs, sont rebutés par les perspectives de collectivisme flamboyant brandies à Lisbonne. Les militaires, qui s'étaient mis en tête de « dynamiser culturellement » les « campagnes arriérées et sous-développées » ont dû, après quelques succès initiaux, affronter l'hostilité de populations qui assimilent le M.F.A. au communisme redouté.

Le P.C.P., qui avait réussi à maintenir son appareil clandestin pendant les cinquante ans du salazarisme, a sous-estimé les résistances de la campagne à une révolution dont les précipitations et les erreurs lui sont aujourd'hui totalement imputées. Affaire de « Republica », contrôle de la station de l'évêché « Radio-Renaissance », mainmise sur les syndicats, infiltration dans les municipalités et l'appareil d'Etat, noyautage de la presse : dans bien des cas, les « bavures » ont été précédées d'opérations gauchistes que le P.C.P. a cru devoir entériner pour ne pas être dépassé. Collant étroitement au M.F.A. depuis le 25 avril 1974, il paie aujourd'hui et cette attitude et sa volonté bien arrêtée d'étendre son influence dans tous les domaines. Pour conquérir le pouvoir ou pour occuper des positions dans la perspective d'une éventuelle offensive anticommuniste ? La réponse à cette question n'aura bientôt plus de sens. Il est vain également de reprocher au parti socialiste d'avoir tant tardé à dénoncer les premiers assauts contre les permanences communistes. La fureur qu'il a ainsi indirectement contribué à déclencher est manifestement exploitée aujourd'hui par des groupes organisés liés au régime disparu et qui s'efforcent de provoquer la chute du gouvernement.

La logique de la croisade anticommuniste débouche sur la chasse aux sorcières. Après le parti communiste et son allié, le Mouvement démocratique portugais, les petites formations de la gauche socialiste risquent d'être visées, et pourquoi pas, après eux, les socialistes et les centristes, dont le programme est jugé « marxiste » par les évêques intégristes ? Les bûchers de Braga illuminent le fossé qui sépare les deux Portugal.

LISBONNE : qui l'emportera ?

Qui l'emportera des trois généraux du triumvirat mis en place pour colmater les brèches du M.F.A. ? Costa Gomes, le chef de l'Etat, conciliateur déconcertant qui pousse le sens du compromis jusqu'à préconiser une politique et d'en approuver une autre, radicalement différente ? Vasco Gonçalves, le premier ministre, usé par douze mois de pouvoir, le dos au mur, défendu par un parti communiste qui s'interroge pourtant, depuis quarante-huit heures, sur l'opportunité de ce soutien inconditionnel ? Otelo de Carvalho, le prétorien tenté par le gauchisme, soucieux de ne perdre aucune amitié politique, l'homme qui peut, en principe, disposer de la force de frappe du M.F.A. : commandos, paras et blindés du Copcon ?

Civiles ou militaires, les directions collégiales ne durent que le temps nécessaire à l'affrontement des personnalités, au dosage et à l'appréciation des rapports de forces. Moins d'une semaine après sa formation, le triumvirat portugais offre d'abord le spectacle de ses divergences. Elles ne tiennent pas seulement aux personnalités des triumvirs. Elles reflètent les aspects multiples, complexes, changeants d'une crise provoquée par une volonté de rupture presque totale, dans tous les domaines, après un immobilisme, lui aussi presque total, de près d'un demi-siècle.

Les rapports personnels entre les trois généraux installés sur le pavois par l'assemblée générale du M.F.A. sont un élément de la lutte pour le pouvoir absolu. Les forces sociales, politiques et militaires, les espoirs ou les haines qu'ils personnifient, en sont un autre, non moins déterminant.

Des trois, le général Vasco Gonçalves est le plus convaincu et le plus convaincant, le plus sincère, le plus dévoué à sa cause, excessif, passionné, intransigeant, un Saint-Just en uniforme, malgré et tourmenté : « *Pas de liberté pour les ennemis de la liberté.* » Un missionnaire prêt à sacrifier des « hommes » pour le triomphe d'une « idée », le peuple. On a dit qu'il avait la foi ardente des néophytes. C'est faux : en 1961, Gonçalves complotait déjà, au risque de sa vie, contre Salazar, aux côtés de militants du P.C. ou de l'extrême gauche. Ce qui le rapproche le plus des dirigeants du parti communiste portugais, ce n'est peut-être pas tant l'efficacité, la méthode et l'idéologie que le souvenir des luttes clandestines et courageuses d'il y a quinze ans.

Des trois, c'est aussi le plus fragile, le plus nerveux, explosant en colères soudaines contre ses collaborateurs qui le dépeignent comme « *l'homme qui ne dort jamais* ». Travailleur infatigable, aimant le risque et bravant le danger, il est aussi le plus imprévisible, capable de quitter la scène, de claquer la porte sur un dernier éclat.

MARCEL NIEDERGANG.

(Lire la suite page 2.)

PARIS : comment exporter le programme commun ?

« Nous ne laisserons pas massacrer nos frères, qu'ils soient ou non communistes. Nous espérons ne pas être les seuls dans ce combat », avait déclaré, le 8 août, M. Georges Marchais en exprimant son inquiétude devant la tournure des événements au Portugal. Cette déclaration annonçait déjà la solennelle prise de position du bureau politique du P.C.F. sur « *la violence anticommuniste* » dont est victime le P.C.P. La direction du parti communiste cherche à mobiliser ses partenaires du programme commun, les socialistes et les radicaux de gauche, mais en appelle aussi à tous les travailleurs, à tous les démocrates et, en particulier, aux chrétiens, nombreux au P.S. Au point où en sont les choses au Portugal, la démarche du P.C.F. ne saurait se réduire à une péripétie supplémentaire dans les rapports difficiles des formations de la gauche française, à cause notamment des divergences d'appréciation sur le Portugal. Il ne s'agit pas seulement de marquer un point ou de se placer dans une situation avantageuse : l'échec du pouvoir révolutionnaire sur les bords du Tage ne servirait ni le P.C. ni le P.S.

L'alliance de ces deux partis, dans le cadre national, continue de souffrir des divergences nées de leurs solidarités internationalistes respectives. Cette solidarité n'a jamais cessé d'être affirmée, comme le prouvent l'intervention du P.C., d'un côté, et les récentes déclarations du bureau exécutif du P.S., ainsi que les commentaires de M. Pierre Mauroy après son séjour à Lisbonne, de l'autre. M. Mitterrand ne participe-t-il pas personnellement au groupe de travail constitué par les partis socialistes européens, pour manifester concrètement leur soutien au socialisme démocratique du Portugal ? On constatera au passage que M. Mario Soares, secrétaire du P.S.P., a mieux réussi que son collègue communiste M. Cunhal à déclencher un mouvement international de solidarité.

ANDRÉ LAURENS.

(Lire la suite page 3.)

BRAGA : l'exorcisme

De notre envoyé spécial

Braga. — Maintenant c'est fait. Par le feu et par l'eau, par l'insulte et par la haine, Braga la blanche a exorcisé ses démons communistes. Sur la place du Champ-des-Vignes, les pompiers volontaires arrosent sans conviction les ruines de ce qui fut le local du parti communiste portugais : assiégé dimanche soir, pris d'assaut lundi matin, incendié lundi à midi, détruit lundi soir. Vingt-quatre heures pour en arriver là, une petite journée d'attente pour voir des gamins fouiller avec un bâton les cendres à la recherche d'un trophée ou *frapper à coups redoublés sur une* vieille baignoire noircie plantée là, dérisoire, au milieu de la chaussée. A droite sur la place, les badauds, quelques centaines, les yeux embués par des restes de gaz lacrymogènes, mais l'air parfaitement content, tournent autour de la carcasse calcinée d'une voiture et commentent la malchance du propriétaire : une grenade lacrymogène *mal placée...*

PIERRE GEORGES.

(Lire la suite page 2.)

AU JOUR LE JOUR

Minorité de faveur

L'archevêque de Braga s'entend certes à jeter les saintes huiles sur le feu. Mais enfin il n'a dit que la vérité quand il a proclamé qu'on ne saurait imposer à un peuple chrétien la dictature d'une minorité. Bien entendu, il a parlé pour ses coreligionnaires, mais la même affirmation est valable pour tous les peuples chrétiens ou non chrétiens. Faute de le reconnaître, les communistes portugais risquent de compromettre beaucoup de choses chez eux et dans le monde.

Cela dit, il y a minorité et minorité. Celle qui a exercé sa dictature sur le Portugal pendant quarante ans était-elle, aux yeux de l'archevêque, de celles qu'on peut imposer à un peuple chrétien ?

ROBERT ESCARPIT.

La République Sud-Africaine au point de non-retour

La décision annoncée à Kinshasa par M. Giscard d'Estaing de suspendre certaines ventes d'armes françaises à l'Afrique du Sud suscite les commentaires de plusieurs Etats africains, dont le Kenya et l'Ouganda, qui la jugent trop tardive ou insuffisante. Le porte-parole au Sénégal des nationalistes de Namibie (SWAPO) y voit même « un baiser de Judas ». En revanche, d'autres Etats, dont la Mauritanie, expriment leur satisfaction.

La France donne ainsi le sentiment de vouloir infléchir son attitude pour la rapprocher de celle des puissances occidentales qui imposent un strict embargo à Pretoria, au moment où l'Afrique du Sud, elle-même, comme l'expose Philippe Decraene, est à la veille de profondes mutations.

I. — L'« apartheid » en question

De notre envoyé spécial
PHILIPPE DECRAENE

Johannesburg. — L'image traditionnelle de Johannesburg *ville* blanche, dont le centre se vide totalement de ses travailleurs noirs dès la fin de la journée, s'était depuis longtemps imposée. Elle est désormais erronée. De nombreux Noirs flânent, après la tombée de la nuit, dans le centre de la cité. La législation sur les « *pass* », obligeant les Noirs à porter constamment sur eux ce document qui permet à la police de contrôler étroitement leurs déplacements, reste toujours en vigueur, mais elle est appliquée avec beaucoup moins de rigueur que par le passé.

Sur les ascenseurs des immeubles dont la construction a été achevée depuis un an, les sinistres écriteaux « *Blancs* » *ou* « *non-Blancs* » n'ont pas été apposés. Ces signes extérieurs de la ségrégation dans la vie quotidienne, particulièrement révoltants pour *le* visiteur étranger, ont déjà été enlevés dans un certain nombre d'immeubles anciens de Johannesburg, de Pretoria et du Cap. Ailleurs, même lorsque ces pancartes sont restées en place, on ne fait généralement aucune remarque aux Noirs qui empruntent le même ascenseur que les Blancs.

Alors que les musées ne sont, en principe, ouverts aux gens de couleur qu'un jour par semaine, il n'est plus rare de croiser des Noirs, des Indiens ou des métis dans les salles d'exposition, comme à l'« Africana » de Johannesburg. Dans les jardins publics, les communautés raciales se mêlent de plus en plus fréquemment ; les Blancs, il est vrai, ont tendance à s'y faire plus rares.

Certes, les dirigeants de Pretoria n'ont pas renoncé au système d'« apartheid », pour lequel ils préfèrent, quant à eux, employer l'expression de « *développement séparé* ». C'est sur son maintien, qualifié à tort d'irrationnel, que continue de reposer tout l'édifice politique, économique et social sud-africain. Parfaitement fonctionnel, rigoureusement codi*fié, l'« apartheid* » ne laisse au hasard aucun secteur de la vie quotidienne : travail, habitat, transport, loisirs. Toutefois ses *lois, toujours en vigueur, sont de* plus en plus fréquemment violées, notamment en ce qui concerne *l'« apartheid mesquin » (« petty apartheid »)*, malgré les réticences des éléments les plus conservateurs de la population blanche.

Les raisons de cette évolution sont forts différentes. « *Le maintien de l'« apartheid » dans son intégralité implique tant de subtilités que son côté odieux est éclipsé par ses aspects ridicules* », nous dit un banquier d'origine afrikaaner. Qu'on en juge par cet exemple : un dîner regroupant des personnes de races différentes est organisé par un métis de Landsdwone, banlieue résidentielle métisse de la ville du Cap ; après demande — aujourd'hui théorique — d'une autorisation préalable, il n'y a pas de difficulté particulière ni pour *le couple invitant*, ni pour les autres couples métis, ni pour l'étranger blanc de passage.

(Lire la suite page 4.)

AU CONSEIL DE SÉCURITÉ

Les États-Unis opposent leur veto à l'admission des deux Vietnams à l'ONU

Les Etats-Unis ont opposé leur veto, lundi 11 août, à l'admission aux Nations unies des deux Etats vietnamiens. Les candidatures de Saigon et de Hanoï étaient soumises au Conseil de sécurité, qui, selon la charte, vote une recommandation destinée à l'Assemblée générale, qui décide de l'admission des nouveaux membres.

Dans une déclaration commune, les ambassadeurs des deux Vietnams, qui disposent d'un siège d'observateur à l'ONU, ont déclaré que les arguments avancés par les Etats-Unis pour justifier leur veto sont « illogiques, absurdes et injustifiables » (...).

De notre correspondant

Nations unies. — Motivant le veto de son gouvernement à l'admission aux Nations unies du Vietnam du Nord et du Vietnam du Sud, M Daniel Moynihan, le nouveau représentant permanent des Etats-Unis, a déclaré que son pays s'opposera toujours à une « *universalité sélective* » des Nations unies, ce qui était une allusion à la décision de la majorité du Conseil (composée de pays communistes et afro-asiatiques) de ne pas examiner la demande d'admission de la Corée du Sud, déposée presque en même temps que les candidatures de Hanoï et de Saigon.

Les résolutions recommandant *l'admission* de la République du Vietnam du Sud et de la République démocratique du Vietnam ont été soutenues par neuf membre du Conseil : Union soviétique, Chine, Biélorussie, Guyane, Irak, Mauritanie, Cameroun, Tanzanie et Suède. Au moment du vote, les représentants de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie et du Japon, tout en regrettant que la *demande d'admission formulée* par le gouvernement de la Corée du Sud n'ait pas été examinée, ont voté pour l'admission des deux Vietnams. Les deux résolutions ont obtenu 13 voix contre une, celle des Etats-Unis, une abstention (Costa-Rica). Les auteurs des deux résolutions ont exalté la longue lutte du peuple vietnamien et critiqué la conception américaine du « *Package Deal* », selon laquelle l'admission des deux Vietnams devrait être subordonnée à l'admission simultanée de la Corée du Sud. Plusieurs pays qui ne siègent pas au Conseil de sécurité, notamment tous les pays de l'Europe orientale (sauf l'Albanie), ainsi que Cuba, l'Algérie et la Guinée, ont plaidé la cause de l'admission des deux Vietnams et critiqué *la conception américaine*.

PHILIPPE BEN.

(Lire la suite page 4.)

La Normandie souterraine de l'abbé Cochet

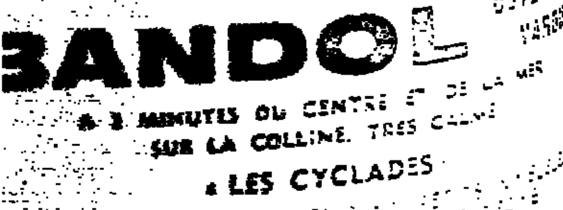
Le musée départemental des antiquités de Rouen célèbre le centenaire de la mort de l'abbé Cochet, archéologue du dix-neuvième siècle.

L'abbé Cochet est le parfait représentant d'une élite intellectuelle à qui l'Eglise catholique a offert la possibilité de s'épanouir en lui procurant un statut social et des moyens d'existence. Né en 1812 à Sanvic, près du Havre, ce fils d'un garde-côte, ancien soldat de l'Empire, fut très tôt attiré « *vers le mystère de la terre et des âges* ». A dix-huit ans, il eut ses premiers contacts avec l'archéologie : alors jeune séminariste, il se passionne pour la découverte, à Etretat, des restes d'une ville gallo-romaine. Quatre ans plus tard, il devait envoyer son premier mémoire archéologique et être alors nommé membre de la commission départementale des antiquités.

Sans que l'on puisse douter de sa fidélité à l'Eglise ni de sa foi, il reste que ses fonctions ecclésiastiques — il est ordonné prêtre en 1834 — le laissent insatisfait. « *Le présent nous paraissait si pauvre et le passé si riche* », dira-t-il dans son discours de réception à l'académie de Rouen... Atteint en 1845 d'une sorte de dépression nerveuse, il doit abandonner tout ministère vraiment actif, et seules de nouvelles découvertes archéologiques, dans la région, réussissent à le remettre sur

GENEVIÈVE BREERETTE.

(Lire la suite page 13.)



LA SITUATION

Lisbonne : qui l'emportera ?

(Suite de la première page.)

Le général Costa Gomes a été surnommé « le Bouchon » par les Portugais. Timide, discret, effacé, parlant d'une voix douce, ayant horreur des cris et de la violence, peu doué pour la harangue, fidèle à ses amis de gauche comme de droite, le président de la République a en effet réussi un tour de force, même au Portugal, où la subtilité est la règle commune. Il a servi Salazar puis Caetano jusqu'à l'avant-veille du 25 avril 1974. Sa brève et modeste révolte contre un gouvernement à l'agonie lui a valu d'être choisi comme co-porte-parole du M.F.A., avec son ami le général Spinola, par les jeunes « capitaines », qui n'osaient pas franchir le Rubicon sans la caution d'un supérieur.

Numéro un de la hiérarchie militaire le 25 avril 1974, il l'est resté parce que son limogeage aurait, aux yeux des militaires, signifié la rupture d'une institution à laquelle ils sont, pour la plupart, encore fermement attachés. Cette position d'arbitre intouchable — du moins pour le moment — est une grande force alors que le pays est déchiré, que les passions grandissent et que les tensions s'aiguisent au sein même du M.F.A.

Le général Costa Gomes redoute les colères de Gonçalves. Il admire l'officier « résistant ». Son analyse du rapport des forces, la semaine dernière, lui a permis d'approuver le maintien du premier ministre. Mais Costa Gomes est un modéré, pro-occidental depuis toujours, bien plus « à droite » que les plus « modérés » des militaires ayant signé le document Melo Antunes contre le P.C. et contre la social-démocratie.

A New-York, l'automne dernier, à Helsinki, il y a dix jours, il a fait l'apologie de la « démocratie pluraliste ». De mai à septembre 1974, il a approuvé la ligne « droitière » en Afrique du général Spinola, qui recherchait des accords avec les Etats-Unis et le Zaïre pour décoloniser l'Angola en douceur. Il approuve aujourd'hui la résolution de l'aile marchante du M.F.A. (et sur ce point le major Melo Antunes n'est pas en retrait, bien au contraire), qui n'entend pas abandonner l'Angola aux intérêts africains et étrangers conjugués. S'il a dit oui au général Gonçalves, qui réclamait l'expulsion du Conseil de la révolution des neuf signataires du document Melo Antunes, il a fait savoir aux « coupables » qu'il ne les désapprouvait pas.

Si, demain, l'approbation massive du document Melo Antunes par les unités militaires modifiait le rapport de forces, il n'aurait aucun mal à réviser son jugement, avec prudence et modération.

L'arme du Copcon

Les revirements du général Otelo de Carvalho ont, en revanche, la fraîcheur de la nouveauté. Des trois, c'est le plus militaire, homme d'action, stratège, baroudeur. Costa Gomes est diplômé de mathématiques, et Gonçalves a fait des études d'ingénieur. Le *hobby* du commandant du Copcon, c'est le théâtre. Ouvert à toutes les idées, à tous les courants gauchistes, *« à condition qu'ils soient au service de la révolution »*, le général de Carvalho croit à l' *« alliance du peuple et du M.F.A. »*. Intelligent, il a déjà médité la leçon de la « conduite de Grenoble » que les manifestants anticommunistes de Porto lui ont infligée la semaine dernière. Il a compris que le Copcon était une arme à double tranchant.

Le M.R.P.P., mouvement pour la réorganisation du prolétariat, maoïste, et d'autres courants gauchistes ont aisément pénétré dans les casernes des unités d'élite du Copcon : commandos d'Amadora, artilleurs du « régiment rouge » de Sacavem, paras de Tancos. Le général de Carvalho n'était pas hostile à cette politisation croissante de la « base » militaire, dans la perspective d'une « harmonisation » des « comités de soldats » et des « commissions de travailleurs », capables de faire échec à l' « inefficacité » des partis politiques classiques, parti communiste compris.

Mais le chef du Copcon croit aussi, et surtout, à la nécessité d'une stricte discipline militaire. C'est un point sur lequel il n'a jamais varié dans ses multiples déclarations depuis le 25 avril 1974.

Il a parrainé la réintégration du colonel Jaime Neves, patron du régiment de commandos d'Amadora, limogé dans un premier temps par les activistes minoritaires de la caserne. Il a confirmé dans leurs fonctions militaires les généraux Charais et Pezarat, commandant respectivement les régions centre et sud du Portugal, cosignataires du document Melo Antunes, exclus du Conseil de la révolution par un triumvirat dont il est membre ! Otelo se trouve lui aussi, plus tôt que prévu, à l'heure des choix. Il n'est pas prêt, il temporise, réfléchit, donne des gages aux uns et aux autres.

Ancien combattant de Guinée, tiers-mondiste convaincu, hostile aux *« deux impérialismes, celui de l'Est comme celui de l'Ouest »*, il se sent proche, sur ce point, du major Melo Antunes et de son *« socialisme à la portugaise »*. Adversaire de la droite puissante, aux visages multiformes, qu'il devine aux aguets derrière la première vague de l'offensive anti-Gonçalves, il penche pour ce dernier, tout en lui reprochant, en privé, sa dévotion aux communistes. Il peut, par des touches légères, corriger le jeu. Il n'en est pas le maître, pas encore.

Qui l'emportera ? Les conflits feutrés au sein du triumvirat ne sont pas toute la lutte pour le pouvoir. L'assemblée du M.F.A., ces deux cent quarante officiers, sous-officiers et soldats des trois armes, cooptés plutôt qu'élus, peuvent aussi bien réviser leur choix de la semaine dernière. *« Qui t'a fait roi ?... »* Ce principe est vrai du haut en bas des instances du M.F.A. : commission de coordination politique, junte de salut national, conseil des Vingt, Conseil de la révolution, triumvirat. La liste est longue, depuis quinze mois, des bouleversements des structures du M.F.A., bouleversements décidés par une « aile marchante » de plus en plus « minoritaire » et active.

D'autres officiers sont sur les rangs : Fabiao, le chef d'état-major de l'armée, un poste-clé, Fabiao le taciturne, que les diplomates en poste à Lisbonne s'évertuent en vain à faire parler au cours de leurs dîners : Rosa Coutinho, *« l'amiral rouge »*, comme l'appelait Spinola, qui l'avait détesté dès la première réunion de la junte de salut national, en mai 1974, séduisant, l'esprit vif, avouant être venu à la politique *« après le 25 avril »* et ayant trouvé son chemin de Damas en Angola ; le vice-amiral Pinheiro de Azevedo, chef d'état-major d'une marine qui est le fief des ultra-révolutionnaires, dauphin de Costa Gomes et son possible successeur dans le cas où...

De mai 1974 à mai 1975, les rivalités visibles entre partis politiques, principalement entre communistes et socialistes, ont dissimulé les conflits de tendances militaires. Les partis mis sur la touche, par leur faute et par la logique de l'expérience révolutionnaire, les dissensions au sein du M.F.A. apparaissent au grand jour. Arbitre, garant et protecteur, le M.F.A. est déchiré à son tour. Montagnards et Girondins s'y affrontent, également persuadés de détenir la vérité. Dans ce contexte, le plan politique du major Melo Antunes et de ses amis du Conseil de la révolution est une tentative de retour aux sources du Mouvement du 25 avril.

Intelligent, politique avisé, pragmatique, travailleur acharné, l'ancien ministre des affaires étrangères a plusieurs qualités aux yeux des militaires : il est du cadre permanent, il a été l'un des fondateurs du M.F.A. et il avait des contacts avec les groupes de l'opposition démocratique bien avant la chute de Caetano. Mais le major Melo Antunes, peu soucieux de popularité, n'est pas un battant.

C'est le plus « politicien » des « dirigeants historiques » du M.F.A. *« Il ferait un excellent premier ministre... »*, a dit Mario Soares. Sans aucun doute. Et le ralliement de la majorité du M.F.A. au plan Melo Antunes à égale distance des « excès bureaucratiques du P.C.P. » et des « illusions social-démocrates du P.S.P. » permettrait de calmer les passions, de former un gouvernement disposant d'un large consensus national. Mais la réussite du plan Melo Antunes implique :

1° L'éloignement du général Vasco Gonçalves, défendu par ses « fidèles » militaires, le colonel Varela Gomes, le commandant Ramiro Correia, de la 5e division de l'état-major ; le lieutenant Manuel Judas, chef de la commission du démantèlement de l'ancienne PIDE, la police politique de Salazar : tous des hommes apparemment peu enclins à passer la main ;

2° La définition d'une nouvelle ligne par le comité directeur du parti socialiste. Dimanche dernier, la commission nationale du P.S.P. a examiné à huis clos un document critique signé par six militants dont deux membres de la commission nationale. Le document reproche au comité directeur *« un alignement objectif du parti sur le bloc conservateur »* et un *« isolement progressif par rapport aux forces de gauche »*. En avril dernier déjà, une critique du comité directeur du P.S.P. avait été rédigée mais non publiée par des membres dirigeants du parti de Mario Soares. Le prestige et la personnalité de ce dernier sont si grands, son audience personnelle auprès des dirigeants socialistes européens si forts, qu'une remise en cause de l'actuelle direction est improbable. Mais Mario Soares lui-même peut parfaitement infléchir ses positions et se rallier publiquement à la « troisième voie » du major Melo Antunes.

Qui l'emportera ? Les dirigeants « historiques », les ralliés, les opportunistes ? La liste n'est pas exhaustive. Il manque les ennemis du M.F.A. et du 25 avril. Ils sont là, à Lisbonne, dans une retraite qu'ils jugent prématurée. *« Quand le mouvement de démocratisation aura été achevé dans l'armée*, déclarait l'année dernière le commandant Vitor Alves, alors ministre sans portefeuille, *le tiers des officiers de carrière environ auront été limogés... »* Le tiers, c'est beaucoup pour une armée en ébullition. D'autres ennemis de la « révolution » sont à l'étranger, en Espagne, aux frontières du Tras-os-Montes, ou au Brésil, comme Spinola, qui remâche sa rancune et prépare sa revanche. C'est encore Vitor Alves, ami de Melo Antunes, qui a dit cette semaine : *« Ce que nous risquons, c'est un coup de la droite, à la Pinochet. Et ce jour-là, les Portugais resteront sur les plages... »*

MARCEL NIEDERGANG.

BRAGA : l'exorcisme

(Suite de la première page.)

Les soldats du régiment de cavalerie de Porto sont encore intervenus lundi matin : trop tard pour empêcher les manifestants d'attaquer à nouveau la vieille maison grise à laquelle cette fois, malgré les plombs de chasse des militants assiégés, ils réussiront à mettre le feu : suffisamment tôt pour dégager la quinzaine de militants pris au piège et les évacuer sur Porto sous la protection des fusils-mitrailleurs.

Déception d'avoir manqué le bûcher ou ivresse de la violence ? La chasse aux communistes va continuer. Tout fier de sa formule, un homme, un enseignant, dira plus tard : *« Ah mais non, il n'y avait pas de raison que ça s'arrête. Les communistes ici nous les connaissons bien, nous en avons même trois sortes : les communistes numéro un, ceux du du P.C.P., les numéro 2, ceux du M.D.P.-C.D.E., et les numéro 3 ceux de l'intersyndicale. »*

Il reste donc à « s'occuper » des numéros 2 et des numéros 3. Lundi, en début d'après-midi, une troupe de jeunes gens scandant ces simples mots : *« Mort aux communistes ! »*, arrive devant les bureaux de l'intersyndicale, avenue Principal. C'est ici que, la veille, des milliers de paysans et paysannes du *« peuple chrétien »* chantaient l'*Ave Marie* pour dénoncer le totalitarisme. C'est là que lundi soir les jeunes filles de la ville viendront *« faire les belles »*, sans trop de succès d'ailleurs tant les jeunes gens leur préfèrent aujourd'hui les événements.

La complaisance des soldats

Très vite, la maison vide est prise d'assaut, les portes sont enfoncées, les fenêtres brisées. Meubles et documents sont jetés dans la rue, piétinés, enflammés. Le drapeau rouge arraché et déchiqueté est remplacé par une pancarte aux lettres maladroites : *« Morte ao Vasco ! »* (mort à Vasco Gonçalves). Puis, on essaie de mettre le feu, mais les commandos de Porto interviennent, rafales de fusils-mitrailleurs en l'air et grenades lacrymogènes.

A 16 h. 30, retrouvailles rue Santa-Margarita, devant le « repaire » des « communistes numéro 2 ». Le scénario est le même : effraction, destruction, incendie. Lundi soir, il n'y a plus de siège du M.D.P.-C.D.E. à Braga et des gamins proposent avec des mines de trafiquants de drogue leur butin : des insignes de ce parti.

Enfin à 18 heures, pour être bien sûr de ne rien oublier, les manifestants se dirigent vers le parc municipal de Braga, une sorte de Luna-Park du syndicalisme où, entre le stand du 1er mai et la piscine, l'intersyndicale organise depuis le 1er juin une exposition de livres et de revues marxistes et où, sur certains stands, sont vendus des marchandises, vêtements, petits meubles fabriqués par les ouvriers d'entreprises autogérées. Destruction, pillage, on brûle ce qu'on ne peut voler. Dehors, devant un kiosque à musique, les livres sont empilés pour un autodafé. Des enfants sautent avec des cris de joie au-dessus des flammes, sans savoir que ce n'est pas exactement carnaval. Un peloton du régiment d'infanterie de Braga arrive. Ces soldats largement armés seront bien gênés tout à l'heure par leurs fusils-mitrailleurs et leurs matraques pour participer, comme tout le monde, à la « saisie » des livres. Loin d'intervenir, en effet, ils permettront à plusieurs reprises aux assaillants de venir *« finir le travail »*.

Devant le spectacle de ces jeunes soldats portugais piétinant les centaines d'affiches du M.F.A., ramassant des livres, leur officier, un jeune capitaine, dit en souriant : *« Pourquoi nous n'intervenons pas ? Nou ssommes arrivés après. Et puis, nous ne voulons pas avoir à tirer car ce sont tous des gens de notre pays. »* Un sergent affirme : *« Nous sommes d'accord avec eux pour que le Portugal devienne une social-démocratie. Parce que le Portugal ne peut pas avoir un régime hostile à ceux des autres pays de l'Europe occidentale. »*

La nuit, au hasard de ces rues, devant ces vitrines où, seuls signes visibles de la révolution, se font face d'un magasin à l'autre les images pieuses et des revues qui le sont moins, le passant interrogé répond : *« Pourquoi ? Mais parce que nous ne voulons pas des communistes et donc nous le démontrons. »* Dans ces restaurants où l'on propose le *caldo verde*, la soupe verte, et des brochettes de poulpe, les dîneurs répondent : *« Mais, parce que nous refusons les bandes armées communistes qui s'approprient les maisons et le pouvoirs. »* Sur une place, devant cette croix maculée d'un immense P.C.P. rouge, un vieil homme assis sur un banc répond : *« Mais parce qu'ici c'est le Vatican portugais et qu'il faut le défendre. »* Et devant les cendres répandues sur la chaussée de l'avenue Principal, ce jeune homme qui soulève son maillot de corps pour montrer qu'il a bien pris du plomb lors de la guérilla anticommuniste dit : *« Mais parce qu'ils nous tirent dessus et que nous avons décidé qu'il n'y aurait bientôt plus un seul communiste dans tout le nord du pays. »*

PIERRE GEORGES.

(Dessin de Konk.)

DE PARIS A LISBONNE : 1 800 KILOMÈTRES PAR 35° AU-DESSUS DE ZÉRO

L'autocar des vacances portugaises

De notre envoyé spécial

Porto. — *Pour aller de l'avenue de la Porte-de-Charenton (Paris 12e) à la rue Guerra (Lisboa) ? Rien de plus facile. C'est tout droit. Il suffit de monter un matin dans un bus, de rouler, de rouler, de rouler encore, pour en descendre le lendemain soir, un peu courbattu, ahuri, mais fier : avoir fait* « la ligne » *une fois dans sa vie et par 35 degrés à l'ombre, quelle aventure ! La preuve : on réserve ce genre d'exploit aux travailleurs portugais immigrés en France.*

Le 1er août 1975, 158 cars chargés jusqu'à la soute sont partis du plateau Ferdinand-de-Béhagle, à Paris. La chronique de la ligne veut que l'ont ait établi ce jour-là un record difficilement améliorable : quarante-six heures de voyage pour 1 800 kilomètres. Le 2 août, il n'y avait plus que 104 cars, le 3, 28, et enfin le 4, 10 seulement. Le « 35 C », lui, partira deux jours plus tard : c'est un car pullman jaune appartenant à une société d'Hendaye (Pyrénées-Atlantiques), un bien beau véhicule avec musique, double circuit de freinage, rideaux, sièges orientables, bref tout le confort moderne, à l'avant du moins, car à l'arrière, des amortisseurs un peu fatigués faisaient douter de l'appellation « pullman ».

Au volant, le chauffeur, un vieux de la ligne, Alex Alvarez, immense bonhomme et grand dévoreur de kilomètres, sorte de tyranneau interdisant toutes manœuvres — sauf assises — à ses passagers. Derrière Alex, l'invraisemblable capharnaüm d'une migration portugaise.

Car « ces gens-là », *comme dit Alex, ont une espèce de génie de l'hospitalité. A et de l'utilisation des bouts de ficelle. Il y en a partout, des colis ficelés, des valises ficelées, des sacs à provisions ficelés, des bonbonnes ficelées d'osier et même un serin, ficelé lui aussi dans sa cage. Mais* « ces gens-là » *ont une sorte de génie de l'hospitalité. à 9 heures, le mercredi 6 août, Alex, qui ne manque pas d'humour, engage le « 35 C » sur le périphérique ouest après un tonitruant* « Tout le monde est là ? Les absents lèvent la *main !* » *A 9 h. 5, les sacs à provisions se déficelaient comme par magie. A 9 h. 6, un drôle de petit bonhomme mal fagoté — mais pourquoi diable les vieux Portugais s'obstinent-ils à porter des chapeaux trop petits et des pantalons trop grands ? — tend vers l' « étranger » une première bouteille d'apéritif. A 9 h. 7, un autre voisin, un homme aux mains dévorées par le ciment, offre la première cigarette. A 9 h. 10, une grand-mère, assise à la place 32, vêtue de noir comme on en voit des milliers dans la campagne portugaise, sourit. A 9 h. 11, la petite fille du siège avant donne, elle, la première des cent aubades de sa poupée chantante... en portugais.*

Il y aurait deux façons de vivre un tel voyage. Celle d'Alex, celle du « Tout va bien à bord ! ». *On est passé dans les délais, deux passagers — dont une femme qui plie sous les bagages — embarqués à Boulogne :* « Mais, bon sang, elle déménage ! » *Quinze passagers à Versailles :* « Tiens, il m'en manque deux qui se sont perdus dans la nature. » *Treize à Chartres :* « Je devais en prendre douze, il y en a treize, c'est qu'il faut faire gaffe avec ces cocos-là. » *Bordeaux :* « Ça va, on est dans les temps. » *Béhobie :* « Ça va, on n'a pas lanterné. Allez, arrêt buffet, une heure et pas plus. Et tant pis pour ceux qui ne seront pas à l'heure. » « Allez, arrêt pipi. Un quart d'heure, pas plus, et tant pis... »

Il y a aussi l'autre manière de jalonner 1 800 kilomètres et quarante-six heures de voyage par des bribes de conversation mariées à un paysage. Avant Chartres, devant le spectacle des moissonneuses-batteuses courant les plaines de la Beauce, c'est un jeune homme, maçon à Parly-2, qui dit doucement : « Ah ! si la terre chez nous était comme ça, nous ne serions pas ici. » *D'autres qui prononcent des phrases sans importance, tranches de vie, sur* « la fiancée là-bas qui m'a prévenu que si je venais, elle ne me laisserait pas repartir » ; *sur* « les parents que je n'ai pas avertis pour faire la surprise ».

Les véritables confidences ne seront faites qu'après avoir franchi, mercredi à 23 heures, le poste frontière de Béhobie, déserté par les douaniers français et où flotte, seul, une fois passé la Bidassoa, le drapeau espagnol. Quatre jeunes, échappés — un instant — du car, sont réunis autour d'une table de restaurant. Ils vont dire des mots durs sur la France, sur le racisme, sur les conditions de logement : « Mais pourquoi nous met-on dans des baraques ? », *sur les conditions de travail et les salaires, sur le syndicalisme :* « On ne peut rien dire, sinon les patrons ont vite fait de nous mettre à la porte. »

Des mots encore sur les rapports avec les « Portugais du Portugal » : « Aujourd'hui, beaucoup nous méprisent. Ils nous disent : Vous êtes riches et vous n'êtes pas riches. En France, vous vivez comme des esclaves et ici vous vous prenez pour des maîtres. Peut-être ont-ils raison ? »

Illusion et pouvoir de l'argent à propos de la « révolution », *dont, enfin, on accepte de parler. Tous les passagers du car, à une exception près, diront qu'ils n'envoient plus d'argent au Portugal depuis plusieurs mois. Pourquoi ?* « Parce qu'on nous a dit que les banques étaient contrôlées par le parti communiste et que notre argent allait servir à financer la révolution. » *Qui* « on » ? « Des gens, à Paris. »

« Ils nous ont prévenus que le gouvernement allait tout bloquer et que, à cause des communistes, ce serait bientôt la guerre civile, et donc que nous avions travaillé pour rien. » *L'exception, c'est Francisco, un jeune communiste justement, qui explique :* « Pour vous indiquer ce que c'était le Portugal avant, il faut savoir qu'il y a trois ans je ne savais même pas ce que voulait dire le mot « parti ». Dans mon village, on ne pouvait pas parler de ces choses-là, ou alors en secret et en faisant attention aux messieurs cachés derrière des journaux. »

A 4 heures du matin, jeudi 7 août, le second chauffeur, venant à Hendaye épauler Alex, arrête le car devant une sorte de motel à l'espagnole, où l'on s'arrache d'immenses poupées aux cheveux filasse, des sacs de bonbons et des fioles de cognac jaunâtre, « made in Spain ». *Derniers achats de cadeaux avant le passage de la frontière portugaise, à Fuentes-de-Onoro, à 8 heures. Et, parce que cinq hommes sont venus demander aux « journalistes » de remplir leurs fiches, Joachim, le maçon, dit :* « Voilà ce que nous a donné le régime salazariste. » *Mais le même Joachim, 30 kilomètres plus tôt, disait :* « Savez-vous pourquoi les travailleurs immigrés n'ont jamais été aussi nombreux que cette année à aller au Portugal ? Eh bien ! pour faire comme moi, pour essayer de récupérer les économies et les rapporter en France. » *Vrai, faux ? Le poste frontière est là qui rappelle à une autre réalité avec une immense banderole bariolée du M.F.A. tendue au-dessus de la chaussée :* « C'est ton pays. Aide-nous à le construire ! »

Un groupe de douaniers, sous des parasols, contrôlent sous la direction d'un jeune homme en jean, porteur d'un brassard vert et rouge du M.F.A., les centaines de voitures particulières des « émigrantes » qui patientent sous le soleil : « Ça va, il n'y a pas grand-monde aujourd'hui. »

Enfin, c'est la dernière étape vers Lisbonne : 435 kilomètres. A 11 heures, les enfants du car sont malades ; une sorte de slalom géant de virage en virage sur les routes torturées du pays ; un long parcours de carte postale portugaise. Tout y est bien, en effet, en conformité avec l'image d'un Portugal touristique : les petits gardiens de troupeaux de chèvres, les ânes préposés aux pompes ancestrales à eau, les attelages de bœufs, les socs en bois, les femmes en noir portant sur la tête d'énormes fardeaux, des lavandières sur les rives presque asséchées du rio Dego. « C'est beau, cela vous plaît ? », *demandent poliment les compagnons de voyage. Mais, que ce soit par fatigue ou par distraction, on sent bien maintenant que le temps est plutôt au silence : le retour au pays s'apprécie sans bruit. Dans une succession de villes : Coimbra, Leiria, Alcobaça, Bombarral, Torres, le car dépose ses passagers. Au revoir, merci (*« Obrigado »*). Bon voyage. Lisbonne est là : il est 21 heures.* — P. G.

LA SITUATION AU PORTUGAL

EUROPE

PARIS : comment exporter le programme commun ?

(Suite de la première page.)

Le parti communiste français tente, aujourd'hui, de compenser cette lacune en prenant lui-même l'initiative d'une mobilisation contre la *« violence anticommuniste »*, qu'aucun parti communiste ou socialiste en Europe ne saurait évidemment accepter. On sera naturellement moins d'accord sur les causes de ces violences.

Selon le P.C.F., le parti socialiste portugais y a sa part pour avoir *« donné le signal »* de la campagne anticommuniste et l'avoir alimentée en invoquant une *« prétendue dictature communiste »*. Le P.S., qui s'est déclaré solidaire du combat des socialistes portugais, n'accepte pas, on s'en doute, cette analyse et reproche aux communistes portugais d'avoir adopté un comportement sectaire de *« minorité agissante »*, au lieu d'accepter un processus d'évolution politique reposant sur le suffrage universel.

Le débat n'est pas seulement entre les deux partis. Il passe à l'intérieur du P.S., où le CERES ne partage pas le point de vue de la direction. M. Motchane estime, par exemple, que le danger de dictature communiste au Portugal est imaginaire et que le P.S.P. court le risque d'être débordé par les forces réactionnaires et de favoriser au M.F.A. le *développement d'un bonapartisme de gauche.*

Le débat concerne en fait toute la gauche, comme en témoigne l'analyse du journal gauchiste *Libération* : le P.C. portugais est *devenu impopulaire dans l'armée* portugaise en cherchant, selon un processus classique, à s'assurer le contrôle de l'appareil de l'Etat, des institutions et des organes de presse. Compte tenu de l'ampleur du mouvement anticommuniste, la solution révolutionnaire à la crise est dans une rupture, écrit *Libération*, du M.F.A. avec le P.C.P. Les socialistes portugais n'en demandent pas davantage.

S'il y a peu d'espoir de voir réduire les divergences d'appréciation entre socialistes et communistes français sur les causes de la crise, une tentative est amorcée pour les dépasser. Le bureau politique du P.C.F. préconise l'unité d'action de toutes les forces démocratiques et progressistes portugaises et leur conseille de se rassembler autour d'un programme... commun. Solution que les socialistes français ne peuvent qu'approuver en faisant, éventuellement, pression sur les socialistes portugais. « Le P.C.P. a toujours refusé nos proposition dans ce sens », assurait récemment M. Soares.

Les dirigeants des deux partis savent bien que les déboires de la gauche classique au Portugal portent atteinte, comme l'a souligné M. Caillavet, qui est toujours radical de gauche, à la crédibilité de leur alliance. Aussi prennent-ils soin de souligner, malgré leurs divergences, que les choses se passeraient différemment ici. *« Les événements ne prendraient pas la même tournure qu'au Portugal, parce que les conditions politiques sont différentes en France »*, a observé M. Roland Leroy, membre du secrétariat du P.C. M. Pierre Mauroy est, de son côté, persuadé que le P.C.F. réagirait d'une *autre manière que le P.C.P. Mais* il y a les Portugais, au sujet desquels il reste difficile de se mettre d'accord. Des délégués des trois partis du programme commun — M. Roland Leroy et Mme Mireille Bertrand pour le P.C., MM. Jean Poperen et Louis Mermaz pour le P.S. et MM. Pierre Bracque et Guy Gennessaux pour le Mouvement des radicaux de gauche — vont tenter, en se réunissant mercredi 13 au *siège du parti socialiste*, de vaincre cette difficulté. Sans grandes illusions.

ANDRÉ LAURENS.

LIBERATION : une rupture M.F.A.-P.C.P.

« Petit parti — deux mille militants au sortir du 25 avril, — le P.C.P., pour imposer son point de vue, a adopté la position classique des classiques de l'Internationale communiste : il a voulu s'assurer les appareils d'Etat, les institutions. Il a « pris le pouvoir » dans de nombreux organes de presse, dans certains organes même de l'armée, y compris dans certains états-majors. Lorsque cette prise du pouvoir s'est limitée à la société civile, le M.F.A. a plus ou moins laissé faire. Dès que cette politique est devenue une réalité dans l'armée, une contestation du P.C. s'est immédiatement développée (...).

» L'événement du rapport Melo Antunes, c'est l'apparition au sein de l'armée d'une opposition ouverte à la politique des communistes, à leur totalitarisme sous-jacent (...).

» Il n'y a pas de solution progressiste, révolutionnaire, à la crise, compte tenu de l'ampleur du mouvement anticommuniste dans le Nord, de la contestation anti-P.C. dans l'armée, sans une rupture avec le P.C. »

(SERGE JULY.)

COMMANDANT DE L'ACADÉMIE MILITAIRE

LE GÉNÉRAL PINTO SOARES QUITTE LE CONSEIL DE LA RÉVOLUTION

Lisbonne (A.F.P., Reuter). — Le général Pinto Soares, qui commandait l'académie militaire portugaise depuis trois mois, a démissionné de son poste et aussi de ses fonctions au sein du Conseil de la révolution. Dans une lettre publiée le 11 août par le journal « Republica », le général Pinto Soares, qui n'a pas signé le document Melo Antunes, explique qu'il ne saurait demeurer plus longtemps « dans les organes supérieurs de la révolution alors qu'on n'y distingue ni sérénité, ni unité, ni autorité », sans faillir au sens de la responsabilité.

Commentant cette démission, « Republica » laisse entendre que le général Pinto Soares ne voulait pas demeurer au Conseil de la révolution après l'exclusion des neuf signataires du document Antunes dans la seule compagnie d'officiers favorables au premier ministre, le général Vasco Gonçalves.

« L'Unita » recommande la collaboration de toutes les forces démocratiques sans exclusive

Rome *(A.F.P.)*. — Le parti communiste italien dément, dans une déclaration publiée ce mardi 12 août dans *l'Unita*, que les désaccords avec le P.C. soviétique sur la situation au Portugal aient « embarrassé » les délégations de ces deux formations lors de leur *rencontre les 7 et 8 août à Moscou (le Monde* daté 10-11 août).

Il n'y a eu *« ni gêne ni subordination »* au cours des discussions, affirme le P.C.I. précisant qu' *« il est possible d'avoir des points de convergence, même avec des positions divergentes »*.

Quant à l'opinion du P.C.I. sur la situation au Portugal, *l'Unita* l'avait longuement expliquée le samedi 9 août. Affirmant que seule l'unité la plus large des *forces démocratiques peut* permettre de résoudre la crise actuelle, l'organe du P.C.I. constatait que le nouveau gouvernement portugais *« ne peut pas compter sur un appui aussi étendu qu'il serait nécessaire »* parce *qu'il a été formé « en faisant complètement abstraction des partis »* et que sa constitution *« a suscité des réactions négatives au sein même du M.F.A. »*.

Le journal affirmait que les forces politiques portugaises doivent définir une politique de *« collaboration et de coresponsa- conquêtes du 25 avril »* et d' *« isoler les forces réactionnaires »*.

L'Unita exprimait sa solidarité aux communistes portugais face aux attaques dont ils sont l'objet, et ajoutait qu'elle a fait son *« évaluation des vicissitudes portugaises en pleine autonomie et responsabilité, sans échapper à la confrontation même polémique avec d'autres partis communistes »*.

« On est toujours coupable, écrivait le quotidien communiste, *de refuser ou de ne pas rechercher l'unité nécessaire »* en prenant prétexte des erreurs d'autres partis. *« Malheur si les accusations réciproques, l'attribution de responsabilités à l'un ou à l'autre contrariaient en ce moment au Portugal le besoin suprême de convergence et de concorde »*, concluait *l'Unita*.

PÉKIN : La politique Gonçalves a contribué à l'infiltration soviétique.

Pékin (A.F.P.). — L'agence Chine nouvelle a annoncé, mardi 12 août, la formation d'un nouveau gouvernement à Lisbonne, en relevant la déclaration de l'ancien ministre des affaires étrangères, M. Melo Antunes, selon laquelle ce gouvernement était « manifestement incapable de gouverner ».

Cette dépêche, qui constitue le premier commentaire détaillé sur la situation politique intérieure portugaise, souligne que M. Vasco Gonçalves, « dont la politique a contribué à l'infiltration soviétique au Portugal », est toujours à la tête du gouvernement.

Elle rappelle, mardi, que la situation politique dans ce pays a été « très instable » depuis la chute, en avril 1974, du « régime fasciste de Caetano », et déclare que cette instabilité est due aux « efforts des deux super-puissances, les Etats-Unis et l'U.R.S.S., d'influencer les développements de la situation au Portugal ».

Elle met à nouveau l'accent sur la « position stratégique très importante » du Portugal dans la partie sud de l'Europe, où il tient lieu de « porte » à la voie maritime entre la Méditerranée et l'Atlantique. Chine nouvelle cite également le commentaire de M. Antunes sur le nouveau gouvernement, selon lequel, loin de pouvoir résoudre les problèmes du pays, il ne fera que les « aggraver ».

Le bureau politique du P.C.F. invite les travailleurs les démocrates et les chrétiens à arrêter le « bras des massacreurs »

Le bureau politique du P.C.F. a publié, le lundi 11 août, une déclaration dans laquelle il exprime *« sa grave préoccupation »* devant le développement de la violence anticommuniste au Portugal. Il dénonce l'instauration d'une véritable *« chasse aux sorcières »* ainsi que l'*« appel à la croisade anticommuniste »* de l'archevêque de Braga et, en France, les commentaires du *Nouvel Observateur* (voir ci-contre).

Le bureau politique du P.C.F. en appelle à tous les travailleurs de France et des autres pays, à toutes les forces ouvrières et démocratiques : *« Il faut*, déclare-t-il, *arrêter le bras des massacreurs. »* La direction du parti communiste ajoute :

« Au-delà de la réaction portugaise, c'est l'impérialisme, ce sont toutes les forces réactionnaires des puissances capitalistes qui souhaitent un bain de sang au Portugal, car ils y voient un moyen de porter un coup à tout le mouvement démocratique d'Europe occidentale, à toutes les forces qui luttent pour la démocratie et le socialisme dans le monde.

» Il faut dire que tous ceux — et notamment les dirigeants du parti socialiste portugais — qui ont donné le signal de la campagne anticommuniste, l'ont alimentée par tous les moyens, y compris par le recours à la falsification, par le vacarme autour d'une prétendue menace de « dictature communiste », portent une lourde responsabilité dans le développement des activités fascistes. A la manière de l'apprenti sorcier, ils ont fait se lever des forces dont ils pourraient bien, l'exemple d'autres pays le montre, être à leur tour les victimes. Il est temps, il est grand temps, qu'ils se ressaisissent.

» Le bureau politique souhaite que toutes les forces démocratiques portugaises, les communistes, les socialistes, les autres forces progressistes, les syndicalistes, le Mouvement des forces armées, réalisent leur unité d'action face à l'offensive fasciste. Il se félicite de l'appel unitaire que vient de formuler le comité central du parti communiste portugais en faveur de l'élaboration d'une plateforme d'action commune à tous les partis et organisations progressistes. Il espère que ceux-ci se rassembleront autour d'un ensemble d'objectifs communs, d'un programme visant à la défense et à la consolidation des acquis démocratiques du peuple portugais.

» Le bureau politique décide de proposer une rencontre à ses partenaires du programme commun. Il invite les travailleurs, les démocrates français de toutes opinions à se dresser dans l'union contre la menace fasciste au Portugal, pour la sauvegarde de la démocratie. Il s'adresse, en particulier, aux chrétiens, qui n'accepteront pas que, au nom d'une religion qui est la leur, soient prêchées la haine et la violence afin de préparer un nouvel et horrible crime contre l'humanité. »

La direction du P.C.F. et « l'Humanité » mettent en cause M. Jean Daniel et « le Nouvel Observateur »

Dans la déclaration qu'il a publiée le 11 août, le bureau politique du P.C.F. met en cause, sans les nommer, M. Jean Daniel et l'hebdomadaire qu'il dirige, *le Nouvel Observateur*, en ces termes :

« Un commentateur français, retour de Lisbonne, annonce, comme s'il était chargé d'y préparer l'opinion, une réédition au Portugal de ce qui s'est passé en Indonésie voici dix ans — où, près d'un million de communistes furent exterminés, — tandis que son journal se livre à une odieuse justification par avance d'un éventuel massacre des communistes. »

M. Yves Moreau reproche nommément dans *l'Humanité* à M. Jean Daniel de *« brandir l'épouvantail du communisme au Portugal »* et ajoute : *« Cela équivaut à justifier les progromes. »* Dans l'éditorial du *Nouvel Observateur*, M. Jean Daniel analyse les raisons de l'impopularité du parti communiste portugais — *« En voulant aller trop vite, il a suscité des résistances... »* — et récuse les questions qui se posent aux militants de gauche et aux militaires portugais. Notamment celles-ci :

« Si le parti communiste persévère diaboliquement dans une logique bolchevique impliquant l'élimination des autres partis ouvriers, y a-t-il autre chose à faire que de le combattre en devenant l'allié « objectif » des réactionnaires, des cléricaux et des fascistes qui régnaient hier encore sur le Portugal ? Doit-on subir tout l'arsenal des recettes bien connues d'une « agit'-prop' » ? Et, par exemple, tolérer ces réunions où l'on fait durer les débats toute une nuit alors que les travailleurs, qui ont sommeil, finissent, épuisés, par s'en aller dormir pour apprendre ensuite que, sur des questions vitales, on a attendu leur départ pour procéder à un vote en faveur des communistes ? Ne faut-il pas mobiliser le peuple contre eux ?

» Mais où — écrit M. Daniel, — *conduit cet anticommunisme ? Après avoir victorieusement combattu les communistes, que peut-on faire de la victoire ? Avec qui construire autre chose de durable et de révolutionnaire ? Si insupportablement sectaires que soient les dirigeants communistes, ce sont des moines-soldats dévoués à leur cause.*

» Ne doit-on pas, alors, garder l'espoir qu'il sera possible d'équilibrer, au cours de luttes concrètes, la dévorante stratégie de noyautage et d'intimidation du P.C., pour protéger la dynamique révolutionnaire ? D'ailleurs, n'a-t-on pas besoin désormais — et déjà — de l'imagination et de l'héroïsme des communistes pour prévenir le retour du fascisme ? »

M. Jean Daniel conclut : *« Les communistes italiens et espagnols avaient décidément prévu cette incroyable et dangereuse situation qui peut déboucher sur une aventure sanglante.*

» C'est un fait que, pour le moment, le communisme est discrédité au Portugal, que les chances de sauver, dans ce pays, l'image du socialisme dépendent de la réussite des hommes de gauche qui se rassemblent derrière Melo Antunes et Mario Soares. »

M. JEAN DANIEL POURSUIT LE QUOTIDIEN DU P.C. EN DIFFAMATION

Dans un communiqué qu'il nous a fait parvenir, M. Jean Daniel, directeur de la rédaction du *Nouvel Observateur*, déclare :

« Etant donnée l'impossibilité où je me trouve de publier des mises au point dans l'Humanité, *qui ignore le droit de réponse, en raison de l'exceptionnelle gravité du procès d'intention que les dirigeants communistes ont cru devoir me faire et en dépit de ma répugnance à recourir à une procédure de justice à l'égard d'un confrère, je me vois contraint d'assigner* l'Humanité *en diffamation. »*

« Dans un reportage écrit à Lisbonne le vendredi 8 août, c'est-à-dire trois jours avant la chouannerie des catholiques du nord du Portugal et les inexcusables violences contre les permanences du parti communiste, je me suis fait l'écho de la situation tragique où se trouvaient les officiers révolutionnaires de l'armée portugaise. A cette date ce n'était pas l'archevêque de droite Da Silva qui lançait de scandaleux appels à une croisade anticommuniste. C'était le commandant Melo Antunes, socialiste de gauche, l'un des chefs historiques du mouvement du 25 avril, membre du Conseil de la révolution, ancien ministre des affaires étrangères du gouvernement révolutionnaire provisoire, qui me confiait ses inquiétudes sur le comportement politique du P.C. et qui justifiait ainsi le document explosif dont il est l'un des auteurs.

» Prétendre, comme le fait l'Humanité, *que j'ai pu ainsi excuser par avance les violences dont les communistes sont victimes et que j'ai préconisé une alliance de la gauche non communiste avec les réactionnaires, constitue une accusation monstrueuse et à laquelle* l'Humanité *ne parvient qu'en isolant scandaleusement une phrase de son contexte. En vérité, jamais, à aucun moment de ma carrière, y compris au temps de l'O.A.S. en Algérie, je n'ai été l'objet d'une calomnie aussi révoltante. Il est remarquable que ce soit dans un texte où il est fait appel à l'union de tous les hommes de gauche qu'intervienne cette manifestation de mauvaise foi, de hargne et de haine.*

» Il est vrai que, depuis le début, au Nouvel Observateur, *nous avons adopté — et c'est ce qui semble exaspérer le plus les dirigeants communistes français — le point de vue des communistes italiens et espagnols sur le Portugal.*

» Nous n'avons pas caché, et nous le répéterons ici, que nous préférons nettement les objectifs et les méthodes du major Melo Antunes à ceux du secrétaire général du P.C., Alvaro Cunhal. Nous n'en déclarons pas pour autant que le parti communiste français désire ou excuse un éventuel massacre des Portugais non communistes. La vérité, c'est que même si nos calomniateurs d'aujourd'hui étaient, d'aventure, l'objet d'une chasse aux sorcières, nous serions à leurs côtés. Et c'est bien là tout ce qui nous sépare d'eux : aujourd'hui nous ne pensons qu'à l'union des forces populaires portugaises contre le fascisme et non à injurier qui que ce soit. »

Espagne

Dans un document circulant dans les casernes

Les officiers de l'Union militaire démocratique affirment vouloir « contrecarrer l'influence pernicieuse et réactionnaire de la haute hiérarchie »

Madrid *(A.F.P.)*. — Un document de quelque mille mots, qui émane de milieux proches de l'armée espagnole et circule à Madrid, indique que les neuf officiers arrêtés le 29 juillet sont accusés d'avoir *« participé à trois réunions de plus de quatre officiers au cours du mois de juillet »* (*le Monde* du 31 juillet).

Le document reconnaît qu'ils appartiennent à une Union militaire démocratique aux *« vastes ramifications »*, dont le but est de mener un *« travail de formation politique pour contrecarrer l'influence pernicieuse et réactionnaire à laquelle la haute hiérarchie militaire soumet le corps des officiers »*.

Les auteurs du document, qui circule aussi dans certaines unités, affirment qu'il ne faut pas établir un parallèle avec les mouvements militaires d'autres pays — c'est-à-dire le Portugal — étant donné que les problèmes intérieurs espagnols et ceux de l'armée espagnole exigent des *« solutions particulières »*.

Les militaires inculpés sont présentés non comme des révolutionnaires, mais *« comme des militaires responsables et inquiets »*, soucieux de présenter au monde une image de leur armée différente de celle d'une *« force de répression »*.

« Pendant les trente-cinq années du régime, l'armée a été consciemment affaiblie pour ne pas lui laisser d'autre force que celle de pouvoir réprimer le peuple désarmé », dit le document. Il poursuit : *« Alors que l'Espagne est mise à l'écart et déconsidérée dans le concert des nations, que nos bateaux de pêche sont saisis par le Maroc et la Mauritanie, que l'on empêche le passage de nos exportations vers la France, où les terroristes préparent leurs coups avec une quasi-impunité, alors que nos soldats sont faits prisonniers et que nos troupes sont harcelées au Sahara, qu'on nous refuse l'entrée du Marché commun, que l'OTAN nous ignore, notre haute hiérarchie ne fait rien d'autre que menacer les Espagnols et rappeler aux officiers que la mission de l'armée est de maintenir l'ordre public lorsque cela est nécessaire. »*

Le document établit une relation entre les dernières arrestations de juillet et celle du commandant Julio Busquets et du capitaine Jose Julvez Coll, opérées en février à Barcelone. Il laisse également entendre que le nombre des arrestations est supérieur à celui qui a été annoncé officiellement.

L'accusation de sédition portée contre ces officiers a été mentionnée dans une note adressée à toutes les unités, accompagnée d'un commentaire les accusant de *« diviser l'armée »*, affirment les auteurs du document. Selon eux, la lecture de cet acte d'accusation et le commentaire ont provoqué des *« réactions diverses »* dans les unités. C'est ainsi qu'ils mentionnent un incident survenu à Madrid entre un général de cavalerie qui aurait proféré des injures à l'adresse des officiers mis en cause, et un commandant d'artillerie, Ricardo Ramos, qui aurait pris leur défense en affirmant que leur culpabilité n'était pas encore établie.

Selon le document, le général a sanctionné de quatorze jours d'arrêt l'attitude du commandant. Au document photocopié, sans signature, est jointe la liste des officiers arrêtés avec quelques éléments biographiques.

Pologne

Au cours de sa visite

M. Kossyguine promet une augmentation des livraisons soviétiques de matières premières

M. Alexis Kossyguine est arrivé le lundi 11 août à Varsovie. Le chef du gouvernement soviétique s'est entretenu aussitôt avec M. Piotr Jaroszewicz, président du conseil des ministres polonais, de la coopération économique entre les deux pays et de la coordination de leurs plans économiques pour 1976-1980. Ce mardi, M. Kossyguine se rend dans le sud de la Pologne pour rencontrer M. Gierek, premier secrétaire du parti ouvrier unifié, dans une villa gouvernementale où il passera ensuite deux semaines de vacances.

De notre correspondant

Vienne. — Le séjour en Pologne de M. Kossyguine intervient après une série de contacts particulièrement fructueux menés par les dirigeants polonais avec l'Occident. M. Giscard d'Estaing en juin, puis le président Ford à la veille de la réunion d'Helsinki, ont été chaleureusement accueillis dans la capitale polonaise. Ce n'est un secret pour personne que les Polonais comptent beaucoup sur le développement, sous diverses formes, de la coopération avec la France et les Etats-Unis pour soutenir l'expansion de leur économie.

Avec l'Allemagne fédérale aussi les relations ont toute raison maintenant, après le règlement du contentieux politico-financier hérité de la guerre, d'évoluer plus favorablement qu'au cours des derniers mois. Le crédit accordé par Bonn à des conditions exceptionnelles, venant après celui déjà octroyé par la France, va puissamment aider à l'équipement industriel du pays. Le rapprochement très marqué entre Paris et Varsovie ces derniers temps n'est sans doute pas étranger au changement d'attitude du gouvernement ouest-allemand.

Cette ouverture accrue vers l'Occident comporte évidemment des risques pour les Polonais, à commencer par une aggravation de leur déficit commercial déjà énorme. M. Kossyguine souhaitera peut-être s'informer de la façon dont les dirigeants de Varsovie envisagent d'harmoniser l'effort d'équipement auprès des marchés occidentaux avec le développement de la coopération avec l'U.R.S.S.

Au cours de l'actuel quinquennat (1971-1975), le volume des échanges polono-soviétiques s'élèvera à 15,3 milliards de roubles, soit environ 2 milliards de plus que prévu. Il sera de moitié supérieur à ceux réalisés pendant le quinquennat précédent.

MANUEL LUCBERT.

Grèce

De nombreux incidents ont perturbé le procès des tortionnaires

Athènes *(A.F.P., Reuter)*. — Le procès dit *« des tortionnaires »*, ouvert depuis jeudi dernier devant le tribunal permanent d'Athènes, a repris lundi matin 11 août dans un climat houleux. M. Hippocrates Savouras, ancien boxeur poids lourd, membre du Parlement grec, s'est frayé un passage au milieu des gardiens pour se précipiter sur les accusés parmi lesquels il avait reconnu un de ses tortionnaires. Des coups ont été échangés de part et d'autre avant que les policiers ne parviennent à rétablir l'ordre.

Le principal accusé, le colonel Theophiloyannakos a interrompu à plusieurs reprises les témoins à charge. *« Vous ne pouvez accuser à la légère les jeunes nationalistes d'élite que nous avions recrutés »*, a-t-il dit, se référant aux inculpés accablés par leurs anciennes victimes. Le colonel Theophiloyannakos, qui est également accusé de haute trahison et de rébellion militaire dans le procès des auteurs du coup d'Etat d'avril 1967, a suscité de vives réactions dans la salle d'audience en s'écriant : *« Nous sommes des héros et des nationalistes grecs ! »*

L'amiral Engolfopoulos, chef *d'état-major* de la *marine*, incarcéré par la police militaire durant soixante jours après avoir été arrêté en mai 1973 à la suite du complot de la marine, s'en est pris aux accusés : *« Vous êtes des lâches, vous n'avez même pas eu le courage de vous suicider quand votre pouvoir s'est effondré »*, s'est-il écrié. Il a ajouté, s'adressant aux juges : *« Les accusés sont indignes du nom d'hommes. Ils ont porté atteinte à l'honneur de la Grèce. »* Evoquant les interrogatoires qu'il avait subis après son arrestation, l'amiral a affirmé qu'un de ses tortionnaires, le commandant Coulumbakis, de la police militaire, lui avait dit : *« J'ai suivi un stage de guerre psychologique de deux ans aux Etats-Unis. »*

Lady Amalia Flemming, arrêtée pour complicité dans la tentative d'évasion d'Alecos Panagoulis, a, pour sa part, décrit minutieusement ses interrogatoires. Elle a notamment indiqué qu'elle avait été privée d'eau et qu'elle avait entendu les cris de plusieurs torturés.

AFRIQUE

Angola

Sur le « premier front » au nord de Luanda

Le Mouvement populaire de libération de l'Angola (M.P.L.A.) est désormais la seule force politique à Luanda. L'Union pour l'indépendance totale de l'Angola (Unita) a en effet retiré lundi 11 août, la totalité de ses forces de la capitale. M. Medeiros, dernier responsable du parti à quitter Luanda, a déclaré : « Nous avons été attaqués à Luanda par le M.P.L.A., et notre seul espoir est aujourd'hui de nous concentrer autour de Nova-Lisboa », ville située à plus de 600 kilomètres au sud-est de la capitale.

Un porte-parole militaire portugais a d'autre part annoncé, lundi soir, que le F.N.L.A. avait évacué le fort de Sao-Pedro-da-Barre, qui commande le port de Luanda et contrôle les abords de la raffinerie de pétrole de Petrangol. Cette évacuation aurait été obtenue avec la médiation des autorités portugaises.

De notre envoyé spécial

Porto-Quipiri. — *« Les contradictions entre le F.N.L.A. et le M.P.L.A. sont aussi vieilles qu'une bonne bouteille de whisky. »* Le *« camarade commandante »* Kopelepa sait ce dont il parle. Il est *mulâtre, comme* de nombreux cadres du Mouvement populaire, *et deux années d'études universitaires à Lisbonne l'ont conduit, en 1971, dans un centre d'instruction algérien avant de gagner le maquis angolais la même année comme simple guérillero du M.P.L.A. Quatre ans plus tard, il est l'un de ceux qui défendent* Luanda au nord, dans le secteur névralgique de Caxito où les forces du F.N.L.A. tentent de progresser.

Le front, le premier d'une guerre indécise, est formé par une rivière, la Dande, qui coule à une quarantaine de kilomètres au nord-est de la capitale. Le F.N.L.A. en occupe la berge septentrionale où se trouve Caxito, ville qu'il a *prise le 21 juillet dernier.* Sur l'autre rive, le M.P.L.A. continue à consolider ses défenses dans les secteurs de Barra-do-Dande, à l'embouchure de la rivière, et de Porto-Quipiri, où le F.N.L.A. a répondu lundi 11 août par un barrage d'artillerie à une attaque des guérilleros du Mouvement populaire de libération.

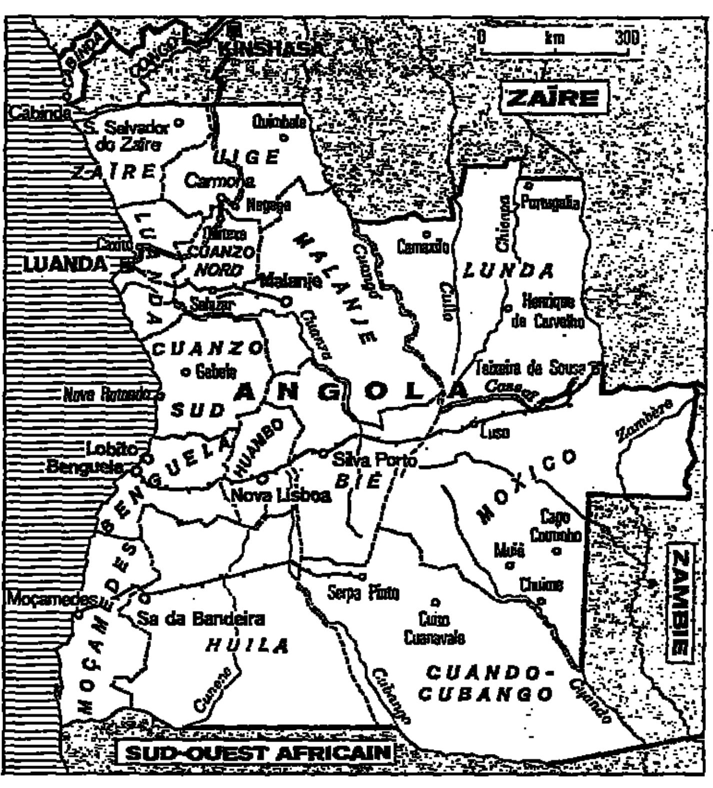
Ce front, qui s'étale sur une *soixantaine de kilomètres,* est loin d'être stabilisé. Jeudi dernier, le F.N.L.A. a tenté une percée, mais il a été repoussé à la hauteur de Porto-Quipiri. Retranchés dans une région de marécages, qu'ils connaissent bien pour y avoir mené la guérilla pendant de nombreuses années contre les Portugais, ses adversaires contrôlent apparemment la route qui conduit de *Luanda à Porto-Quipiri et ont* les moyens de lancer quelques commandos derrière les lignes du F.N.L.A.

« Notre combat est politique »

Dans une région que la population a presque complètement évacuée, une guerre assez conventionnelle est en train de naître, guerre de positions, de coups de main, de duels d'artillerie, entre deux armées qui n'ont, semble-t-il, rien de commun. *« De l'autre côté, seuls les officiers du F.N.L.A. et les troupes zaïroises qui combattent avec eux touchent une solde »,* nous explique avec dédain Marilla, militante de longue date du M.P.L.A. et épouse d'un chef militaire du Mouvement.

Les Fapla — bras militaire du M.P.L.A. — sont une troupe non payée et encadrée par des commissaires politiques et des chefs opérationnels. Aucun insigne ne distingue de ses hommes le *« commandant »* Kopelepa — *coiffure* afro et blue-jeans. Tout le *monde se donne du « camarade »* et quatre déserteurs du F.N.L.A. ont trouvé place dans un escadron local. *« Chez nous, c'est la guerre populaire, et je ne suis pas devenu un commandant marxiste du jour au lendemain »,* explique l'officier.

Les explosions d'obus dans la région de Porto-Quipiri n'empêchent pas Marilla, dont l'éloquence est naturelle, de donner des nouvelles de Luanda et de la situation dans le reste du pays à une soixantaine de jeunes recrues formées dans les locaux d'un ancien camp de travail où les Portugais enfermaient leurs prisonniers. *« Le F.N.L.A. prétend*



qu'il a avancé jusqu'à 20 kilomètres au nord de Luanda. Nous sommes ici à une quarantaine de kilomètres de la capitale et vous devez prouver, par votre vigilance et votre discipline, que le F.N.L.A. ment », leur dit-elle.

Il semble cependant que le F.N.L.A. soit présent dans la région de Quicongo, à une trentaine de kilomètres au sud-est de Luanda, *ce qui constituerait une* autre menace pour la capitale de l'Angola. *En effet, non loin de là* passe la route qui relie la capitale à la région de Nova-Lisboa, où des combats auraient encore opposé, lundi après-midi, les troupes du F.N.L.A. et de l'Unita à celles du M.P.L.A. Or, c'est par cette route qu'est acheminée une bonne partie du ravitaillement alimentaire de Luanda.

Le commandant Kopelepa, visiblement dévoué à la cause qu'il défend, estime que *« le F.N.L.A. est l'allié objectif des impérialismes nord-américains et européens ».* Il le dit sans emphase, devant de jeunes soldats apparemment disciplinés et qui reçoivent une formation politique. *« Le F.N.L.A. est une armée de type classique bien équipée, avec des soldats qui saluent leurs officiers. Nous ne manquons pas non plus de munitions et d'armes. Mais nous avons un atout de plus : notre combat est politique, alors que le F.N.L.A. a une base tribale, les Bakongos du nord, à l'aide desquels il veut balkaniser le pays. »*

Selon le commandant Kopelepa, l'objectif militaire du M.P.L.A. est actuellement d'encercler le F.N.L.A. en s'assurant le contrôle des principaux ports de l'Angola. Il est persuadé que le F.N.L.A. n'a pas les moyens de lancer sa *« marche sur Luanda ». « L'ennemi,* dit-il, *n'a pas de problèmes de matériel. Il lui reste des blindés et quatre ou cinq canons dans la région de Porto-Quipiri, dont certains autotractés, ainsi que des mortiers de 81 mm et de 122 mm. Mais il éprouve des difficultés à recruter et à nourrir sa troupe. »*

Ces premières lignes tenues au nord-est de Luanda par une troupe équipée légèrement donnent l'impression d'être bien organisées. Le commandement local *tente de repousser lentement* vers la mer un adversaire qui contrôle la *partie septentrionale du pays,* sur la frontière zaïroise. La visite de la région de Porto-Quipiri donne le sentiment que le conflit risque de durer un certain temps.

Le M.P.L.A., comme l'expliquent ses cadres, *« a, avant tout, une politique frontiste : il regroupe divers mouvements politiques et plusieurs couches sociales. Il compte également des marxistes, mais sa ligne politique, celle du bureau politique et celle du comité central, est progressiste ».* Pour défendre Luanda, il semble avoir fait sienne le mot d'un ancien gouverneur portugais de l'Angola : *« Un homme averti en vaut deux, et il faut quatre hommes pour le chasser de chez lui ! »*

« La prochaine fois, je vous donne rendez-vous à la frontière zaïroise », nous dit, à l'heure du départ, le commandant Kopelepa, sans préciser la date. Mais sans douter un instant du point de rencontre.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

ONU

LES ÉTATS-UNIS ET LES DEUX VIETNAMS

(Suite de la première page.)

Dans sa réponse, M. Moynihan a déclaré que pendant trente ans les Etats-Unis n'ont jamais utilisé leur veto pour empêcher l'admission d'un pays quelconque (l'U.R.S.S. a opposé le sien environ cinquante fois dans des cas semblables). Toutefois, a poursuivi M. Moynihan, les Etats-Unis se doivent de faire jouer leur droit de veto afin d'empêcher que *l'admission aux Nations unies ne se fasse en application « de critères idéologiques ».*

Le représentant de la France, M. Jacques Lecompt, a expliqué le vote favorable de sa délégation à l'admission de deux Vietnams, en déclarant : *« Le peuple vietnamien vient de traverser des tragédies qui ont ému le monde entier, suscité les efforts de deux secrétaires généraux des Nations unies et conduit la France à plaider sans relâche en faveur des solutions politiques, si évidemment nécessaires. (...)*

» Le temps paraît aujourd'hui venu d'aider une région éprouvée par la guerre internationale et civile à rejoindre la famille des Nations unies, confirmant ainsi qu'une nouvelle page peut s'ouvrir. Nous soutiendrons l'admission des Républiques entre lesquelles se partage actuellement le peuple vietnamien dès lors qu'elles la demandent, qu'elles sont pacifiques, et qu'elles se sont engagées à respecter les obligations découlant de notre charte.

» Nul n'ignore, d'autre part, que la France et le Vietnam ont autrefois mêlé leurs destins et que mon pays entretient avec les deux candidats et leur peuple un certain nombre de liens historiques et amicaux, ainsi que des relations diplomatiques, économiques et culturelles. »

PHILIPPE BEN.

A travers le monde

Madagascar

● LES AUTORITES MALGACHES ont décidé de renforcer la censure de presse. Trois refus de visa de publication par les services de la censure pourront désormais entraîner une suspension de la publication jusqu'à six mois. Le refus de visa peut, en outre, être assorti d'une saisie. — *(A.F.P.)*

R. F. A.

● LE GENERAL JOSEPH C. MCDONOUGH, nouveau commandant du secteur américain de Berlin, a pris ses fonctions lundi 11 août à Berlin-Ouest. Il dirigeait jusqu'à présent la 8e division d'infanterie stationnée à Bad-Kreuznach. Il succède au général Sam S. Walker, nommé commandant adjoint des forces armées américaines au quartier général de Fort-McPherson, dans l'Etat de Georgie. — *(A.F.P.)*

A trois mois de l'indépendance

PAUL VI CRÉE QUATRE NOUVEAUX DIOCÈSES

Paul VI a renforcé la hiérarchie catholique en Angola, à trois mois de l'accession du pays à l'indépendance, en créant quatre nouveaux diocèses, placés sous la responsabilité des membres du clergé nés en Angola. Mgr Manuel Franklin da Costa, cinquante-trois ans, devient évêque du nouveau diocèse d'Henrique-de-Carvalho. Ancien recteur du grand séminaire de Luanda, il avait été expulsé d'Angola en 1960, sous la dictature de Salazar.

Mgr Zacarias Camuenho, jusqu'à présent évêque auxiliaire de Luanda, devient évêque du nouveau diocèse de Nuovo-Redondo. Le Père Francisco Viti, cinquante-deux ans, quitte le grand séminaire de Nova-Lisboa pour devenir évêque du nouveau diocèse de Serpa-Pinto. Mgr Euricio Dias Nogueira, cinquante-deux ans, enfin, évêque de Sa-da-Bandeira, devient administrateur apostolique du nouveau diocèse de Pereira-de-Eca. Il y a maintenant treize diocèses en Angola. D'autre part, le pape a nommé Mgr Alexandre do Nascimento, cinquante ans, évêque du diocèse de Malanje en remplacement de Mgr Eduardo André Muaca, qui devient évêque coadjuteur de Luanda.

La République Sud-Africaine au point de non-retour

(Suite de la première page.)

Il s'en pose une pour le couple noir présent : la loi, dans ce cas précis, lui interdit de consommer de l'alcool, à moins qu'il n'ait apporté de son domicile les boissons alcoolisées destinées à sa propre consommation.

« Pourquoi ne pas proclamer officiellement que l'on renonce à l'« apartheid », puisque, en fin de compte, seule une petite minorité de non-Blancs est actuellement capable de s'intégrer à la communauté blanche ? En fait, on ruine le crédit international de l'Afrique du Sud pour une fiction, alors qu'on pourrait continuer d'obtenir, discrètement, des résultats identiques », nous affirme un homme d'affaires quelque peu cynique d'origine anglaise.

De leur côté, les hommes politiques sud-africains mêlent, dans des proportions parfois difficiles à évaluer avec précision, préoccupations humanitaires et réalisme. M. Japie Bason, député du parti uni (dans l'opposition), *nous dit : « L'*apartheid *est devenu quelque chose de parfaitement ridicule, et c'est bien pour cela qu'il est en voie de disparition. Depuis l'accession de Verwoerd au pouvoir (1), il n'était plus l'instrument d'une politique, c'était devenu une politique en soi... Nous voulons la coopération entre tous les groupes raciaux. C'est pourquoi nous rejetons la séparation forcée, au même titre que nous condamnons l'intégration forcée, telle qu'elle est pratiquée aux Etats-Unis par exemple... »*

Plus pratique, M. Harry Schwarz, porte-parole de l'ancien parti réformateur, nous déclare : *« Je place la politique de déségrégation avant la politique de détente, parce qu'il n'y aura pas de véritable détente dans les rapports entre l'Afrique du Sud et le reste du monde, si la recherche de celle-ci et la poursuite de la déségrégation ne sont pas menées de pair. »*

Officiellement, la doctrine de M. J.B. Vorster et de ses amis du parti nationaliste, au pouvoir depuis un quart de siècle, reste très différente. Au cours d'un entretien qu'il nous a accordé à l'occasion de la dernière session parlementaire au Cap, le premier ministre nous a dit : *« Les Noirs qui sont installés dans les zones blanches ne constituent pas un peuple en soi. Ils n'y jouissent donc d'aucun droit. En revanche, chacun d'entre eux appartient, même lorsqu'il est installé en zone blanche depuis plusieurs générations, à l'une ou l'autre des nations noires vivant en Afrique du Sud. Ces Noirs, qui sont donc venus chercher du travail à l'extérieur de leur* homeland *d'origine conservent là-bas l'intégralité de leurs droits de citoyens. D'ailleurs, ils sont les premiers à considérer les chefs des* homelands *comme leurs leaders, tandis que ces derniers regardent ces travailleurs migrants comme leurs sujets... »* Etonnante pour l'étranger de passage, cette « logique » spécifiquement *nationaliste,* ne paraît pas moins stupéfiante aux libéraux du cru. M. René de Villiers, qui est l'un des chefs de l'ancien parti progressiste, nous dit à ce sujet : *« C'est un peu comme si ma propre famille, originaire du Poitou, installée ici depuis quatre générations était tenue à l'écart de toute consultation électorale au Cap, mais conservait le droit de vote à Poitiers... »*

Néanmoins, on peut se demander si le point de vue de M. Vorster ne reste pas celui de la majorité des électeurs sud-africains. M. Van der Merwe, ministre des affaires étrangères, résume ainsi la situation : *« La communauté blanche admet que les autres communautés puissent, en fin de compte, avoir, un jour, le dernier mot pour tout ce qui concerne les affaires de leur propre communauté ; mais uniquement pour ce qui les concerne elles-mêmes... »*

Certains changements intervenus au cours *des derniers mois* ont un caractère strictement démagogique, dans la mesure où leur portée pratique est nulle. Ainsi, la décision de laisser toutes les communautés raciales accéder au *Nico Malan,* opéra de réputation mondiale situé au Cap. Le prix élevé des places, l'éloignement du théâtre par rapport aux banlieues périphériques où résident les Noirs et les métis, le respect humain également, font que les spectateurs de couleur restent fort rares. Personne ne s'y trompe, et un médecin du Cap ironisait à ce propos : *« Depuis que* le Nico Malan *est ouvert à tous, j'y suis venu deux fois. La première fois, il y avait un Noir. La deuxième fois, il y en avait deux. Sans doute, pour notre gouvernement, la déségrégation avait-elle en quelques mois progressé de cent pour cent... »*

D'autres mesures, apparemment secondaires, ont une plus grande portée. Ainsi, le 29 décembre 1974, a eu lieu à Johannesburg le premier match opposant une équipe noire à une équipe blanche. L'événement ne fut pas seulement *sportif, mais politique.* Et, d'ores et déjà, la presse réclame impérativement la constitution d'équipes sportives mêlant Blancs et non-Blancs dans leurs rangs.

Le prix de l'expansion

Dans le monde du travail, l'effritement de l'« apartheid » est en accélération très sensible, en dépit de l'afflux récent de travailleurs portugais, réfugiés du Mozambique ou de l'Angola, qui ont permis aux employeurs blancs d'éviter dans certains cas de faire appel à de la main-d'œuvre *noire. Certes, le Job Reservation Act* (2) reste en vigueur, et, c'est *toujours* au *ministre* du travail qu'il revient de définir quels sont les emplois réservés à des groupes raciaux spécifiques dans les diverses zones. D'autre part, les syndicats, qui constituent de véritables « clubs » blancs, définissent, en accord avec le patronat, les postes qui doivent être exclusivement réservés à des Blancs, et les moyens de maintenir les salaires à un haut niveau, au seul bénéfice de la communauté blanche.

Cependant l'expansion économique du pays est si rapide que, là encore, la pratique évolue plus vite que les textes. Pour ne pas compromettre leur taux de croissance, les industriels sud-africains ont dû *faire* de premières entorses à la législation du travail. *Ils ont* d'abord opéré avec discrétion, pour ne pas provoquer de réactions de la *part* du gouvernement ou des syndicats. Aujourd'hui, ils sont souvent à la pointe du combat pour la déségrégation dans le monde du travail, comme M. Harry Oppenheimer, président de la toute-puissante *Anglo American.* Ce n'est, évidemment, pas sans raison sérieuse que beaucoup de chefs d'entreprise, sous le poids des nécessités économiques, financent les campagnes électorales du parti *progressiste.*

Le développement du bâtiment a favorisé l'admission illégale de nombreux maçons métis sur les chantiers. Dans les transports ferroviaires, où l'accès à l'emploi est pourtant contrôlé par sept syndicats, dont deux sont aux mains d'éléments réactionnaires, des postes de plus en plus nombreux ont, *faute de* candidats blancs, été ouverts à des *candidats de couleur.* Ainsi, alors qu'autrefois mécaniciens et chauffeurs de locomotives étaient obligatoirement blancs, actuellement, le mécanicien, investi du commandement, est blanc, mais le chauffeur est noir. Il est vrai qu'il a changé de dénomination et s'appelle désormais *soutier* (3), ce qui permet notamment de lui donner une qualification moindre, donc *un salaire plus faible.* En dépit de l'opposition des syndicats, les conducteurs d'autobus de Johannesburg, autrefois exclusivement blancs, comptent un nombre chaque jour accru de métis dans leurs rangs.

Dans les mines, dans la sidérurgie, dans le bâtiment, le système d'« apartheid » est quotidiennement mis en échec. Mais, le pouvoir de décision reste entre les mains des Blancs, qui détiennent pratiquement tous les postes de responsabilité. Les possibilités de grève sont inexistantes pour le personnel noir, tenu à l'écart des *syndicats,* menacé de licenciement ou d'arrestation en cas d'agita*tion. En revanche,* les écarts de salaire entre travailleurs de race différentes sont en voie de diminution. L'un des *« patrons »* de l'industrie sucrière nous dit : *« Les murailles de Jéricho sont en train de s'écouler. Le 1er mai dernier, nous avons augmenté de 50 % les salaires de nos 150 000 travailleurs noirs. Nous avons consacré, cette année, 10 millions de rands* (4) *au développement de la culture de la canne à sucre chez les petits planteurs noirs et indiens... »*

Dans l'armée, les sept premiers officiers métis ont été promus en mai dernier. Un amendement a été apporté au *Defence Act,* avec prise d'effet immédiat, pour permettre cette innovation qui devrait, en principe, contraindre des militaires blancs à obéir à des gens de couleur. Il est vrai que M. Botha, *ministre de la défense,* nous précise : *« Pour la première fois dans notre histoire, des non-*Blancs *deviendront officiers. Ils n'interviendront pas dans les autres corps de troupe, mais ils seront, au combat, traités de la même manière que les Blancs, et ces derniers leur devront le salut, marque extérieure de respect due à leur autorité... »* (5)

Enfin, des non-Blancs peuvent être nommés, depuis janvier dernier, dans les services diplomatiques ou consulaires à l'étranger.

On note chaque jour dans la presse des changements ou des annonces de changements prochains, ainsi que de sévères critiques *contre le maintien* d'un système racial considéré comme périmé par un nombre croissant d'individus. Dans ce pays où la Bible reste le livre de référence, un journaliste afrikaaner nous affirme de façon imagée : *« Ou bien nous admettrons l'intégration, ou bien, comme les zélotes juifs de Massada, nous serons tous acculés au suicide collectif... »* De même, dans leurs conversations privées, la plupart des hommes *politiques sud-africains* admettent que l'abandon de l'« apartheid » va de soi, à plus ou moins long terme. Même dans certains débats publics, ils adoptent parfois une attitude analogue. Ainsi, lors du débat parlementaire d'avril, la plupart des députés parlaient de la discrimination comme si elle avait disparue, alors que nul n'est encore en mesure de proposer un *moyen* de la faire effectivement disparaître.

Comme les zélotes juifs de Massada...

Les éléments blancs les plus *libéraux* ne s'estiment pourtant pas satisfaits. Un professeur de droit objecte : *« On a multiplié les exceptions aux lois, mais on ne les a pas fondamentalement modifiées, sauf sur des points mineurs, comme l'abolition de la ségrégation dans l'hôtellerie... »* Quant aux Noirs eux-mêmes, ils restent *généralement sceptiques,* lorsqu'ils ne s'enferment pas dans un mutisme *complet.*

Le directeur du *World,* quotidien noir de Johannesburg, nous dit : *« Mon peuple est très soupçonneux et ne croit plus à la sincérité de l'homme blanc, à quelque parti que ce dernier appartienne... D'ailleurs, s'il y a eu des concessions certaines, la politique d'« apartheid » n'a pas été affectée dans son ensemble... »*

Lorsqu'on s'efforce d'aller au-delà des apparences, on est tenté de donner entièrement raison aux censeurs dans bien des cas. Ainsi, aux termes du *Population Registration Act,* promulgué en 1950, tous les habitants de la République sont toujours enregistrés et classifiés selon leur race, mentionnée sur leur carte d'identité, sous forme de numéro. Il existe un *Race Classification Board,* comportant des bureaucrates habilités à *« reclassifier »* éventuellement, à tout moment, des personnes qui feraient l'objet de *dénonciations pour fausse* déclaration.

D'autre part, le mouvement de déségrégation avance de façon très différente suivant les villes ou les régions considérées : de façon relativement satisfaisante dans quelques grandes villes, dont Johannesburg et Pretoria, plus *lentement au Cap,* plus lentement encore dans les agglomérations comme East-London ou Port-Elizabeth ; enfin, dans les villes comme Umtata, capitale du Transkei, l'on retrouve à peu près intact le système d'« apartheid ». A la bibliothèque municipale, qui est installée au rez-de-chaussée de la *mairie* de Durban, au-dessus de l'écriteau *« Dogs not allowed »* (« Interdit aux chiens »), figure *la pancarte « Europeans only »* (« Blancs uniquement »). On peut donc en conclure que, contrairement aux Blancs, ni Indiens, *ni métis, ni Noirs,* ne peuvent consulter ou emprunter ici le moindre ouvrage. De même les taxis restent séparés, Blancs et non-Blancs devant emprunter les véhicules qui leur sont respectivement réservés ; cela ne fait *pas obstacle à ce qu'*à l'occasion le chauffeur soit indien...

PHILIPPE DECRAENE.

(1) Prédécesseur de M. Vorster au poste de premier ministre.

(2) Aux termes duquel tous les emplois qualifiés sont réservés aux Blancs.

(3) L'ancien « fireman » est devenu « coalman ».

(4) Un rand = 7 francs.

(5) Il existe quatre types d'unités dans l'armée sud-africaine : blanche, métisse, indienne, noire. Jusqu'en mai 1975, toutes étaient commandées par des officiers blancs.

Prochain article :

LA GRANDE IMPATIENCE DES COMMUNAUTÉS DE COULEUR

Rhodésie

LA CONFÉRENCE CONSTITUTIONNELLE SE RÉUNIRA AVANT LE 25 AOUT

Salisbury *(Reuter).* — La conférence constitutionnelle sur l'avenir de la Rhodésie se réunira avant le 25 août, annonce-t-on mardi 12 août de source autorisée à Salisbury. Elle se déroulera dans *un wagon de luxe des chemins de* fer sud-africains, stationné sur le pont des chutes Victoria (Victoria-Falls), qui sépare la Rhodésie de la Zambie. Les négociations seront dirigées, du côté rhodésien, par M. Ian Smith, premier ministre et, du côté des nationalistes du Zimbabwe, par Mgr Muzorewa, président *du Conseil national* africain (A.N.C.), qui regroupe les trois mouvements nationalistes. Le révérend Sithole, ancien chef de l'Union nationale du Zimbabwe (ZANU), qui s'est exilé de Rhodésie, où il était menacé d'emprisonnement, participera aux discussions, ainsi que MM. Elliot Gabellah, vice-président de l'A.N.C., et Joshua N'Komo, ancien chef de l'Union populaire du Zimbabwe (ZAPU). On prévoit que les délégués nationalistes résideront en *Zambie, à Livingstone.*

[Les négociations butaient depuis plusieurs mois sur la question du lieu de la conférence, les nationalistes souhaitant, pour des raisons de sécurité, qu'elle se tienne à l'extérieur du territoire rhodésien. En acceptant que la conférence ait lieu en terrain neutre, M. Ian Smith a, semble-t-il, cédé devant l'insistance de son homologue sud-africain, avec lequel il s'est longuement entretenu pendant le dernier week-end. D'après le quotidien britannique « The Guardian », M. Vorster aurait également fait pression sur M. Smith pour qu'il propose aux nationalistes une solution de type fédéral.]

…ine au point de non-retour

ASIE

Thaïlande

TANDIS QUE CERTAINS MILITAIRES RÊVENT DE REVANCHE

Les réfugiés du Cambodge vivent dans des conditions difficiles

De notre correspondant

Aranya-Prathet (frontière cambodgienne). — « *Nous sommes prêts à nous lancer dans la guérilla contre les Khmers rouges. Nous avons les hommes ; nos soldats ont laissé derrière eux des caches d'armes. Il faudrait seulement que les Thaïlandais ferment les yeux. Les gens n'attendent que la création d'un autre mouvement.* » Le général Sek Sam Iet, ancien gouverneur de la province de Battambang, qui nous reçoit dans la maison de bois qu'il a louée dans la ville frontière, semble optimiste mais évasif : « *Nous sommes en Thaïlande ; nous cherchons à camoufler le mouvement et son chef.* » Nous lui demandons pourquoi il ne part pas pour la France — qui lui a accordé un visa d'établissement définitif, comme a de nombreux hauts personnages républicains. Sa réponse ne dit pas nettement si c'est pour continuer d'attendre des parents restés de l'autre côté de la frontière ou pour se livrer à des activités clandestines.

Son voisin, le général In Tam, ancien premier ministre républicain, qui s'était retiré de la politique pour cultiver ses terres près de la frontière, est plus prudent. « *Nous ne pouvons pas faire des choses qui compromettraient la politique thaïlandaise* », nous dit-il, assis sur une caisse dans la maison qu'il partage avec une trentaine de membres de sa famille. Pourtant, des rumeurs ont couru sur les activités de ses anciens soldats. Deux d'entre eux, arrivés en Thaïlande un mois après la fin de la guerre, prétendent qu'il leur a fallu tout ce temps-là pour franchir les quelques kilomètres qui les séparaient de la frontière. Se battent-ils contre les vainqueurs ? Ils affirment que non, mais ajoutent que « *le groupe de sécurité du général a été obligé de combattre* ». Ces soldats, que le général Il Tam évalue à environ trois cents, ont été hébergés jusqu'au 31 juillet par de militaires thaïlandais ; selon certaines informations, ils auraient même touché environ 3 francs par jour.

Enfin, des réfugiés ont prétendu avoir été dépouillés avant de passer la frontière par des hommes en armes se prétendant « *des soldats d'In Tam* ».

Certains de ceux qui ont subi la débâcle d'avril rêvent de recommencer à se battre. L'arrivée de quelques milliers de réfugiés — moins de 0,1 % de la population khmère — et les récits qu'ils rapportent d'un Cambodge secoué par la révolution, leur redonnent espoir. A travers ces histoires mille fois ressassées, ils se forment une image caricaturale du pays natal abandonné dans la panique, et croient à l'impossible. Il n'est pas non plus exclu qu'ils bénéficient de la sympathie passive ou active de milieux militaires siamois opposés à la politique d'ouverture du ministre des affaires étrangères, le général Chaitchai. Certains des subordonnés de ce dernier ont même laissé entendre que les Etats-Unis ne seraient pas étrangers à plusieurs incidents aux frontières du royaume.

L'attente du visa

Croyant trouver le bonheur du côté thaïlandais de la frontière, de nombreux réfugiés — ceux dont les moyens sont modestes — doivent vite déchanter. La haine ancestrale du Siamois resurgit vite parmi les 1 800 personnes entassées au camp de Wat-Pou. « *Les Thaïs sont cruels, ils nous giflent pour une peccadille* », gémit un instituteur. Même son de cloche au camp de Khlong-Yai, sur le bord de la mer. Là, toutefois, il semble que le sort des Vietnamiens soit encore moins enviable. Deux jours avant notre passage, nous a-t-on dit, une grenade a été lancée contre les barraques dans lesquelles ils sont regroupés. Deux personnes auraient été blessées. On ne s'étonnera pas que la plupart souhaitent partir à l'étranger, en France ou aux Etats-Unis. Ne reçoit pas un visa qui veut.

Le camp de Aranya Prathet étant trop exigu, la moitié des réfugiés vit à même le sol, alors que la saison des pluies a commencé. Pas de lit pour les enfants. Peu ou pas de médicaments : une petite boite de pharmacie est accrochée à l'entrée du camp. On y trouve quelques cachets et deux bouteilles entamées, une de lait de magnésie, une d'éther. A ces conditions sanitaires déplorables — celles-là même des réfugiés de Phnom-Penh avant le 17 avril — s'ajoute la sous-alimentation : environ 100 grammes de riz par jour, des légumes deux fois par semaine. A Khlong-Yai : les réfugiés affirment que le chef de district garde chez lui une partie du riz distribué par une agence américaine. Tout le monde vit dans l'attente du visa, de la lettre de France ou de Bangkok, s'accroche à l'étranger de passage pour savoir quelque chose.

On raconte aussi les difficultés qui ont causé la fuite. « *Nous n'avions rien à manger, seulement une boîte de lait condensé remplie de riz par jour.* » (C'est la ration à Aranya Prathet.)

Il est clair que les problèmes alimentaire sont aigus dans un pays où, jusqu'en avril, la moitié de la population réfugiée dans les villes pour fuir les bombardements américains de 1970 à 1973, vivait dans des conditions catastrophiques, nourrie presque exclusivement à l'aide de riz importé des Etats-Unis. Ces livraisons, notoirement insuffisantes à l'époque, permettaient de vendre ou de donner à certains réfugiés 150 grammes de riz par jour contre plus de 700 sous le prince Sihanouk. Elles ont cessé à la mi-avril. Ce n'est pas en quelques mois que quelques rizières, en friche, faute de bras, ou dévastées par les bombes, redeviendront productives. Il ne faut pas oublier non plus, comme on le fait si facilement à Washington, que c'est l'intervention américaine qui a fait du Cambodge, exportateur de riz avant 1970, un pays où l'on a faim.

PATRICE DE BEER.

OUTRE-MER

La Réunion dans la crise

II. — « Dans le cadre de la République... »

Département français de l'océan Indien, la Réunion subit la crise mondiale comme une aggravation dramatique de sa situation économique propre, déjà difficile (« le Monde » du 12 août). En revanche, le climat politique paraît plus serein.

De notre envoyé spécial

Il n'y a pas si longtemps, la violence était un des éléments de la vie politique réunionnaise. Violence de sentiment, violence de propos, violence tout court. C'était une véritable haine que nourrissaient certains partisans du statut départemental à l'endroit des autonomistes et, en particulier, des communistes. De réelles menaces de mort que proféraient — y compris dans les colonnes de leurs publications — certains combattants avancés de l'intégrationnisme. Des insultes et des accusations sans nom que leur renvoyaient leurs adversaires politiques. De vrais coups qui s'échangeaient les jours de scrutin, de vrais blessés que l'on ramassait le matin, parfois, sur quelque grève ; et même, il y a quelques années, de vrais morts que l'on comptait au terme d'une campagne.

A cela s'ajoutait une autre sorte de violence, contre la vérité, la volonté des citoyens et la démocratie : la fraude électorale.

Certes, nul ne prétendra qu'aujourd'hui on ne triche plus à la Réunion, mais ce qu'il faut constater c'est qu'en ce domaine une page semble bel et bien tournée.

Est-ce une impression ? Il n'y a pas que les mœurs électorales qui semblent avoir subi une évolution. Le climat politique dans son ensemble aussi. Moins d'insultes, moins de haines, un peu moins de passion, dirait-on.

Un seul débat dominait auparavant la vie politique de l'île : celui du statut. Il est toujours en cours, bien sûr, et pose la question fondamentale qui conditionne l'avenir du pays. Mais il n'a plus tout à fait la même acuité

On se définit toujours, à la Réunion, en fonction du statut qui, en 1946, a fait de l'île un département français. Mais tout se passe comme si les extrémismes avaient été gommés. On parle moins d' « *indépendantistes* » et de « *sécessionnistes* » d'une part, d' « *intégrationnistes* » et de « *fascistes* » de l'autre.

Dans le camp des départementalistes d'abord (on dit aussi les « *nationaux* »), on semble s'être un peu calmé. On a compris enfin qu'il n'était pas utile de « coller » aveuglément au pouvoir et à ses représentant pour être un « *bon* » Réunionnais. Mieux même, on s'est pris à souhaiter une tutelle plus souple, une autonomie d'action un peu plus grande. Bref, on a jeté — pas trop loin — sa gourme d'ancien colonisé heureux et l'on a commencé d'exister.

Chez les autonomistes aussi, une certaine modération est apparue. Et en premier lieu chez M. Paul Vergès. Il n'y a pas si longtemps encore, le secrétaire général du parti communiste réunionnais, bête noire des « nationaux », était considéré comme un indépendantiste à peine camouflé. Il ne le démentait pas. Son argumentation est aujourd'hui nettement plus modérée. Ne l'a-t-on pas entendu, le 4 juillet dernier, reprocher à M. Stirn, secrétaire d'Etat, d'avoir classé les communistes parmi ceux qui souhaitaient rompre avec la France ? Et le secrétaire général du P.C.R. d'expliquer aux journalistes que l'autonomie se concevait, pour l'opposition réunionnaise, « *dans le cadre de la République française* ». Sans doute M. Vergès n'avait-il jamais dit le contraire, mais il n'avait jamais non plus apporté de telles précisions.

Il reste que ces considérations n'empêchant pas le leader communiste d'envisager une « *autonomie démocratique et populaire* », procédant d'une assemblée délibérative réunionnaise et d'un exécutif local. Dans ce schéma, une « *structure de concertation* » assurerait les rapports avec la France, qui garderait autorité sur les questions de défense, de politique étrangère, etc. Les perspectives d'une autonomie dans le cadre de la régionalisation légale exercent d'autre part quelques tentations, même dans le camp de la gauche.

La détente

Enfin, troisième élément de détente, la mutation de l'administration elle-même. Un certain jour de juin 1972, des journalistes métropolitains, un peu étonnés que l'on fasse tant de bruit pour un événement aussi normal, assistèrent, à Saint-Denis, à la première conférence de presse d'un ministre des DOM-TOM à laquelle étaient conviés les collaborateurs des publications d'opposition, en particulier communistes. M. Bernard Stasi, le ministre, « catastropha » le préfet de l'époque en serrant publiquement la main de Mme Paul Vergès à la fin de cette réunion. Il n'avait pu, au cours de ce voyage, *recevoir officiellement les représentants du P.C.R.*, des consignes strictes, reçues avant son départ, le lui interdisaient. Et ses tentatives d'ouverture et de « décrispation » (avant la lettre) lui valurent d'être durablement suspect aux yeux des départementalistes de tous les DOM et même d'une partie de l'administration de l'époque.

Cette époque est bien révolue. A chacune de ses visites, le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM donne désormais audience à tous les représentants de l'opposition. M. Paul Vergès et les journalistes du quotidien communiste *Témoignages* ne sont plus interdits à la préfecture. Il ne déplaît d'ailleurs pas au leader communiste, bon tribun, fin dialecticien, homme de contact et de grande popularité, d'apparaître comme l'unique porte-parole de l'opposition face aux pouvoirs publics ; à ses alliés de s'en arranger.

La nouvelle administration préfectorale, de son côté, semble concevoir son rôle plus dans un esprit de conciliation qu'en vertu d'une vision des choses datant de l'empire français d'outre-mer. Ce ne fut pas toujours le cas.

Détente, donc. Pour quelles raisons ? L'assainissement du climat électoral vient sans doute au premier rang des explications. La gauche y a trouvé des sujets de satisfaction dans la mesure où des *élections plus honnêtes n'ont pas* manqué de faire apparaître que son influence était plus grande que ne le disaient les anciens chiffres. La progression des voix du parti communiste entre 1968 et 1973 est pour une large part à mettre au profit de cet assainissement, de même que ses victoires aux élections municipales du Port et de La Possession

Les résultats de l'élection présidentielle ont fait des heureux dans les deux camps : à gauche, parce que M. François Mitterrand — auquel M. Paul Vergès avait apporté son soutien — obtint la majorité absolue des suffrages exprimés au second tour : chez les départementalistes, parce que, d'une part, le candidat de la gauche n'avait pas fait campagne dans les DOM sur le thème de la séparation et parce que, d'autre part, le nombre important des modérés (anciens socialistes, régionalistes, centristes d'opposition) hostiles à l'autonomie qui avaient voté pour M. Mitterrand témoignait que les opinions purement autonomistes n'étaient pas majoritaires. C'est d'ailleurs l'analyse de ces résultats qui a dû conduire le P.C.R. à l'évolution évoquée plus haut.

Le parti communiste réunionnais n'est pas seul à gauche. Gravitent autour de lui un certain nombre d'organisations dont les animateurs sont membres de sa direction : le Front des jeunesses autonomistes et l'Union des femmes réunionnaises, par exemple (sans oublier, bien sûr, la puissante C.G.T.R., dirigée par M. Bruny Payet). Sont proches de lui des « groupes » comme Témoignage chrétien de la Réunion, qui prennent part à toutes ses campagnes et contresignent la plupart de ses déclarations.

Il y a aussi les socialistes. Ce n'est pas sans mal qu'une fédération du P.S. a pu être remise sur pied en 1974 par M. Alain Vivien, député de Seine-et-Marne, envoyé de M. Mitterrand. (La césure départementaliste-autonomiste passait dans les rangs des socialistes et la division était consommée.) Une fraction a refusé l'alliance avec le P.C. et le choix autonomiste, l'autre s'est regroupée autour de M. Wilfrid Bertile, favorable à l'union de la gauche.

Enfin, tentative de troisième voie, embryon de formation nouvelle, un autre mouvement tente de se faire jour : le Comité du progrès. Il prend acte du « *climat politique plus libéral* », prône la concertation et l'instauration d'un pouvoir régional. Il milite pour la « *décolonisation de la Réunion au sein de la nation française* » et veut promouvoir « *une manière réunionnaise d'être français* ».

Pourtant, si la question du statut et des forces qu'elle met en présence est primordiale pour la Réunion, elle n'est plus la seule — du moins en ce moment — à intéresser l'opinion. On parle beaucoup, depuis quelques semaines, des « *zizanies* » au sein de la majorité et, en particulier, du différend qui oppose les deux chefs de file des « nationaux » : MM. Michel Debré et Pierre Lagourgue. Le premier est, qu'on le veuille ou non, celui par lequel une autre époque a commencé à la Réunion. Il n'a pas ménagé ses efforts ni son influence, du temps où il était puissant à Paris. L'île est semée des réalisations qui lui sont dues.

Mais M. Debré appartient un peu à un passé où l'autorité, les élus de la majorité et le bon droit ne faisaient qu'un, où être de l'opposition équivalait à se ranger parmi les ennemis du peuple, où l'U.D.R. était maîtresse du jeu. M. Debré compte une foule d'amis et de partisans à la Réunion, il y compte aussi beaucoup d'adversaires acharnés. Et tous ne sont pas dans l'opposition.

Depuis que, en optant pour M. Valéry Giscard d'Estaing, il s'est placé (parmi les premiers) dans le camp des vainqueurs, M. Pierre Lagourgue, président du conseil général, chef de file des républicains indépendants, est bel et bien l'un de ses principaux adversaires.

La création d'une quatrième circonscription législative (elle se justifierait compte tenu du nombre d'habitants) permettrait au président du conseil général de briguer avec quelque chance de succès un mandat de député, mais cette échéance-là est lointaine et, en attendant, les hostilités continuent (1).

La Réunion ne peut vivre sans la France sans doute parce qu'elle ne dispose pas de ressources suffisantes. Surtout parce qu'elle est une ancienne colonie, victime d'un processus d'aliénation qui n'a pas seulement touché les structures économiques mais aussi les mentalités. Dans l'ancienne île Bourbon, on souffre, comme aux Antilles, comme en Guyane, d'un défaut d'identité, d'un trouble culturel qui sont peut-être les plus graves séquelles de la colonisation française « assimilationniste ».

Quel que puisse être l'avenir vers lequel s'oriente la Réunion, autonomie, régionalisation véritable ou *statu quo*, le fait que l'appartenance à la République française ne soit plus, à court terme, remise en question contribue à créer un climat politique plus favorable à une relative normalisation de la vie économique. Mais il restera à ceux qui présideront demain aux destinées de ce pays à prouver qu'il est possible de passer sans heurt de l'assistance à la coopération. Dans le cadre de la République ?

NOËL-JEAN BERGEROUX.

FIN

(1) Tous les parlementaires de l'île appartiennent à la majorité ; ce sont MM. Michel Debré (U.D.R.), Jean Fontaine (non inscrit) et Marcel Cerneau (non inscrit), députés ; et MM. Georges Repiquet (U.D.R.) et Louis Virapoullé (non inscrit), sénateurs.

M. STIRN : Il ne sera pas fait appel aux réfugiés sud-vietnamiens en Guyane.

M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer, confirme dans un communiqué publié le 11 août que, « contrairement à des informations erronées et répétées, il n'est pas question d'inviter des réfugiés sud-vietnamiens à se rendre en Guyane. Le peuplement de ce département d'outre-mer, ajoute-t-il, sera assuré par des Français venant de métropole, des Antilles ou de la Réunion. »

Après avoir précisé que « des candidatures multiples sont actuellement étudiées par un bureau compétent », M. Olivier Stirn précise que « le capital des entreprises papetières qui s'installeront en Guyane sera à majorité française ».

La nouvelle mise au point de M. Stirn (« le Monde » du 5 août) répond aux rumeurs qui courent à Cayenne concernant l'installation en Guyane de la firme multinationale Parsons et Whitamore pour construire son usine de pâte à papier en employant du personnel sud-vietnamien. L'Union des étudiants guyanais de Paris », de son côté, condamné, le 4 août, « les projets d'installation d'une main d'œuvre vietnamienne réactionnaire (quarante mille personnes), exilée de son propre pays par la victoire des masses populaires sur l'impérialisme américain ».

M. Stirn avait déjà démenti ces rumeurs en présentant à Cayenne un plan global de mise en valeur de la Guyane, qui, représentera d'ici à 1976 de 60 millions à 70 millions de francs d'investissements publics.

AMÉRIQUES

Argentine

AVEC LA FORMATION D'UN NOUVEAU GOUVERNEMENT

Les militaires éliminent les derniers partisans de M. Lopez Rega

Buenos-Aires (*A.F.P., Reuter*). — Mme Isabel Peron, chef de l'Etat argentin, a formé le lundi 11 août un nouveau gouvernement à la suite de la démission collective du cabinet, présentée dans la journée. Seuls deux membres de la précédente formation, MM. Jorge Garrido, défense, et Ernesto Corvalan Manclares, justice, conservent leurs portefeuilles. M. Manclares assure en outre l'intérim de l'économie, le titulaire de ce poste, M. Pedro Bonnani, ayant été limogé. C'était un des amis de l'ancien conseiller privé de la présidente, M. Jose Lopez Rega, actuellement réfugié à Madrid.

Le nouveau gouvernement illustre d'ailleurs la mise à l'écart du clan Lopez Rega et la pression accrue des militaires sur le pouvoir exécutif. Mme Isabel Peron a présidé la cérémonie de prestation de serment. Le colonel Vicente Damasco, quarante-huit ans, obtient le portefeuille de l'intérieur. C'est le premier militaire à entrer au gouvernement depuis que l'armée a renoncé à exercer directement le pouvoir, le 25 mai 1973.

Le colonel Damasco, dont la nomination a été vivement applaudie par les fonctionnaires présents à la cérémonie, a aussitôt limogé le chef de la police fédérale, M. Luis Margaride, un proche de M. Jose Lopez Rega.

Bien qu'inquiètes de la situation actuelle du pays et de la dégradation de la situation économique, sociale et politique, les forces armées s'étaient gardées, tout au long de la crise, de se mêler directement des affaires de l'Etat. Cela n'a pas empêché les chefs militaires de faire connaître leur point de vue à Mme Peron, au cours de nombreux contacts directs ou par l'intermédiaire du ministre de la défense.

La nomination du colonel Damasco permet aux forces armées d'être directement associées aux décisions prises en matière de sécurité intérieure et de lutte contre les mouvements clandestins d'extrême gauche. Les forces armées contrôleront ainsi, par personne interposée, la police et les forces de sécurité, et c'est à elles qu'il incombera, par voie de conséquence, de maintenir l'ordre dans la rue si la situation sociale et économique continuait à se dégrader.

Les réserves monétaires sont en effet tombées à moins de 400 millions de dollars, tandis que la dette extérieure s'élève à quelque 10 milliards de dollars, dont 3 milliards et demi environ devraient être remboursés pendant le second semestre de 1975. L'augmentation récente des salaires, à la suite d'une forte pression syndicale, a placé la majorité des industries en état de cessation de paiements. Faute de prêts bancaires adéquats, elles ne pourront payer les ouvriers à la fin du mois.

Les prix connaissent également des hausses vertigineuses : 300 % dans certains secteurs, et le peso a été dévalué quatre fois au cours des cinq derniers mois. Il coûtait, en février dernier, 0,46 F, il en vaut aujourd'hui 0,10 F.

L'économie semble semi-paralysée, et cela suscite un chômage alarmant. Le gouverneur de Buenos-Aires, M. Victor Calabro, a précisé que la capitale et sa grande banlieue ont déjà été frappées par la suppression d'un million d'emplois. Cette situation risque de conduire l'Argentine à la violence sociale, alors que les organisations extrémistes de droite ou de gauche ensanglantent le pays : en un mois, le terrorisme a fait 42 morts.

Voici la composition du nouveau gouvernement : intérieur : colonel Vicente Damasco ; affaires étrangères : M. Angel Federico Robledo ; travail : M. Carlos Federico Ruckauf ; bien-être social : M. Carlos Emery ; éducation et culture : M. Pedro Arrighi ; défense : M. Jorge Garrido ; justice : M. Ernesto Corvalan Nanclares.

MM. Angel Federico Robledo, nouveau ministre des affaires étrangères, ministre de la défense du gouvernement de M. Hector Campora, jouissant de l'estime des militaires, avait été écarté par M. Lopez Rega.

M. Carlos Federico Ruckauf, ministre du travail, appartient au puissant syndicat des assurances, qui fut un des plus combatifs dans la lutte de la C.G.T. contre le gouvernement précédent.

MM. Carlos Emery et Pedro Arrighi, ministres du bien-être social et de l'éducation, sont, avant tout, des techniciens, péronistes de longue date, mais fonctionnaires plus que politiciens.

Chili

M. EDUARDO FREI RÉCLAME EN VAIN UNE ENQUÊTE SUR 118 MILITANTS DE GAUCHE « DISPARUS »

Santiago-du-Chili (*A.F.P.*). — M. Eduardo Frei, ancien président de la République et dirigeant démocrate chrétien, a demandé sans succès à la Cour suprême chilienne que la justice enquête sur le sort des cent dix-neuf militants de gauche présumés morts à l'étranger, a-t-on appris le lundi 11 août à Santiago.

Selon la presse chilienne, ces militants de gauche seraient morts ces derniers mois, au cours d'affrontements avec les policiers argentins ou dans des « purges internes ». Mais cette version a été mise en doute à l'étranger et par l'Eglise chilienne.

M. Frei s'est entretenu avec le président de la Cour suprême, M. José Maria Eyzaguirre, et lui a demandé que la justice charge un magistrat d'enquêter sur ces *disparitions de militants*. Malgré le vote favorable de son président, la Cour suprême a rejeté cette demande par sept voix contre cinq. Le 11 juillet dernier, la Cour avait déjà rejeté une proposition semblable qui lui avait été présentée par le Comité pour la paix des Eglises chiliennes, au nom de proches parents des disparus.

Le comité avait révélé que la plupart des militants concernés figuraient sur les registres de la cour d'appel de Santiago, et avait demandé des précisions sur les circonstances de ces morts, ainsi que sur les lieux de sépulture.

● *M. Jorge Errazuriz*, avocat et ancien parlementaire, a été désigné comme nouvel ambassadeur du Chili en France, et rejoindra son poste en septembre prochain, a-t-on annoncé lundi 11 août à Santiago. M. Errazuriz a été précédemment ambassadeur du Chili au Pérou. Le nouvel ambassadeur succédera à M. Fernando Duran, qui a regagné la capitale chilienne en avril dernier. — (*A.F.P.*)

MÉDECINE

La pathologie de l'enfant et les responsabilités familiales

Cauchemars et insomnies : de la chimie à l'hygiène mentale

Cauchemars, terreurs nocturnes, somnambulisme, énurésie, insomnies : les troubles du sommeil chez l'enfant sont fréquents et déroutants, souvent explicables, parfois corrigibles s'ils ne disparaissent pas *spontanément* au fil de la maturation cérébrale. Lors du congrès de l'association des pédiatres de langue française qui s'est tenu récemment à Paris, divers neurophysiologistes, biologistes, pédopsychiatres et pharmacologues *se sont* penchés sur ces problèmes aux *causes externes et* internes qui mettent à l'épreuve nombre de familles. Celles-ci par leur rythme infernal, leur vie désordonnée, leur environnement perturbé sont souvent responsables, au moins en partie, des troubles de l'enfant et y apportent, sans rechercher les causes réelles, *des solutions* thérapeutiques excessives ou mal adaptées. La période des vavances, propice à la détente, peut être un moment favorable pour redresser des situations génératrices d'insomnies ou d'agitation nocturne.

A l'âge d'un mois, un enfant dort en plusieurs fois près des deux tiers du temps. A trois ans, un peu plus de la moitié en deux ou trois fois. A quatorze ans, le sommeil se limite au tiers de l'existence, concentré sur une seule période : la nuit. Selon le professeur Léon Michaux, cette réduction aveç l'âge, du temps de sommeil n'est pas un hasard, elle est progressive et *« proportionnelle au développement moteur, affectif, intellectuel et physique »*. Elle apparaît à la fois comme une *« conséquence et un élément du processus de maturation et l'on peut sans doute tenir l'accélération bien établie de la maturation contemporaine pour responsable en grande partie du fait que les enfant d'aujourd'hui dorment moins que ceux de jadis »*.

Si des moyennes peuvent être statistiquement établies, il ne faut pas, pour autant, négliger que le sommeil est *« personnalisé »* et que la durée du sommeil connaît des variations importantes. Soit chez un même enfant d'une nuit à l'autre, même si la quantité hebdomadaire tend à la constance ; *soit d'un enfant à l'autre, au gré* de facteurs multiples : *génétiques* (il est des familles plus ou moins dormeuses), *physiologiques* (notamment alimentaires), *psychologiques* (l'affectivité, l'émotivité peuvent perturber fortement le sommeil ; le degré de l'intelligence semble pour certains auteurs, démentis par d'autres, inversement proportionnel à la durée du sommeil, comme si la vigilance était enfin (résidant dans l'ambiance son antagoniste) ; facteurs *sociaux et particulièrement* dans l'attitude des éducateurs).

Selon le docteur Huon (hôpital des Enfants-Malades), ces variations peuvent être d'une grande amplitude puisqu'un nouveau-né peut dormir de onze à vingt-trois heures par jour et un enfant de deux ans et demi de huit à dix-sept heures par jour, *« ce qui rend impossible* a priori *de fixer un temps optimal de sommeil pour un enfant donné, le meilleur guide demeurant le comportement diurne »*.

Comme l'adulte, l'enfant connaît toutes les phases de l'endormissement et du sommeil : veille, sommeil léger, agité avec mouvements oculaires, puis sommeil calme, profond, sommeil paradoxal avec rêves et mouvements oculaires. Ce qui le différencie de celui de l'adulte, c'est la part respective de ces différentes phases, et notamment la part des rêves. L'enregistrement électro-encéphalographique de la période de sommeil montre que 50 % du sommeil est paradoxal à la naissance, pour passer à 30 % environ à l'âge d'un an, 25 % à l'adolescence et 20 % à l'âge adulte. Cette réduction est parallèle à l'éveil du monde environnant. *« On peut donc penser*, déclare le docteur Huon, *que le sommeil paradoxal constitue un système de stimulations internes nécessaires au développement du système nerveux central, et qui est remplacé progressivement par les stimulations venant de l'environnement au cours de la veille.*

La nuit complète du sommeil est acquise pour 90 % des enfants d'un an, mais l'a été à un âge variable et après une période difficile d'adaptation aux rythmes sociaux. Les réveils nocturnes demeurent malgré tout fréquents après un an, et les « pseudo-insomnies » de la petite enfance doivent, semble-t-il, être acceptées comme physiologiques et non comme pathologiques, et subies par les familles comme telles, sans que, par anxiété, elles n'en entretiennent artificiellement le principe.

Se penchant sur les aspects psychanalytiques du sommeil de l'enfant, le docteur Widlocher (hôpital de la Salpêtrière) distingue les difficultés de l'endormissement — dont certaines peuvent *être mises sur le compte de* l'« angoisse de séparation » et d'autres sur des erreurs d'hygiène physique ou mentale (fatigue, tension excessive avant le coucher) — *et les troubles du* sommeil proprement dit et leur « lien avec le rêve ». Trouvant des explications pour les cauchemars (constructions imaginaires), dont l'enfant se rappelle, pour les terreurs nocturnes, dont l'enfant ne se souvient jamais, ou pour le somnambulisme (insuffisance dans ces deux cas de constructions imaginaires), le docteur Widlocher précise notamment, à propos du nourrisson, que, si les interactions entre la mère et l'enfant sont manifestes, leur étude ne doit pas conduire au dilemme « trop simple » : mère pathologique, enfant anormal.

L'abus des sirops calmants

Eprouvants pour l'enfant et pour son entourage, les troubles du sommeil méritent d'être corrigés, mais — pédiatres et neurologues sont *formels sur ce point — pas seulement* à l'aide de médications symptomatiques qui, en quelque sorte, « endorment » le problème sous-jacent. Le corps médical *tente de faire* la guerre à l'administration trop systématique, au coucher, par les mères de famille, de « sirops calmants » vendus sans ordonnance. Ils estiment que ce sont des changements d'habitudes, et non la suppression momentanée, par la chimie, des effets néfastes des mauvaises habitudes qui doivent être décidés. Pour le docteur Schuller : *« Mieux vaut en règle générale modifier le comportement des vingt-quatre heures qu'agir sur le sommeil lui-même par un hypnotique. L'immense majorité des insomnies relèvent en effet d'un trouble global du comportement (anxieux, dépressif, etc.) et leur correction est plus vite acquise et plus durable en agissant sur les facteurs déclenchants que sur l'insomnie elle-même. Un hypnotique seul ne fait qu'anesthésier temporairement le patient. »*

Comme le rappelait pour les adultes le professeur Jouvet, de Lyon, lors du dixième anniversaire de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM), l'insomnie ne se soigne pas au coucher mais dès le lever. *(Le Monde* du 22 janvier.)

Restent les cas plus complexes pour lesquels des thérapeutiques (psychotropes) peuvent être envisagées et des règles pratiques données :

— Le plus efficace est d'assurer le sommeil lent et de diminuer le sommeil paradoxal (pendant lequel l'enfant rêve) ;

— Ne jamais commencer ni interrompre brusquement un traitement, mais toujours agir par paliers ;

— Faire admettre que, malgré *toutes les précautions, un « rebond »* de sommeil paradoxal est toujours possible et prévenir en conséquence le jeune patient et son entourage afin que l'accroissement des rêves, et surtout des cauchemars, ne soit pas interprété comme une aggravation des troubles.

MARTINE ALLAIN-REGNAULT.

Suicide social et psychologie de l'accident

Le taux de mortalité dû aux accidents d'enfants a doublé depuis 1950 et ne cesse d'augmenter : il est passé, selon le docteur Roumeau-Rouquette (INSERM) de 49 à 119 pour 100 000 dans le cas du nourrisson et de 47 à 97 pour les adolescents de quinze à dix-neuf ans. Si les accidents de la circulation en sont une cause importante, surtout pour les cyclistes d'âge scolaire et les très jeunes piétons ou passagers, ce n'est pas la seule : on peut enregistrer autant d'intoxications, de chutes, de noyades et de brusques « suffocations ».

Lors d'une « table ronde » consacrée à la prévention des accidents de l'enfant, qui vient de se tenir à Paris, divers pédiatres ont attiré l'attention sur ce qui, selon le professeur Robert Debré, devient un véritable « suicide social ». *Encore faut-il, pour empêcher ces accidents, pouvoir en interpréter les causes.*

S'interrogeant sur la « tentation de l'accident », *qui procède chez l'enfant d'une éclipse psychologique de la vigilance, le docteur Amado a ainsi décrit ce comportement d'échec qui repose sur l'apprentissage de la désobéissance : dès la deuxième année, et juste avant l'acquisition du langage, une appétence naturelle peut conduire à l'intoxication ; plus tard, c'est l'insécurité affective que l'enfant compense par une* « démonstration d'intrépidité ». *De surcroît, ce dernier est la victime privilégiée offerte aux nombreuses conduites agressives des parents, le plus souvent dissimulées ou inconscientes. Certaines phobies de la maternité, réactivées aujourd'hui, communiquent à l'enfant une anxiété qu'il transforme pour son compte en auto-punition : c'est lui, alors, qui provoquerait l'accident comme un* « suicide camouflé ». *A côté de l'* « accident - suicide », *l'accident criminel : ce sont les sévices parfois mortels qu'infligent, selon le docteur Straus, certaines familles, notamment dans le sous-prolétariat. De tels sévices, rarement avoués, doivent être soupçonnés chaque fois que l' « accident » a lieu au cours de la première année. Depuis 1963, on a relevé deux cent soixante-cinq cas manifestes de brutalités à Paris et, parmi eux, onze décès.*

JEUNESSE

SUR LA DALLE DE NOTRE-DAME DE PARIS

Les marginaux du parvis

« Dis donc, Ahmed, arrête ton cinéma, sinon on te fait monter dans le car... » Le policier montre les menottes attachées *à son ceinturon.* Il est 10 heures du soir sur le parvis *de Notre-Dame.* Un jeune Maghrébin, torse nu, exécute une sorte de danse du ventre pour la plus grande joie d'un groupe de jeunes assis en cercle autour de lui et frappant dans leurs mains. Le danseur s'exécute avec une précipitation volontairement bouffonne. La même *scène, ou presque, se reproduit* plusieurs fois chaque soir.

Depuis qu'a été aménagée la dalle qui recouvre le parking situé sous *le parvis, nombreux* sont les flâneurs « marginaux » *qui l'envahissent* le soir venu. Il y a longtemps que les « aires *gazonnées* », jaunies et piétinées, sont devenues des aires à poussière, mais les degrés prévus par les paysagistes pour rompre la monotonie de la dalle font office de bancs. L'endroit appartient dans la journée aux touristes étrangers, *qui* s'y livrent a de savantes mar*ches à reculons pour faire tenir* la totalité de la façade de Notre-Dame dans l'objectif de leur appareil photo.

Les *usagers du soir* appartiennent à une autre internatio*nale* : celle du jean, du sac de couchage, de la guitare, de la flûte douce... Des globe-trotters américains y amènent leur saxophone, des Maghrébins leur derbouka, des Africains leurs tambourins.

Régulièrement, trois ou quatre groupes se forment. Des musiciens, qui ne se connaissaient pas une heure auparavant, improvisent ensemble, et l'on peut entendre de très *curieux* et parfois très *beaux* mélanges de thèmes de jazz et *de musique arabe.* Tout aussi régulièrement la police vient *les disperser...*

« Il y a quelques jours, on nous laissait tranquille. Il paraît qu'on a donné des ordres : est-ce notre faute, à nous, si Carlos s'est échappé et si les policiers se tirent les uns sur les autres ? », remarque avec amertume un jeune musicien.

Les policiers invoquent *d'autres raisons ; la* proximité de l'Hôtel-Dieu dont les malades seraient gênés par le bruit, la circulation de cigarettes de haschisch derrière la monumentale et très « kitch » statue de « Charlemagne et ses leudes ».

Pourtant, le parvis de Notre-Dame est le théâtre d'un phénomène que les urbanistes essaient désespérément de recréer dans *les « villes nouvelles »* : un forum, un lieu de contact pour les étrangers, *un endroit où l'on peut* adresser sans gêne la *parole* à un inconnu, un espace qui n'est soumis à aucun impératif mercantile, où la musique appartient à tout le monde...

Situé symboliquement au cœur de la cité, le parvis de Notre-Dame joue également un curieux rôle thérapeutique : toutes les névroses de la ville viennent s'y exprimer. *Ici,* un clochard, *coiffé* d'un béret basque, danse avec *une bouteille de vin et* tient des propos philosophiques incohé*rents à un groupe de Hollandais,* aux visages de Christ, qui sourient sans comprendre... Plus loin, un légionnaire raconte ses campagnes, mélange les dates et refait l'histoire.

La nuit s'avance. Les policiers secouent les dormeurs : *« Vous n'avez pas le droit de vous allonger. »* Il faut chercher un gîte : certains se dirigent vers le square du Vert-Galant, à l'autre pointe de la Cité. *« Là, au moins, il reste de l'herbe. »* D'autres vont « faire la manche » *à la sortie des cinémas.* Sur la dalle, face à Notre-Dame illu*minée,* quelques *groupes épars* poursuivent leurs palabres dans toutes les langues du monde...

DOMINIQUE DHOMBRES.

FAITS DIVERS

DEPUIS LE 1er MAI

Cinquante-sept morts dans les massifs de l'Oisans et du Mont-Blanc

Moins de quarante-huit heures après leur disparition, deux enfants, Philippe Margueret, quatorze ans, et son frère, François, dix ans, ont été *retrouvés, morts, lundi 11 août,* sur les pentes d'une montagne proche de Thônes (Haute-Savoie), où ils étaient en vacances avec leurs parents. Partis en promenade samedi *après-midi,* les deux garçons ont été vraisemblablement surpris par un violent orage.

Ces deux victimes s'ajoutent aux vingt-quatre personnes qui ont *trouvé la mort en montagne,* du 1er au 8 août inclus, dans les Alpes françaises ; depuis le 1er mai, le bilan, pour les seuls massifs du Mont-Blanc et de l'Oisans, s'élève à *cinquante-sept morts et soixante-*dix-huit blessés. En 1974, on dénombrait cinquante-deux morts pour la même période.

Selon le guide Philippe Martinetti, qui *dirige l'Office de haute* montagne de Chamonix, l'augmentation de la fréquentation de la montagne est d'environ 20 % par an : depuis le début du *mois de* juillet, l'Office a, en effet, reçu six mille demandes de conseils, et, pour la seule journée du 8 août, par exemple, deux cent soixante candidats alpinistes sont *venus se renseigner à l'Office.*

Le Centre de documentation et d'information de l'assurance (1) rappelle que, en dehors des garanties souscrites auprès de la Fédération de la montagne, les contrats de *responsabilité civile « chef de famille »* (qui indemnise les victimes d'accidents provoqués par l'assuré) et « individuel accidents » (qui indemnise *l'assuré* victime d'accident) jouent, à condition que l'alpinisme et l'escalade ne figurent pas dans les exclusions.

Pour ce qui concerne les frais de recherche et de secours, la Fédération de la montagne garantit aux membres de ses associations — et à concurrence d'une somme limitée — le remboursement des frais de recherche et de sauvetage en *haute* montagne.

(1) 2, rue de la Chaussée-d'Antin, Paris (9e).

La découverte en France *d'un repaire du groupe Baader-Meinhof*

LA D.S.T. REGRETTE LES RÉVÉLATIONS D'UN HEBDOMADAIRE ALLEMAND

Le parquet de Stuttgart et l'Office fédéral de la police criminelle allemande ont confirmé, lundi 11 août, la découverte — révélée par l'hebdomadaire *Der Spiegel* (*le Monde* du 12 août) — d'une ferme de Saint-Jean-de-Buèges (Hérault) qui aurait servi de repaire au groupe Baader-Meinhof. Achetée il y a quelques années par un *ancien avocat* du groupe, Me Siegfried Haag, passé à la clandestinité après l'attentat — dont il serait l'instigateur — contre l'ambassade de la République fédérale allemande à Stockholm, le 24 avril dernier, la ferme est actuellement habitée *par Mme Haag, en vacances* avec ses deux enfants.

Cette ferme est signalée dans un rapport sur le terrorisme international, qui doit être examiné, le 22 août prochain, lors de la rencontre de M. Michel Poniatowski et du ministre de l'intérieur de la République fédérale d'Allemagne, M. Werner Maihofer.

A la Direction de la surveillance du territoire (D.S.T.) à Paris, on se plaint de ces révélations. On précise que *« les informations publiées en Allemagne ne sont que partiellement exactes »*, tout en estimant *« regrettable qu'une piste, si mince soit-elle, ait ainsi été révélée au public, car maintenant on ne peut plus rien attendre de ce côté »*.

● *Trafic de voitures volées : treize arrestations dans le Midi.* — Huit ressortissants yougoslaves, appréhendés, dimanche 10 *août,* à bord de voitures volées, par les policiers de Toulon, ont été inculpés de faux, d'usage de faux et d'entrée irrégulière sur le ter*ritoire français avant* d'être écroués à la prison de Toulon. D'autre part, cinq autres personnes, impliquées *également dans* ce trafic, ont été appréhendées, lundi 11 août, à Marignane (Bouches-du-Rhône). L'identité des treize personnes arrêtées n'a *pas été révélée.*

SPORTS

ATHLÉTISME

LE RECORD DU MONDE DU DÉCATHLON

Un Américain bien tranquille

L'Allemand Bendlin (8 319 pts) avait une puissance fougueuse, *l'Américain Toomey (8 417 pts)* une opiniâtreté indéfectible, le Soviétique Avilov (8 454 pts) une élégance racée : Bruce Jenner, lui, n'a rien de distinctif. Du moins en apparence. Car il faut croire qu'une détermination pro*fonde anime cet Américain bien tranquille* qui, avec un total de 8 524 *points,* vient d'ajouter son nom au bas de la liste des recordmen du monde du décathlon (*le Monde* du 12 août).

Son histoire ressemble à celle de milliers d'autres athlètes des Etats-Unis. Il a quinze ans lorsque, passant *devant le* stade de sa petite ville du Connecticut, l'envie lui prend d'imiter deux sauteurs à la perche qui s'exercent sous ses yeux. Il commencera donc par faire des bonds en hauteur, avec ou sans perche. *Puis c'est l'université* et l'obligation, pour ce garçon *qui a déjà belle allure (il mesure* 1,88 mètre et pèse 78 k.) et possède quelques dons éclectiques, de pratiquer plusieurs spécialités afin de procurer des points à son équipe (1). L'orientation vers le décathlon est *toute tracée.*

Premier essai en 1970 : 6 991 points. Encourageant ! Plus tard, il émigrera en direction de la Californie, ce pôle d'attraction des athlètes américains, où sa profession d'agent d'as*surances lui permettra de satis*faire son goût de la sécurité et sa passion du décathlon. Le voici sélectionné olympique, deux ans après ses débuts (il se classera dixième à Munich *avec 7 722 pts). Brûlant les* étapes, il devient le meilleur *athlète complet* de l'année en 1974 (8 308 pts).

Lors de son récent exploit, il a accompli des performances supérieures à celles d'Avilov dans cinq épreuves, dont les trois lancers (2). Fera-t-on remar*quer qu'il bénéficia, dans les* deux courses de sprint, d'un *chronométrage manuel* avantageux ? *Ajoutera-t-on* que, lors*qu'il établit son record* aux Jeux olympiques de Munich, le Soviétique fut en quelque sorte pénalisé par le chronométrage électronique ? Il serait alors possible d'estimer le gain ainsi retiré par Jenner à 70 points *(50 pts pour le 100 mètres* et 20 pts pour le 110 mètres haies). c'est précisément l'écart qui sépare le nouveau record de l'ancien.

Se souciant peu de ces finesses, les statisticiens retien*dront qu'il fallut, en se référant* à la même table de cotation, *vingt-deux* ans pour progresser de plus de 7 000 points à plus de 7 500 points, dix-huit années supplémentaires pour dépasser le cap des 8 000 points, et, en*suite,* quinze ans pour doubler celui des 8 500 points. On n'arrête pas le progrès athlétique.

RAYMOND POINTU.

(1) Aux Etats-Unis, les parents déterminent leur choix d'une université pour leurs enfants autant en fonction des résultats sportifs de l'établissement que de la qualité des études proposées.

(2) Poids, disque, javelot, saut à la perche et 100 mètres.

VOILE

UN TEMPS RECORD DANS LE FASTNET ?

Partis de Cowes, les deux cent soixante voiliers qui disputent le Fastnet doivent d'abord parcourir 354 milles pour virer au sud de l'Irlande le rocher qui donne son nom à l'épreuve, avant de gagner Plymouth (251 milles). A l'aller, le plus rapide a été Kialoa, *le bateau américain de 24 mètres, trop grand pour participer à l'Admiral's Cup. Celle-ci est réservée aux unités jaugeant de 30 à 44 pieds, c'est-à-dire mesurant de 12 à 18 mètres environ.*

Toutefois, Kialoa *(qui devançait de deux heure* le Pen-Duick *d'Eric Tabarly) attire l'attention car il pourrait battre le record de la course, établi en 1971 par* American Eagle, *en trois jours, sept heures, onze minutes. Cet ancien 12 mètres de la Coupe de l'America était alors mené par Ted Turner, aujourd'hui chef de bord sur* Tenacious, *l'un des trois bateaux de l'équipe américaine.*

Parmi les concurrents de l'Admiral's Cup, c'est l'Australien Bumblebee *qui a atteint le premier le Fastnet, précédant de peu l'Américain* Charisma. *L'un et l'autre jaugent 41,6 pieds et figurent d'ailleurs parmi les plus grands voiliers engagés dans la coupe, qui est, on le sait, disputée en temps compensés. L'équipe anglaise, qui dispose de quarante-sept points d'avance sur celle des Etats-Unis, devrait, normalement, conserver l'avantage final à Plymouth. — Y. A.*

D'UN SPORT A L'AUTRE...

TENNIS. — *L'Espagnol Manuel Orantès a remporté, lundi 11 août, la finale du championnat des Etats-Unis sur terre battue, en écrasant l'Américain Arthur Ashe 6-2, 6-2. Ce dernier, récent vainqueur du tournoi de Wimbledon, n'a pas eu la même réussite sur une surface qui lui convient moins bien que le gazon.*

RAPATRIÉS

Après l'intervention *du préfet du Lot-et-Garonne*

FIN DE L'OCCUPATION DU CAMP DE BIAS

Les locaux administratifs du camp des anciens harkis de Bias (Lot-et-Garonne) occupés depuis la matinée du lundi 11 août par un groupe de rapatriés musulmans, armés de fusils de chasse, ont été évacués, ce mardi matin à l'aube, *après l'intervention* de M. Paul Feuilloley, préfet du Lot-et-Garonne. Celui-ci s'était rendu, à 5 heures du matin, au camp de Bias, encerclé par des forces de police quelques heures auparavant. Seul, le préfet est allé au-devant des membres du commando qui ont finalement accepté de quitter les lieux. M. Feuilloley s'était engagé à recevoir les occupants dans la matinée à la préfecture et à se rendre à Paris *pour exposer au ministère* de tutelle leurs revendications.

Avant d'évacuer les locaux, les contestataires ont abandonné les huit fusils de chasse qu'ils détenaient ainsi que les engins incendiaires dont ils étaient également munis.

D'autre part, les Français musulmans pourront désormais faire inhumer les leurs dans des cimetières aménagés à leur intention. L'un de ces cimetières serait installé dans la région parisienne et quatre autres dans diverses régions de France. Il resterait à résoudre les difficultés d'achat des terrains qui, pour éviter des prix trop onéreux, ne pourraient être situés qu'en dehors des agglomérations importantes.

ÉDUCATION

Admissions aux agrégations

LETTRES CLASSIQUES (hommes) :

MM. Ajac (11e), Beminster (57e), Bettane (21e), Michel Blondeau (32e), Sylvain Bonnet (22e), Canerot (20e), Carbuccia (61e), Cherqui (39e), Duuvin (20e), de Voyer d'Argenson (27e), Dechezleprêtre (65e), des Courtils (25e), Bernard Dufour (50e), Dugand (32e), Emmanuel Dumont (52e), Dupeyron (59e), Duprat (34e), Dusautoir (4e), Empereur (61e), Fialon (24e), Filliatre (8e), Flamand (30e), Georges Forestier (16e), Gamon (45e), Gandelot (9e), Garnault (10e), Gouillart (14e), René Grégoire (61e), Philippe Hoffmann (1er), Houguet (43e), Huber (53e), Jeanneret (7e) ; MM. Kerautret (3e), Kone (55e), Lucien Lacour (15e), Lafay (2e), Le Prado (55e), Stéphane Legrand (51e), Maier (57e), Régis Martin (23e), Mattei (6e), Mavet (17e), Edmond Michel (48e), Milhau (28e), Arthur Muller (5e), Nuns (55e), Paperon (40e), Paulhan (36e), François Picard (18e), Jean-Pierre Picot (36e), Jean-François Picou (48e), Pourny (50e), Pradas (47e), Primi (31e), Philippe Regnier (49e), Philippe Richard (64e), Yves Robin (18e), Salamon (12e), Saury (13e), Sauzeau (43e), Savard (28e), Soukiassian (41e), Surratteau (36e), Tapponnier (54e), Thollard (35e), Vivens (41e).

GEOGRAPHIE (hommes) :

MM. Arnal (40e) ; Baud (22e) ; Baland (9e) ; Beylacq (44e) ; Brogini (48e) ; Calvet (2e) ; Casimir Michel (16e) ; Charton (14e) ; Chaumet (18e) ; Chevrot (45e) ; Cilia (12e) ; Collicard (27e) ; Desplanques (11e) ; Detti (38e) ; Fremion (33e) ; Gerbaud Alain (42e) ; Gielen (35e) ; Ginestet (50e) Giniaux (37e) ; Guittard (45e) ; Harmand (22e) ; Hartog (21e) ; Herbert (27e) Joubert Jacques (17e) Krebs (12e) ; Laheurte (10e) ; Lasselin (30e) ; Lauby (7e) ; Le Borgne (31e) ; Lamartinel (41e) ; Lepinay (26e) ; Lesourd (4e) ; Lextreyt (19e) ; Lousault (45e) ; Marchand Pascal (31e) ; Marnezy (14e) ; Mathieu Jean (6e) ; Mendibil (53e) ; Mesplier (5e) ; Mietton (3e) ; Mouront (38e) ; Nil (22e) ; Plota (27e) ; Poletto (19e) ; Quintin (1er) ; Richard Jacky (25e) ; Sablon (50e) ; Salomon Jean-Marie (8e) ; Thomas Didier (43e) ; Trock (39e) ; Vauchy (53e) ; Vauclare (52e) ; Vié (55e) ; Weissberg Daniel (33e) ; Weissberg Gabriel (48e).

HISTOIRE (hommes) :

MM. Baldner (65e ex), Dominique Barthelemy (2e), Belhoste (50e), Michel Blain (67e), Bohringer (39e), Jean Bonneville (21e), Bischoff (69e), Bosetti (25e), Bougeard (47e), Burdy (10e ex), Braunstein (56e ex), Cain (54e), Cassard (1er), Chouvet (3e), Courault (19e ex), Dalarun (44e), Dardennes (61e ex), Delasselle (12e ex), Maurice Delorme (56e ex), Depretto (10e ex), Derrien (45e ex), Desquesnes (8e ex), Dinet (15e ex), Duron (72e ex), Enjolras (35e ex), Claude Ferry (32e), Février (70e), Fray (22e ex), Garrigou (27e), Patrick Gautier (40e ex), Gelly (72e ex), Gemin (26e), Geoffroy Saint-Hilaire (61e ex), Gere (22e ex), Giovannangeli (8e ex), Gorieux (35e ex), Frantz Grenet (5e), Guinchaoua (65e ex), Guillemet (72e ex), Houy (24e) ; MM. Jauffret (48e ex), Jouhaud (17e), Judic (40e ex), Patrick Lafond (63e ex), Laisne (43e), Landier (35e ex), Lapasset (51e), Jean Legall (56e ex), Jean-Pierre Le Moine (48e ex), Louges (18e), Machu (30e ex), Rémi Mallet (67e ex), Mang (63e ex), Metzger (38e), Alain Michel (30e ex), Pierre Mignaval (29e), Neant (15e ex), Noiriel (53e), Nourrisson (28e), Ory (55e), Pauquet (59e ex), Pessis (14e) Pion (70e ex), Michel Roche (10e), Rogues (33e ex), Rouit (33e ex), Saint-Denis (12e ex), Sallman (6e), Soulignac (59e ex), Stevenin (40e ex), Tallon (7e), Thoraval (15e), Jean-Pierre Vallat (4e), Villaret (52e), Zuber dit Laxague (75e).

RECTIFICATIF. — A la suite d'une erreur de transcription, le nom de M. Régis Carin a été omis dans la liste des admis à l'agrégation de physique (option physique).

JUSTICE

● *Deux mineurs condamnés pour tentative de meurtre.* — Deux garçons, âgés l'un et l'autre de quatorze ans et demi, ont été condamnés, samedi 9 août, par le tribunal pour enfants de Nancy, à dix et huit ans de prison pour avoir attaqué un chauffeur de taxi et tenté de l'étrangler, dans la nuit du 17 au 18 avril.

Rattrapés quelques jours plus tard, les deux enfants ont avoué aux policiers qu'ils avaient eu l'intention de tuer le chauffeur de taxi, M. Michel Barras, cinquante-deux ans, afin de lui voler sa voiture et la recette de la journée.

● *Nominations à la cour d'appel de Paris.* — Par décret paru au *Journal officiel* du 12 août, M. Pierre Boudon, conseiller à la cour d'appel de Paris, est nommé président de chambre à cette cour en remplacement de M. André Braunschweig, nommé conseiller à la Cour de cassation. D'autre part, trois conseillers à la cour d'appel de Paris ont été nommés présidents de chambre à cette cour (postes créés) : MM. Hervé Synvet, Georges Bedicam et Jean Bornay.

CARNET

Naissances

— M. et Mme Jean-Jacques Pascal, René, Anne-Maria et Manuel, ont la joie d'annoncer la naissance de

Julian.

Nice, le 7 août 1975.
65, promenade des Anglais.

— M. et Mme François Seydoux ont la joie d'annoncer la naissance de

Justine.

Villebon, le 7 août 1975.

— François et Marie-France Rouchard, née Hau, ont la joie d'annoncer la naissance de

Valentine.

4, rue Pierre-Picard,
75018 Paris.

Mariages

— Mme la générale Lagarde, Mme Roger Le Tourneau, *font part du mariage de leur petit-fils et fils*

Jean-Noël Le Tourneau
avec
Martine Peyrard

qui a eu lieu le 2 août 1975 à Avignon.
75005 Paris, 7, cité Cardinal-Lemoine.

Décès

Pierre LAFUE

Nous apprenons la mort, le 8 août 1975, à l'âge de soixante-treize ans, de

M. Pierre LAFUE,
homme de lettres,

survenue à la suite d'un accident de voiture.

Les obsèques auront lieu le mercredi 13 août 1975, à 14 heures, au cimetière Montparnasse.

[Né le 18 septembre 1902 à Pont-de-Montvert (Lozère), M. Pierre Lafue, après des études de germaniste à Heidelberg, commença une carrière de professeur, de 1932 à 1939, avant de se consacrer au journalisme et aux lettres. Correspondant de journaux en Allemagne et en Pologne, membre du cabinet de Georges Mandel de 1935 à 1940, il fut ensuite directeur de collections historiques, critique littéraire à la « Revue hebdomadaire » et à la « Revue universelle », historien lui-même et romancier. On lui doit, entre autres ouvrages historiques, une « Histoire de l'Allemagne », « Une histoire du peuple français », plusieurs romans, dont « la Plongée », « l'Eté du siècle » (en 4 volumes), des essais : « la Vie de Lénine », « Journal d'un témoin », et des pièces de théâtre radiophonique. Il préparait ses « Mémoires ». Sa rencontre avec Lénine devait faire l'objet d'une publication dans « la Revue des Deux Mondes ».

Il était chevalier de la Légion d'honneur.]

— M. et Mme Jacques Boinet et leur famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve Yves BOINET,

leur mère et parente,
survenu le 11 août 1975 à Viry-Châtillon, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Priez pour elle.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 14 août 1975, à 8 h. 30, en la basilique Notre-Dame de Paris, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille, au cimetière de Caen (Vaucelles), vers 15 heures.

Prière de n'apporter ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.
1, quai aux Fleurs,
75004 Paris.
32, rue du Général-Giraud,
14000 Caen.

— Le comte et la comtesse de Francqueville,
Emmanuel et Dominique,
M. et Mme Denis Camel,
ont la douleur de faire part de la mort *accidentelle* de

Bruno CAMEL,

ingénieur des arts et manufactures, survenue le 1er août, dans sa vingt-septième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, à Argentières (Haute-Savoie).

— La Ligue française des droits de l'homme a la tristesse d'annoncer le décès de

Mme Suzanne COLLETTE-KAHN,
vice-présidente de la ligue,
ancienne secrétaire générale de la Fédération internationale des droits de l'homme

Ses obsèques auront lieu au cimetière Montmartre, avenue Rachel, mercredi 13 août, à 16 h. 30.
27, rue Jean-Dolent, Paris-14e.

— On annonce la mort de

Mme Emile KAHN
née Suzanne Collette
agrégée de l'Université,
vice-présidente de la Ligue française des droits de l'homme,
ancienne secrétaire générale de la Fédération internationale des droits de l'homme,
survenue en son domicile le 8 août 1975.

De la part de
Mme Annette Bernas et ses filles Claude et Marianne,
M. Georges Prevot,
Mme Jeanne Galzy-Baraduc,
Mme Renée Kahn et ses enfants,
Mme Jacques Kahn et ses enfants.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Montmartre, avenue Rachel, mercredi 13 août, à 16 h. 30.
17, avenue du Colonel-Bonnet, 75016 Paris.
7, rue Courtabœuf, 91400 Orsay.

— Mme Guy Levy-Soussan,
Serge, Christophe et Guy-Thomas,
Mme Max Levy-Soussan, M. et Mme Albert Levy-Soussan et leurs enfants, M. et Mme Jean Levy-Soussan, M. et Mme Bernard Levy-Sopssan et leurs enfants, M. et Mme Charles-Denis Levy-Soussan, Mme Jean Grillo, la famille, les parents et alliés, ont la douleur de faire part de la perte cruelle qu'ils viennent d'éprouver en la personne de

M. Guy LEVY-SOUSSAN.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité à Monaco, le 8 août.

— Mme Henri Manen,
M. et Mme Jean-Henri Dollfus, leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Marc Eissen et leurs enfants,
M. et Mme Jacques Manen et leurs enfants,
M. et Mme Bertrand Manen et leurs enfants,
ont la tristesse de faire part du décès du

pasteur Henri MANEN,

après une brève maladie.
07190 Saint-Sauveur - de - Montagut, La Pervenche, St-Julien-du-Gua.

— Mme Mathilde Moussafir,
M. et Mme Jean Moussafir et leurs enfants,
M. et Mme Claude Moussafir et leurs enfants,
ont la grande douleur de faire part du décès de

M. Jacques MOUSSAFIR.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Père-Lachaise, mercredi 13 août 1975, à 9 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.
Ni fleurs ni couronnes.

— M. et Mme Louis-George Noviant et leurs enfants,
Mme le docteur Yvonne Noviant et ses enfants,
Le docteur et Mme Paul Sadoul et leurs enfants,
Toute la famille et les amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Nicolas-Aimé NOVIANT,
chevalier de la Légion d'honneur.

Les obsèques ont eu lieu en l'église Saint-Melaine, à Vandœuvre-lès-Nancy, le 6 août 1975.
18, rue de Pomereu,
75116 Paris.
18, rue de la Glacière, 75013 Paris.
28, rue Pasteur,
54500 Vandœuvre.
Le présent avis tient lieu de faire-part.

— La Société meusienne de constructions mécaniques a le regret de faire part du décès, survenu le 6 août 1975, et dans sa quatre-vingt-septième année, de

M. Paul SAVANNE,

son ancien et très estimé directeur au cours de soixante-cinq années de fidèle collaboration.

La cérémonie religieuse a eu lieu le vendredi 8 août en l'église d'Ancerville (Meuse), son pays natal.

— Mlle Danièle Scémama,
Les familles Zédet, Paviot, Scémama, parents et alliés,
ont la douleur de faire part de la perte très cruelle qu'ils viennent d'éprouver en la personne de

M. Robert SCÉMAMA,
docteur en droit,
avocat à la cour,
chevalier de la Légion d'honneur,

leur père, beau-père, cousin, parent et allié, survenue le samedi 9 août 1975 à Paris.

Priez pour lui.

On se réunira rue Vanneau, impasse Oudinot, le 13 août 1975 à 13 heures.

L'inhumation aura lieu au cimetière ancien d'Asnières, dans la sépulture de famille, le 13 août 1975, à 14 heures.
14, rue du Four,
75006 Paris.

— M. et Mme Robert Villers,
Mlle Hélène Villers,
M. et Mme Hervé Le Bras et leurs enfants,
M. et Mme Daniel Villers et leur fille,
M. et Mme Bernard Villers,
Leurs enfants et petits-enfants,
Les familles Villers, Maes, Fayau, Aubin,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Daniel VILLERS,
née Louise Maes,

rappelée à Dieu le 6 août 1975 à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

Les obsèques ont eu lieu à Nantes (Loire-Atlantique), dans la stricte intimité.
13, rue du Maréchal-Galliéni,
78000 Versailles.
12, allée Turenne,
44200 Nantes.

Dom Paul-Marie Grammont, abbé du Bec,
Mère Hugues-Marie Dufourcq, prieure des moniales-oblates du Bec,
Les moines et les moniales-oblates du Bec,
vous demandent de vous unir à leur prière pour la

révérende mère Marie-Elisabeth de WAVRECHIN,
née Jehane, Françoise, Alix Feray,
fondatrice du monastère Sainte-Françoise-Romaine,

entrée dans la paix de son Seigneur le dimanche 10 août 1975.

La célébration des funérailles aura lieu le jeudi 14 août, à 16 heures, à l'abbaye du Bec.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Remerciements

— Les familles Pujol et Pignot, leurs parents et leurs alliés, très touchés par les marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

Jean-François PUJOL

prient toutes les personnes qui se sont associées à leur peine de trouver ici l'expression de leurs sincères remerciements.

Anniversaires

— Pour le deuxième anniversaire du retour à Dieu de

M. Abel GOURION,

son épouse, ses enfants, sa famille et ses amis demandent à tous ceux qui l'ont aimé une pensée et une prière.

— Pour le dixième anniversaire de leur décès, une pensée est demandée en souvenir de

M. Albert LÉVY,
assureur conseil,
croix de guerre 1914-1918,

mort le 13 août 1965
et en souvenir de son fils

Gilbert,
évadé de France par l'Espagne,
ancien du 1er bataillon de choc
1943-1945,

mort le 26 août 1965 à l'âge de quarante-trois ans.

Bienfaisance

— Gala de variétés pour le troisième âge, le 15 août à Paris.

Le Secours populaire français organise vendredi 15 août, à 15 heures, salle Wagram, 39, avenue de Wagram à Paris (17e), un gala de variétés à l'intention des personnes âgées. Le programme, auquel participeront des chanteurs, des fantaisistes et l'illusionniste Jean Valton, est présenté gratuitement par l'Union social du spectacle. La fédération de Paris du Secours populaire français souligne que cette manifestation est destinée à rompre la solitude des vieux dans Paris déserté par la plupart de ses habitants, et rappelle que « quatre personnes âgées de plus de soixante-dix ans sur cinq ne partent pas en vacances ».

FEUILLETON

NUMERO 31

le beau Solignac

DE JULES CLARETIE
de l'Académie française

Paris, automne 1809. — Membres des Philadelphes — une conjuration d'officiers dirigée contre l'Empire — le commandant Rivière est accusé par le chef du complot d'avoir détourné les fonds de l'association. Il est provoqué en duel.

VEILLÉE FUNÈBRE

Le brouillard s'était sans doute dissipé. Maintenant, dans la découpure formée par les hautes murailles du passage de la Reine-de-Hongrie, au-dessus des maisons, le ciel pâle apparaissait, éclairci.

Rivière distinguait en face de lui les éclairs que jetaient sous leurs rudes arcades sourcilières, les yeux noirs du maigre et sévère colonel Thévenot.

En tendant le fer, il rencontra l'épée du colonel, qui se tenait en garde selon les principes, les pieds comme plantés en terre, décidé à ne pas rompre.

Laurent Malardier et Pierre Hermann, silencieux, regardaient. Leur attitude n'était pas celle des témoins d'un duel ; on les eût pris plutôt pour les comparses d'une exécution.

Energique, le bras replié, le poignet de fer, Bernard Thévenot demeura un moment en face de Rivière, attendant que le commandant portât un coup ou fît une feinte.

Rivière demeurait immobile, la garde régulière, la poitrine couverte.

Thévenot risqua alors quelques feintes sans que le commandant y répondît.

— Ne voulez-vous donc pas vous défendre ? dit *Varus* d'un ton de colère.

— Votre conscience vous dicte votre devoir, répondit Claude. La mienne fait de même !

— Ah ! prenez garde, reprit le colonel. Défendez-vous !...

Il allongea à demi le bras vers la poitrine de Rivière et, par un mouvement instinctif, le commandant opposa son fer à celui du colonel.

— Enfin !... à la bonne heure !... dit *Varus*.

Il semblait que Bernard Thévenot n'eût attendu que ce mouvement de Claude pour donner à cet étrange duel l'allure terrible que souhaitait le colonel. Rivière ne se défendant point, il répugnait à *Varus* de combattre. Le soldat voulait bien punir, il ne voulait pas égorger.

Aux premières parades, presque involontaires de Rivière, Bernard Thévenot avait aussitôt serré ses mouvements et, tenant son épée engagée en tierce, il restait là, admirable sous les armes, son grand corps maigre ramassé, et ses yeux cherchant dans l'ombre les prunelles de son adversaire.

Puis, tout à coup, dégageant rapidement son fer, il poussa droit avec une vivacité foudroyante et, son bras s'allongeant, en même temps que son corps tout entier se tendait d'un mouvement prompt, il enfonça son épée dans la poitrine de Claude Rivière.

Le commandant chancela et, portant sa main gauche à son côté, demeura un moment debout, s'appuyant du bras droit sur son épée qui pliait.

Bernard Thévenot avait jeté loin de lui son fer rouge de sang et il reprenait des mains de Pierre Hermann son chapeau aux larges bords.

Pas un mot, d'ailleurs, entre ces hommes. Un silence lugubre. On sentait que la mort planait.

Claude Rivière revit, comme dans un éclair, toute sa vie, son existence entière, les visages disparus ou attristés qu'il avait aimés. Et tournoyant sur lui-même, il tomba lourdement sur le pavé, sa dernière pensée s'envolant vers les trois êtres qui incarnaient pour lui la famille, l'amitié et l'amour : Jean Rivière, Solignac et Thérèse.

Le commandant Claude Rivière avait cessé de vivre.

***

Bernard Thévenot et ses compagnons s'étaient éloignés, comme les justiciers qui viennent d'accomplir leur œuvre. Après avoir remonté un moment la rue Montorgueil vers le boulevard, les trois officiers se séparèrent. Ils avaient simplement échangé une poignée de main ; mais pas un mot n'était tombé de leurs lèvres. Le silence traduisait seul leur émotion profonde. Le colonel Thévenot prit le chemin de son logis de la rue Paradis-Poissonnière ; les autres s'enfoncèrent dans les rues de ce grand Paris endormi, et leurs pas, qui sonnaient sur le pavé sec, se perdirent dans l'éloignement.

Le cadavre de Claude Rivière était demeuré couché dans le passage de la Reine-de-Hongrie. Pierre Hermann avait jeté sur lui le manteau qu'il portait, à demi plié, sur son bras.

A peine *Varus* et ses amis eurent-ils disparu qu'une petite lucarne s'ouvrit, au-dessus d'une misérable boutique où se lisaient ces mots : *Cambournas, charbonnier*, et un homme à demi vêtu descendit bientôt dans le passage, tenant à la main une de ses longues mèches enroulées et enduites de suif qu'on appelle des rats-de-cave.

L'homme se dirigea, avec un air un peu hésitant, presque tremblant, vers l'endroit où, dans le sang, gisait le corps du commandant Rivière. Il éclaira, de sa lumière, que secouait le vent de la nuit, le visage du soldat, et il ne put s'empêcher de pousser une exclamation de surprise et presque d'admiration. Un sourire de foi, d'espérance, mieux que cela, de certitude, soulevait encore les lèvres de Rivière, rendu, pour ainsi dire, magnifique par la mort.

Le commandant était, depuis son arrestation, fort connu dans Paris et plus encore dans le quartier Montmartre. Le charbonnier avait passé bien souvent sous les fenêtres closes de Rivière. La première pensée de Cambournas fut : « Il faut transporter cet homme-là chez lui ! »

Le portier de la maison poussa les hauts cris en apercevant ce cadavre. Il y avait si peu de temps qu'il avait vu Claude Rivière, qu'il lui avait parlé !

— Est-ce possible ? Ce que c'est que de nous !

Sa première idée fut que le commandant avait été assassiné :

— Non, dit tout bas Cambournas, mais tué en duel !

— Comment ! Vous savez donc ?

— Chut ! Plus tard ! Je dirai tout !

La seconde pensée du portier fut d'aller chercher Jean Rivière. Il savait où demeurait l'ancien drapier. On éveilla le pauvre homme paisiblement endormi.

— Qu'y a-t-il ? demanda le père Jean, accourant, en bonnet de coton.

— Il y a, monsieur, il y a...

Le portier n'osait parler, mais, à regarder le visage de cet homme, Jean Rivière prévit un malheur.

— Mon fils ? dit-il. Qu'y a-t-il ? Blessé ? Mort, peut-être ? Il est mort ? C'est cela ; mais répondez-moi donc, il est mort ? Ah ! mon Dieu !

Le vieillard faisait peine à voir.

— Et où est-il ? Chez lui ? Eh bien ! je veux le voir ! Allons ! dit-il, avec une énergie singulière.

Il marcha sans chanceler jusqu'à la rue Montmartre. Le portier lui offrait parfois le bras, mais le bonhomme le repoussait. Il allait tête nue, quoique la nuit fût froide.

***

Il y avait foule devant la maison de la rue Montmartre, bien que la nuit fût profonde. Mais les nouvelles terribles se répandent vite et mettent rapidement les gens sur pied. Les propos cessèrent et chacun s'écarta, lorsqu'on aperçut Jean Rivière. Le pauvre homme entendait chuchoter tout bas ces mots : « C'est le père ! ». On le regardait avec ce respect plein de pitié qu'impose le malheur.

Quand il vit ce corps étendu sur son lit, tout vêtu, pâle, déjà rigide, le père Rivière recula, devint livide, balbutia : « C'est donc vrai ! » Puis un affreux sanglot lui souleva la poitrine, il se précipita sur la main de Claude, allongée et collée contre le corps ; il la prit, la baisa et se mit à pleurer. Cambournas regardait, tout ému !

On avait ouvert les vêtements à l'endroit où Claude avait été frappé, puis on les avait refermés.

Le vieillard se releva, étendit avec une sorte de majesté qu'on n'eût pas soupçonnée en lui, ses mains sur les paupières du mort et les abaissa lentement.

— C'était pourtant toi, Claude, dit-il, qui me devais cela !

Il ne pleurait plus. Il regarda ceux qui l'entouraient avec des yeux secs.

— Que l'un de vous, dit-il avec autorité, aille rue de Bretagne, chez Mlle de La Rigaudie, et demande Mme Thérèse Rivière. Il faut qu'elle arrive ici promptement. Et qu'un autre coure rue des Postes et ramène M. Sylvain Chambaraud. Je les attends !

— Qu'on me laisse seul, ajouta-t-il brusquement.

Il demeura ainsi face à face avec le cadavre, pendant plus d'une heure, effaré parfois et plein d'un soudain espoir lorsqu'à la vacillante lumière des bougies il croyait avoir vu s'agiter Claude Rivière, plus désolé ensuite lorsqu'en se précipitant vers son fils il le retrouvait raidi et glacé !

Tout à coup, la porte s'ouvrit. Brusquement, l'air égaré, Thérèse, celle qui s'appelait Rivière, se précipita plutôt qu'elle n'entra, dans la chambre. Cambournas la suivait.

Elle était effroyablement pâle, ravagée.

En apercevant le cadavre, Thérèse se jeta à genoux, étendant ses mains qui tremblaient et répétant avec des sanglots le même mot déchiré par des *hoquets de douleur :*

— Pardon ! Pardon !

Elle voulut voir la blessure faite au cœur de Claude. Ecartant alors les vêtements, elle recula avec effroi lorsqu'elle en retira une ceinture blanche, une ceinture de soie, toute tachée de sang et traversée par l'épée.

— Ma ceinture ! dit-elle avec une expression sinistre d'hébétude, fixant ses yeux hagards sur ce large ruban maculé de rouge.

— J'ai aussi ramassé ça, madame, dit Cambournas en s'avançant. Ce médaillon est tombé de la poche du... commandant !

Et il tendit un médaillon à Thérèse.

C'était une miniature faite par J.-B. Isabey, d'après Thérèse, jeune fille. Ce médaillon n'avait jamais quitté Claude Rivière depuis qu'elle le lui avait donné.

— Mon portrait ! fit-elle encore du même ton d'hébétement, d'écrasement.

— Oui, dit Jean Rivière. Oh ! il vous aimait, madame ! Ce n'est pas lui qui vous a jamais coûté une seule larme !

Thérèse se tordait les mains.

— Grâce !... dit-elle. Ah ! par pitié ! si vous saviez comme vous me faites souffrir !

— Ce n'est pourtant pas la destinée des femmes, dit une voix ironique derrière elle ; ce sont elles, au contraire, qui brisent tout et font des hommes ce que Rivière est devenu : des cadavres !

Thérèse se retourna.

Sylvain Chambaraud, debout et tête nue, la regardait, implacable.

Il s'avança vers Jean Rivière qui se tenait assis, et le souleva pour le serrer dans ses bras.

— Eh bien ! dit l'ancien drapier en montrant d'un geste farouche le corps de son fils, voilà l'œuvre de la politique ! On me l'a tué !

— Qui cela ? dit Sylvain Chambaraud.

Cambournas s'avança, un peu hésitant à l'apparence, résolu à parler cependant.

Il avait connu Chambaraud, il l'avait vu *monter à la tribune*, jadis ; il l'avait applaudi peut-être.

— Citoyen, fit-il, j'ai tout entendu, j'ai tout vu. Ce qui s'est passé, je vais vous le dire !

Et alors il conta le duel terrible du passage de la Reine-de-Hongrie, l'accusation formulée contre Rivière, la façon dont on avait contraint le commandant à croiser l'épée, et le coup foudroyant qui avait jeté à terre Claude mourant.

(A suivre.)

PRESSE

TÉMOIGNAGE

CRISE ET RENAISSANCE

par HERVÉ MILLE (*)

L'opinion est alertée. On demande au pouvoir d'intervenir. Il y a une crise de la presse française.

Avant toute analyse, ayons le courage de dénoncer une inexactitude et un certain nombre d'équivoques, de contradictions, — et aussi, disons-le, — d'hypocrisies.

D'abord l'inexactitude. C'est vrai, la presse dans son ensemble traverse une période difficile.

Mais la crise, la crise aiguë, celle que le public connaît et subit, se limite à quatre des cinq grands quotidiens parisiens d'information : *le Parisien libéré, le Figaro, l'Aurore, France-Soir*. Un seul y échappe : *le Monde*. Son cas exemplaire mériterait un long commentaire. Nous y reviendrons brièvement.

* * *

La crise ramenée à ses justes proportions, abordons les contradictions et les équivoques qui sont autrement graves.

La censure imposée par un gouvernement est odieuse. Plus encore, la censure dictée par une minorité. Leur conséquence naturelle : l'autocensure n'est pas moins redoutable. C'est celle que s'est appliqué en l'avouant publiquement le directeur d'un journal du matin à propos du conflit du *Parisien libéré*. Qu'il se soit exagéré une éventuelle réaction syndicale et son ultime conséquence : la grève, c'est possible. La confidence n'en est pas moins significative.

Autre équivoque, autre contradiction. On peut le déplorer ou s'en réjouir, nous vivons au sein d'une société capitaliste où presque toutes les entreprises, y compris celles de la presse, sont des entreprises capitalistes.

Propriété d'un seul ou de plusieurs, un journal d'information ne peut vivre, prospérer, réaliser des profits — garants de son indépendance — sans se soumettre aux règles de gestion capitalistes. Une responsabilité nominale, légalement établie ou déléguée, doit assumer un certain nombre de pouvoirs essentiels.

Or, ces pouvoirs, des journalistes les contestent et les tiennent en échec, comme le Syndicat du Livre met en question la liberté de la presse.

Pour quelle raison ? Le pouvoir capitaliste, affirment-ils, risque d'entraver leur droit d'expression.

* * *

Ici, derrière l'équivoque et la contradiction, disons-le avec franchise bien qu'avec indulgence, apparaît l'hypocrisie.

Pour que l'argument invoqué ait la moindre valeur, il faudrait admettre que dans chaque journal, sur tout événement important, les collaborateurs aient une opinion identique et que celle-ci s'exprime conformément au souhait personnel de chacun, devenu le droit de chacun.

A-t-on jamais vu une rédaction unanime. Ce n'est ni possible ni souhaitable. Ce n'est le cas, je le suppose, ni au *Monde*, ni au *Figaro*, ni même à *l'Humanité*, dont la rédaction fut déchirée plus d'une fois lorsqu'il fallut parler du pacte germano-soviétique, de Budapest et de Prague, ou choisir entre Staline et Khrouchtchev.

Un journal se crée. Ou un journal existe déjà. Dans les deux cas le journaliste engagé ne peut ignorer ce que sera ou ce qu'est *la ligne de ce journal*. Il accepte de la respecter, et le contrat est réciproque. On ne lui demande pas de renoncer à *ses convictions* ou de les trahir. Il est seulement entendu qu'il les taira ou les voilera lorsqu'elles ne seront pas en accord avec la ligne du journal. La totale objectivité est irréalisable, mais une équipe peut se mettre à l'unisson dans sa volonté d'objectivité.

Dans le *Paris-soir* de Jean Prouvost, celui de 1936, l'année du Front populaire, de la guerre d'Espagne, de la menace hitlérienne sans cesse grandissante, jamais les envoyés spéciaux, les grands reporters, n'ont aussi largement *déployé l'éventail*. Il allait des frères Tharaud, académiciens et disciples de Maurice Barrès, à *Stéphane Manier, communiste*, qui n'est pas revenu des camps de déportation, en passant par Louis Gillet, Henri de Monfreid, Bertrand de Jouvenel, Antoine de Saint-Exupéry, Louis Delaprée, mort en Espagne. Il n'y eut jamais, à cette époque, le plus léger conflit.

Un dissentiment fondamental eût d'ailleurs été réglé par la loi. Il convient, en effet, de rappeler qu'une loi, votée en 1935, accorde au journaliste un moyen de sauvegarder son indépendance. Que son journal change de cap ou vire de bord, il a le droit de faire jouer la clause de conscience. Le contrat est rompu et il perçoit des indemnités qui n'ont pas leur équivalent dans d'autres professions.

On peut contester sur plus d'un plan l'action des sociétés de rédacteurs. Elles ont du moins le mérite d'avoir accentué le caractère particulier de leur profession et ancré dans l'esprit d'un propriétaire ou d'un acquéreur éventuel, la notion qu'un journal n'est pas une *entreprise comme* une autre.

L'hypocrisie, que nous dénonçons et sommes aussitôt prêts à excuser, la voici : ces nobles principes cachent, le plus souvent, en vérité, une crainte collective du licenciement et du chômage. Angoisse humaine et compréhensible, mais qui risque de faire oublier que la meilleure garantie de l'emploi et de l'embauche est la prospérité d'une entreprise bien gérée.

* * *

Après avoir considéré cette crise dans son contexte, venons-en à ses causes profondes.

Elle est due, selon nous, d'une part à une mauvaise gestion : d'autre part à une conception erronée de ce que doit être un grand quotidien parisien à vocation nationale.

Au chapitre de la gestion, laissons de côté les problèmes techniques et les problèmes ouvriers tels qu'ils se posent dans les imprimeries parisiennes pour ne considérer la question que sous l'angle du journalisme et des journalistes.

En 1940, à la veille de l'entrée des Allemands à Paris, les journaux du groupe *Paris-soir* ont quitté la capitale. *Paris-soir* avait un tirage normal de 1 800 000 exemplaires (il était monté à plus de 2 millions et demi pendant la « drôle de guerre ») avec des éditions de jour et de nuit et de nombreux bureaux à l'étranger. *Paris-Midi* tirait à 150 000 exemplaires avec les rubriques les plus variées. *Match* tirait à 1 800 000 exemplaires et *Marie-Claire* à 1 050 000 exemplaires, sans oublier le modeste *Pour Vous* consacré au cinéma. Or, à cette date, cette vaste entreprise employait exactement cent soixante-sept titulaires de la carte professionnelle de journaliste, y compris les sténos de presse. Pas un de plus. Les « pigistes » étaient rares.

Combien sont-ils aujourd'hui au seul *Figaro*, au seul *France-Soir* ?

* * *

Abordons l'autre cause et sans doute la plus importante de la crise actuelle en essayant de répondre à cette question : que doit être un grand quotidien parisien ?

Nul ne conteste que les régionaux et départementaux soient d'excellents journaux. Mais on pouvait en dire autant de beaucoup d'entre eux avant la guerre. Et cependant la presse parisienne rayonnait sur la France entière. Pour deux raisons essentielles. Elle était d'une *qualité exceptionnelle*. Et surtout elle était *complémentaire*. Qualité exceptionnelle, celle de l'écriture. Qualité non moins remarquable de la photographie, qui faisait de *Paris-soir* un magazine quotidien illustré.

Et qu'il s'agisse d'informations, de reportages écrits ou de photos, le lecteur assistait à un effort permanent, ostensible, pour que les grands événements du jour soient traités avec une ampleur, une intensité qui n'étaient ni dans l'ambition, ni dans les moyens de la presse provinciale. Deux exemples : pour le couronnement du roi George V, dix-neuf collaborateurs — journalistes, écrivains, reporters, reporters-photographes, sténos de presse, secrétaires, spécialistes des transmissions téléphotographiques, etc. — se sont déplacés de Paris à Londres. La photo de l'assassinat du roi Alexandre de Yougoslavie a été vendue dans les rues de Paris, sur la « une » de *Paris-soir*, quarante-cinq minutes après l'attentat.

La presse parisienne était complémentaire parce qu'elle était aussi une presse de réflexion, de *commentaire, de mise en perspective*, en un mot de signification. La province ne pouvait ni ne voulait lui disputer ce privilège.

Cette dernière mission du quotidien parisien, telle que je viens de la décrire, *le Monde* l'accomplit aujourd'hui. Il lui doit prestige et prospérité.

Sur les trois premiers points que nous avons tenté de définir, aucun quotidien parisien n'a, depuis la libération, pris la relève de *Paris-soir*.

Pour réussir la reconquête par un quotidien parisien et de Paris et de la province, il ne suffit pas cependant d'une conception et de moyens financiers. Il y faut aussi l'art *de constituer* et d'animer une équipe.

* * *

Cette fierté ne saurait se créer artificiellement. Elle naît, le plus souvent, de la présence d'un homme et, autour de cet homme, de quelques hommes. Restons en France dans l'époque actuelle et reconnaissons cette qualité à Hubert Beuve-Méry, à Pierre Brisson, à mon compagnon Pierre Lazareff, à leur aîné, toujours en activité, Jean Prouvost. Je cite *cet homme* avec *admiration mais* aussi en toute liberté, car, après des années d'étroite collaboration, nous nous sommes séparés. Séparation définitive mais qui ne fut provoquée, je tiens à le préciser, par aucune divergence professionnelle ou politique.

Jean Prouvost, figure centrale de la crise à peine dénouée du *Figaro*, a été récusé par certains collaborateurs de ce journal comme l'incarnation du capitalisme et de ses dangers. Ils ont été victimes d'une regrettable confusion. Si Jean Prouvost représente la presse capitaliste — mais répétons-le, il n'en existe pas d'autre dans notre pays, — il est l'inverse du capitalisme dans la presse. Pas un seul de ses collaborateurs ne peut dire que jamais, à aucune époque, le pouvoir de ses journaux a été mis au service de ses intérêts privés *dans l'industrie lainière, pas plus* qu'à ceux de ses associés Béghin dans le sucre et le papier. Un *membre éminent* du conseil du *Figaro* lui dit un jour : « *Ce n'est pas le capitaliste qu'ils craignent. C'est bien plutôt le journaliste, le bon journaliste qui pourrait tirer les conséquences de l'incapacité professionnelle de certains d'entre eux.* » Le paternalisme est à notre époque condamnable. On peut parfois s'en féliciter. Jean Prouvost a toujours considéré comme un échec personnel les licenciements. Il est satisfait si, sous son impulsion, une entreprise prospère est en mesure de faire vivre tous ceux *qui sont utiles — et aussi ceux* qui le sont moins.

Voilà pour le capitaliste.

Quant au journaliste, il a, pendant cinquante ans, consacré 90 % de son activité à ses journaux et 90 % des heures passées dans ses journaux à ce qu'il considère comme leur œuvre vive : les rédactions.

S'il est vrai, depuis Victor Hugo, que de toutes les figures de rhétorique la préférée des journalistes est l'antithèse, ils peuvent saluer le doyen de leur profession, antithèse vivante, contraste permanent, association de ces apparemment contraires qui sont souvent l'explication des réussites exceptionnelles.

Rarement la rapidité du réflexe s'est accompagnée de tant de réflexion. Son imagination est vive, sa décision longuement pesée. Econome dans la conduite de ses affaires, il est prodigue dès que la bonne marche ou le prestige de ses journaux est en cause. Orgueilleux, sa modestie l'incite à craindre les plus improbables *concurrences*. Issu d'une puissante dynastie bourgeoise, il est affranchi des préjugés. On peut même sourire si ce grand industriel se réveille, en toute bonne foi, un matin paysan et l'autre ouvrier. Autoritaire, nul n'est plus en proie à l'hésitation, enclin à la concertation. Viril dans l'action, il a une intuition féminine et il est sans cesse étonné comme un enfant.

Tous les journalistes français devraient lui être reconnaissants.

Il a prouvé qu'on pouvait faire fortune dans notre métier à partir de rien ou presque, puisque — à l'exception du *Figaro* — tous les journaux qu'il a dirigés lui ont été « donnés » pour rien, ou pour si peu que cela revient au même : *Paris-Midi, Paris-soir, Télé 7 Jours*. A partir de ces plates-formes, il lui fut facile de lancer ou de relancer *Match, Marie-Claire, le 7 Jours* de notre exil lyonnais, *Paris-Match*, etc.

Il a rendu sa dignité à la presse française en mettant un terme, dans les années 30, à un système malhonnête fondé sur des privilèges abusifs et qui la discréditaient aux yeux du monde entier. Il a imposé une notion nouvelle qui n'existait pas avant lui, si singulier que cela paraisse aujourd'hui : les lecteurs d'un journal et, *a fortiori*, ses collaborateurs, doivent connaître l'origine de ses capitaux et la source de ses recettes.

Il a consolidé, accru la dignité des journalistes eux-mêmes par la reconnaissance du talent et le respect de la liberté d'opinion, par de hauts salaires et, pour certains d'entre eux, par de justes participations aux profits.

Voici, esquissé, le portrait d'un *des grands journalistes* de son époque. Les journalistes du *Figaro* n'ont pas voulu admettre qu'il *était un journaliste*.

* * *

Pour terminer, j'exprimerai une conviction. Une chance s'offre — *et elle est d'autant plus grande* que cette crise existe et qu'on peut en mesurer les causes, — une chance s'offre à ceux qui sauraient réagir pour survivre ou auraient l'audace de naître.

Jean Prouvost a fondé et assuré la prospérité de ses journaux avec des mises de fonds insignifiantes. Qu'on ne dise pas que les temps ont changé. Jean-Jacques Servan-Schreiber, dans un genre, Daniel Filipacchi, dans un tout autre genre, ont fondé sans grands capitaux des entreprises prospères. *Le Monde*, enfin, a démarré, en *1944*, avec les très modestes moyens mis, dans une mesure égale, à la disposition de tous les *quotidiens français créés ou ressuscités*.

Une équipe restreinte qui allie l'expérience au talent et à l'enthousiasme ; des structures administratives légères ; des moyens d'impression rapides, moins onéreux et qui échappent aux abus des syndicats, voilà sûrement réunies les conditions qui permettraient de combler le vide avec succès.

Paris redeviendrait ainsi la capitale de la presse française.

(*) Journaliste.

● *A l'« Observer »*, les négociations qui se sont déroulées toute la nuit de lundi à mardi, entre la direction et les syndicats d'imprimeurs, sur le conflit qui a empêché la parution du dernier numéro de l'hebdomadaire *(le Monde* du 12 août), n'ont pas abouti. Aucune nouvelle date de rencontre n'a été fixée. — *(A.F.P.)*

AUJOURD'HUI

Les services du 15 août

PRESSE. — Les quotidiens paraîtront normalement le vendredi 15 août.

GRANDS MAGASINS. — Ils seront tous fermés le vendredi 15 août toute la journée et ouverts le samedi 16 août aux heures habituelles.

BANQUES. — Elles seront fermées du jeudi 14 août à 12 heures au lundi 18 août au matin.

SECURITE SOCIALE. — Les guichets seront fermés du jeudi 14 août à 15 h. 30 au lundi 18 août au matin.

ALLOCATIONS FAMILIALES. — Les guichets de la caisse *d'allocations familiales de la* région parisienne seront fermés du jeudi 14 août à 12 heures au *lundi 18 août au matin. Resteront* cependant ouverts le 14 août après-midi les centres de *diagnostic et de soins*.

R.A.T.P. — Service réduit des dimanches et jours fériés.

S.N.C.F. — Service réduit des dimanches et jours fériés les vendredi 15 et samedi 16 août.

P.T.T. — Le bureaux de poste seront fermés le vendredi 15 août, à *l'exception de ceux qui sont* habituellement ouverts le dimanche et qui assureront les *services téléphonique et télégraphique*, la vente des timbres-poste au détail, ainsi que, jusqu'à 11 heures, la distribution au guichet des objets de correspondance en instance ou adressés soit poste restante, soit aux abonnés de boîtes postales.

S.O.S. DENTISTE (24, avenue Léon-Gambetta, 92 Montrouge, tél. : 253-76-53 et 735-10-88) fonctionnera vingt-quatre heures sur *vingt-quatre le vendredi* 15 août, ainsi que tout le reste du mois d'août.

MUSEES. — Les musées nationaux suivants seront ouverts le 15 août toute la journée : musée national de Cluny et des Thermes, musée Rodin, Musée national d'art moderne, Musée national des monuments *français*, musée national du château de Versailles, musée national du *château de Fontainebleau*, musée national du château de Compiègne, musée national du *château de Blérancourt*, musée national du château de Malmaison et musée national du château de Pau. Les autres musées nationaux seront fermés. Les expositions Max Ernst au Grand Palais, Hommage à Corot à l'Orangerie des Tuileries, Matisse, dessins et sculptures au Musée national d'art moderne, seront ouvertes le vendredi 15 août. La Bibliothèque nationale sera *fermée* trois jours : les 15, 16 et 17 août (exposition Max Ernst).

Le musée Marmottan, qui présente actuellement une exposition de Chirico, sera ouvert le vendredi 15 août, de 10 heures à 18 heures.

Le Musée des arts décoratifs sera fermé le vendredi 15 août.

SPECTACLES. — Voir « le Monde » daté 14 août.

« Théâtres et excursions » : Office de renseignements sur les distractions parisiennes, vente de *billets d'excursions et réservation* de places pour tous les spectacles, 14, boulevard de la *Madeleine. tél. : 073-60-31* (ouvert de 9 heures à 21 heures sans interruption).

Visites et conférences

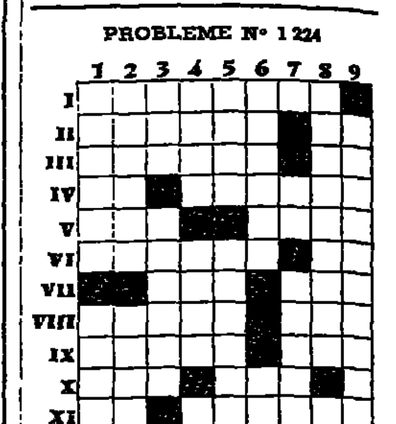
MERCREDI 13 AOUT

VISITES GUIDEES ET PROMENADES. — Caisse nationale des monuments historiques. — 15 h., *façade, portail gauche, Mme Legregeois* : « Notre-Dame de Paris ». — 15 h., 277 bis, rue Saint-Jacques, Mme Saint-Girons : « Le Val-de-Grâce ». — 15 h., métro Louvre, Mme Thibaut : « Le Louvre sous Henri IV ». — 15 h., entrée, Mme Vermeersch : « La Sorbonne et université ». — 15 h., 62, rue Saint-Antoine, Mme Zujovic : « Hôtel de Sully ». — 15 h. 30, hall gauche du château, Mme Pennec : « Le château *de Maisons-Laffitte* ».

15 h., 158, boulevard Haussmann : « Les trésors du Musée Jacquemart-*André* » (*Association française des* arts). — 14 h. 45, métro Chambre-des-Députés : « Le Palais-Bourbon » (A travers Paris). — 14 h. 20, 42, av. des Gobelins : « Manufacture des Gobelins » (Mme Barbier). — 15 h., 28, rue des Tournelles : « Hôtel Mansart de Sagonne » (Mme Ferrand). — 15 h., 2, place Denfert-Rochereau : « Les catacombes » (Paris et son histoire).

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1 224



HORIZONTALEMENT

I. Ne font pas du tout rire quand elles sont impayables. — II. Mot de passe ; Préfixe. — III. Peu ardues ; Conjonction. — IV. Abréviation ; Très propres. — V. Démonstratif ; Prononcé par Pilate. — VI. Euphorbes ; Vit une importante migration. — VII. Un point dans l'eau ; Vient d'aller. — VIII. Change de couleur ; Monnaies étrangères. — IX. Il en a gros sur le cœur ! ; Orientation. — X. Possessif ; Plutôt conservateur que libéral. — XI. Article étranger ; Se déplace pratiquement ventre à terre.

VERTICALEMENT

1. Un garçon qui promet ; L'ami du peuple. — 2. Vraiment désolées ; Figure biblique. — 3. Sort de l'eau ; On ne désire pas les recevoir. — 4. Possessif ; Violées par ceux qui ne les respectent pas. — 5. N'est plus utile ; Fera confiance à une boiteuse allégorie. — 6. Dans la bière ; D'un auxiliaire. — 7. En activité ; Petits territoires. — 8. Postes recherchés. — 9. Risqueraient peut-être gros.

Solution du problème n° 1 223

Horizontalement

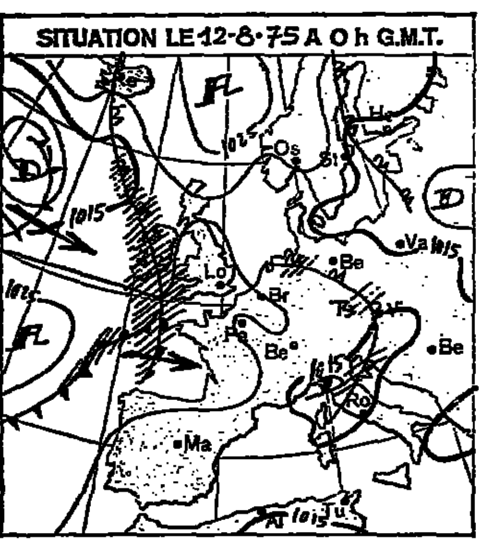
I. Tronc. — II. Ruminants. — III. Os ; Lisses. — IV. Usé ; Dièse. — V. Délit. — VI. Osai ; Egal. — VII. Sel ; Nie. — VIII. Anes ; Fête. — IX. Sûretés. — X. Rin ; Os. — XI. Retardée.

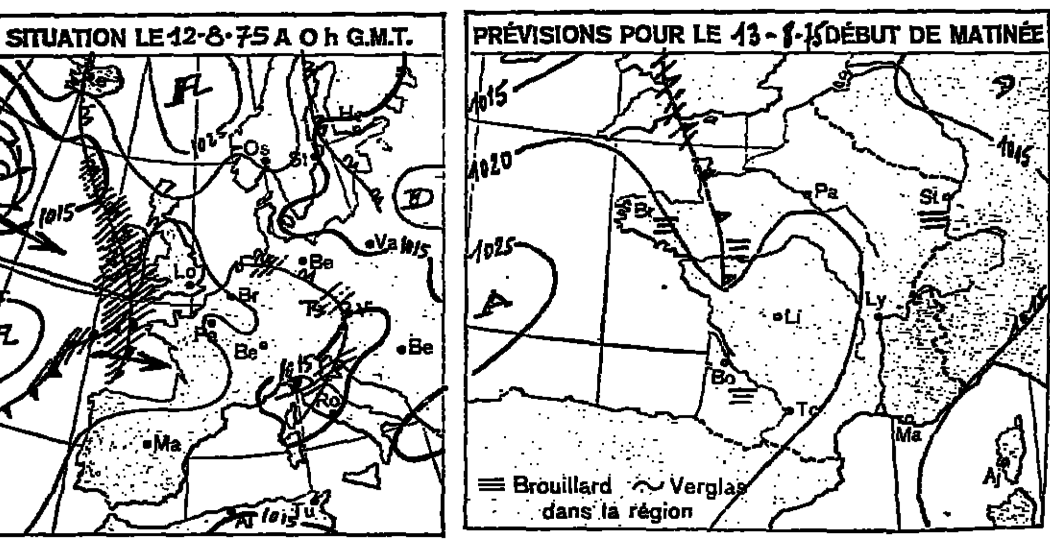
Verticalement

1. Trou ; Otas. — 2. Russes ; Nuée. — 3. Om ; Aser. — 4. Nil ; Dièsera. — 5. Cnide ; Tir. — 6. Asile ; Fend. — 7. Enseignes. — 8. Testait ; De. — 9. Ussé ; Leeds.

GUY BROUTY.

MÉTÉOROLOGIE





Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ ¾ de mm)

Zone de pluie ou neige ▽ averses orages ➔ Sens de la marche des fronts

Front chaud — Front froid — Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le mardi 12 août à *0 heure et le mercredi 13 août* à 24 heures :

La faible perturbation, qui, venue de *l'Atlantique, abordait mardi* matin l'Europe occidentale, pénétrera lentement en France, mais en se désagrégeant et en s'affaiblissant encore.

Mercredi 13 août, il fera assez beau sur notre pays. Il y aura des brumes et des brouillards locaux au lever du jour, des nuages passagers au voisinage de la Manche et de la mer du Nord, des cumulus l'après-midi dans les régions de l'intérieur, surtout en montagne. Les vents, faibles, souffleront de l'ouest en Bretagne, en Normandie et en Flandre ; du nord dans la vallée du Rhône et près de la Méditerranée.

Les températures maximales s'élèveront un peu.

Mardi 12 août, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris-Le Bourget, de 1 019,5 millibars, soit 764,7 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 11 août ; le second, le minimum de la nuit du *11 au 12)* : *Ajaccio*, 29 et 18 degrés ; Biarritz, 24 et 16 ; Bordeaux, 25 et 11 ; Brest, 19 et 13 ; Caen, 22 et 13 ; Cherbourg, 19 et 13 ; Clermont-Ferrand, 22 et 10 ; Dijon, 22 et 15 ; Grenoble, 24 et 13 ; Lille, 22 et 14 ; Lyon, 23 et 12 ; Marseille, 29 et 19 ; Nancy, 22 et 15 ; Nantes, 25 et 13 ; Nice, 28 et 18 ; Paris-Le Bourget, 26 et 13 ; Pau, 24 et 13 ; Perpignan, 29 et 21 ; Rennes, 23 et 13 ; Strasbourg, 21 et 16 ; Tours, 24 et 12 ; *Toulouse*, 27 et 14 ; Pointe-à-Pitre, 30 et 25 ; Boulogne, 19 et 15 ; Deauville, 21 et 13 ; Granville, 21 et 15 ; Saint-*Nazaire*, 24 et 11 ; Royan-La Coubre, 23 et 15 ; Sète, 29 et 19 ; Cannes, 28 et 17 ; Saint-Raphaël 31 et 17.

Températures relevées à l'étranger : Amsterdam, 26 et 16 degrés ; Athènes, 32 et 23 ; Bonn, 20 et 18 ; Bruxelles, 21 et 16 ; Le Caire, 31 et 23 ; Iles Canaries, 34 et 22 ; Copenhague, 31 et 16 ; Genève, 19 et 11 ; Lisbonne, 28 et 17 ; Londres, 26 et 16 ; Madrid, 34 et 15 ; Moscou, 10 et 3 ; New-York, 27 et 23 ; Palma-de-Majorque, 32 et 22 ; Rome, 31 et 23 ; Stockholm, 30 et 16 ; Alger, 32 et 20 ; Tunis, 35 et 23 ; Casablanca, 27 et 16 ; Barcelone, 29 et 22 ; Dakar, 29 et 26 ; Eilath, 35 et 26.

Journal officiel

Sont publiés au *Journal officiel* des 11 et 12 août 1975 :

UN DECRET

● Modifiant le décret n° 65-379 du 19 mai 1965 *portant règlement* d'administration publique relatif aux droits de plaidoirie.

UN ARRETE

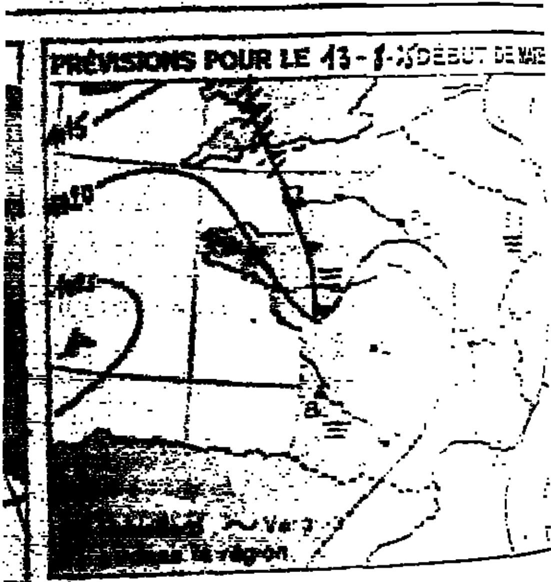
● Relatif à la majoration des sommes à répartir, en 1975, à titre de régularisation du versement représentatif de la part locale de la taxe sur les salaires pour 1974

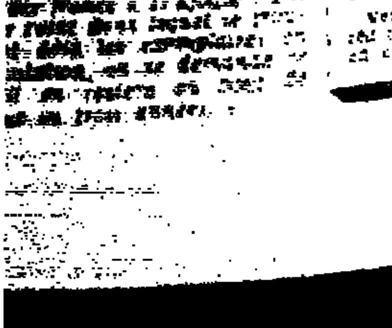
UNE LISTE

● Des établissements publics ou privés dont la fréquentation ouvre droit à l'allocation d'éducation spécialisée.

Vie quotidienne

● LES BILLETS DE DIX FRANCS. — M. Pierre-Charles Krieg, député U.D.R. de Paris, vient d'attirer l'attention de M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'économie et des finances, dans une question écrite, « *sur la mauvaise qualité du papier utilisé pour l'impression des nouveaux billets de dix francs* ». Il ajoute : « *A voir l'état dans lequel se trouvent déjà les exemplaires en circulation, on se demande ce qu'il en restera au bout de deux ou trois années.* »







Le Monde DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

L'EXPLORATION DE MARS

Jeudi prochain 14 août une puissante fusée Titan III Centaure doit lancer en direction de la planète Mars la sonde interplanétaire Viking. Le départ, qui était initialement prévu pour le lundi 11 août, a dû être reporté de quelques jours en raison d'une défaillance d'une valve d'alimentation du moteur.

Un second engin Viking doit être lancé le 22 août.

Ce n'est pas la première fois que la NASA lance des sondes vers Mars. Pourtant, le programme Viking est sans doute le plus important projet américain jamais réalisé, mis à part le débarquement sur la Lune. Les sondes Viking, extrêmement complexes, sont de vrais laboratoires automatiques qui iront atterrir en douceur sur la planète pour y accomplir une mission d'une portée scientifique et historique extraordinaire : découvrir s'il existe, ou non, une forme de vie extra-terrestre sur Mars.

DOMINIQUE VERGUÈSE.

LANCÉE JEUDI A CAP-KENNEDY

La sonde Viking révélera-t-elle l'existence d'une vie extra-terrestre ?

FAISONS un saut dans le temps. Nous sommes à la fin du mois de juin 1976. La première sonde Viking a déjà parcouru 736 millions de kilomètres et se trouve *désormais tout près de la planète* Mars, à environ 330 millions de kilomètres de la Terre. Voyageant à la vitesse de la lumière, 300 000 kilomètres à la seconde, ses signaux mettent vingt minutes pour parvenir à la Terre.

Trois cent vingt jours, dix-neuf heures, quinze minutes exactement après avoir été lancée, la sonde Viking met son moteur à feu. Ce dernier va brûler plus de 1 tonne *de carburant*, pendant quarante minutes, *pour* freiner la sonde et la placer sur orbite autour de Mars, entre 1 500 et 32 600 kilomètres d'altitude. Viking commence alors ses observations et ses photographies de la planète, comme le fit aussi la sonde américaine Mariner-9 qui se *plaça sur orbite autour de la planète* en mai 1971 sans tenter l'atterrissage.

Mais, en arrivant près de Mars, Mariner-9 n'observa rien pendant un bon mois. Une tempête de sable masquait toute la planète. Il fallut attendre que l'atmosphère s'éclaircit *pour que* la sonde pût enfin prendre de bons clichés.

Instruite par l'expérience, la NASA veut laisser Viking au moins une dizaine de jours sur orbite avant de *passer à l'action, même si la planète* est bien visible, et davantage si la tempête sévit. Elle souhaite que la sonde photographie tout à loisir la zone où elle va atterrir, par 19,5 degrés de latitude nord et 34 degrés de longitude ouest, avant de franchir la dernière étape. Une fois le site d'atterrissage repéré, la sonde se sépare alors en deux parties, l'une restant sur orbite et l'autre tentant un atterrissage en douceur. Protégée par une capsule qui l'abrite tout *entière, cette dernière aborde l'atmo*sphère ténue de Mars à la vitesse de 16 000 kilomètres à l'heure, un parachute se déploie à l'altitude de 5 700 mètres, puis est largué et des rétrofusées sont mises à feu à 1 380 mètres d'altitude. L'engin se pose à la vitesse d'environ 9 kilomètres à l'heure.

Une évolution thermique

Si l'atterrissage se passe bien, il se met immédiatement au travail, oriente son antenne vers la Terre, prend des clichés du sol, sort un bras de 3 mètres de long muni d'une pelle, creuse le sol et prélève un échantillon. Celui-ci est placé dans une *chambre et, si la vie existe sur* Mars, elle devrait normalement être mise en évidence au bout de quelques jours. L'engin resté sur orbite continue ses photographies et d'autres mesures. L'expérience dure au moins trois mois, et les analyses *d'échantillons de sol seront répétées* plusieurs fois.

Il est difficile d'imaginer les répercussions qu'aurait la découverte de la vie sur une planète autre que la Terre. Pour les scientifiques, elle aurait une signification immédiate. S'il était certain que la vie n'est pas une forme de contamination artificielle — Viking, comme les sondes soviétiques qui ont tenté sans succès un atterrissage en douceur en 1973, a été très soigneusement stérilisé, — pareille découverte serait la preuve que l'hypothèse de l'origine et de l'évolution chimique des êtres vivants est sans doute la bonne. Les spécialistes estiment en effet que sur Terre les acides aminés, puis les protéines et les acides nucléiques ont dû se former à partir d'un mélange d'eau, d'hydrogène, de méthane et d'ammoniaque, grâce à un apport d'énergie solaire (rayons ultraviolets) ou terrestre (éclairs...). Peu à peu, des cellules très simples, des micro-organismes sont apparus. Il n'est guère de raison pour que pareil phénomène ne se soit pas produit ailleurs. Les radio-astronomes ont d'ailleurs découvert des molécules organiques complexes dans les nuages interstellaires, et des acides aminés sur deux météorites.

Pour les terriens, la découverte de la vie sur Mars serait la quasi-certitude de l'existence de formes de vie dans d'autres systèmes stellaires, peut-être même d'autres êtres vivants. La poursuite de l'exploration de l'univers deviendrait inéluctable.

En se référant aux critères terrestres, la vie n'a cependant guère de chance d'exister sur Mars. La planète est peu hospitalière, et la vie terrestre n'y survivrait pas. Son atmosphère très ténue est composée presque uniquement de gaz carbonique. La pression y est de quelques millibars. Les températures y sont extrêmes, entre moins 100 et plus *70 degrés. Mars est exposée en permanence* aux rayons ultraviolets du Soleil, tandis que la Terre est protégée par son atmosphère et une couche d'ozone. De plus, des vents de 300 kilomètres à l'heure balaient la surface de Mars (mais l'atmosphère *est si raréfiée qu'ils sont équivalents* à des vents de 20-30 kilomètres sur Terre). Surtout, Mars n'a ni azote, ni eau, ni oxygène, trois éléments essentiels à la vie terrestre. La pression est même si faible sur Mars que l'eau n'a de chance d'exister à l'état liquide qu'à quelques endroits à la surface de la planète.

La première sonde américaine Mariner-4, puis les engins Mariner-6 et 7 qui avaient simplement survolé la planète en 1964 et en 1969, ne laissaient guère d'espoir aux exobiologistes. Les découvertes de Mariner-9 en 1971 laissèrent cependant les spécialistes surpris et perplexes. Mars possède de grands volcans, une activité tectonique puisqu'un large canyon court le long de l'équateur sur 3 600 kilomètres, et surtout des vallées sinueuses qui ne s'expliquent guère que comme d'anciens lits de rivière. Mars possède aussi des nuages intermittents, une couche d'aérosols dans sa haute atmosphère vers les pôles et des calottes polaires qui *s'étalent* puis rétrécissent au fil des saisons.

Se pourrait-il que Mars ait eu autrefois assez d'eau pour autoriser l'apparition de la vie ? Se pourrait-il que les calottes polaires, sans doute du gaz carbonique gelé, contiennent aussi *de l'eau ? Et si ces calottes* fondaient tous les trois millions d'années, lorsque l'axe de rotation de la planète Mars se redresse sur le plan de l'écliptique et se rapproche du Soleil ? Les volcans ont-ils été en activité récemment et crachent-ils alors beaucoup de vapeur d'eau ?

Certains exobiologistes sont si anxieux de découvrir la vie sur Mars qu'ils imaginent, non plus des canaux, comme Schiaparelli, mais de l'eau gelée sous le sol, ou encore des calottes polaires contenant *beaucoup de glace sous la couche* gelée de gaz carbonique. Ce qui ne donnerait encore qu'un petit nombre de grands lacs de quelques mètres de profondeur si toute cette glace fondait. Mais alors la pression atmosphérique pourrait atteindre celle régnant sur la Terre, et l'eau pourrait former des rivières.

Les plus optimistes ajoutent alors que sur la Terre, une des caractéristi*ques de la vie est son absence de* fragilité, sa façon de s'adapter et de subsister dans des conditions extrêmes de sécheresse, de froid, ou à l'abri de toute lumière et sous une pression énorme au fond de l'océan. Sur Mars, les conditions sont encore plus variées que sur la Terre.

Peut-être la vie existe-t-elle alors sur Mars, mais dans certaines régions seulement. Les sites d'atterrissage choisis pour chaque sonde sont en principe parmi les plus favorables à certaines formes de vie. Le site du premier Viking, dénommé *Chryse*, est situé à l'extrémité nord-est du *grand canyon de Mars, en bas d'une* vallée située à 4 800 mètres en dessous du niveau moyen de Mars et *d'où semblent s'éloigner des lignes* sinueuses. Si autrefois l'eau a raviné les élévations voisines, elle a dû entraîner des matériaux qui se sont accumulés sous forme de sédiments dans la vallée. Le site du second Viking, Cydonia, pourrait être encore plus intéressant puisqu'il est situé en bordure de la calotte polaire nord, et 600 mètres plus bas que Chryse : *la pression est alors juste suffisante* pour que l'eau existe sous forme liquide.

Même dans des régions judicieusement sélectionnées, les exobiologistes ont de la peine à imaginer qu'il existe autre chose que des bactéries, des micro-organismes ou des lichens. Si de telles formes de vie existent, Viking devrait les détecter. Grâce à ses caméras d'abord, si une quelconque végétation est installée sur le sol. Mais, surtout, grâce à un *laboratoire automatique, d'un milliard* de francs, si complexe que même la NASA n'est pas sûre qu'il marchera bien, tant il a été difficile à faire fonctionner.

L'appareil est conçu pour découvrir aussi bien une forme de vie animale que végétale de trois manières différentes. Si des micro-organismes existent sur Mars, ils doivent respirer et rejeter du gaz carbonique. Un échantillon du sol sera placé dans une chambre contenant des substances nutritives sucrées et de l'eau ; un détecteur cherchera à découvrir si l'atmosphère de la chambre où est placé l'échantillon se modifie, et si notamment du méthane et du gaz carbonique apparaissent. La seconde méthode de détection de micro-*organismes est fondée non plus sur* la respiration mais sur le métabolisme des micro-organismes. Placé dans une chambre contenant des substances nutritives marquées au carbone 14, mais moins d'eau, l'échantillon de sol y est laissé plusieurs jours, en attendant que les micro-organismes rejettent des gaz marqués au carbone 14. La troisième méthode est plutôt utilisée pour détecter la présence d'une vie végétale, grâce au phénomène de photosynthèse. L'échantillon de sol est placé dans une chambre où est reproduite l'atmosphère martienne, y compris la lumière du Soleil qui parvient jusqu'à la planète. On a simplement marqué le gaz carbonique au carbone 14. Après plusieurs jours d'incubation, l'échantillon est chauffé jusqu'à 600 degrés et les gaz analysés, pour y découvrir des molécules organiques.

A ce laboratoire viennent s'ajouter une série d'autres appareils de mesure, notamment un spectromètre *qui séparera et identifiera les gaz* issus d'un échantillon de sol chauffé vers 200 degrés, et qui peut, lui aussi, mettre en évidence les molécules organiques. Un autre appareil mesurera la quantité de vapeur d'eau dans l'atmosphère, un autre encore la composition minérale du sol... Au total, l'engin pèse 1 118 kilogrammes au départ.

La peur des fausses réponses

La crainte de la NASA est que certains de ces appareils ne donnent de fausses réponses, ou encore des réponses ambiguës. Il y a un an ou deux encore, certains chercheurs critiquaient ouvertement la NASA pour avoir choisi des expériences aussi complexes et aussi difficiles à mener à bien. Le laboratoire automatique est composé de quarante mille pièces dont plusieurs milliers sont en mouvement. Pour les besoins de la stérilisation, l'engin est resté vingt heures à 112 degrés et voyagera près d'un an dans l'espace avant de se retrouver sur Mars.

Même si les résultats sont négatifs, *même si la vie n'existe pas sur Mars*, l'expérience sera loin d'être inintéressante. Viking révélera peut-être que, *malgré la présence d'une certaine* quantité d'eau, présente ou passée, la vie n'existe pas ou n'a pas existé. Alors, il faudra probablement en conclure que la vie, pour apparaître ou pour subsister, ne peut se contenter de ce qui existe ou a existé sur Mars. La vie dans l'univers n'est peut-être pas un phénomène fréquent, même si des acides aminés sont aisément créés dans les nuages interstellaires.

Encore la sonde Viking avec l'engin qui reste sur orbite et ses trois appareils de mesure, et avec l'engin qui atterrit avec onze appareils, nous apprendra-t-elle beaucoup sur les caractéristiques physiques dans l'atmosphère et à la surface de Mars. La sonde a d'ailleurs été conçue à partir des engins Mariner précédents qui survolaient les planètes et des engins Surveyor qui allaient se poser en douceur sur la Lune.

Pour la NASA, le programme Viking, qui a coûté un milliard de dollars (environ 5 milliards de francs) n'est qu'un début. Les cinq mille techniciens et ingénieurs et les soixante-dix responsables scientifiques *qui y travaillent depuis six à* sept ans en attendent moins des réponses définitives que des éléments d'appréciation sur les possibilités réelles d'existence de la vie ailleurs que sur la Terre. Les chercheurs voudraient peu à peu préciser les conditions dans lesquelles la vie n'existe pas et mieux cerner celles qui lui sont indispensables

Une recherche de longue haleine

Le Dr Ichtiaque Rasool vient d'être nommé directeur adjoint du bureau des sciences spatiales à la NASA, après avoir dirigé le programme scientifique planétaire de l'agence. Il s'occupe donc maintenant de la totalité du programme scientifique de la NASA, et vient aussi de terminer une étude d'un an sur les futures orientations du programme spatial scientifique américain. Nous lui avons demandé de bien vouloir répondre à nos questions.

● *Docteur Rasool, pouvez-vous donner les raisons pour lesquelles la NASA poursuit l'exploration des planètes du système solaire ?*

— Je pense qu'il y a deux raisons fondamentales. En premier lieu, l'esprit pionnier, typique*ment américain, nous* a poussés vers l'exploration de l'inconnu. L'attrait de l'exploration des planètes est, dans ce pays, plus grand que l'intérêt pour l'astronomie stellaire par exemple, car les gens s'intéressent plus à une photo identifiable de la surface *de la Lune, de Mars ou de Mer*cure, qu'à l'image d'une étoile très lointaine. Le Congrès américain reste très favorable à l'exploration des planètes, ce qui peut sembler étonnant en cette période de difficultés budgétaires.

» La seconde raison est la poursuite de la recherche pour percer l'énigme de l'origine de la vie. La Terre est-elle vraiment la seule planète où la vie existe ? Dans notre pays, les gens sont passionnés par la possibilité d'existence d'une vie extra-terrestre. *Tout le monde connaît les* livres de Bradbury, et cette croyance populaire en l'existence d'une vie martienne a aidé le programme de la NASA. Il s'est trouvé, par une pure coïncidence, que Mars était, après la Lune, la planète dont l'exploration était la plus logique et la plus rationnelle. Vénus est une planète trop brûlante pour que la vie ait quelque probabilité d'y exister, Mercure est assez semblable à la Lune.

» Le survol de Mars par la sonde Mariner 4, en 1964, fut une déception, et les vols de Mariner 6 et de Mariner 7 tendirent à confirmer que Mars était une planète assez désolée, peu propice à la vie. Mais le vol de Mariner 9, en 1971, a soudain révélé la présence de volcans, de vallées ressemblant beaucoup à des lits de rivière, et l'intérêt pour la planète Mars a rebondi. Viking va précisément permettre de poursuivre la découverte de cette planète et d'y chercher maintenant la vie.

La première étape d'un programme

● *La quête de la vie extra-terrestre s'arrêtera-t-elle avec Viking ? Ou bien la NASA cherchera-t-elle à poursuivre ce programme ?*

— J'espère que la mission des deux sondes Viking ne sera qu'une toute première étape d'un programme beaucoup plus vaste. L'énigme qu'est l'origine de la vie est trop compliquée pour qu'on puisse y apporter une réponse simple et instantanée. Il faudra recueillir un maximum d'informations et poursuivre un programme systématique pour réunir des éléments de la réponse, sans doute pendant plusieurs années.

● *Quels devraient être, à votre avis, les éléments de ce programme de longue haleine ?*

— Si la vie est apparue sur la Terre après une évolution chimique, comme nous le croyons *aujourd'hui, et si son développe*ment s'est aussi déroulé grâce à une série de réactions chimiques, ce programme devrait chercher la réponse à cinq interrogations fondamentales :

» a) *Que s'est-il passé sur la Terre, il y a trois ou quatre milliards d'années ?* Quelle était la composition de l'atmosphère terrestre à cette époque ? La luminosité du soleil ? Quelles étaient donc *les conditions qui furent favora*bles à l'émergence de la vie ? Des éléments de réponse peuvent être apportés de deux manières, grâce à l'étude des fossiles et des pierres, des gaz volcaniques, et aussi par des expériences de laboratoires comme en ont fait Miller, Oro, Fox, Ponamperuma... depuis vingt ans.

» b) *Si la vie est apparue grâce à une évolution chimique dans les océans, la même évolution a-t-elle pu se produire sur d'autres planètes ?* Nous avons découvert des acides aminés même dans les météorites. Nous devons maintenant aller sur d'autres planètes pour voir jusqu'où l'évolution *physique et chimique s'est pour*suivie et voir si cette évolution a permis ou non à la vie d'émerger. Ainsi, l'exploration des planètes devrait permettre de nous aider à découvrir peu à peu quelles sont les conditions qui excluent la vie et celles qui l'au*torisent*.

» c) *La vie doit-elle être nécessairement précédée par la synthèse des molécules organiques sur la surface ou dans l'atmosphère d'une planète ?* Sur la Terre, nous pensons que les molécules organiques ont été synthétisées à partir d'eau, de gaz carbonique, de méthane et de l'ammoniac. Or, les observations radioastronomiques ont révélé, ces dernières années, que des molécules organiques complexes, tels le formaldéhyde (H2CO), le formamide (H3CNO), *le cyanoacéty*lène (HC3N), existaient dans l'espace. Jusqu'où peut se poursuivre cette évolution organique dans les nuages interstellaires ? Se pourrait-il que les molécules organiques venues de l'espace soient arrivées sur la Terre, enfermées dans les météorites ou des comètes, et s'y soient développées ? Il est nécessaire de poursuivre ces études du milieu interstellaire des comètes et des météorites pour avoir réponse à cette question.

» d) *Existe-t-il d'autres planètes dans l'univers ?* Nous tenons pour acquis une réponse positive à cette question, mais nous n'avons jamais apporté la preuve expérimentale de l'existence d'autres planètes. Pour cela, il faudra essayer d'utiliser de grands téléscopes sur orbite comme cela est prévu avec le grand téléscope spatial (Large Space Telescope) de 2,4 mètres de diamètre qui sera à bord de la navette. Il faut aussi étudier des étoiles de notre galaxie en *lumière infra-rouge car les pla*nètes, chauffées par les étoiles proches, doivent émettre assez de radiations infra-rouges pour ne pas être noyées dans la lumière infra-rouge de leur étoile. La découverte de planètes est évidemment essentielle avant que nous *puissions découvrir des formes de* vie extra-terrestre dans d'autres systèmes solaires.

» e) *Existe-t-il enfin une vie intelligente ailleurs dans l'univers ?* Il est important de poursuivre le programme d'écoute du *milieu interstellaire pour* découvrir si, par hasard, on ne capte pas des ondes dont l'origine soit différente des ondes radio émises spontanément par les nuages interstellaires, les étoiles ou les galaxies. Le radio - télescope d'Arecibo peut maintenant détec*ter toute une émission qui aurait* son origine dans notre galaxie et dont la puissance serait équivalente à la puissance d'émission d'Arecibo. Nous avons aussi le projet Cyclope sous étude qui prévoit l'installation de multiples antennes d'émission et de récep*tion sur 15 kilomètres carrés*.

● *Est-il d'autres raisons pour continuer à explorer les planètes que la quête de la vie extra-terestre ?*

— Oui, bien sûr. Nous cherchons à découvrir comment vivent et meurent les planètes, comment l'atmosphère évolue, qu'est-ce qui détermine le climat, pourquoi les planètes peuvent avoir un noyau liquide, un champ magnétique et des plaques tectoniques... La Terre ne nous donne qu'un exemple. Nous aimerions déterminer notamment quels sont les facteurs qui provoquent les tornades ou les tremblements de terre. L'étude des autres planètes où les mêmes phénomènes se déroulent, mais avec une intensité et une fréquence différentes, peut nous aider à mieux comprendre par comparaison les phénomènes terrestres. »

Pasteurisation, stérilisation et canicule

TRAITER le lait est une nécessité. Le lait est un produit dans lequel des micro-organismes se développent rapidement. Cette prolifération est apparente *quand le lait tourne*, mais elle peut aussi se produire sans que le consommateur s'en aperçoive. Comment se protéger ?

En achetant des produits qui ont été traités d'une manière convenable, c'est-à-dire des *laits pasteurisés ou stérilisés*. Si ces derniers sont assurés de ne pas tourner, ils ont toutefois l'inconvénient d'avoir un goût légèrement différent du lait cru. Les *laits stérilisés modernes se rapprochent* cependant de plus en plus du lait pasteurisé.

Quoi qu'il en soit, la qualité finale du produit, tel qu'il est commercialisé, dépend beaucoup de celle du lait cru fourni par les producteurs. Ce dernier est-il fortement souillé de bactéries ? Il faudra, pour le rendre propre à la commercialisation, le traiter plus *vigoureusement* que s'il était initialement propre. Or ce traitement, quelque perfectionné qu'il soit, ne peut qu'altérer les qualités gustatives.

Dans l'article que l'on pourra lire ci-dessous, M. Jean Hermier, directeur de recherches à l'INRA (Institut national de la recherche agronomique), précise les conditions dans lesquelles ont lieu les traitements thermiques du lait et les perfectionnements que l'on pourra y apporter dans l'avenir.

DU LAIT QUI NE TOURNE PLUS

par JEAN HERMIER

LE traitement du lait a deux objectifs. Tout d'abord il doit *assurer la destruction* des micro-organismes pathogènes pour l'homme. Bien que la réglementation soit très sévère en ce domaine, on ne peut, en effet, exclure complètement le risque de contamination du lait par ces *micro-organismes* dans la mamelle de la vache ou au cours des manipulations ultérieures. D'autre part le lait contient tous les éléments nécessaires pour une croissance *rapide de micro-organismes* banaux, croissance qui rend le lait impropre à la consommation. En effet, une partie des protéines du lait, les caséines, sont à l'état d'agrégats de molécules — les micelles — qui forment une suspension stable dans la phase aqueuse. Certaines bactéries sont capables de transformer le lactose du lait en acide lactique : *quand une quantité* d'acide suffisante a été produite, les micelles se rassemblent et constituent rapidement un réseau, et le lait se prend en masse, il « caille ». D'autres *bactéries sécrètent* des enzymes protéolytiques qui découpent les molécules de caséine et les micelles se regroupent en amas qui grossissent pour devenir des flocons visibles à l'œil nu. Le lait « tourne ».

Traitements équivalents

Dans la pratique, du fait que le lait est contaminé pendant la traite et au cours des opérations de transvasement et de transport par des *micro-organismes* très variés, les deux types d'action ont lieu simultanément. Le maintien du lait à basse température ralentit mais n'arrête pas leur croissance, et la stabilité de la suspension des *micelles* décroît *progressivement avec le temps*. L'instabilité est augmentée quand on augmente la température du lait : le lait apparemment normal à température ambiante « tourne » quand on le chauffe. Plus la contamination du lait en micro-*organismes sera importante*, plus l'instabilité du lait se manifestera rapidement. D'où l'idée de tuer la plus grande partie de ces micro-organismes ou même de les éliminer totalement, et cela grâce à un traitement thermique *approprié*.

La destruction des micro-organismes par la chaleur n'est pas un phénomène du tout ou rien. Si on chauffe du lait à température constante, par exemple 70 °C, on constate que le nombre de micro-organismes survivants décroît progressivement au fur et à mesure que le chauffage se poursuit. Il s'ensuit qu'un traitement thermique d'une durée donnée a une efficacité caractérisée *par le* rapport de la concentration en micro-organismes avant chauffage *à celle après chauffage*. Comme cette efficacité s'accroît quand on augmente la température, il s'ensuit que l'on peut définir une gamme de traitements thermiques de même efficacité, caractérisés par un couple de valeurs *temps-température*. Ces traitement sont dits équivalents.

Au *cas où l'on dispose de* deux ou plusieurs traitements équivalents, il est recommandé de choisir celui qui met en œuvre la température maximale la plus élevée. *En effet, le chauffage a aussi* une influence sur les constituants du lait : destruction de certaines vitamines du groupe B, formation de composés qui colorent le lait en brun et donnent un goût de cuit. Or la vitesse des réactions chimiques impliquées dans ces phénomènes augmente nettement moins vite avec la température que celle des réactions entraînant la mort des micro-organismes. D'où la préférence à donner aux traitements à température élevée qui, pour une même efficacité vis-à-vis des micro-organismes, entraîne moins de modifications du lait.

La nécessité d'une politique énergique

La pasteurisation appliquée au lait a comme objectif primaire la destruction de la *totalité* des micro-organismes *pathogènes* qui pourraient se trouver accidentellement *dans le lait. Des recherches* approfondies ont montré qu'un chauffage à 72-75 °C pendant quinze secondes — ou tout autre traitement équivalent — permet d'atteindre cet objectif sans effet notable sur le lait (en particulier sur sa teneur en vitamines (1)).

Le deuxième objectif de la pasteurisation est la destruction *d'une partie* des *micro-organismes non pathogènes*. La durée de conservation du lait pasteurisé va dépendre de deux facteurs : d'une part, la concentration en micro-organismes survivant à la pasteurisation, laquelle concentration est fonction de la concentration en micro-organismes du lait cru, *d'autre part l'importance des re*contaminations qui se produisent inévitablement pendant le remplissage en emballages plastique ou carton (2). C'est un fait bien connu que la qualité du lait pasteurisé est médiocre en France, par comparaison avec d'autres pays, en particulier les Etats-Unis. Certes, on ne peut nier que des progrès aient été enregistrés ces dernières années; cependant, *une amélioration rapide ne pourra* être obtenue qu'au prix d'une politique énergique d'incitation à la qualité, portant non seulement sur la production du lait cru, mais aussi, et on a trop tendance à l'oublier, sur la mise en œuvre *correcte des techniques de stockage* et de transport du lait cru ainsi que de pasteurisation

Les bases de cette politique existent déjà, et l'INRA (Institut national de la recherche agronomique) a eu un rôle déterminant *dans leur mise en place : le paie*ment du lait en fonction de sa teneur en micro-organismes et la reconnaissance officielle du *« lait pasteurisé de haute qualité »*.

Après *le traitement de stérilisation, le lait ne* contient plus aucun micro-organisme pathogène ou non, capable de se multiplier *dans le lait, et peut donc être* maintenu à la température ambiante. Sa durée de conservation (de plus d'un mois à plusieurs mois) n'est plus limitée que par les modifications dans la saveur et la stabilité qui peuvent se *manifester plus ou moins* rapidement.

Un produit stable

A la stérilisation est *toujours* associée une autre opération, l'homogénéisation qui contribue à la stabilité définitive du produit. Comme chacun a pu l'observer, *les globules de matière grasse qui* sont en émulsion dans le lait remontent vers la surface pour former une couche de crème. Dans le cas des longues durées de conservation, cette couche de crème durcit et ne peut plus être *dissociée au moment de l'emploi* du lait. Pour empêcher cette remontée, les globules de matière grasse, de 5 à 6 microns de diamètre moyen sont fragmentés en globules de 1 à 2 microns de diamètre moyen. Cette opération est *réalisée en projetant le lait sous* pression contre un clapet maintenu fermé par un ressort ; quand le clapet s'ouvre, la pression s'abaisse brutalement et la détente provoque l'éclatement des globules gras en globules plus petits.

Le chauffage de stérilisation est bien plus intense que celui que l'on pourrait extrapoler à partir des données obtenues pour la pasteurisation. En effet, une faible fraction (0,1 à 0,001 %) de la population de micro-organismes du *lait cru est constituée par des* bactéries sous la forme de spores qui présentent la particularité d'être très résistantes à la chaleur. Aussi, malgré le faible nombre *de spores présentes dans* le lait cru, est-il nécessaire d'augmenter considérablement la température (toujours supérieure à 100 °C) du chauffage, avec les conséquences *inévitables sur les constituants* du lait. C'est donc dans le domaine de la stérilisation que la recherche des traitements thermiques équivalant à la température maximale la plus élevée possible prend toute son importance pour réduire *les effets sur le lait. Or, plus la* température maximale sera élevée, plus le temps nécessaire pour l'atteindre et pour redescendre sera long et le séjour prolongé aux températures intermédiaires annulera partiellement le bénéfice *obtenu en relevant la tempéra*ture maximale. Les progrès dans la technologie de la stérilisation ont consisté à accélérer l'accès à la température maximale de traitement.

On pourrait penser que la sté*rilisation permettrait de résoudre* les problèmes posés par la qualité médiocre du lait cru, puisqu'on a la possibilité de détruire tous les micro-organismes du lait cru. En fait, il n'en est rien, bien au contraire : l'instabilité de la *suspension* des micelles de caséine du lait, consécutive à la croissance des micro-organismes, augmente avec la température et peut donc se manifester aux températures de stérilisation sous la forme de précipités dans l'appa*reil de stérilisation ou ultérieure*ment dans la bouteille. En fait, ce sont souvent les meilleurs laits crus qui sont réservés à la stérilisation.

La première méthode de stérilisation dérive directement de la technologie de la conserve. Les bouteilles sont remplies à chaud, fermées et introduites dans un autoclave chauffé par de la vapeur sous pression. Primitivement, on utilisait des bouteilles en verre, dont la faible résistance aux variations rapides de température et l'inertie de la paroi au transfert de chaleur entraînaient une montée et une descente en température très progressives, la température maximale atteinte *étant de l'ordre de 115 °C. Le* remplacement du verre par le plastique (polyéthylène) et les améliorations apportées dans le fonctionnement des autoclaves en continu permettent maintenant de dépasser la température de 120 °C.

Direct ou indirect

Si l'on veut atteindre des températures *plus élevées, il faut* abandonner le chauffage en récipients et passer au chauffage en flux continu. Le lait progresse dans un tube ou entre deux plaques et de la vapeur sous pression circule de l'autre côté de la paroi du *tube ou* des plaques. Ce système, dit à chauffage indirect, permet d'atteindre 135 °C pendant quinze à vingt secondes. Pour accélérer encore les échanges thermiques, on peut supprimer la paroi et mélanger directement le *lait et la vapeur sous pression*, la montée en température étant alors instantanée. Dans ce procédé, dit à chauffage direct, le lait est chauffé à 145-150 °C pendant quelques secondes. Dans ce cas, il est bien évidemment néces*saire de retirer du mélange une* quantité d'eau égale à celle introduite par suite de la condensation de la vapeur d'eau. Pour cela, le mélange lait-vapeur passe dans une enceinte sous vide partiel : la détente assure à la fois l'éva*poration de l'eau et le refroidis*sement rapide. Les deux procédés de stérilisation, indirect et direct, sont désignés sous le terme de *« stérilisation à ultra-haute température »* ou encore de *« stérilisation U.H.T. »*.

La technologie de la stérilisation U.H.T. s'est développée parallèlement à celle de la stérilisation en bouteilles, car la première est, en général, utilisée pour le traitement préliminaire du lait destiné à la seconde. Mais la stérilisation U.H.T. n'a pris tout son intérêt que le jour où l'on a envisagé de répartir ce lait dans des récipients stériles, en interdisant toute possibilité de recontamination. Cette opération de condi*tionnement aseptique pose de sé*rieux problèmes techniques, d'autant qu'elle doit être compatible avec des cadences élevées de rem*plissage (3 000 à 5 000 unité* à l'heure). Il s'agit là d'un secteur technique en pleine évolution auquel s'intéressent en particulier les constructeurs français de matériel, en collaboration avec l'INRA. La seule formule qui ait *réussi à s'imposer de façon dura*ble est le conditionnement en carton stérilisé au préalable par de l'eau oxygénée qui est évaporée par chauffage. Mais se développent actuellement des procédés *mettant* en œuvre des bouteilles *en plastique* (polyéthylène).

La part du lait stérilisé dans *le lait de consommation* est en progression : 12 % en 1967, plus de 25 % en 1974 grâce au développement du lait stérilisé U.H.T. Cela ne signifie nullement que le lait pasteurisé est *destiné à disparaître* à court terme. Il n'en *reste pas moins* que l'évolution est difficile à prévoir, car elle dépend en grande partie des progrès futurs soit d'ordre pratique pour le lait pasteurisé, soit d'ordre technique pour le lait stérilisé.

(1) A l'exception de la vitamine C qui, de toute façon, est partiellement détruite au cours des manipulations du lait.

(2) La température de croissance des micro-organismes a aussi son *importance : le lait pasteurisé* étant après pasteurisation maintenu à une température inférieure à 19 °C, c'est la fraction de la population microbienne capable de se multiplier rapidement à ces basses températures qui aura le rôle décisif dans la durée de conservation.



EN TOUTE LOGIQUE

Miroirs

SI je mesure 1,70 mètre, de quelle hauteur de miroir ai-je besoin pour me voir en entier, *sans bouger la tête*, debout devant un miroir vertical ?

(Solution ci-dessous, à l'envers.)

Le *résultat* ne dépend pas de la hauteur de mes yeux. Quelle que soit la hauteur de mon regard devant un miroir vertical infini :

— le rayon lumineux allant de mes yeux au sommet de l'image *de mon crâne coupe le miroir au* milieu de son parcours, donc à mi-hauteur entre mes yeux et mon sommet ;

— le rayon allant de mes yeux à *mes pieds coupe le miroir* à mi-hauteur, entre mes yeux et mes pieds.

Au total, je n'utilise du miroir que la moitié de 1,70 mètre, soit 85 centimètres.

Problème n° 51

Je suis un point devant deux miroirs pivotant autour d'un axe vertical, situé dans le plan bissecteur.

Selon l'angle des miroirs, combien puis-je voir d'images de moi-même?

(Solutions dans le prochain « Monde des sciences et des techniques ».)

Solution du problème n° 50

Quelle est la route la plus courte entre deux villes situées de part et d'autre d'un canal ?

En s'inspirant de la solution du premier problème, on peut imaginer une analogie optique approximative. Si le canal était une vitre, et la route un rayon lumineux, les rayons entrant et sortant seraient parallèles (mais *le rayon interne ne serait évidemment pas perpendiculaire*). Essayons donc des routes AC et DB parallèles. Pour cela, faisons une translation AA' égale CD, et joignons A'B, qui coupe le second bord en D'. La solution *pourrait être la route AC' (paral*lèle à A'D') + C'D' + D'B.

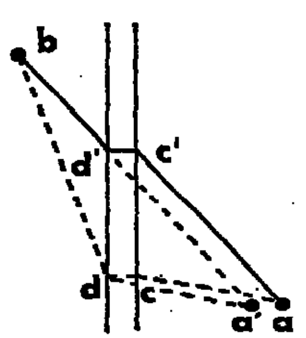
On confirme cette solution en la comparant à une route quelconque ACDB.

$AC' + D'B = A'D' + D'B' = A'B.$

$AC + DB = A'D + DB.$

Cette dernière somme est toujours supérieure à A'B.

AC' + D'B est donc la route minimum possible.



Notons, enfin, que l'analogie optique n'est pas fortuite : le principe de Fermat n'implique-t-il pas que la lumière emprunte, pour aller d'un point à un autre, un chemin de longueur extremum (ici, minimum) ?

PIERRE BERLOQUIN.

SYSTÈME D'APPEL DE PERSONNES EN DÉPLACEMENT

Eurosignal sera mis en service en France à la fin de l'année

La *communication à distance entre postes* téléphoniques mobiles, par le système du radiotéléphone, demande des équipements coûteux. Il est plus simple de se contenter d'un appel unilatéral. A partir d'un poste téléphonique quelconque, on alerte la personne en déplacement, qui dispose d'un récepteur mobile, pour lui demander de se mettre en rapport avec un interlocuteur selon des modalités prévues.

Des expériences menées en Suisse, en Belgique et aux Pays-Bas ont permis à la Conférence euro*péenne des Postes et Télécommunications* de définir un système unique pour toute l'Europe occidentale, baptisé Eurosignal. *Ouvert au public en* 1974 sur une partie de la République fédérale d'Allemagne, Eurosignal *sera mis en service dans* le nord de la France au cours des prochains mois. En 1978, il sera possible, à partir de n'importe quel poste téléphonique relié au réseau normal, de transmettre un appel à 100 000 postes mobiles, n'importe où sur le territoire français.

Le téléphone dans la poche

POUR utiliser Eurosignal, il suffit de composer au cadran d'un poste téléphonique un numéro de 10 chiffres. D'abord, le 15, ou le 16. Ensuite trois chiffres constituant l'indicatif d'Eurosi*gnal, précisant en particulier s'il* s'agit d'un numéro de poste récepteur mobile à statut international (c'est-à-dire qu'on peut appeler n'importe où en Europe) et indiquant la zone géographique dans laquelle on suppose que se trouve le récepteur (il y aura sept zones en France). Enfin, les cinq derniers chiffres permettent de coder 100 000 numéros différents de postes mobiles.

Le central appelé, après avoir vérifié si la numérotation est *correcte — ou du moins plausible* signale à l'appelant que sa demande est enregistrée. Il n'y a *plus qu'à raccrocher*.

Le signal d'appel est émis sur une fréquence choisie parmi 4 va*leurs réservées en Europe* à Eurosignal (87 340 ; 87 365 ; 87 390 et 87 415 Megahertz). Une même fréquence sera donc utilisée dans plusieurs zones géographiques, celles-ci étant choisies de façon à être disjointes.

En France, chacune des sept zones sera couverte par cinq à sept émetteurs. Ceux-ci émettent sur la fréquence correspondant à la zone, et également sur deux fréquences voisines (plus ou moins 4 kilohertz). *Le récepteur*, qui est *réglé sur* la fréquence *centrale de* la zone dans laquelle il se trouve, peut recevoir les trois émissions, *ce qui améliore les chances de* bonne réception.

Le signal consiste simplement à coder *les cinq chiffres* du numéro appelé. Ils sont émis successivement à raison de un dixième de seconde par chiffre, chacun étant codé en modulant de façon différente l'amplitude du signal porteur. Un code d'intervalle sépare l'émission de deux numéros de *cinq chiffres, de sorte qu'un nou*veau numéro peut être appelé tous les huit dixièmes de seconde.

Les postes récepteurs, lorsqu'ils sont en marche, reçoivent en permanence tous les numéros émis, *et les comparent avec leur propre* numéro. En cas de concordance, un indicateur optique s'allume, et un avertisseur sonore se fait entendre pendant quelques secondes. Le porteur du récepteur sait alors qu'il doit appeler son bureau sur une ligne téléphonique normale.

Pour pouvoir transmettre un message un peu plus élaboré, bien qu'il demeure évidemment rudimentaire, il est prévu de pouvoir doter chaque récepteur des circuits correspondant à quatre numéros différents, avec chacun un témoin lumineux.

Les postes récepteurs fonctionnant sur batterie rechargeable sont conçus pour se glisser dans une poche ou dans un sac, et peuvent également être montés sur automobile.

La réalisation des matériels a été confiée à la société T.R.T. pour les stations d'émission, à Thomson-*C.S.F.* et à l'Electronique Marcel Dassault pour les postes récepteurs mobiles.

La mise en service sur la zone Nord de la France, c'est-à-dire essentiellement les axes *de dé*placement Paris-Lille et Paris-Rouen, est escomptée pour le mois *de novembre 1975. Les conditions* d'abonnement, qui ne sont pas encore définitivement fixées, se*ront de l'ordre de* 35 francs par mois pour l'abonnement au service, et de 150 à 170 francs par *mois* (hors taxes) pour la location des récepteurs, prix variant en fonction du nombre de numéros différents affectés à un seul poste. L'étude de marché *effectuée* laisse espérer, après une période de lancement de ce nouveau service, un taux d'équipement de l'ordre de 1 000 récepteurs par mois.

JEAN-MARC CHABANAS.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	34,00	39,70
Offres d'emploi "Placards encadres" minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,03
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER Achat-Vente-Location	25,00	29,19
EXCLUSIVITÉS	30,00	35,03
L'AGENDA DU MONDE (chaque vendredi)	23,00	26,85

offres d'emploi

TOTAL

La Direction Financière de notre groupe recherche, pour son service de COMPTABILITE CENTRALE

UN CADRE COMPTABLE (ESC, DECS)

Il sera responsable d'une section comprenant deux groupes dont il devra coordonner l'activité. Il devra diriger l'élaboration de bilans, de comptes d'exploitation et conduire des études spécifiques. Il aura de fréquents contacts avec le service informatique.

Diplomé d'une ESC ou titulaire d'un DECS, ayant une expérience confirmée de la comptabilité générale et de l'utilisation des procédures informatiques, pratiquant la langue anglaise, souhaitant prendre des responsabilités d'animation et d'organisation, vous pouvez être intéressé par ces perspectives !

Ecrivez rapidement à notre service recrutement - Département gestion du Personnel - 5, rue Michel Ange - 75781 Paris Cedex 16 ss réf. 75010.

COMPAGNIE FRANCAISE DES PETROLES

Directeur administratif et financier

INGÉNIERIE - PARIS — 150.000 F +/an

Une Société d'ingénierie appartenant à un groupe chimique réalise les investissements pour ce groupe et des usines clés en main à l'étranger. Après une période de rapide développement, elle crée les fonctions de directeur administratif et financier comportant la direction des services comptables, trésorerie, contrôle de gestion, administration et personnel. La personne recherchée, 40 ans minimum, formation grande école commerciale ou niveau équivalent, doit avoir une expérience de direction dans les domaines indiqués, si possible dans l'ingénierie. Anglais souhaité.

sélé CEGOS garantit toute discrétion à l'étude de votre dossier. Adresser lettre man., C.V. détaillé et photo sous référence **M. 50.026** à Ch. de Fréminville, 33, quai Gallieni, 92153 Suresnes.

Pour diriger bureau Métrés, IMPORTANTE ENTREPRISE BATIMENT recherche pour son siège proche banlieue PARIS

CHEF METREUR ou INGENIEUR expérimenté

ayant autorité sur personnel, sens de l'organisation.

Adresser C.V. détaillé + photo + prétentions à No 17866, CONTESSE Publicité 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

SOCIÉTÉ FROMAGÈRE jeune en pleine expansion recherche d'urgence

DIRECTEUR D'USINE

— capable de concevoir et de contrôler l'évolution technique de l'usine ;
— capable d'animer une équipe de cadres et d'ouvriers, ayant l'expérience, l'habitude des hommes et les qualités morales correspondant à ce poste.

Formation laitière et technique indispensable. Maison individuelle à disposition.

LIBRE DE TOUT ENGAGEMENT

Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions à S.A. RAMBOL 16, rue de la Fosse-aux-Chevaux, 78730 SAINT-ARNOULT.

SOCIETE IMMOBILIERE recherche

1 RESPONSABLE COMMERCIAL

Paris ou Région Parisienne ayant l'expérience de la vente. Poste évolutif. Fixe + intéressement au développement.

Envoyer votre curriculum vitae : SPADE ARCKER, 139, fg St-Honoré, PARIS (8e).

DIGITAL, vous connaissez ?

Si vous vendez des systèmes INFORMATIQUE DE GESTION, vous nous avez déjà rencontrés. Nous sommes le nº 1 des mini-ordinateurs et les promoteurs de l'INFORMATIQUE REPARTIE. Venez participer à l'expansion de ce département commercial ; il double son chiffre d'affaires *chaque année.*

Nous recherchons des

INGENIEURS COMMERCIAUX

ayant :

- une bonne connaissance de *l'Informatique de gestion,*
- une expérience de deux à trois ans.

Même si vous êtes en vacances, adressez votre CV sous référence G1 au :

Service du Personnel DIGITAL EQUIPMENT-FRANCE 18, rue Saarinen Centre Silic - Cidex L. 225 *94533 RUNGIS - Tél. 687.23.33*

digital

SOCIETE TRANSMISSION AUTOMATISME recherche :

UN ANALYSTE

plusieurs années d'expérience dans les domaines de programmation temps réel.

DEUX INGENIEURS

Grandes Ecoles ayant eu des responsabilités dans des domaines de *programmation temps réel.*

Expérience requise :
— Informatique temps réel sur mini-ordinateurs ;
— Connaiss. des moniteurs temps réel ;
— Connaiss. sur commutateurs de messages et de paquets ;
— Connaiss. de réseaux.

Ecrire avec C.V. et prétentions à *18.262 CONTESSE PUBLIC.,* 20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr.

Importante Société pres Mº MONTPARNASSE recherche

COMPTABLE QUALIFIE

Ce jeune comptable, dégagé des obligat. militaires, titulaire du B.T.S. ou d'un diplôme équivalent, peut faire état d'une première expér. de quelques années qu'il aura réussie dans le domaine de la

COMPTABILITE GENERALE

Le poste qui lui sera proposé est susceptible d'évoluer vers des responsabilités de Chef de Groupe. - Anglais souhaité. Les candidats intéressés peuvent écrire (C.V. + photo + salaire) sous référence 487-104 à PUBLI-PRESS, 31, boul. Bne-Nouvelle, 75082 PARIS CEDEX 02.

Impte Société américaine rech. pour son siège social situé à 92-CLICHY

SECRET. STENODACTYLO

Bilingue français-anglais, ayant plusieurs années d'expérience. Envoyer C.V. et prét. au chef du Personnel, ABEX INDUSTRIE, B.P. 149, 18104 VIERZON.

Importante Société de RESTAURATION recherche

GERANTS SOUS-GERANTS

Se présenter mercredi 13 août, de 15 h. à 17 h., 26e étage, Tour Maine-Montparnasse. Demander M. RECLUS.

représent. offre

On cherche **DISTRIBUTEUR-GROSS.** pr assurer l'exclusive représentation de nouvelles publications sur le karaté, kung fu, judo, etc. Vente en dépôt. Contacter : ATOZ MARTIAL ARTS CENTRE, 3, Macclesfield St. London W1. UK.

capitaux ou proposit. com.

ABU - DHABI, entreprise locale bien implantée dans émirats, cherche partenaire d'envergure pour soumission jointe importants marchés bâtiment et travaux publics. Téléph. 624-42-91 avant le 20 août 1975.

occasions

Vds salon moderne marron fauve très bon état, 3 pièces (canapé-lit 2 pers.+2 fauteuils). 2.500 F à débat. T. 820-80-17, après 19 h.

CAMERA et PROJECTEUR Super 8 Kodak Instamatic, état nf, dictionn. LITTRE 4 vol., ex. état. 260-37-17, poste 29 (h.b.).

autos-vente

Part. vend 2 CV 72, 48.000 km., bon état, 6.500 F. Tél. 523-05-02.

demandes d'emploi

H. 33 ans, cadre E.S.C., licence Sciences Eco parl. angl., ch. pl. dans serv. financ. ou trésorerie de gde entreprise ou de banque. Etudier. toutes proposit. Ecrire à nº 17.778, CONTESSE PUBL., 20, av. de l'Opéra, Paris-1er, q.t.

Homme jeune, 37 a., célibataire, cherche *gardiennage, petit entretien* jardinage maison bourgeoise, à Cannes. Faire offre. Ecr. à *73.280,* REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, Paris-2e, q.t.

Homme quarantaine, connaissance approfondie électricité, menuiserie, serrurerie, plomberie, chauffage et diverses spécialités, éclairagisme, sonorisation, scénographie, etc., ch. pl. *st. chef serv. maintenance rég.* PARIS MIDI, évent. étranger. Ecrire nº 874.551, Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, Paris-2e, q.t.

J.H. 30 a., lic. géographie, angl. et ital. cour., 4 a. enseign. en Afriq. noire, étud. ttes propos., en particul. pr étranger. Libre imm. Ecr. G. *MANNAZ,* Conlux, 73310 CHINDRIEUX.

J.H. dégagé O.M., assistant son, *cherche emploi. Libre de suite.* Ecr. nº 3924, « le *Monde* » Pub., *5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.*

H.E.C. Option AGRO-ALIM. 25 ans, libéré O.M., expérience études économiq. et financ. secteur agro-alim., ch. situation en rapport. Préférence région S.-E. Ecrire HAVAS AVIGNON, 2.018.

CONDUCT. DE TRAVX 37 ans, *G.C., T.P. bâtim., 15 a. de pratique,* ch. sit. France, étranger. Ecr. nº 18.250, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1er, q.t.

J.H. 26 ans, licencié en anglais (et théol. niv. 2e année doct.), diplômé univ. améric., allemand parlé, 1 an enseign. univ. améric., conn. méth audiovis., ch. travail traductions. INTERPRETARIAT presse, enseign. privé. *Ecrire nº 13.813, Régie-Presse,* 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

J.F. 26 a., activité commerciale, libre voyager, connaiss. anglais, allem., étud. toutes propositions. Ecr. nº T 73.387, Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, Paris-2e, q.t.

emplois internationaux

Schlumberger offre des situations vivantes bien rémunérées et comportant de nombreux avantages à des

INGENIEURS

débutants (ou presque), électriciens, électroniciens ou mécaniciens. Ils participeront à l'expansion des activités de recherche pétrolière en Europe, Afrique, Moyen et Extrême Orient. Une formation rémunérée, préparatoire à l'activité proposée, est assurée sur les lieux mêmes d'exploitation et, selon ceux-ci, le salaire débute entre 4.600 et 7.650 francs par mois. Outre un diplôme d'ingénieur, il est demandé aux candidats de posséder de bonnes notions d'Anglais. Envoyer C.V. + photo à S.T. Schlumberger, Personnel Dept., 42 rue Saint Dominique, 75007 Paris.

SOCIETE FRANÇAISE spécialisée dans le développement recherche pour OUTRE-MER

SPECIALISTE DU DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE

Candidat 30 ans minim., expérience quatre années auprès société hôtelière, tour opérator, compagnie aérienne, organisme de tourisme social, banque d'affaires, société de développement, chambre de commerce, office de tourisme.

Exigés :
- Connaissances étendues ;
- Excellent contact ;
- Esprit d'initiative ;
- Grande disponibilité.

Env. C.V., photo et prétentions nº 45.879, HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann, 75008 Paris.

FILIALE TUNISIENNE d'un Bureau d'études français recherche

INGENIEUR TRAVAUX PUBLICS

ayt une expérience de quelques années, acquise en Bureau d'Etudes, dans les problèmes

ASSAINISSEMENT ET ROUTES

Les candidats intéressés, désireux de séjourner qques années en Tunisie, sont invités à écrire sans retard (CV + photo + sal.) sous référ 482-104 à PUBLI-PRESS, 31, bd Bonne-Nouvelle, 75082 PARIS CEDEX 02.



LOGICIEL

Filiale du groupe CAP SOGETI le premier groupe européen de Sociétés de Services en informatique, recherche :

Pour sa Division Militaire et Système Temps Réel

réf. : 7585

INGENIEURS CHEFS DE PROJETS

(X, ECP, ENST, ESE...)

3 à 4 ans d'expérience de réalisation de systèmes à base de MITRA 15, T 1600, M20, PDP 11, etc...

Ces Ingénieurs auront la responsabilité de la conception et de la réalisation de grands projets utilisant les techniques les plus avancées pour la production du logiciel (langages d'implémentation de haut niveau, gestion automatique des programmes et de la documentation, outils de mise au point et d'optimisation de systèmes).

Env. C V photo et prétentions en précisant la référence à CAP SOGETI LOGICIEL, 5 rue Louis-Lejeune - 92128 MONTROUGE. Métro Porte d'Orléans.



SELECTION

emplois régionaux

Société d'études et de conseil en informatique et en gestion, de réputation mondiale pour ses réalisations avancées dans le domaine de la gestion automatisée des collectivités locales,

recherche URGENT dans le cadre de l'expansion de ses activités :

1) INGÉNIEURS

diplômés GRANDES ECOLES, ayant expérience minimum de 4 ans pour assurer les fonctions suivantes :
- INGENIEUR EN ORGANISATION ;
- INGENIEUR - ANALYSTE ;
- INGENIEUR - SYSTEME (connaissance OS, IMS-CICS).

Potentiel matériel utilisé :
— ordinateurs IBM 370/145 1024 K utilisés en T.P.

2) PUPITREURS

minimum 4 ans expérience sur matériel indiqué ci-dessus.

Adresser C.V., photo et prétentions à ICOREM, *route Léon-Lachamp, Luminy,* 13288 MARSEILLE CEDEX 2.

ECOLE DE FRANÇAIS pour étrangers NICE cherche professeur compétent expérience audio-visuel, V.I.F. exigée. Plein temps, poste permanent. Ecrire HAVAS NICE 0730.

COMPTABLES 1er-2e échelon, *libres rapidement, niv. C.A.P.*-B.E.P. ou supérieur, min. 1 an ou 2 d'expérience. Avantages sociaux, ambiance jeune et dynamique. Env. C.V. à M.G.F., 6, r. Picot, 75016 Paris.

Cabinet comptable rech. pour ville côtière Bretagne-Sud jeune confrère pour prise en charge bureau secondaire. Ecrire à *nº 7.092, « le Monde » Publicité. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.*

Important organisme du S.-O. rech. opticien - directeur technique. Place stable, situat. d'avenir. Ecrire nº E-7.391 HAVAS, 31002 TOULOUSE CEDEX.

Société d'assurance rech. pour départements 02, 60, 62, 80, 95 **INSPECTEUR SINISTRE** *Solide formation technique et références profession. exigées.* Env. C.V. manuscrit et photo au nº 7.093, « le Monde » Publ., *5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.*

Société parisienne recherche pour son département : sels, oxydes, métaux, adjuvants, *tréfilerie, etc.* **ADJOINT** DIRECTION FORMATION COMMERCIALE, CHIMISTE, ayant bnes connais. allem. ang. Possib. access. du poste de Directeur comm. Ecr. Lelarge Weiss, 14, avenue de Noailles, 06-CANNES.

Organisme hébergement travailleurs étrangers recrute pr foyers rés. parisienne

COLLABORATEURS

ayant sens des responsabilités, goût des contacts humains, esprit de gestion, sens social.
— Age minimum 30 ans ;
— *Salaire annuel 33.000 F,* possibilité de logement. Formation interne assurée.

Env. C. V. manuscrit et photo sous référence 30.955 à I.C.A. PETITES ANNONCES 3, RUE D'HAUTEVILLE, PARIS 10e

Centre médical Champs-Elysées rech. comptable confirmé, 25 a. minim., ayant sous ses ordres 2 collaborateurs. Libre de suite. Tél. ce jour 225-18-50, poste 43.

CENTRE HOSPITALIER recherche **CADRE ADMINISTRATIF** (chef du personn. ou dépensier), logem. assuré. Adr. candidat. manus. avec C.V. au Directeur Admin., 24, rue Albert-Thuret, Chevilly-Larue, 94150 RUNGIS.

Importante société rech. pr ses services à Paris assistante d'ingénieur titulaire du B. T. S. — Ecr. nº *7.096, « le Monde »* Pub., 5. r. des Italiens. *75427* Paris-9e.

Dans le cadre de son expansion **U. P. S. I.** recherche ANALYSTES-PROGRAMMEURS PROGRAMMEURS présentant 2 a. minim. exp. en COBOL (ANF) · connaiss. DOF-VF, GECOS, SIRIS 3, 8 apprec. Envoy. C.V., photo et prétent. SOPECI, 10, r. de Châteaudun, 75009 PARIS, qui transm.

Société recherche d'urgence **COMPTABLE QUALIFIE(E)** EN ANALYTIQUE Se présenter 8, r. Boudreau-9e, ou téléphoner : 073-82-41.

Recherchons *COMPTABLE* hautement qualifié. Libre de suite. Centre Leclerc, chemin des Hayettes, 95520 OSNY.

L'immobilier

constructions neuves

INFORMATION LOGEMENT

Centre Etoile : 525-25-25

Pour vous loger et pour investir vous propose :
— 30.000 appartements et pavillons neufs à l'achat ;
— une document. précise sur chaque programme ;
— un entretien personnalisé avec un spécialiste ;
— des conseils juridiques, fiscaux et financiers.

SANS AUCUN ENGAGEMENT DE VOTRE PART.

Service gratuit de la Compagnie bancaire.

XVIIIe, JULES-JOFFRIN Chambres et studios, 2, 3, 4 et 5 pièces. Habitables début 1977. PRIX NON REVISABLES. IMMOBILIERE FRIEDLAND, 41, aven. Friedland. BAL. 93-69.

Pour réalisation habitat à parties communes, environs AIX-EN-PROVENCE, recherchons troisième famille. — Ecrire : nº T 73.386, REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, Paris-2e, q.t.

XIIe, RUE DE PICPUS Studios, 2 et 4 pièces. Livrables 4e trimestre 1976. PRIX NON REVISABLES. IMMOBILIERE FRIEDLAND, 41, aven. Friedland. BAL. 93-69.

XIIIe, TOLBIAC Studios, 2 et 3 pièces. Habitables 4e trimestre 1976. PRIX NON REVISABLES. IMMOBILIERE FRIEDLAND, 41, aven. Friedland. BAL. 93-69.

locations non meublées Offre

Paris

LOCATIONS SANS AGENCE OFFICE DES LOCATAIRES, 84, rue d'Alésia, Mº Alésia, 45, r. Héricart, Mº Ch.-Michels. 8, r. Ph.-Dangeau, Versailles. 577-70-08 - 950-36-70.

Mº COURCELLES. Beau 6 p., tt cft, 2 bs + chbre service, 2e étg., asc., 2.600. AMP. 33-69.

Porte de VANVES. Imm. neuf. *stdg, 4 P., park., tél., 1.550* F C.C. - 878-54-66 matin.

15e, PASTEUR. Luxueux studio, cuisine, bains. 800 F. 526-73-01.

locations non meublées Demande

Région parisienne

Cadre ch. sans agence 4 à 6 p. banlieue Ouest - 950-36-70.

locations meublées Offre

Paris

16e Rue de FRANQUEVILLE Magn. appt dble séjour, 3 chb., 2 bs, 150 m² env., chb. serv. gar., 4.000+ch. 705-22-60.

14e Studio, kitch., dche 23 m², tt cft, 750 F. KLE. 04-17.

Région parisienne

VERSAILLES R.G. - Standing, 122 m², téléphone, 1.800 + 70 ch. - 950-14-60.

appartem. achat

Sté ch. urgt en locat. ou achat sur le GOLF DE ST-NOM-LA-BRET. : a) villas 250 m² habit. ; b) villas de plus de 500 m² habit. Ecr. C.G.I., Internat, 1, r. Rennequin, 75017 Paris. WAG. 91-13.

hôtels-partic.

CHAMP-MARS, s/jardin privé, plein soleil, gde classe, compt. récept. + 3-4 ch. impec. Gar., dépend. URGENT. MED. 15-66.

villégiatures

Loue authent. roulottes gitanes attelées, randonnées Provence. J. Moyne, 84320 Entraigues. - T. (90) 81-00-35 et (90) 83-16-26.

Voir la suite de notre immobilier en page 12

SPECTACLES

théâtres

Les salles municipales

Châtelet, 20 h. 30 : Valses de Vienne.
Nouveau Carré, 20 h. : Cirque à l'ancienne.

Les autres salles

Charles-de-Rochefort, *20 h. 45 : le Troisième Témoin.*
Comédie Caumartin, 21 h. 10 : Boeing-Boeing.
Comédie des Champs-Elysées, 20 h. 45 : Viens chez moi, j'habite chez une copine.
Cour des Miracles, 20 h. 30 : La golden est souvent farineuse ; 22 h. : Elle, elle et elle.
Daunou, 21 h. : Monsieur Masure.
Gymnase, 20 h. 30 : le Saut du lit.
Hébertot, 21 h. : l'Amour fou.
Huchette, 20 h. 45 : la Cantatrice chauve ; la Leçon.
Lucernaire, 20 h. 30 : les Chaises ; 22 h. 15 : Sade.
Michel, 21 h. 10 : Duos sur canapé.
Nouveautés, 21 h. : *la Libellule*
Théâtre Présent, 20 h. 30 : Ah bon !
Théâtre Campagne-Première, 20 h. 30 : le Presse-Purée des Destaing ; 22 h. : *Loretta Strong* ; 23 h. : Argentine Show.
Troglodyte, 22 h. : Xâhât.

Les cafés-théâtres

Café-Théâtre de l'Odéon, 21 h. 15 : l'Architecte et l'Empereur d'Assyrie.

Le Fanal, 21 h. et 22 h. 30 : Monsieur Barnett.
Pizza du Marais, 21 h. : le Regard à genoux ; 22 h. 30 : Qué fada !
Sélénite, 20 h. 30 : la Jacassière ; 21 h. : C'est comme si vous vous promeniez... ; 22 h. 30 : J'ai aucune idée ; 23 h. 30 : Peau d'homme.

Les cabarets

Crazy Horse Saloon, 22 h. *et* 0 h. 30 : Revue.
Tour Eiffel, 20 h. : Bonjour, Tahiti.

Les chansonniers

Caveau de la République, 21 h. : l'Année de la frime.

Le music-hall

Casino de Paris, 20 h. 45 : Revue Roland Petit.
Elysée-Montmartre, *20 h. 45 : Histoire d'oser.*
Mayol, 16 h. 15 et 21 h. 15 : Revue.
Olympia, *20 h. 45 : la Magie.*
Taverne de l'Olympia, 21 h. 30 : Lève-toi et viens.

THÉATRE ANTOINE
208-77-71
19 AOUT
RÉOUVERTURE
LE TUBE
de Françoise DORIN
avec François PÉRIER
Location ouverte
théâtre et agences

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures,
sauf les dimanches et jours fériés)

Mardi 12 août

Festival estival

Bateaux-Mouches, 18 h. : Ensemble de cuivres de Prague.
Jardin d'acclimatation, 15 h. : *Musique pour les enfants.*
Jardins du Palais-Royal, 20 h. 45 : Artisanat vivant.
Sainte-Chapelle, 18 h. 30 et 20 h. 30 : Capella Monacensis de Munich (Léonin, Perotin, Dufay).

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

Chaillot, 15 h. : les Portes de la nuit, de M. Carné ; 18 h. 30 : le Cabinet du docteur Caligari, de R. Wiene ; 20 h. 30 : l'Impératrice rouge, de J. von Sternberg ; 22 h. 30 : Women in Love, de K. Russell ; 0 h. 30 : les Rites de l'amour et de la mort, d'Y. Mishima.

Les exclusivités

AGUIRRE LA COLERE DE DIEU (All., v. o.) : Studio des Ursulines 5e (033-39-19).
L'AIGLE AVAIT DEUX TETES (All., v.o.) : Olympic-Entrepôt, 14e (783-67-42).
ALLONSANFAN (It., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40), Marais, 4e (278-47-86).
L'ANGE NOIR (All. v.o.) : Olympic-Entrepôt, 14e (783-67-42).
LA BALLADE SAUVAGE (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38).
BRANNIGAN (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : ABS, 3e (236-55-54), Montparnasse 83 (544-14-27), Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27), Clichy, 18e (522-37-41).
LA CAGE (Fr.) : Murat, 16e (288-99-75).
C'EST DUR POUR TOUT LE MONDE (Fr.) : Quintette, 5e (033-35-40), U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).
LE DEMON AUX TRIPES (It., v.o.) : *Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f.* : Gaumont-Opéra, 9e (073-94-48), Montparnasse 83, 6e (544-14-27), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16).
EFFI BRIEST (All. v.o.) : Olympic-Pigozzi, 15e (783-67-42) (horaires spéciaux).
EXHIBITION (Fr.) (**) : La Clef, 5e (337-90-90), Miramar, 14e (326-41-02), *Clichy-Pathé, 18e* (522-37-41), U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08), Napoléon, 17e (380-41-46), Marotte, 2e (231-41-39), Helder, 9e (770-11-24), Ermitage, 8e (359-15-71), Amsterdam-Saint-Lazare, 9e (285-45-18).
FRANKENSTEIN JUNIOR (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82), Quintette, 5e (033-35-40) : v.f. : Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13).
LA GRANDE CASSE (A., v.f.) : Ambassade, 8e (359-19-08), Berlitz, 2e (742-60-33), Cluny-Palace, 5e (033-07-76), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16), Nations, 12e (343-04-67), Cambronne, 15e (734-42-96).
L'INDE FANTOME (Fr.) : Olympic, 14e (783-67-42).
INDIA SONG (*Fr.*) : Hautefeuille, 6e (633-79-38), Le Seine, 5e (325-92-46).
LENNY (A., v.o.), P.L.M.-Saint-Jacques, 14e (589-68-42), Gaumont Champs-Elysées, *8e* (359-04-67), Hautefeuille, 6e (633-79-38).
LILY AIME-MOI (Fr.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38).
PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77).
PEUR SUR LA VILLE (Fr.) : Bretagne, 6e (222-57-97) ; Normandie, 8e (359-41-18).
PAS DE PROBLEME (Fr.) : Le Paris, 8e (359-53-99) ; Mercury, 8e (225-75-90) ; Danton, 6e (326-08-18) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Gaumont-Convention, 13e (828-42-27) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Lumière, 9e (770-84-64) ; Caravelle, 18e (387-50-70).
PROFESSION : REPORTER (It., v.o.) : Concorde, 8e (359-92-84) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52).
QUE LA FETE COMMENCE (Fr.) : Cinoches-Saint-Germain, 6e (633-10-82) ; Marignan, 8e (359-92-82).
LA SANCTION (A., *v.o.*) : *Ermitage*, 8e (359-15-71) : v.f. : Miramar, 14e *(326-41-02) ; Liberté, 12e* (343-01-59) ; Rex, 2e (236-83-93).

Les films nouveaux

OPERATION LADY MARLENE, film français de Robert Lamoureux. — Murat 16e (288-99-75) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Clichy - Palace, 17e (387-77-29) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Mistral, 14e (734-20-70) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C., 6e (325-71-08) ; *Magic-Convention, 15e* (828-20-64).
FRENCH CONNECTION No 2, film américain de J. Frankenheimer, avec Gene Hackman et Bernard Fresson. — V.o. : Publicis Champs-Elysées, *8e* (720-76-23) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83). — V. f. : Ermitage, 8e (359-15-71) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Max - Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Moulin-Rouge, 18e (606-34-25) ; Boul'Mich, 5e (033-48-29) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Paramount-Orléans, 14e (580-03-75) ; Paramount - Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Passy, 16e (288-62-84) ; Lux-Bastille, 12e (343-79-17).
CAPONE, film américain de Steve Carver, avec Ben Gazzara et John Cassavetes. — V. o. : Elysées-Cinéma, 8e (225-37-90) ; Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12) ; V. f. : Caméo, 9e (770-20-89) ; Cambronne, 15e (834-42-96) ; La Rotonde, 6e (633-08-22) ; Mistral, 14e (734-20-70).
LE *FUTUR* AUX TROUSSES, film français de Dolorès Grassian, avec B. Fresson. — Studio Médicis, 5e (633-25-97) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).

LE SHERIFF EST EN PRISON (A., v.o.) : Studio Galande, 6e (033-72-71) ; Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29).
LA TENDRESSE DES LOUPS (All., v.o.) : Olympic, 14e (783-67-42). (H. spéciaux.)
THE GROOVE TUBE (A., v.o.) (*) : Studio J.-Cocteau, 6e (033-47-62) ; Biarritz, 8e (359-42-33) ; v.f. : Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02).
TITI SUPER-STAR (A., v.f.) : Gaumont-Madeleine, *8e* (073-56-03), de 14 h. à 17 h. 20.
TOMMY (A., v.o.) : Paramount-*Opéra, 9e (073-34-37) ; U.G.C.-Marbeuf*, 8e (225-47-19).
TRINITA PREPARE TON CERCUEIL (*It., v.f.*) : *Fauvette*, 13e (331-56-86) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
UNE ANGLAISE ROMANTIQUE (Ang., v.o.) : Concorde, 8e (359-92-84) ; Saint-Germain-Village, 5e (633-87-59) ; v.f. : Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Gaumont-Madeleine, 8e (073-56-03).
VA TRAVAILLER VAGABOND (It., v.o.) : *Saint-André-des-Arts, 6e* (326-48-18).
VILLA DES DUNES (Fr.) : Olympic-Entrepôt, 14e (783-67-42). (H. spéciaux.)
VIOLENCE ET PASSION (It., v. Ang.) : Cinoches-Saint-Germain, *6e (633-10-82).*

Les grandes reprises

AU CŒUR DE LA NUIT (Ang., v.o.) : Arlequin, 6e (548-62-25) ; Publicis-Matignon, 8e (359-31-97).
BAS LES MASQUES (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (325-85-78).
DROLE DE DRAME (Fr.) : Studio de la Harpe, 5e (033-34-83).
JULIETTE DES ESPRITS (It., v.o.) : Olympic-Entrepôt, 14e (783-67-42).
LAWRENCE D'ARABIE (A., v.o.), (70 mm) : Kinopanorama, *15e (306-50-50).*
LE MANUSCRIT TROUVE A SARAGOSSE (Pol., v.o.) : Le Seine, 5e (325-92-46) H. spéciaux.
MACADAM COW-BOY (A., v.o.) (**) : Quartier Latin, 5e (326-84-65) ; *France-Elysées, 8e (225-19-73) ; v.f.* : Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-56-16).
M.A.S.H. (A., v.o) : Dominique, 7e (551-44-11).
PLUMES DE CHEVAL (A.) : Actua-Champo, 5e (033-51-60).
SENSO (It., v.o.) : Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) : Saint-Germain-Huchette, 5e (633-87-59) ; v.f. : Studio Raspail, 14e (326-38-98).
SPARTACUS (A., v.o.) Quintette, 5e (033-35-40).
SHERLOCK JUNIOR (A.) : Quintette, 5e (033-35-40).
UN ETE 42 (A., *v.o.*) : La Clef, 5e (337-90-90).

Les festivals

ETE 75. — Le Marais, 4e (278-47-86) : le Ghetto expérimental ; II : les Lois de l'hospitalité.
I. BERGMAN (v. o.) — Racine, 6e (633-43-71) : A travers le miroir.
SEPT GRANDS FILMS, SEPT PAYS (v. o.) — *Studio Gît-le-Cœur, 6e* (326-80-25) : Rouges et Blancs.
W. ALLEN (v. o.). — Studio Logos, 5e (033-26-42) : Tombe les filles et tais-toi.
A. BAZIN, 13e (337-74-39), (v. o.) : la Dame de Shanghai.
WESTERNS (v. o.). — Action-La Fayette, 9e (878-80-50) : l'Empereur du Nord. — Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14) : Butch Cassidy et le Kid.
H. BOGART (v.o.). — Grands-Augustins, 6e (633-22-13) : Key Largo.
A. HITCHCOCK (v. o.). — Action-République, 11e (805-51-33) : Une femme disparaît.
FILM AFRO - AMERICAIN (v. o.). — Palais des glaces, 10e (607-49-93) : Wattstax.
VARIATIONS SUR L'HOMOSEXUALITE *(v. o.). — Studio Parnasse, 6e* (326-58-00) : Faut-il tuer Sister Georges.
LAUREL ET HARDY, B. KEATON. — Noctambules, 5e (033-42-34).
GANGSTERS ET Cie (v. o.) — Mac-Mahon, 17e (380-24-81) : la Chute d'un caïd.

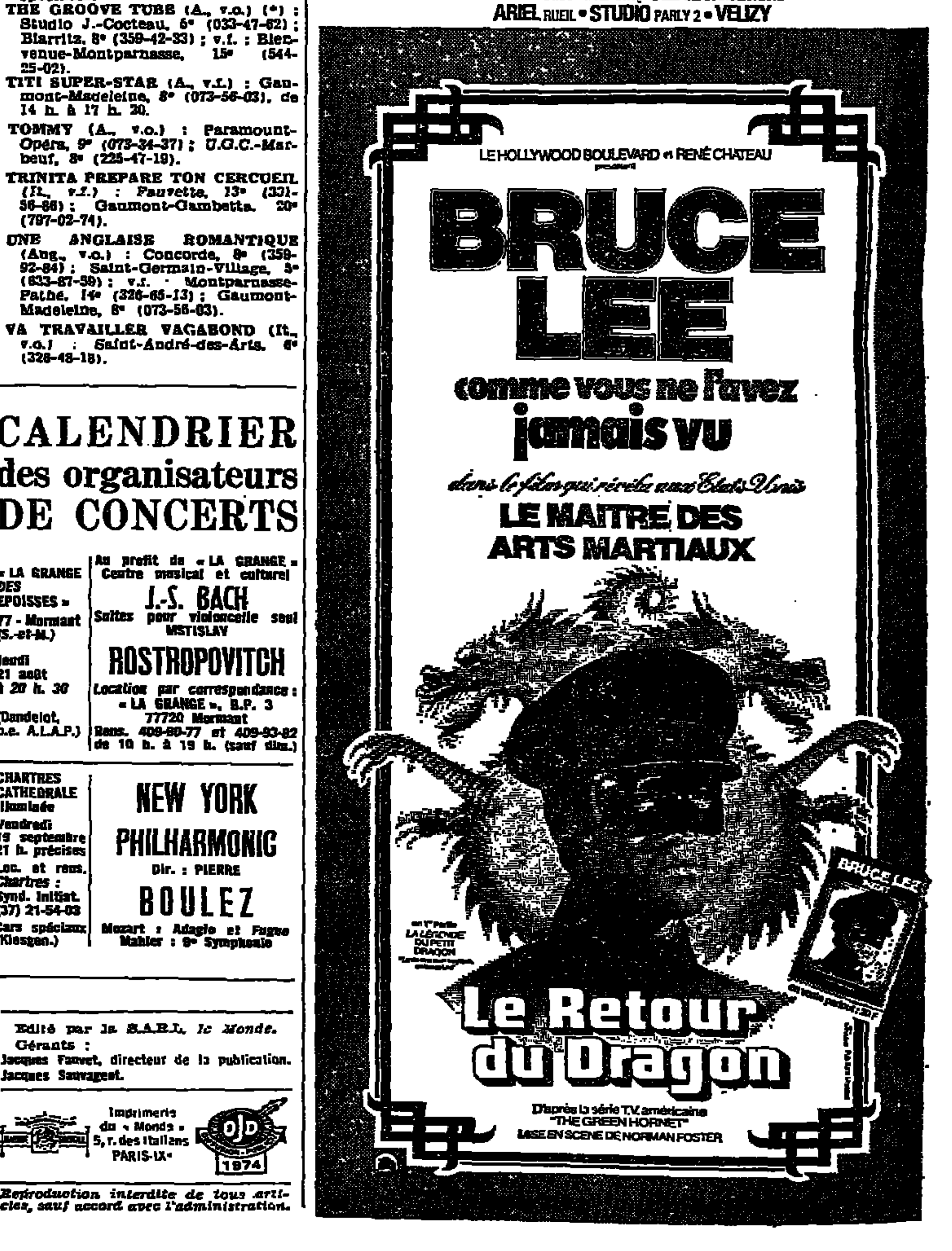
Les séances spéciales

AMERICAN GRAFFITI (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), à 10 h., 12 h. et 24 h.
LA CHINE (F.-It.) : Le Seine, 5e (325-92-46), à 12 h.
LA CLEPSYDRE (Pol., v.o.) : Le Seine, 5e (325-92-46), à 20 h. et 22 h. 15.
CINQ PIECES FACILES (A., v.o. **) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), à 12 h. et 24 h.
HELLZAPOPPIN (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), à 10 h., 12 h. et 24 h.
JULES ET JIM (Fr.) : La Clef 5e (337-90-90), à 12 h. et 24 h.
MORGAN (Ang., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), à 12 h. et 24 h.
MORT A VENISE (It., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90), à 12 h. et 24 h.
PANIQUE A NEEDLE PARK (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), à 10 h., 12 h. et 24 h.

BALZAC ELYSÉES, PARAMOUNT OPERA, PARAMOUNT GAITÉ
PARAMOUNT MAILLOT, STUDIO ALPHA (*Quartier Latin*),
PARAMOUNT LA VARENNE

LA VIE SEXUELLE DES FRANÇAIS
"Pornographique comme il se doit"
rigoureusement interdit aux moins de 18 ans.
Bijou de cinémathèque, rarissime, des premiers « pornos » français de 1900 à nos jours.

MERCREDI
LE HOLLYWOOD BOULEVARD • MARIGNAN
WEPLER • MONTPARNASSE PATHE • DANTON
GAUMONT CONVENTION • GAUMONT GAMBETTA • FAUVETTE
PATHE BELLE EPINE • MULTICINE CHAMPIGNY
AVIATIC LE BOURGET • BEAUVAL MEAUX • STUDIO LES MUREAUX
CLUB MAISONS-ALFORT • ALPHA ARGENTEUIL
ARIEL RUEIL • STUDIO PARLY 2 • VELIZY



CALENDRIER des organisateurs DE CONCERTS

« LA GRANGE DES EPOISSES »
77 - Mormant (S.-et-M.)
Jeudi 21 août à 20 h. 30
(Dandelot, p.e. A.L.A.P.)

Au profit de « LA GRANGE » Centre musical et culturel
J.-S. BACH
Suites pour violoncelle seul
MSTISLAV
ROSTROPOVITCH
Location par correspondance : « LA GRANGE », B.P. 3 77720 Mormant
Rens. 409-80-77 et 409-93-82 de 10 h. à 19 h. (sauf dim.)

CHARTRES CATHEDRALE illuminée
Vendredi 19 septembre 21 h. précises
Loc. et rens. *Chartres* : Synd. Initiat. (37) 21-54-03
Cars spéciaux (Kiesgen.)

NEW YORK PHILHARMONIC
Dir. : PIERRE
BOULEZ
Mozart : Adagio et Fugue
Mahler : 9e Symphonie

Edité par la *S.A.R.L. le Monde.*
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

OJD 1974

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI Offres d'emploi "Placards encadrés"	34,00	39,70
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,03
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC	65,00	75,89
L'IMMOBILIER Achat–Vente–Location	25,00	29,19
EXCLUSIVITÉS	30,00	35,03
L'AGENDA DU MONDE (chaque vendredi)	23,00	26,85

L'immobilier

appartements vente

Paris

MUETTE S/AV. MOZART IMM. P. DE T.
SPACIEUX, 3 P. tt CFT, BALC. + chb. service (park. poss.) Px 470.000 F - VERNEL, 526-01-50.

BRETEUIL Bel immeuble P. de T.
VERITAB. 5 P., cuis. équipée, office, 2 sanit. Plac. TEL., cave, chambre de service, 780.000 F - 555-72-54.

MARAIS Grand 2 p., 60 m², tout confort, dans imm. restauré caractère, av. 60.000 F + mensualité - 770-40-38.

2 P., C., W.C., S. BAINS
Refait neuf, prix exceptionnel 84.000 F. Possibilité crédit. Le propriétaire : 548-25-21.

BUTTES-CHAUMONT
Très bel imm., 2 pces, cuisine, w.-c. poss., tout confort. Idéal pour placement. 115.000 F. Gros crédit propriétaire. — 345-86-41.

BUTTE MONTMARTRE
3 pièces, tout confort. Idéal pour placement. 125.000 F. Gros crédit. Propriétaire : 345-86-41.

IDEAL INVESTISSEURS
Loyer libre
Mo AVRON
dans immeuble rénové
Chambres à partir 45.000 F.
Studios à partir 70.000 F.
BAL. 93-69.

Il nous reste
LE PLUS MERV. DUPLEX DES HALLES
1 STUDIO
2 PIECES
LUX. AMENAG. Ascens., vidéophone. Tous les jours sur place 68, rue St-Honoré. Tél. 231-12-19.

13e TOLBIAC
RENOVATEUR D'IMMEUBLES
Longue expérience de travaux au profit des investisseurs avisés
PROGRAMME DE
30 STUDIOS
Excellent rapport.
Locations et gestion assurées.
PROPRIETAIRE : 325-56-78.

2e BOURSE, dans bel immeuble de caractère entièrement rénové
PRESTATIONS DE PREMIER CHOIX
Poutres apparentes, interphone, vide-ordures.
STUDIOS
et 2-3 PIECES
avec MEZZANINES
Agenc. luxueux travx terminés
LIVRAISON IMMEDIATE.
Téléphoner pour rendez-vous
PROPRIETAIRE : 325-25-25.

PROX. DU LUXEMBOURG
« Résidence M. le Prince »
48, R. MONSIEUR-LE-PRINCE
A vdre SPLEND. APPTS DE CARACTERE, entièr. rénovés, dans immeubles XVIIIe siècle. DU STUDIO AU 4 PIECES. Vis. sur place tous les jrs (sauf samedi et dim.), 10 à 12 h. et 14 à 17 h. - Tél. 633-14-51.

5e, SAINT-GERMAIN
Dans très bel IMMEUB. classé
PROPRIETAIRE
rénovateur d'immeubles
vous propose directement
STUDIOS
et APPARTEMENTS
toutes surfaces disponibles avec
DUPLEX
et MEZZANINES. Agencés et luxueusement décorés.
Le tout de très grand standing.
Intérieur choix client.
Ascenseur-descenseur, interphone télévision, vide-ordures, poutres authentiques, marbre, tapis.
Prix élevés justifiés.
Téléphoner pour rendez-vous :
PROPRIETAIRE, 325-25-25.

Panthéon, P. à P. vd stud. 13 m² tt cft, soleil, 70.000. 702-45-82.

Dir. s/CHAMP-MARS, soleil, 250 m² s/terrasse plain-pied, imp. Px en rapp. MED. 15-66.

ANGLE RUE MONSIEUR-LE-PRINCE et RUE RACINE. *Magnifiques* studios et 2 pièces entièrement rénovés. Prestation de standing. Téléph. 633-14-51.

123, RUE DE RENNES
Reste à vendre : 2 apparten., salon, s. à manger, cuis. équip., *2 chambres*, 2 bains. Livraison septembre 75. Vis. 16-19 heures.

14, avenue du MAINE
Studio en duplex. Etat neuf. *Téléph. Vis. mercredi, 14-17 h.*

RUE DE RENNES (6e)
5-6 p., bs, 175 m², 2e étg. Tt cft. Profess. libérales. Parfait état. MICHEL & REYL - 265-90-05.

MONTMARTRE. Atelier, séjour, chambre sur cour, *confort*, 260.000 F - 266-38-41.

FELIX-FAURE
2 P. cuis., wc, possib. bs. Px 129.000 F. 567-75-80.

QUAI D'ORSAY
300 M² 7 p. princ., 3 bains + 2 serv. 734-23-75.

MONTPARNASSE
17 bis, rue Campagne-Première, 3 pces, c., bains, téléph. - Sur *place, mercredi, 14 h. à 17 h.*

GLACIERE. Prop. vd duplex caract., tt cft, avec jardin, tél. poss. Atelier d'artiste. 704-07-04.

11e Stud., tt conft, aménagé. Prix exception., 53.000 F. Poss. crédit. Propriét., 548-25-21.

Région parisienne

FONTENAY-aux-ROSES Centre. A vdre dans imm. stdg appt 4 p., rez-de-ch. Etat neuf, tout confort. Prix 195.000 F. Téléphone : *922-98-34, 19 h. 30-21 h.*

LEVALLOIS MAIRIE
Près métro, 4 p., bs, 100 m², *6e étg., asc., tt cft, chbre serv.* Prix 300.000 F - 265-90-05.

77 - CHELLES
Part. à *part.* vd appartem. F 4 neuf. Garage fermé et cave. Facilité de crédits assurée. — Ecr. no 6.016, « le Monde » Pub., *5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.*

Province

CAP-D'ANTIBES - Promoteur vend directem. stud., 2 et 3 p. PRIX SOUSCRIPTION ds petite *résidence de très grand luxe.* Piscine, climatisation. A 100 m. plage et tous commerces. Livr. ETE 76. Doc. sur demande. *ERPI, 43, bd Albert-1er, 06600* ANTIBES. Tél. (93) 34-44-68.

villas

MONTMORENCY *VILLA récente*
Sél., chem., poutres + 4 chb., jardin 800 m², piscine, garage. Prix 550.000 F. Tél. 989-31-74.

3 MINUTES GARE ENGHIEN, 200 m² habitables. Jdin 1.000 m². Px 550.000 F. Téléph. 989-31-74.

LA NAPOULE, vue mer et montagnes incomparable, magnif. villa sur le toit de 4 p., neuve, balcon 60 m², terrasse 180 m². Px *575.500 F. Téléph. (93) 38-80-86.* Agence du Port de la Napoule.

bureaux

1 à 20 BURX. Tous quartiers. Location sans pas-de-porte. AG. MAILLOT - 293-45-55 +.

NEUILLY
Propr. loue un ou plus. bureaux Immeuble neuf. Tél. 758-12-40.

Avenue Montaigne
A louer
300 m² de bureaux.
RICHARD ELLIS - 225-27-80.

Près BD TOUR-MAUBOURG, A LOUER BUREAUX 95 m², 4 P., 2e étage, 2 ou 4 lignes téléphon. 705 - 22 - 60.

propriétés

PAYS DE LOIRE
Entre CHOLET et la LOIRE. Très belle propriété 15 p., bon état, vaste terrain. — Me Bretault, notaire à 49 - Beaupréau. *Tél. 63-00-37*, fermé le samedi.

OUEST, RESIDENTIEL
Belle propriété 10 pièces. Jardin 3.000 m², 1.450.000 justifiés. Agce MALMAISON, 967-00-30, 119, avenue Paul-Doumer, 92 - RUEIL.

terrains

Particul. rech. petit terrain en location pour caravane, rég. 95. Ecr. no 6.017, « le *Monde* » Pub., 5, r. des Italiens, *75427* Paris-9e.

domaines

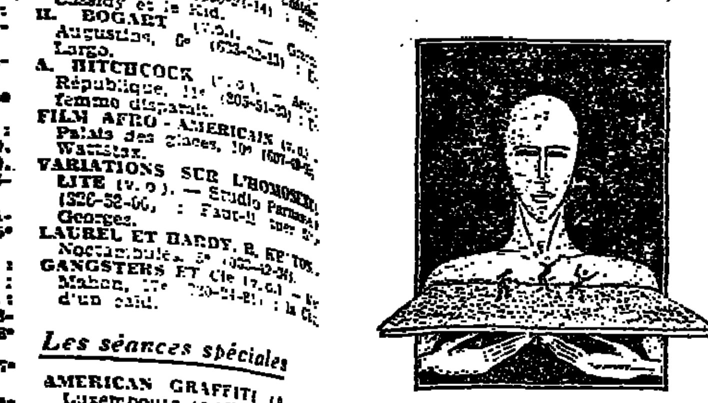
323 ha 50 km. Montpellier, avec gdes bergeries, rivière, pos. inst. loisirs ou élev. et agr. 700.000 F. Ecr. à 3.907, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, *75427* Paris-9e.

usines usines

A VENDRE - A LOUER
A DONNER A BAIL
USINE EN ALSACE
TERRAIN 36.000 m2
2.500 m2 HALLS
DE FABRICATION MODERNE
(construits en 1974-1975).
Bâtiment administratif. Equipée de toutes les machines nécessaires pour la fabrication des *charpentes métalliques*, et tous travaux *de tôlerie*. Située près de Strasbourg, près de l'autoroute.
Veuillez écrire sous chiffre 874.410 à : REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, Paris-2e, qui tr.

ARTS ET SPECTACLES

Festivals



Soirées théâtrales à Gargilesse

● Cette année, pour la première fois, le Festival d'été de Gargilesse s'ouvre au théâtre. Dans ce petit village de l'Indre où une maison sur trois recèle une exposition et une rue sur deux, une harpiste, les enfants se donnent maintenant rendez-vous sur la place du château où l'Atelier Théâtre répète. L'Atelier Théâtre, ce sont six filles et cinq garçons, élèves du conservatoire ou de cours privés parisiens, *qui ont pensé que le théâtre* avait sa place à Gargilesse, au même titre que la peinture et la musique.

Pour leur premier festival, ils ont choisi d'orienter leur activité sur un thème : « La psychologie de la femme » telle qu'elle apparaît à travers certains auteurs du dix-neuvième siècle, choix qui s'est imposé à eux, à cause de l'endroit (nous sommes dans la Vallée noire, terre de prédilection des romantiques), à cause du culte que l'on y voue à George Sand ; et puis, c'est l'année de la femme. Le dix-neuvième siècle avait, d'autre part, un avantage : « Nous avons tous des conceptions différentes, disent les comédiens, et il aurait sans doute été impossible de faire ensemble un théâtre de recherche, de jouer des pièces d'avant-garde. » Ils s'en sont donc tenus à *Courteline*, Maupassant, *Musset* et Dumas, en y ajoutant *Maurey et* Rosselson.

● La mise en scène ? « Certains d'entre nous protestent quand on les fait entrer par la salle ; nous avons dû rester très classiques », explique un membre de la troupe qui se dit « plutôt pour Vitez ». Cependant, s'ils appartiennent à des « écoles » opposées, les comédiens sont tous animés par « le même sens de la fête, la même joie de faire du théâtre ». Cette gaieté est surtout manifeste chez les femmes, très supérieures à leurs partenaires masculins. Françoise Faure et *Isabelle Millot*, entre autres, s'amusent visiblement beaucoup à camper leurs personnages de coquettes ridicules, dans « Gros Chagrin » et « le Gora », de Courteline. Le plaisir du spectateur n'est pas moins grand que le leur. Mal jouée, cette histoire de gora, de nangora et de tangora serait complètement idiote. Avec Françoise Faure, elle est d'une drôlerie parfaite. Mais il est naturel, après tout, que les personnalités marquantes de la troupe soient des femmes, puisque le thème et les pièces ont été choisies par elles et pour elles.

● *Maris trompés, petites bonnes* et beau monde, propos de femmes, l'Atelier Théâtre pense que son répertoire est approprié au public qu'il veut conquérir. Mais les habitants de Gargilesse voient « les Parisiens » d'un mauvais œil. Viendront-ils ? La troupe, qui a bien soin de se faire appeler Atelier Théâtre de Gargilesse, a une conception un peu colonisatrice de la décentralisation culturelle. « Il faut forcer les gens à sortir de chez eux », disent-ils. Cette attitude combative, presque agressive, n'est pas pour plaire aux gens de la région, qui semblent peu concernés par l'activité des peintres et des acteurs qui font de Gargilesse un « village d'artistes », deux mois par an.

CL. D.

Folklore à Confolens

La petite cité charentaise de Confolens, est devenue, pour la dix-huitième fois, un lieu de rencontres internationales, une sorte de vaste caravansérail de la danse et du chant. Chaque jour jusqu'au 17 août, une des troupes donne une soirée de gala. Parfois, deux nations participeront à la même soirée. Ainsi, ce mardi, le Portugal et l'Union soviétique : mercredi, le Népal et la Tchécoslovaquie ; jeudi, la Finlande et la Roumanie : samedi, la Grande-Bretagne et le Maroc. — *(Corresp.)*

Culture

La Normandie souterraine de l'abbé Cochet

(Suite de la première page.)

Dès lors, et malgré sa santé fragile, il va s'atteler à la tâche, parcourant la Normandie en tous sens, déployant une activité prodigieuse d'archéologue « de terrain », publiant abondamment le résultat de ses travaux, d'une part, de sauveteur et de conservateur du patrimoine architectural et artistique de sa région, de l'autre, à une *époque* où, justement, les vitraux des églises de Rouen, le cloître de Jumièges, partent pour l'Angleterre.

Dans ce dix-neuvième siècle provincial, où il faut « *se contenter de lire dans le seul livre qui fût à notre disposition, le sol, ce volume de six mille ans...* », où l'absence de liaisons et de moyens pratiques pèse lourdement sur la recherche, Cochet a de l'archéologie une conception étonnamment moderne sur bien des points. Ce qu'il va chercher dans le sol, c'est « *une pensée, une idée, une phrase sur les mœurs antiques, les coutumes funèbres, l'industrie romaine ou barbare* ». Si l'archéologie est pour lui une affaire de goût, d'instinct, de tact, etc., ce goût, cet instinct, ce tact, ont besoin d'être éduqués, exercés. C'est une science. Il lui faut le travail sur le tas, en « *serf provincial qui travaille à la glèbe archéologique* », comme il se qualifie lui-même : il prône la surveillance incessante des chantiers, pour « *ne pas perdre ces mille détails si importants, mais si fugitifs, qui constituent toute la science des fouilles* ». Il note tout l'intérêt qu'il y a à examiner les objets encore en place, dans le milieu « *où les déposèrent les hommes des anciens jours* », parle de la *nécessité de décaper en finesse lorsqu'on* arrive à la couche antique, de l'importance d'un journal de fouilles tenu quotidiennement et du dessin des objets mis au jour. Toutes choses qui, aujourd'hui, constituent le BA BA *de l'archéologie, mais qui* n'étaient pas alors, tant s'en faut, pratique courante. Et l'abbé lui-même fut loin de suivre ses propres consignes...

En *fait*, il participait assez peu aux fouilles, n'intervenant généralement qu'après des découvertes fortuites, renseigné par les nombreux correspondants qu'il avait dans la région ; il laissait à des adjoints le soin de surveiller les chantiers et passait de temps en temps pour collecter les plus précieux objets et examiner les plus belles tombes.

On n'a pas non plus retrouvé de journal de bord tenu de sa main, et s'il dessinait sur le terrain, c'étaient des croquis hâtifs. Quant aux inventaires, il les faisait, non dans l'ordre des découvertes, mais selon l'importance qu'il leur attri*buait...*

***

Il reste que si les méthodes d'investigation furent souvent sommaires, les publications de Cochet *constituent, aujourd'hui encore, une* solide base de références pour les recherches archéologiques dans cette Normandie dont il a révélé la richesse en vestiges gallo-romains et mérovingiens.

Et puis, s'il s'intéressa d'abord à la « *bienfaisante conquête romaine qui dut produire sur les rudes et agrestes populations de la Gaule l'effet que produisit l'Espagne sur les Indiens du Nouveau Monde* », Cochet eut le grand *mérite de découvrir le premier, en* France, tout l'intérêt de l'époque mérovingienne et de cet art dit « barbare » considéré jusque-là comme décadent.

L'exposition anniversaire de la mort de l'abbé Cochet, au Musée départemental des antiquités de Rouen, a été l'occasion de tout un remaniement des salles, difficile compte tenu de l'exiguïté des lieux et du trop plein de collections que l'abbé a tant contribué à constituer.

Autour de la fameuse mosaïque gallo-romaine de Lillebonne, les responsables du musée ont réuni une partie de l'abondante correspondance de l'archéologue, quan*tité de documents et de publications* évoquant tour à tour l'homme, ses relations amicales ou de travail, ses contacts avec les notoriétés scientifiques de son temps, ses rapports avec Paris et l'Institut, *avec les préhistoriens* et archéologues français et étrangers... Mais surtout, on a tenté le regroupement des fouilles de Cochet par cimetière et par habitat, et la reconstruction, la plus complète possible, d'une dizaine de tombes gallo-romaines, celle de sept tombes mérovingiennes, bilan qui jusque-là n'avait jamais été entrepris.

Aux collections permanentes s'ajoutent des pièces permettant la confrontation de trouvailles faites par des contemporains de Cochet. Ainsi le plat d'argent de Graincourt (Pas-de-Calais), prêté par le musée du Louvre et mis en parallèle avec le plateau ovale au bord décoré en relief d'une tombe gallo-romaine de Lillebonne dont on possède la quasi-totalité du matériel : *quarante-cinq objets, plats, vases,* aiguières de bronze, d'argent... d'une qualité et d'une richesse exceptionnelles dans cette région.

Pour la période mérovingienne, avec les fibules, plaques-boucles, colliers et armes trouvés par Cochet à Envermeu, Londinières ou Douvrend, sont présentées des pièces provenant des fouilles de Troyon, à Bel-Air, de Baudot, à Charnay, de Wyllie, à Sairford. Deux trésors célèbres, celui de la tombe *de Childéric — près de la Bibliothèque* nationale — longuement étudiée par Cochet, le trésor de Pouan, du musée de Troyes — auquel il fit souvent allusion, — complètent l'exposition, en constituant le plus pieux hommage que l'on puisse rendre à celui qui sut si bien reconnaître, tant l'originalité des thèmes ornementaux des techniques de l'orfèvrerie cloisonnée, que le degré de perfection atteint par la métallurgie chez les *Francs.*

GENEVIEVE BREERETTE.

★ La Normandie souterraine - Musée départemental des antiquités de Rouen (jusqu'au 2 novembre).

— Le centenaire de l'abbé Cochet a fait l'objet d'un colloque international d'archéologie les 3, 4 et juillet, à Rouen, et également d'une petite exposition au château-musée d'Eu, où sont exposés les résultats des fouilles récentes du Bois-Labbé, lieu qui fut étudié en son temps par Cochet (jusqu'au 31 août).

Musique

Jean-Bernard Pommier, chef et soliste à Prades

Fidèle aux réticences de Pablo Casals vis-à-vis des tendances novatrices de la musique, le Festival de Prades propose traditionnellement des programmes consacrés avant tout à ceux que le XIXe siècle nommait déjà « les vieux maîtres ».

Cette année, les Solistes de Zagreb ont cependant introduit Kelemen, Martinu et Bartok, tandis que Christoph Eschenbach consacrait la seconde partie de son récital à Claude Debussy. Cela n'a pas manqué de susciter des controverses, mais il serait prématuré d'y voir l'amorce d'un tournant. D'ailleurs, pourquoi changer l'orientation d'un festival qui possède un public fervent dont l'âge moyen est moins élevé qu'on pourrait le croire ?

***

C'est seulement dans le choix des œuvres programmées qu'on pourrait souhaiter plus d'originalité. On relève cependant des exceptions : ainsi, le concert de clôture dirigé par Jean-Bernard Pommier — connu surtout comme pianiste jusqu'à présent, — qui proposait, à côté de la célèbre Symphonie Haffner, *le* Concerto en fa majeur K. 459 *de Mozart et* la Symphonie n° 99 *de Haydn, deux partitions admirables, fort peu connues, victimes, comme tant d'autres, des habitudes routinières de la plupart des interprètes lorsqu'ils constituent leur répertoire.*

Excellente pour la musique de chambre acoustique de l'église Saint-Michel de Cuxa convient moins bien à une formation symphonique ; de là, sans doute, un manque de légèreté, malgré un tempo assez vif dans la symphonie de Mozart. Peut-être aussi, J.-B. Pommier, qui le dirigeait pour la première fois, ne s'est-il pas assez attaché à faire travailler le Northern Symphonia du point de vue de la sonorité.

***

Remplaçant Alexis Weissenberg, prévu initialement, Jean-Bernard Pommier s'est ensuite mis au piano pour conduire le concerto de Mozart, et, du coup, sa gestique est devenue plus expressive, plus souple, et l'orchestre, s'accordant sur les couleurs de l'instrument principal, a trouvé son homogénéité. C'est encore en faisant de la musique qu'un interprète s'exprime le mieux. Mozart n'a jamais exécuté autrement ses concertos, et c'est dans des occasions comme celles-là qu'on mesure exactement le rôle qu'il a dévolu aux solistes : non seulement dialoguer avec l'orchestre, mais susciter, par l'exemple, la musicalité de chaque instrumentiste. On en arrive à oublier le pianiste, et c'est l'ensemble qu'on applaudirait chaleureusement si la tradition du festival n'interdisait de le faire avant la fin du concert...

Toutefois, une symphonie de Haydn bien interprétée, et surtout lorsqu'elle est peu connue, est un régal de gourmet; on en savoure chaque détail, comme s'il avait été placé là pour être découvert. Mais tout cela doit rester secret, n'en parlons donc pas.

GÉRARD CONDÉ.

Cinéma

« Al Capone »

Devenu producteur pour la Twentieth Century Fox, Roger Corman, à *qui on* doit une série de films sur la délinquance juvénile et le gangstérisme, a réussi à amener avec lui tout un climat, un certain factice, et d'abord ces couleurs bonbon acidulé qui marquaient ses productions de l'époque où il travaillait pour la petite firme American International. Corman semble évoluer dans un monde clos de bandes dessinées, et perpétue le mythe d'une Amérique où la violence est l'exutoire naturel des *laissés-pour-compte des mal-aimés*, des marginaux. Cela est lisible en filigrane, mais jamais clairement avoué.

Al Capone reprend la biographie du gangster italien qui mit en coupe réglée le Chicago de la prohibition des années 20. Harry Browne, le scénariste, et Steve Carver, le metteur en scène, n'ont pas cherché à enjoliver le personnage, un vrai minus, que Ben Gazzara, cet ancien de l'Actor's Studio, un peu empâté, interprète avec une cruauté et une veulerie impressionnantes. Plus remarquable encore, la composition de Harry Guardino du *Parrain*, dans le *rôle d'un patron momentané de Ca*pone. Susan Blakely est la petite amie du gangster. Le récit est ponctué, chronologiquement, à coups de dates s'inscrivant sur l'écran, un peu comme *le Milieu du monde*, d'Alain Tanner.

Steve Carver dépasse les clichés pour décrire l'impitoyable univers du racket qui fascinait tant Brecht. L'existence d'un style, d'une tradition, ceux de Corman et de l'American International, explique peut-être le succès de ce film de serie B bien enlevé. — L. M.

★ Elysées - Cinéma, Cluny - Ecoles (v.o.) ; Mistral, Cambronne, Rotonde, Caméo (v.f.).

RADIO-TÉLÉVISION

LES PROGRAMMES

« Le Monde » publie tous les samedis, numéro daté du dimanche-lundi, un supplément radio-télévision avec les programmes complets de la semaine.

MARDI 12 AOUT

CHAINE I : TF 1

20 h. 30, Les animaux du monde ; 21 h., Jeu : Le blanc et le noir ; 21 h. 45, Documentaire : La vie des estampes. Réal. R. Leenhardt ; 22 h. 45, IT 1 journal.

CHAINE II (couleur) : A 2

20 h. 35, Les dossiers de l'ecran, d'A. Jammot. « Gengis Khan », de H. Levin (1964), avec O. Sharif, St. Boyd, J. Mason, E. Wallach, F. Dorléac.

La vie de Témujin, guerrier qui tenta de réaliser, au début du treizième siècle, l'unité des tribus mongoles.

Débat : « Un grand conquérant ».

Avec la participation de MM. Louis Hambis, professeur au Collège de France ; Jacques Legrand, chargé de cours à l'Institut national des langues et civilisations orientales ; Owen Lattimore, membre de l'Académie des sciences de Mongolie ; Terbichym Tchimeddorj, secrétaire de l'ambassade de la République populaire de Mongolie en France ; et de Mme Nicole Vandier-Nicolas, professeur d'histoire aux Langues orientales.

23 h. 30, Journal de l'A 2.

CHAINE III (couleur) : FR 3

20 h. 25 (R.) Westerns, films policiers, aventures : « Furia à Bahia pour O.S.S. 117 », d'A. Hunebelle (1965), avec F. Stafford, M. Demongeot, R. Pellegrin.

L'agent secret O.S.S. 117 — inventé par Jean Bruce — doit découvrir, au Brésil, les auteurs de mystérieux attentats commis contre des personnalités politiques.

22 h. 10, FR 3 actualités.

FRANCE-CULTURE

20 h. (R.), Dialogues, par R. Pillaudin : « Justice et délinquance », avec R. Badinter et J. Léaute ; 21 h. 20, Concert à la salle des fêtes de la mairie de Gentilly : Quatuor n° 1, extrait (Fauré), Suite en mi mineur (J. Hotteterre), Planétorium (C. Mirceanu), Heptade (Jolivet), Strates (R. Lutz), Densité 21,5 (Varèse) ; 22 h. 30 (R.), *Mémoires improvisés de* P. Claudel, par J. Amrouche ; 23 h., De la nuit ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30 (S.), Festival estival de Paris, en direct de la *Sainte-Chapelle, œuvres de Léonin, Pérotin et Dufay*, par la Capella Monacensis, de Munich ; 22 h. 15 (S.), Autour d'un quatuor, par E. Chevalley : « Quatuor à cordes n° 8 en mi mineur opus 59 n° 2 » (Beethoven), « Partita pour violon solo n° 2 en ré mineur BWW 1004 » (Bach), « Trois pièces pour piano » (Brahms), cinq Lieder extraits du « Chant du cygne » (Schubert), « Sonate pour violon et piano n° 1 en la mineur opus 105 ; (Schumann) ; 24 h. (S.), Anonymes et sentimentales.

MERCREDI 13 AOUT

CHAINE I : TF 1

20 h. 30, Dramatique : « Alouqa ou la comédie des morts », d'après J.-L. Bouquet. Adapt. F. Lacassin. Réal. P. Cavassilas, avec J. Martin, M. Vialle, C. Hubeau, K. Blanguernon.

Des comédiens sont appelés, par l'ancien domestique d'une grande famille éteinte, à jouer, pour lui seul, sous forme de représentation théâtrale, les rôles de ses ancêtres. Mais la comédie devient réalité.

22 h., Emission médicale : Atomes et médecine, de P. Desgraupes, I. Barrère et E. Lalou ; 23 h., IT 1 journal.

CHAINE II (couleur) : A 2

20 h. 35, Série : Le justicier. « Piégé » ; 21 h. 30, Documentaire : Histoires vécues. « L'éternel survivant ».

Qui est Martin Gray ?

22 h. 35, Journal de l'A 2.

CHAINE III (couleur) : FR 3

20 h. 25 (R.), Les grands noms de l'histoire du cinéma : « Entente cordiale », de M. L'Herbier (1939), avec G. Morlay, V. Francen, A. Marchal, P. Richard-Willm, B. Lancret, J. Worms. (N.)

Au début du vingtième siècle, la réalisation de « l'Entente cordiale », dont le roi d'Angleterre, Edouard VII, et le ministre français des affaires étrangères, Delcassé, furent les promoteurs.

22 h. 25, FR 3 actualités.

FRANCE-CULTURE

20 h. (R.), Autoportrait : Pol Bury ; 21 h. 30, Musique de chambre : « Fantaisies n° 10, 11, 12 » (Telemann), « Quatuor à cordes » (P. Hasquenoph), « Sonate n° 9 en ré majeur K 311 » (Mozart) ; 22 h. 30 (R.), Mémoires improvisés de P. Claudel, par J. Amrouche ; 23 h., De la nuit ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30 (S.), Anthologie des orchestres de Radio-France, par C. Guy : Orchestre national au Théâtre des Champs-Elysées (1968), « la Dame de pique », prélude (Tchaïkovski), « Symphonie n° 5 » (Prokofiev), « Musique funèbre » (Primovs Ramovs), « Sarka » (Smetana), « Symphonie n° 7 » (Prokofiev) ; 22 h. 15 (S.), Autour d'un quatuor, par E. Chevalley (Brahms, Schumann, Schubert, Bach) ; 24 h. (S.), Anonymes et sentimentales, par J. Markovitz et S. Darmagnac.

— VU —

Les héros sont divisés

Garibaldi a trouvé refuge à Montevideo : la République du Rio-Grande du Sud n'existe plus : les grands propriétaires terriens qui l'avaient proclamée se satisfont de l'autonomie octroyée par le pouvoir impérial brésilien. « Jose » Garibaldi devient gaucho, commerçant : n'importe quoi, la désillusion pour un révolutionnaire. Les compagnons de Jeune Italie tentent de lui faire ressentir la part des choses entre nationalisme et internationalisme, révolution et lutte armée. A Montevideo, le centurion est au repos. Mais le débat qui s'instaure peut très aisément se transposer : on est, par exemple, en 1972, en Angola ; autour de la table, Gonçalves, Spinola, Carvalho... *Le monde est devenu trop grand pour l'Europe ; c'est dans la mère patrie qu'il faut changer l'ordre des choses.*

Quatre siècles auparavant, l'Europe chrétienne, exangue, regardait vers l'Afrique et vers les « Indes » pour agrandir le royaume de Dieu. Des aventuriers, un Génois nommé Colomb et un certain capitaine Alonso, rêvaient de partir vers les îles lointaines, vers l'or de Cipango (« Comme un vol de gerfauts...). Ils doivent, comme les prêtres, comme la reine Isabelle la Catholique, mettre Dieu de leur côté. Dans un monde inexpliqué — où la science commence à affronter la foi, et où le peuple se tait, — Dieu est le siège de tout pouvoir, de toute légitimité. Dieu est le double légitime de l'homme aux dimensions étriquées. Et les conquistadores sont forcés de porter son emblème pour faire triompher l'homme contre les limites du dogme, comme Galilée, qui vivra, comme Giordano Bruno, qui mourra. Bientôt, en effet, l'esprit de doute fera triompher l'inquisition.

clercs, au Moyen-Age finissant. Christophe Colomb, *rend compte du débat, de la dialectique des aventuriers, des puissants et des clercs, au moyen-âge finissant. Ce qui paraît poésie, métaphore, venant d'un auteur contemporain, est sans doute langage réaliste, prêté à de tels personnages. Tout autre point de vue serait prosaïque. La pièce de* Dario Fo, *par exemple,* Isabelle, Trois Caravelles et un charlatan, *si elle dévoile, en termes d'aujourd'hui, les arrière-pensées de l'impérialisme naissant, efface la dimension charismatique de l'aventure même pour matérialiste ; c'est une erreur.*

La mise en images de Cavassilas, en pseudo-cinémascope, réduction de l'écran qui pourrait paraître gratuite, installe une distance irréversible entre ces hommes du Quattrocento — devenus héros hollywoodiens par le simple jeu des formes — et le spectateur d'aujourd'hui : les images semblent justifier le langage ; elles en effacent même, par leur propre outrance, l'outrance.

La tentative est splendide, mais aussi arbitraire que le « néo-réalisme » de Franco Rossi, qui filme Garibaldi avec des scrupules rosselliniens, et des tentations sergioléoniennes, expression d'une rude contradiction, peut-être celle du héros.

MARTIN EVEN.

FRANCE - ISLANDE SUR TF 1

● TF 1 retransmettra, le 3 septembre à 20 h. 30, la rencontre de football France-Islande, qui aura lieu à Nantes dans le cadre de la Coupe d'Europe des nations (matches retour).

UN JEU REMPLACE LE FEUILLETON D'A 2

● « *Y a un truc* », un jeu de Bernard Majaix, remplacera le feuilleton quotidien d'Antenne 2 programmé à 19 h. 45 à partir du 15 septembre.

Les régions

Les Français hors de chez eux

CAP D'AGDE

Port-Nature, la ville dont les citoyens sont nus

Si les vins de l'Hérault se vendent mal, ce qui met les viticulteurs en colère, le soleil, le sable et la mer de ce département, eux, se vendent bien.

De La Grande-Motte à Valras-Plage, c'est la cohue. Sur ces rivages autrefois tranquilles, où, dans les roseaux des marécages, des chasseurs, indifférents aux piqûres de moustiques, faisaient se lever les canards sauvages, on assiste aujourd'hui à la transposition temporaire, mais frénétique, du surpeuplement urbain. Les stations nouvelles, décors sophistiqués pour les opérettes estivales, comme le Cap-d'Agde, ou concentrations sarcelliennes, comme La Grande-Motte, ont fait le plein. Le Languedoc-Roussillon, dont on doutait des attraits, a désormais sa clientèle.

Sur cette bande côtière envahie par les foules venues de tous les coins d'Europe, Port-Nature, à quelques kilomètres d'Agde, apparaît comme une oasis de tranquillité. Une oasis et un ghetto. Car ne peuvent y accéder que ceux et celles qui ont choisi de vivre nus le temps de leurs vacances.

Le naturisme, dont les statistiques affirment qu'il gagne chaque année 20 % d'adeptes, a coiffé le système promoteur.

Habileté commerciale de bâtisseurs désireux d'exploiter les goûts d'une clientèle particulière et relativement aisée ; souci de fournir aux tenants d'une certaine philosophie un cadre de vacances adapté et confortable ; décision intelligente d'un maire qui entend cantonner le nudisme dans des limites strictes afin de décourager l'exhibitionnisme que d'autres se disent incapables de contrer ? Tels furent sans doute les éléments qui permirent de construire cette petite ville dont les citoyens sont nus.

Un récent sondage de l'Express nous a appris que 76 % des Français n'étaient pas choqués par l'apparition sur une plage d'une femme sans soutien-gorge, que 46 % considéraient que le nudisme était « un comportement un peu bizarre mais qui ne choque pas » et que 31 % le considéraient comme « une réaction saine contre la vie moderne ». La même étude ayant révélé que 60 % des personnes interrogées souhaitaient que le nudisme soit autorisé « mais seulement dans des endroits réservés », il semble bien que Port-Nature ait trouvé a posteriori ses justifications morales et sociales.

L'accès aux villas et aux appartements de Port-Nature n'est accordé qu'aux couples ou aux familles titulaires de la carte de la Fédération française de naturisme et qui se conforment au règlement en vigueur dans les zones naturistes. Les contrôles à l'entrée de la station sont suffisamment stricts pour décourager les voyeurs de tout acabit et les curieux qui voudraient venir là comme au zoo. La Fédération française de naturisme tient d'ailleurs à jour une liste verte des indésirables, qu'ils soient détraqués sexuels ou célibataires des deux sexes, à la recherche d'aventures.

Les « textiles »

Port-Nature est avant tout un ensemble immobilier planté sur une plage de sable fin, géographiquement isolé des plages « textiles », c'est-à-dire celles où l'on porte encore des maillots de bain.

Cette station naturiste comportera, quand elle sera achevée, en 1977, mille logements répartis entre un village de bungalows et une « colline », immense immeuble en « Y », composé sur trois étages d'appartements en espaliers offrant le maximum d'ensoleillement.

Actuellement, les installations déjà réalisées comptent quatre cent quarante et un logements et cent soixante-douze villas vendus soit à des naturistes, soit à des investisseurs, qui ont confié la gestion de leurs propriétés à SOGENAT.

Pour avoir passé quarante-huit heures dans cette cité, où tout le monde porte ce que le chansonnier Jean Amadou appelle le « costume de vérité », nous pouvons assurer que l'ambiance n'a rien de malsain ou d'équivoque.

Si l'on croise dans un village, où la nudité abolit tous les signes extérieurs de différence sociale, de belles jeunes femmes et des hommes aux proportions dignes des canons grecs, on rencontre aussi quantité de gens d'âge mûr, qui, vêtus, seraient plus à leur avantage.

Poitrines insolentes d'adolescentes, ou seins en déroute de sexagénaires, chairs fermes ou flasques, peaux lisses ou cellulitiques ne sont en fait remarqués que par les transfuges récents de l'univers « textile » admis à pénétrer dans le district privé.

Les résistants

Au bout de quarante-huit heures de séjour, on ne s'aperçoit même plus que la maîtresse de maison qui vous sert le thé ou le voisin de villa qui vous a convié à une partie de joker ne portent, la première qu'un bracelet d'or, le second que des lunettes de soleil. Vêtu d'un maillot de bain, l'invité se trouve soudain indécent, dissimulateur, rétrograde, honteux comme un voyeur qu'on tolère. Le lendemain, il laissera au vestiaire, avec ses préjugés, sa dernière pièce de vêtement, et s'en ira au solarium pour que se dissipe la blancheur inquisitrice d'un fessier qui dénonce sa trop récente conversion.

Au supermarché, dans les boutiques, à la banque, au bar, au restaurant, rares sont ceux et celles qui décident de dissimuler un moment leur nudité. Du coup, le personnel de la réception, les secrétaires, les vendeuses, les serveurs, et même les femmes de ménage, ont choisi de faire comme tout le monde. La marchande de journaux, les jardiniers et quelques gérantes de boutiques se cramponnent encore à leurs robes ou à leurs shorts, ce que les naturistes, ennemis de tout sectarisme, admettent d'autant plus aisément que très rares sont les « textiles » introduits dans leur cercle qui résistent plus d'une semaine à la loi commune.

Parmi ces résistants, M. Leroy-Beaulieu, maire d'Agde, que l'on aimerait voir vêtu de sa seule écharpe tricolore, a parfaitement compris le fait naturiste. « C'est une tendance qui se développe, dit-il. Il ne convient pas de la contrer. Mais de la canaliser, d'agir en sorte que les naturistes soient protégés de la curiosité malsaine, et que ceux qui réprouvent, pour des raisons de moralité ou de décence, le nudisme ne courent pas le risque de les rencontrer. Agde a une tradition naturiste. Un camp existe ici depuis vingt ans, mais la création de Port-Nature, où se trouvent actuellement près de deux mille personnes, nous a conduit à innover en matière de réglementation. Nous sommes des pionniers, et entendons faire respecter toutes les libertés, y compris celle de vivre nu, à condition que la morale et l'ordre public n'en soient pas troublés. »

On compte à Port-Nature 45 % de Français, 35 % d'Allemands, 10 % de Belges, mais aussi des Anglais, des Hollandais, des Tchèques, des Suisses et même des Chiliens, vivant tous en parfaite intelligence, ce qui tend à prouver que l'homme nu n'a pas de patrie, et que son Dieu, de tous visible, est le Soleil.

MAURICE DENUZIÈRE.

NOGENT-LE-ROTROU

La rue ne veut plus être prise pour une route

Cela recommencera le 15 août, et à la fin du mois, et l'an prochain... A Nogent-le-Rotrou (Eure-et-Loir), il y avait par moments, lors des grands départs du début d'août, une file de voitures longue de 5 kilomètres à l'entrée de la ville. Nogent-le-Rotrou, « bouchon » bien connu des Parisiens en route vers l'Ouest, une sorte de ville martyre de la circulation.

Nichée au creux des collines du Perche, au carrefour de deux axes routiers, Orléans-Alençon et Paris-Le Mans, Nogent est, à 150 kilomètres de la capitale, un point de passage obligé de ceux qui ont choisi la Bretagne ou les côtes de l'Atlantique. Le trafic y est particulièrement dense, même en dehors des périodes de congés. La gendarmerie locale dispose bien d'un système de délestage automatique, mais rien n'y fait : les « bouchons » se reforment et, chaque jour, en moyenne, douze mille véhicules traversent la ville, en empruntant la route nationale 23.

Pour les riverains, c'est l'enfer : quarante-cinq à soixante-cinq décibels en permanence dans les maisons, sans compter les coups de frein un peu brusques. « On ne vit plus », raconte un couple d'une quarantaine d'années. Dépression nerveuse, cachets pour dormir...

Au bruit s'ajoute la pollution. Noircies par les gaz, les maisons sont peu à peu abandonnées. Au dernier recensement, une sur deux était inhabitée. Elles ne valent d'ailleurs plus grand-chose. L'une d'entre elles, d'une valeur de 60 000 F, n'a récemment trouvé acquéreur que pour 25 000 F.

Enfin, il est de plus en plus périlleux de s'aventurer dans les rues Giroust, Villette-Gaté et Gouverneur. Sept Nogentais y ont trouvé la mort ces dernières années. Récemment, une sœur a été coincée par un poids lourd contre la façade de l'Immaculée-Conception. Elle a été tué sur le coup. A cet endroit, le trottoir mesure exactement 22 centimètres de large. Un peu plus loin, on n'a pas hésité à le supprimer complètement pour permettre aux « 12 tonnes » de se croiser. Malgré cela, des vitrines sont régulièrement défoncées et des façades endommagées. Un riverain, particulièrement mal placé, protège le pignon de sa maison par une barrière métallique blindée, véritable garde-fou contre les camions.

« Voilà vingt ans que nous demandons une déviation » raconte une vieille dame qui, chaque jour, voit défiler trois mille semi-remorques sous ses fenêtres. Mais, jusqu'à présent, la protestation s'était limitée à quelques pétitions et s'était heurtée à la crainte de certains commerçants de voir s'évanouir une clientèle de passage. Les choses ont changé lorsque, en mai dernier, une jeune fille de vingt-deux ans, sur son vélomoteur, a été renversée et tuée par un poids lourd.

Reçu à la sous-préfecture en juin, le comité d'action pour la déviation de Nogent ne reçoit qu'une réponse évasive. Pendant une demi-heure, la RN 23 est barrée devant l'église. On distribue des tracts aux routiers, qui se montrent compréhensifs. Le 20 juin, un millier de Nogentais manifestent à l'appel du comité d'action. Cette fois, M. le maire est présent avec ses administrés. Sur les pancartes, on peut lire : « Halte au bruit ! », « Sept morts, c'est trop », « Nous voulons une déviation. »

Un projet existe, qui prévoit le contournement de Nogent par le nord. Grâce aux efforts du maire, M. Robert Huwart, socialiste indépendant, la moitié du parcours est même financé pour 25 % par la région Centre, 55 % par le département d'Eure-et-Loir, et 10 % par la commune. Reste l'autre moitié. En raison de l'effort consenti par les collectivités locales, le conseil municipal souhaite que les 20 millions de francs de crédits encore nécessaires soient entièrement pris en charge par l'Etat. Ne s'agit-il pas, après tout, de dévier une route nationale ?

L'autoroute en fin d'année

Au ministère de l'équipement, on fait valoir que l'autoroute Paris-Chartres sera prolongée jusqu'à La Ferté-Bernard, à une vingtaine de kilomètres au sud-ouest de Nogent, à la fin de l'année. Cela devrait permettre de réduire de moitié le trafic sur la R.N. 23. « Mais ce seront essentiellement les voitures de tourisme qui emprunteront l'autoroute, répond un hôtelier, c'est-à-dire la partie du trafic favorable au commerce nogentais. Les transporteurs, eux, refusent de payer le péage. Et les chauffeurs préfèrent s'arrêter aux « routiers » du coin que dans un Jacques Borel. » La plupart des riverains de la nationale partagent cette opinion. L'autoroute ne résoudra rien.

L'affaire en est là. Après les manifestations du mois de juin, une délégation du conseil municipal, avec le député de l'arrondissement, a été reçue au ministère. Les pouvoirs publics auront-ils été sensibles aux appels de plus en plus pressants de la population ? A la mairie, on a bon espoir de voir les crédits débloqués à l'occasion du prochain exercice budgétaire. Les travaux du deuxième tronçon pourraient donc commencer d'ici deux ans, et la déviation pourrait être mise en service d'ici à 1979.

Mais en attendant... Chaque jour, pour aller au stade, le professeur de gymnastique devra faire accomplir à ses vingt élèves sourds-muets une difficile traversée. Chaque jour, ils seront un peu moins à risquer leur vie pour une baguette de pain. Les commerces ferment les uns après les autres, faute de clients. Les gens du pays n'osent plus venir. Les voitures de passage ne peuvent pas s'arrêter, ce qui explique le consensus de plus en plus large pour la déviation.

Les Nogentais sont décidés à aller jusqu'au bout pour obtenir gain de cause, mais « sans violences ni déprédations », assure le président du comité d'action. « Tant que les travaux ne seront pas achevés, nous continuerons la lutte. » Pour que, peut-être, d'ici quatre ans, les habitants des rues Giroust, Villette-Gaté et Gouverneur puissent découvrir enfin les joies du sommeil. — D. P.

DE PARIS EN PROVINCE

Antibes

PAS DE VAGUES POUR LES TOURISTES

« D'abord, il n'y a pas eu de fête. Ensuite, il n'y avait pas d'écologie. Enfin, il n'y avait pas de participants », a écrit un censeur sévère sur le « cahier d'expression » mis à la disposition du public. « Ça fait rien, il fallait le faire », lui a répondu une page plus loin un militant sûr de son combat.

La « grande fête écologique au soleil », qu'organisaient à Antibes, du 2 au 7 août, le Mouvement écologique national, les Amis de la terre et diverses autres associations, avec le concours de la Maison des jeunes et de la culture de Super-Antibes, a connu, en effet, un relatif échec. Mais l'idée de ce rassemblement estival sur la côte, où les problèmes de pollution et d'environnement sont exemplaires et où, surtout, il apparaissait possible de toucher le grand public des vacanciers, méritait pourtant d'être encouragée. Le programme annoncé ne manquait pas d'attrait avec des débats, de l'artisanat, une exposition sur les technologies douces, des spectacles animés par des chanteurs et des groupes pop...

Or le public de la plage ne s'est pas dérangé. Sur les deux mille à deux mille cinq cents personnes qui, selon les organisateurs, se seraient déplacées en six jours, la grande majorité étaient des habitants de la région. Des tentatives faites pour sensibiliser les touristes dans un super-marché proche des lieux de la fête se sont heurtées à une indifférence à peu près complète et, quelquefois, agacée (« Nous sommes là en vacances, ne les gâchez pas avec vos histoires »). Ni le docteur Alain Bombard, venu parler des problèmes de la pollution marine, ni le professeur René Dumont, qui anima un débat sur l'inégalité des échanges internationaux et auquel près de cinq mille électeurs des Alpes-Maritimes avaient pourtant donné leur suffrage l'an dernier au premier tour des élections présidentielles, n'eurent droit à un auditoire très fourni.

Certaines circonstances matérielles peuvent expliquer cette désaffection et, en premier lieu, la médiocrité du site où s'est déroulée la manifestation : un plateau pelé, écrasé par la canicule, loin de la ville, entre une autoroute et une décharge d'immondices. Tout le monde n'en aura pas saisi le symbolisme (« Un terrain bien choisi, sordide à souhait, l'envers du décor »)...

GUY PORTE.

Transistors bruyants : IL SUFFIT D'APPLIQUER LES TEXTES

Interrogé une nouvelle fois sur les « méfaits » des postes individuels à transistors dans les lieux publics, notamment sur les plages ou au bord des piscines, le ministre de la qualité de la vie vient de rappeler qu'il existe des textes et qu'il suffit de les appliquer. Il déclare ceci dans le Journal officiel du 7 août :

« L'utilisation dans les lieux publics et les transports en commun de machines parlantes telles que les postes à transistors, les magnétophones portatifs, etc., constitue une atteinte à la tranquillité d'autrui, sauf dans le cas où des écouteurs individuels remplacent les haut-parleurs.

» Les textes en vigueur et, en particulier, les règlements sanitaires départementaux paraissent bien adaptés pour permettre la lutte contre ce type de nuisance. Il est effectivement opportun d'attirer l'attention sur ces textes en vue d'en accroître l'efficacité.

» Le ministère de la qualité de la vie va s'y employer à l'occasion de la prochaine saison touristique estivale. »

Paris

MERCI, MONSIEUR WALLACE

En ces temps de canicule comment les Parisiens et leurs invités de l'été n'auraient-ils pas eu une pensée pour Sir Richard Wallace, ce philantrope britannique du siècle dernier qui, après avoir subventionné les ambulances militaires de la guerre de 1870, décida de permettre aux habitants de la capitale de boire à leur soif et sans bourse délier ? Il commanda à leur intention une centaine de fontaines qui firent bientôt partie du paysage parisien.

On a l'impression qu'elles ont peu à peu disparu. Ce n'est pas vrai, répondait au printemps dernier le préfet de Paris, qui en faisait le décompte : « La Ville de Paris possède soixante-deux fontaines Wallace, dont quarante-huit fontaines grand modèle, treize fontaines petit modèle et une fontaine-applique ». Cette dernière, la plus originale, est fixée sur un mur de la rue Geoffroy-Saint-Hilaire, dans le cinquième arrondissement, à l'angle de la rue Cuvier.

Un conseiller de Paris a posé une autre question : pourquoi ne pas rétablir les gobelets retenus par une chaînette, dont étaient dotées jadis les fontaines ? Le préfet s'est retranché derrière les règlements sanitaires, qui exigeraient que les gobelets soient nettoyés à l'eau chaude.

Oublions donc les gobelets, mais gardons les fontaines. Elles sont plutôt plus belles que tous les éléments du « mobilier urbain » installés depuis peu dans la capitale (quelle tristesse ce beige de nos nouvelles corbeilles à papier !) et permettent d'oublier qu'un verre d'eau dans un café de Paris vaut désormais une fortune.

Poitou-Charentes

LES ÉTRANGERS « ÉTALENT »

QUARANTE ET UNE stations de vacances de la région Poitou-Charentes-Vendée, quinze sur le littoral, vingt-six à l'intérieur des terres, ont accepté de participer cette année à la campagne d'étalement des vacances préconisée par le secrétariat d'Etat au tourisme. Des réductions ont été consenties dans les hôtels pour qui voulait bien venir en mai, juin et septembre, le programme des manifestations sportives ou culturelles a été renforcé et surtout un important effort d'information a été fait par la délégation régionale au tourisme à grand renfort de dépliants, d'expositions itinérantes et de contacts auprès des agents de voyages.

Pour la délégation régionale, les premiers résultats sont jugés encourageants, sinon exemplaires, mais on préfère parler d'un allongement de la saison plutôt que d'un véritable étalement des vacances. Aucune analyse scientifique sérieuse n'est bien entendu possible, mais quelques sondages, ici et là, donnent des indications assez précises.

D'une année à l'autre, par exemple, la fréquentation des bacs qui assurent la liaison entre l'île de Ré et le continent s'est accrue (623 000 passages en mai et juin 1975 contre 580 000 en 1974). Le nombre des touristes qui se sont rendus à l'île d'Aix a presque doublé et le pont d'Oléron a été franchi par plus de 115 000 automobilistes au lieu de 91 000 l'an dernier durant la même période.

Les gérants de terrains de camping avancent une augmentation de 10 à 15 % de leur clientèle toujours pour les mois de mai et juin et les hôteliers 15 % en moyenne. Sur l'île d'Oléron, on estime que la fréquentation touristique a été sensiblement égale en 1974 et en 1975, mais à Royan on annonce avec optimisme 65 % de clients en plus durant le mois de juin. La côte Atlantique n'a pas été la seule à bénéficier de cet afflux supplémentaire de touristes. En Charente, les villages de vacances et les gîtes ruraux ont connu une augmentation de 25 % du taux d'occupation.

Mais une dernière constatation vient vite tempérer tous ces chiffres. Partout on indique que ces vacanciers de mai et juin sont dans quatre cas sur cinq des touristes étrangers, Allemands, Anglais ou Hollandais, Japonais quelquefois. Les Français prennent donc à domicile une leçon d'étalement de vacances.

J.-M. AUDINEAU.

Saint-Pierre-en-Port

LA PLAGE A DISPARU

SAINT-PIERRE-EN-PORT, une petite station de la côte normande près de Fécamp. Les habitués de la plage, qui occupent pour la plupart des résidences secondaires, viennent de faire circuler une pétition qui a recueilli un millier de signatures en une journée. Ils protestent contre « la disparition quasi totale des galets » sur le bord de mer.

Ils affirment que depuis une quinzaine d'années, le ramassage systématique des galets à l'aide de grues et de camions représente un « véritable pillage » du rivage. Ils ont plusieurs fois alerté les pouvoirs publics mais aujourd'hui il faut bien se rendre à l'évidence : depuis trois ans les plages de la côte disparaissent : presque complètement à St-Léonard-Grainval et à Fécamp, Veulettes, Yport, Etretat ou Saint-Pierre-en-Port on a dû les protéger artificiellement par des digues qui ne font pas partout l'unanimité.

Dans certaines stations le ramassage industriel des galets est aujourd'hui interdit, notamment à Saint-Pierre-en-Port. Mais le mal est fait. Les pétitionnaires ont finalement soulevé le problème général posé par la raréfaction des matériaux de construction et la véritable chasse aux cailloux à laquelle sont obligés de se livrer les entrepreneurs.

J.-C. SOYER.

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

— À PROPOS DE... —

LA NOUVELLE POLITIQUE DE L'ÉQUIPEMENT

Les ingénieurs et la nature

La direction des routes au ministère de l'équipement a décidé de rendre systématiques les études *d'environnement* et de paysage à chacune des phases d'élaboration des projets routiers.

Une circulaire va être envoyée à tous les services, précisant que l'étude d'impact devra être intégrée au dossier d'inscription, à l'avant-projet sommaire et au projet détaillé. *C'est ce qu'indique* M. Alan Spake, chef de l'arrondissement « environnement et paysage » au ministère de l'équipement, dans un article publié par la revue « Equipement, logement, transports » (1).

Ainsi les ingénieurs de l'Etat prennent-ils les devants. Après avoir combattu pied à pied et pendant des années le projet de loi sur la protection de la nature qui rend obligatoire l'étude d'impact sur l'environnement pour tous les grands équipements publics, ils s'inclinent. Ils ont senti la détermination du pouvoir politique de faire adopter cette loi essentielle dès la prochaine session parlementaire. Mais ils auraient pu attendre que le texte soit voté et ses décrets d'application publiés. Cela leur donnait plusieurs mois de répit. Prévoyants, ils ont préféré préparer la voie, aplanir les difficultés inévitables qui vont accompagner l'application de cette nouvelle législation. Les études d'impact, en effet, demanderont de l'argent, des spécialistes, du temps, des procédures supplémentaires.

La réaction des ingénieurs de l'équipement prouve que dans leur vaste et puissante corporation le vent est en train de tourner. Les indices ne manquent pas. En 1973, par exemple, un élève de l'Ecole nationale des ponts et chaussées a choisi pour son travail de fin d'études un thème qui aurait stupéfait ses aînés : « les éléments qualitatifs dans les études d'autoroutes ». *Ces éléments étant la nature et l'environnement. Dans les directions départementales de l'équipement on rencontre maintenant un nouveau genre de directeur. Des garçons de moins de quarante ans, dynamiques et compétents, mais qui ont compris que l'on ne pouvait plus laisser bétonner l'Hexagone à tort et à travers. Des hommes qui ne se barricadent plus derrière l'utilité publique et la règle à calcul quand on leur parle d'écologie. En Vendée, dans le Lot, ailleurs encore, ils montrent le nouveau visage de l'équipement : celui qui est respectueux de la nature et des hommes.*

Au-dessous d'eux, dans l'échelle administrative, se trouvent les ingénieurs des travaux publics de l'Etat. Leur école est encore plus « en pointe ». On ne compte plus les élèves qui choisissent pour travail de fin d'études un sujet lié à l'environnement. On y lit même volontiers la presse « écologique ».

Ces jeunes ingénieurs vont rejoindre leurs anciens — ils sont quatre mille — dans les directions départementales de l'équipement où ils sont souvent chefs de subdivisions. Dire qu'ils y trouveront de farouches défenseurs de la qualité de la vie serait exagéré. Un ingénieur est d'abord passionné par la qualité de l'ouvrage qu'il conçoit et exécute. Mais de plus en plus — et souvent sous la pression des associations — il est amené à s'interroger sur les dogmes des années passées qui voulaient, par exemple, qu'une route soit nécessairement un bien en soi.

Dans le dernier numéro de T.P.E. *(2), le bulletin de l'association des ingénieurs des travaux publics, entièrement consacré cette fois aux équipements touristiques, on peut même lire des propos surprenants.* « L'équilibre et sans doute la survie de l'homme de demain exigent que les espaces naturels soient sauvegardés », *écrit l'éditorialiste, M. Roger Ribotto. Et encore :* « Réaliser des villages de vacances est prioritaire, construire des ports de plaisance ne l'est pas. Y aura-t-il un jour une politique sociale du tourisme ? » *Le numéro spécial est ensuite rempli d'articles rédigés par des écologistes ou des amis de la nature qui plaident pour des équipements touristiques respectueux de l'environnement. Fera-t-il scandale dans la corporation ?* « Nullement, *dit le directeur de* « T.E.P. », mais il hâtera une prise de conscience qui est en cours. » *Les ingénieurs seraient-ils en train de se réconcilier avec la nature ?*

MARC AMBROISE-RENDU.

(1) *Equipement, logement, transport*, 32, avenue du Président-Kennedy, 75016 Paris, n° 94, mai-juin 1975.

(2) *T.P.E.*, 163, rue Saint-Honoré, 75001 Paris, n° 37, deuxième trimestre 1975.

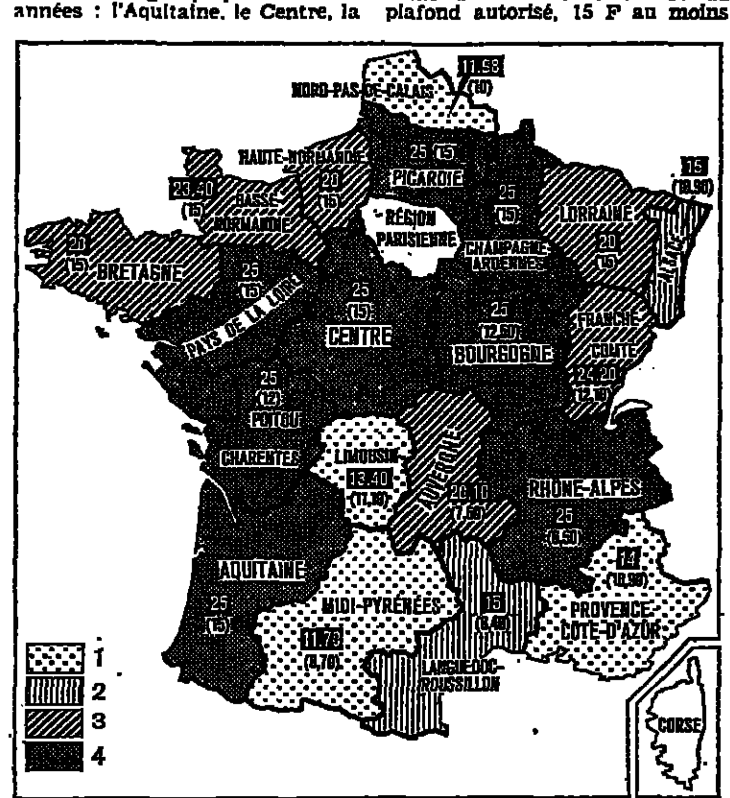
ASSEMBLÉES RÉGIONALES

Huit champions pour les impôts 1975

Répondant à une question écrite de M. Pierre-Bernard Cousté, député (app. U.D.R.) du Rhône, le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, commente dans le *Journal officiel* du 9 août les budgets et *les impôts votés par les régions en* 1974 et 1975.

La loi de 1972 prévoit que les régions ne peuvent pas voter les impôts qu'elles veulent. Elle indique notamment : « *Le total des ressources fiscales que chaque établissement public peut recevoir est limité à 25 francs par habitant dénombré dans la circonscription au dernier recensement général. Cette limite est fixée à 15 francs pour le premier exercice.* »

La carte ci-jointe montre que *neuf régions ont atteint, pour le* premier exercice budgétaire, le plafond autorisé et huit pour 1975. Toutefois, seules cinq régions figurent dans ce groupe pour les deux années : l'Aquitaine, le Centre, la Champagne-Ardenne, les Pays de la *Loire et* la *Picardie.*



1. Inférieur à 15 francs ; 2. de 15 à 19,9 francs ; 3. de 20 à 24,9 francs ; 4. égal à 25 francs. En chiffres blancs sur fond noir : prélèvement fiscal par habitant pour l'année 1975 ; les chiffres entre parenthèses rappellent le montant de ce prélèvement en 1974.

Quatre établissements publics régionaux qui avaient décidé le prélèvement fiscal maximum en 1973-1974 n'ont pas atteint cette limite en 1975, tout en élevant pourtant le montant par habitant des impôts votés : la Bretagne (20 francs), la Lorraine (20 francs), la Basse-Normandie (23,40 francs) et la Haute-Normandie (20 francs).

En revanche, trois régions : la Bourgogne, le Poitou-Charentes et Rhône-Alpes ont décidé de prélever 25 F par habitant en 1975, alors qu'au cours de l'exercice précédent, période de démarrage, deux d'entre elles avaient préféré se situer à un niveau moyen (Bourgogne : 12,50 F ; Poitou-Charentes : 12 F) et la troisième, Rhône-Alpes, au dernier rang, avec un prélèvement par habitant *de 6,50 F.*

Mise à part cette dernière région, les établissements publics régionaux qui ont voté en 1973-1974 le prélèvement fiscal le plus faible, soit 10 F au moins par habitant, sont l'Auvergne (7,60 F), *le Languedoc-Roussillon (8,40 F)*, le Midi-Pyrénées (8,70 F) et le Nord-Pas-de-Calais (10 F). Pour l'exercice suivant, l'Auvergne a sensiblement augmenté le montant par habitant de ses ressources fiscales (20,10 F), alors que *les trois autres régions se maintiennent* en 1975 dans le groupe de celles qui lèvent le moins d'impôt, soit, compte tenu du relèvement d'une année à l'autre du plafond autorisé, 15 F au moins par habitant. Ce groupe comprend ainsi, *outre* le Languedoc-Roussillon (15 F), le Midi-Pyrénées (11,70 F), le Nord-Pas-de-Calais (11,98 F), le Limousin (13,40 F) et la Provence-Côte d'Azur (14 F).

Pour financer leur budget, les régions font également appel à l'emprunt pour lequel la loi ne fixe pas de plafond. « *Il convient de souligner à ce sujet*, note le ministre, *qu'au cours de leurs deux premiers exercices les établissements publics régionaux ont su, d'une façon générale, faire preuve de prudence. Entre 1974 et 1975, les régions qui recourent le plus souvent à l'emprunt sont surtout celles qui font aussi largement appel à l'impôt : l'Aquitaine, la Bretagne, les Pays de la Loire, la Picardie et le Poitou-Charentes.* »

Une mention spéciale doit être faite pour la Corse, qui ne figure pas dans cette carte. En 1973-1974, l'établissement public régional de la Corse a seulement enregistré le produit de l'impôt d'Etat transféré (taxe sur les permis de conduire) sans en modifier le taux. En 1975, il a élevé modérément le taux de la taxe *sur le permis de conduire, choisi* les taux les plus faibles pour les deux taxes additionnelles sur les cartes grises et les droits de mutation et renoncé à la taxe régionale.

District parisien

CHAMPLAN : UNE COMMUNE SOUS LES FILS

Dans l'Essonne, le comité de défense de Champlan et des riverains de Palaiseau, constitué il y a trois ans pour lutter contre le développement des nuisances dans cette petite commune, dénonce « *les travaux monstrueux effectués par E.D.F. à la faveur des vacances* ».

Il demande l'arrêt immédiat de l'installation du réseau renforcé de câbles à haute tension « *qui étouffe progressivement Champlan comme sous une gigantesque toile d'araignée* ».

Champlan n'a décidément pas de chance : c'était déjà une des communes de la banlieue parisienne les plus largement sillonnées par les routes et survolée à très basse altitude par les avions qui se posent ou qui décollent d'Orly. Elle se trouve en outre sur la trajectoire des « couloirs » prévus par le plan général d'alimentation en énergie électrique de l'Ile-de-France.

Il avait d'abord été prévu un couloir de 520 mètres de large. Sur l'intervention du maire et du préfet de l'Essonne, il a été réduit à 200 mètres.

Des pylônes hauts de 23 à 30 mètres et larges de 50 mètres, soutenant un lourd réseau de câbles de 225 000 volts, commencent d'apparaître à l'ouest de la commune.

Les habitants se sentent enfermés sous ce gigantesque grillage, craignant l'accident.

Une manifestation a d'ailleurs été organisée au cours d'un récent week-end. *M. Viet, secrétaire* du comité de défense, sait toutefois qu'il est très improbable que E.D.F. fasse machine en arrière et accepte d'enterrer les câbles : le coût des installations serait pratiquement décuplé. Et pourtant, dit-il, « *la vie à Champlan n'est plus possible* » entre les pylônes de E.D.F., le trafic routier et la zone de bruit intense d'Orly. — F. M.

Faits et projets

Circulation

● LES ACCIDENTS DU WEEK-END. — Cinquante-six morts, six cent soixante-deux blessés, dont cent quatre-vingts grièvement, tels sont, selon les renseignements parvenus le *11 août*, des bureaux de province de l'A.F.P., les résultats — officieux et provisoires — des accidents de la route du dernier week-end.

Lors du précédent week-end, du 31 juillet au 3 août, date des grands départs en vacances, les chiffres étaient de cent quarante-sept morts et de deux mille cent quatre-vingt-trois blessés, dont trois cent trente-sept grièvement.

Environnement

● COLLOQUE SUR L'INDUSTRIE NUCLEAIRE A LIMOGES. — L'établissement *public régional du Limousin* et le comité régional d'expansion organisent le 22 octobre, à Limoges, un colloque national sur le thème : « Exigences de qualité des équipements utilisés dans l'industrie nucléaire ».

Paris

● PERMIS SUSPENDU RUE DU VAL-DE-GRACE. — Le tribunal administratif a ordonné le sursis à exécution du permis de construire délivré le 3 mars 1975 pour un immeuble 6, rue du Val-de-Grâce. Le 8 août, le tribunal a annulé le permis de démolir le petit hôtel de la fin du dix-huitième siècle, qui devait être reconstruit dans le jardin. (*Le Monde* du 1er juillet.)

● L'AEROPORT FAIT DU TOURISME. — L'Aéroport de Paris vient, par *arrêté du ministre* de l'économie et des finances et du secrétaire d'Etat aux transports, d'être autorisé à participer au capital de la Société française d'accueil touristique (Tour France). L'Aéroport détiendra 10 % des parts de cet organisme, au sein duquel sont regroupés notamment : Air France, le Club Méditerranée, UTA, Sofitel, Novotel, Renault.

Comme son nom l'indique, la Société française d'accueil s'applique à promouvoir les régions françaises en organisant et en commercialisant des circuits touristiques. L'Aéroport de Paris n'était jusqu'à présent engagé dans cette industrie qu'à travers un certain nombre de bureaux de voyages installés dans les aéroports.

P.T.T.

● PHOTOCOPIES PAR TELEPHONE. — Le service public de télécopie, ouvert à titre expérimental au mois de septembre l'année dernière, vient d'être étendu aux relations entre postes publics et postes d'abonnés, indique un arrêté du secrétariat d'Etat aux P.T.T., publié au *Journal officiel* du 10 août. La télécopie permet, moyennant certains équipements, de transmettre des documents photocopiés par l'intermédiaire du réseau téléphonique.

Transports

● LE PLUS GRAND METHANIER DU MONDE. — Les Chantiers de France-Dunkerque viennent de livrer le méthanier de 125 000 mètres cubes *El Paso Paul Kayser*, à une société du groupe El Paso à Houston, Texas. Ce navire a été construit à Dunkerque sur la technique à membrane Invar de la société Gaz-Transport, dont le groupe Empain-Schneider est un des partenaires. A ce jour, le *El Paso Paul Kayser* est le plus grand méthanier du monde livré à son armateur.

TRANSPORTS

LE « FRANCE » : 200 000 F PAR MOIS

Le secrétaire d'Etat aux transports indique, dans une réponse écrite de M. Albert Denvers, député socialiste du Nord, que les charges de désarmement du « France » supportées par la Compagnie générale transatlantique et qui se composent « pour l'essentiel, de frais de port, de gardiennage, d'entretien et d'assurance », « s'élèvent, à l'heure actuelle, à environ 200 000 F par mois (« Journal officiel » du 9 août).

Le paquebot a été désarmé officiellement le 25 octobre 1974. Il attend, au Havre, un acheteur. Plusieurs offres ont été avancées. « Certaines, déclare le secrétaire d'Etat, font actuellement l'objet de négociations très avancées. » Souhaitons qu'elles aboutissent. L'immobilisation du « France » depuis dix mois a coûté quelque 2 millions de francs. Il est vrai qu'en 1974, n'aurait-il pas été arrêté, son exploitation aurait été déficitaire de 100 millions...

LA VIE ÉCONOMIQUE

A L'ÉTRANGER

EN ALLEMAGNE FÉDÉRALE

Le déficit des finances publiques dépassera cette année les 60 milliards de deutschemarks

De notre correspondant

Bonn. — Le conseil des experts *auprès du ministère des finances* vient de porter un diagnostic sévère sur l'état des finances publiques allemandes. Dans un rapport publié le 11 août, il préconise des économies draconiennes pour résorber le déficit des *budgets des collectivités publiques* (Etat fédéral, länder et communes). Ce déficit dépassera cette année les 60 milliards de deutschemarks (100 milliards de francs), que la reprise économique tant attendue se produise ou non, indiquent les experts.

Les pouvoirs publics devront donc faire des économies ou augmenter les impôts, et sans doute les deux à la fois. Mais l'aggravation de la pression fiscale ne devrait être que l'ultime moyen, après que toutes les économies souhaitables auront été tentées. Le rapport des experts a rencontré l'approbation des partis de la coalition gouvernementale, comme de ceux de l'opposition.

Les experts du ministère des *finances suggèrent à la fois de* supprimer des gaspillages ou des avantages fiscaux et de réduire certaines prestations sociales. Ils proposent la rationalisation du travail de l'administration et un arrêt de l'embauche dans la fonc*tion publique ; une privatisation* partielle de certains services publics ; un réexamen critique de la politique d'aide aux pays en voie de développement, de la politique d'éducation, de la politique régionale, de la politique des transports et une révision des subventions agricoles. Ils recommandent d'examiner les incitations fiscales, pour savoir si elles correspondent toujours à l'objectif initialement visé. Ils proposent enfin d'obliger les fonctionnaires à cotiser à l'assurance chômage, d'augmenter le ticket modérateur pour les assurés sociaux (partie restant à leur charge), et de diminuer les indemnités de chômage pour les titulaires de hauts revenus. — D. Vt.

CORRESPONDANCE

A propos des difficultés de l'industrie britannique de la moto

A la suite d'un article de notre correspondant à Londres sur la crise de l'industrie britannique de la moto, paru dans le Monde *daté 3-4 août, la société anglaise Norton Villiers Triumph Limited, invoquant le droit de réponse, nous demande de publier la lettre suivante :*

Dans son édition datée 3-4 août 1975, *le Monde* a publié un article sous le titre : « L'industrie britannique de la moto est menacée de disparition ». Cet article pourrait conduire les lecteurs du *Monde* à croire que, à la suite de la décision du gouvernement britannique de stopper son appui financier au groupe Norton Villiers Triumph (N.V.T.), ses fabrications seraient réduites.

Le conseil d'administration de N.V.T. informe ces mêmes lecteurs que la récente décision gouvernementale, qui va directement à l'encontre des assurances formelles données par le précédent secrétaire de l'industrie, M. A. Benn, bien qu'elle constitue un mauvais coup pour cette industrie, n'entraînera pas une réduction sensible de ses fabrications existantes pour autant. Le gouvernement britannique a déjà beaucoup financé, dans le passé, les activités de N.V.T., mais le financement supplémentaire, objet de la récente déclaration gouvernementale, était simplement destiné à la fabrication et au lancement de nouveaux modèles.

A la suite de la situation créée par cette décision gouvernementale, le conseil d'administration de N.V.T. est en train de repenser la politique du groupe. Il a fait savoir que des licenciements, provoqués par la suppression d'emplois et la vente d'une usine, seront inévitables mais aussi limités que possible. La suppression d'emplois visera très probablement des activités métallurgiques annexes du groupe, et la cession d'une usine, qui avait été décidée bien antérieurement à la récente déclaration gouvernementale, permettra de concentrer la production du groupe dans les deux usines restantes.

Si le gouvernement britannique a estimé que les perspectives du marché mondial pour les motos de grosse cylindrée étaient peu attrayantes, et que, plus particulièrement, la situation sur le marché américain était mauvaise, *le conseil d'administration de* N.V.T. ne partage absolument pas ce point de vue. Bien au contraire, il estime que la demande pour les motos de grosse cylindrée s'accentuera, dans les années à venir, sur les principaux marchés mondiaux, et qu'il y aura alors de grandes possibilités pour les spécialistes de cette gamme de fabrication.

L'affirmation contenue dans l'article du *Monde*, selon laquelle un grand nombre de produits N.V.T. demeureraient invendus aux Etats-Unis et dans d'autres pays, est partiellement inexacte. Si un nombre de produits N.V.T. demeurent invendus aux Etats-Unis, cela est dû à des raisons propres à ce marché. Par contre, il n'existe pratiquement pas de stocks de machines N.V.T. invendus sur le marché européen.

Le président du conseil d'administration de N.V.T., M. Dennis Poore, a fait la déclaration suivante à *la suite du communiqué* gouvernemental : « *Il ne fait aucun doute que N.V.T. continuera à exister, sous réserve de certains réaménagements internes. En attendant, vous pouvez demeurer assurés que nos motos et autres produits peuvent être achetés en toute confiance, et que notre service après vente continuera à fonctionner de la manière habituelle.* »

● *British Leyland est passée officiellement sous contrôle du gouvernement britannique* lundi 11 août. La nationalisation du premier constructeur automobile britannique avait été annoncée en avril (*le Monde* du 26 avril 1975), en contrepartie de l'aide financière importante promise par l'Etat à la firme (2,8 milliards de livres, soit 25,2 milliards de francs environ d'ici à 1982). Le gouvernement britannique a racheté 78 % du capital de British Leyland à ses anciens actionnaires. Sa participation devrait être portée à près de 90 % après la nouvelle offre de rachat qu'il se propose de lancer dans un ou deux mois.

Aux États-Unis

LE MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE EST HOSTILE A DE NOUVELLES VENTES DE BLÉ A L'U.R.S.S.

Washington (*A.P.*). — Le secrétaire américain à l'agriculture, M. Earl Butz a annoncé, lundi 11 août, qu'il a *demandé* aux négociants en *céréales* « *de s'abstenir de nouvelles négociations* » avec l'Union soviétique en attendant que le gouvernement ait une meilleure idée de la récolte de maïs.

Auparavant, son ministère avait estimé que la récolte de maïs serait de 5,85 milliards de boisseaux, chiffre record supérieur de 26 % à celui de 1974, mais inférieur de 3 % aux prévisions du mois dernier.

La récolte de soja est estimée à 1,458 milliard de boisseaux soit 18 % de plus que l'an dernier. Quant à la récolte de blé, elle est estimée à 2,14 milliards de boisseaux, chiffre record supérieur de 19 % à celui de 1974.

La rectification en baisse des estimations faites en juillet est la principale raison d'un ajournement des négociations avec l'U.R.S.S., a dit M. Butz. L'Union soviétique a acheté ferme cette année aux Etats-Unis 9,8 millions de tonnes de blé, de maïs et d'orge.

[Entouré de précautions très strictes pour éviter des « fuites » mettant en jeu de grands intérêts, le rapport des experts invoqué par M. Butz afin de justifier le « moratoire » imposé aux commandes que l'Union soviétique s'apprêterait à passer, au-delà des contrats déjà signés, va faire rebondir la querelle entre l'« agri-business » et les associations de consommateurs (« le Monde » daté 10-11 août).]

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars		Deutschemarks		Francs suisses	
48 heures	5 3/4	6 3/4	1	2	1/2	1 1/2
1 mois	6 3/8	6 7/8	2 5/8	3 1/8	3	3 1/2
3 mois	7 1/8	7 5/8	3 3/8	3 7/8	3 6/8	4 1/8
6 mois	8	8 1/2	4 3/8	4 7/8	4 3/4	5 1/4

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

AFFAIRES

La canicule est venue à point nommé au secours des eaux minérales

La canicule estivale est venue à point pour les firmes d'eaux minérales. Si le mercure revient dans la partie supérieure du thermomètre quelques semaines encore, ces firmes pourront limiter les dégâts, c'est-à-dire freiner de quelques points la diminution de leurs ventes en 1975. L'optimisme chez les trois « grands » (Perrier, Evian et Vittel) ne va guère plus loin. Envolée la période euphorique de 1973. Depuis dix-huit mois, rien ne va plus très bien dans ce secteur.

En 1974, les ventes d'eaux plates ont diminué globalement de 3,7 %, celles d'eaux gazeuses de 10 %. Chez Perrier, qui a vendu 50 millions de cols de moins qu'en 1974, on explique ce retournement de l'activité par trois raisons. L'une climatique : un été 1974 pourri n'incitant guère à la consommation ; l'autre conjoncturelle : une augmentation des charges de production plus rapide que celle des prix ; la dernière industrielle : un lancement du magnum Perrier en verre perdu « au mauvais moment ». Chez Evian, le volume des ventes s'est maintenu, mais les résultats financiers ont baissé « du fait de la répercussion incomplète des hausses de prix sur les prix de vente ». Pour Vittel, la mauvaise pente était déjà prise depuis plusieurs mois.

Rien ne s'est arrangé en 1975. En dépit de la crise économique, les ménages ont relativement peu modifié leurs dépenses alimentaires. Toutefois, certains produits, trop coûteux et facilement remplaçables, ont eu tendance à disparaître des tables. Les desserts frais, par exemple, et les eaux minérales. Bref, les plans d'investissement des différentes firmes sont restés dans les tiroirs. Les grandes marques ont tablé sur une baisse de leurs ventes de 5 % à 15 % selon les types d'eaux. Pour trouver de l'argent frais, Perrier aurait songé à « dégraisser » la société de certaines prises de participation minoritaires. Un soleil de plomb durant tout l'été devrait arranger quelque peu la situation de ces entreprises. Mais leur ancien succès ne repose-t-il pas sur un « attrape-consommateurs » ?

Trois griefs des consommateurs

Les Français, qui possèdent le triste record mondial de l'imprégnation alcoolique, sont aussi les premiers buveurs d'eau minérale.

Vis-à-vis de la législation, comme vis-à-vis des consommateurs, la situation des eaux minérales est ambiguë : elles constituent en fait une catégorie à part. Au sens légal du terme, elles ne sont ni des médicaments ni des produits diététiques, mais elles bénéficient d'une législation particulière comprenant de nombreux textes, depuis un arrêt du Conseil d'État du 5 mai 1781 jusqu'au décret du 11 décembre 1964.

Elles doivent répondre à de nombreuses exigences ; une procédure administrative fixe la délivrance des autorisations et oblige à des contrôles réguliers, à tous les stades de la production. Grâce à cette législation particulière, les eaux minérales ne sont donc pas soumises aux textes qui régissent les eaux potables : certaines des sources, d'ailleurs, en raison d'une minéralisation trop élevée, ne pourraient servir à alimenter un réseau d'adductions d'eau publique ; cela est logique, puisqu'il s'agit d'eaux médicamenteuses.

Les reproches généraux que peuvent faire les consommateurs aux conditionneurs d'eaux minérales tiennent en trois mots : publicité, étiquetage et plastique (1).

Médicament ou eau de table ?

Les deux premiers reproches tiennent à la définition qu'on adopte. Douées de vertus thérapeutiques, elles ont un effet sur la santé, même si, en bouteille, leur efficacité est moindre que lorsqu'elles sont bues à la source.

Leur emploi répété permanent comme simples « eaux de table », ne saurait donc être recommandé, puisqu'il existe (pour certaines d'entre elles, tout au moins), des contre-indications dûment signalées lors des cures thermales. Or la publicité des eaux minérales ne fait jamais mention de ces contre-indications.

Certaines vous inciteraient même à vous livrer impunément à des excès de gourmandises, tant leur activité éliminatrice est — à les lire — efficace ! Ce fut le cas, pendant des années, de Vichy, de Contrexéville, de Vittel. Il y a peu de temps que les arguments publicitaires se sont fait plus prudents, parlant de l'aide que l'eau apporte à un régime alimentaire plus mesuré, et à des exercices physiques indispensables. Ne citons que pour mémoire les exagérations pseudo-scientifiques d'Evian sur les rapports entre la composition du sang et celle de l'eau, qui ont, naguère, scandalisé bien des médecins.

Deuxième grief : l'étiquetage des eaux minérales est incomplet malgré de récents progrès. Si la composition en sels minéraux a fait récemment son apparition sur les étiquettes, à côté des indications thérapeutiques, on y chercherait en vain les contre-indications ; omission plus grave encore, la date d'embouteillage du liquide n'est pas indiquée. Or, selon le professeur Pusey, « *malgré toutes ses vertus, l'eau minérale n'a pas la qualité du vin de s'améliorer en vieillissant* ».

Dernier reproche : l'usage de l'emballage plastique a soulevé bien des polémiques. Il fut choisi par les industriels pour sa légèreté et les économies de transport qu'il permet, mais aussi sous la pression des magasins de grande surface : ceux-ci souhaitaient se débarrasser du « service des verres consignés », coûteux en salaires et qui diminuaient la surface de vente du magasin.

Les traces de chlorure de vinyle (le monomère) que contient la bouteille en polychlorure vinyle risquent-elles de se répandre dans le contenu? Il y a de fortes chances que le danger soit ici négligeable, bien plus, en tout cas, qu'avec d'autres liquides, comme le vinaigre ou le vin. Des expériences menées à Vittel, en liaison avec des laboratoires universitaires nancéens, ont prouvé qu'on pouvait, sans risque, nourrir des rats de laboratoires durant des mois avec le matériau de base qui sert à fabriquer les fameuses bouteilles.

Enfin, les consommateurs acceptent de moins en moins facilement la hausse des prix qui accompagne le passage à l'emballage plastique et perdu. Perrier en a fait l'été dernier la triste expérience qui a mis en service une usine prévue depuis trois ans : au plus fort de la hausse des prix pétroliers, de nombreuses organisations de consommateurs protestèrent alors énergiquement. Les clients, lorsqu'on leur a laissé le choix — ce qui fut loin d'être toujours le cas. — n'ont d'ailleurs guère facilité le maintien de l'emballage consigné, préférant jeter les bouteilles aux ordures que les rapporter vides chez les commerçants.

Sur le plan de l'économie ménagère, la sagesse serait sans doute de réserver l'eau minérale à un emploi momentané et thérapeutique, et de se contenter, le reste du temps, de l'eau du robinet : on en a, à Paris, 7 litres pour 1 centime, alors qu'une bouteille d'eau coûte environ 1,50 F. Rares sont les endroits où l'eau du robinet est vraiment « imbuvable » : entreposée quelques heures au réfrigérateur et débouchée (le « *mauvais goût* » s'évapore), l'eau du robinet est le plus souvent agréable, tandis qu'une eau minérale bue tiède est souvent assez peu plaisante. La plupart des peuples qui ne possèdent pas un sous-sol aussi riche que le nôtre en eaux nobles s'en contentent.

Les difficultés des sociétés d'eaux minérales ne sont certainement pas dues au seul mécontentement des consommateurs, à qui on a trop longtemps forcé la main. Mais le citoyen consommateur doit aussi savoir que ramener à un développement plus décent l'industrie de l'eau minérale posera de difficiles problèmes d'emploi : car ils sont des milliers de salariés à vivre des eaux minérales. C'est l'un des cas où l'intérêt du consommateur s'oppose, au moins momentanément, à celui du citoyen-salarié.

JOSÉE DOYÈRE.

(1) Voir à ce sujet *Que choisir ?* (6, rue du Général-Delestraint, Paris-16e), n° 86, avril 1974, et *Bulletin du labo-coop* (14, avenue Louis-Roche, 92-Gennevilliers), n° 92, août-septembre 1973.

LES GRANDS NOMS

Trois firmes se partagent 95 % environ du marché français des eaux minérales (dont la réglementation est différente de celle des eaux de table) :

• PERRIER (48 %) commercialise 1,3 milliard de bouteilles d'eau par an sous les marques Perrier (318 millions de bouteilles), Contrexéville (622 millions de bouteilles), Vichy-Saint-Yorre (189 millions de bouteilles), Vichy-Etat (75 millions de bouteilles), ainsi que les eaux de sources de la région parisienne (Brignancourt et Saint-Lambert), de l'Ouest (Plancoet) ou de l'Est (Ribeauvillé), pour un total de 116 millions de bouteilles. Son chiffre d'affaires hors taxes est de 580 millions de francs.

• B.S.N.-GERVAIS-DANONE (24 %) commercialise les eaux minérales Evian, Badoit et diverses sources régionales : Thonon, Pioule, Couzan et Saint-Alban ; 834 millions de litres d'eau plate ont été vendus ainsi que 44,5 millions de litres d'eau gazeuse et 14,3 millions de litres d'eau de source. Le chiffre d'affaires a été de 332 millions en 1974.

• VITTEL (23 %) vend les eaux minérales de Vittel (Vosges) et d'Abatilles (Landes), ainsi que les eaux de source de Pierval (Normandie) et de Bagapz (Bretagne), pour un total de 540 millions de bouteilles. Le chiffre d'affaires hors taxes a été de 357 millions de francs en 1974.

La source Volvic fournit environ 3 % des eaux minérales françaises. Le reste est produit par des sources régionales ne dépassant pas 1 % du marché. La consommation d'eau minérale en France est actuellement de l'ordre de 19 litres par an et par habitant.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GROUPE EMPAIN-SCHNEIDER

COMPAGNIE FINANCIÈRE DE L'UNION EUROPÉENNE

La Compagnie financière de l'Union européenne (groupe Empain-Schneider) a acquis 62,61 % du capital de la Savoisienne, société immobilière cotée à la Bourse de Marseille.

Les 90 000 actions acquises l'ont été au prix de 195 F par achats en bourse (39 506) et au prix de 200 F par applications (50 494), la différence de prix s'expliquant par les règlements échelonnés convenus dans le second cas.

Cette prise de participation permettra au groupe Empain-Schneider de renforcer ses activités immobilières dans la région marseillaise, plus particulièrement en matière d'habitat individuel.

La présidence de la société la Savoisienne continue d'être assumée par M. Louis Cottin.

BIS S.A.

Le chiffre d'affaires, hors taxes, du premier semestre 1975 a atteint 226 150 533 F contre 256 290 782 F pour le premier semestre 1974, ce qui représente une baisse de 11,8 %.

Sur le plan des résultats nets, et bien que les chiffres définitifs ne soient pas encore arrêtés, la société BIS estime qu'ils seront probablement supérieurs à ceux de la même période de 1974.

ALSACIENNE DE SUPERMARCHÉS

Le chiffre d'affaires T.T.C. de la société et de ses filiales, en juillet 1975, s'élève à 81 218 000 F contre 74 394 000 F en juillet 1974.

EMPLOI

LA SITUATION DANS LES IMPRIMERIES DE LABEUR

Le comité de grève de l'imprimerie Chaufour — occupée depuis le 14 février par ses deux cent trente-cinq salariés à la suite d'une décision de fermeture prise par le tribunal de commerce de Paris — a tenu, lundi 11 août, une conférence de presse en présence des délégations des imprimeries en conflit de la région parisienne (*le Parisien libéré*, Hélio-Cachan, Chaix, etc.), des représentants du Comité intersyndical du Livre parisien C.G.T., de l'Union départementale C.G.T., du parti communiste et de la municipalité de Vitry-sur-Seine.

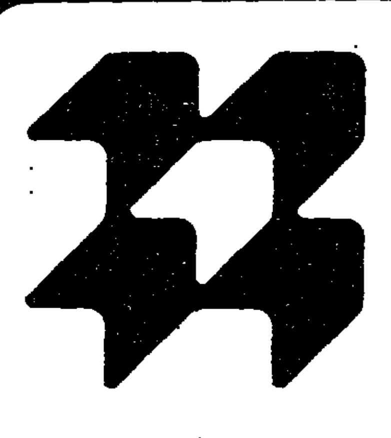
Le délégué syndical C.G.T., qui est également secrétaire du comité de grève, a accusé les pouvoirs publics de « *mettre sur pied un plan de restructuration de l'imprimerie qui met gravement en danger l'emploi et la liberté d'expression* ».

Selon certaines informations, l'hypothèse du rachat de l'imprimerie Chaufour par un imprimeur toulousain (*le Monde* du 12 juillet) pourrait être officiellement confirmée dans les jours à venir.

A l'imprimerie Chaix, le Comité intersyndical du Livre parisien C.G.T. a adressé une lettre à toutes les imprimeries de Paris et de banlieue leur demandant de ne pas accepter d'effectuer les travaux qui auraient dû l'être par l'imprimerie de Saint-Ouen. L'un des clients qui a décidé de quitter l'imprimerie Chaix, *l'Officiel des spectacles* risque de ne pas paraître cette semaine, les délégués syndicaux ayant décidé de confisquer la couverture prévue et déjà imprimée.

● APRÈS LES INCIDENTS DE CLERMONT-FERRAND, les grévistes de la société de boissons en gros Mérand-Gomez ont accepté, au cours d'une assemblée générale, de reprendre le travail ce mardi matin 12 août. Toutefois, l'union interprofessionnelle C.F.D.T. a déclaré qu'elle maintenait sa décision de porter plainte pour coups et blessures « *contre l'employeur, principal responsable, et ses hommes de main* », accusés d'avoir blessé grièvement, lors des affrontements du samedi 9 août entre grévistes et non-grévistes, deux délégués C.F.D.T. (*le Monde* du 12 août).

(Avis financier des sociétés)



MONTEDISON

LES RESULTATS POSITIFS DE 1974

Après les efforts effectués au cours des 3 dernières années pour rétablir une gestion efficace, la Sté MONTEDISON a clos l'exercice 1974 avec des résultats qui permettent après 4 ans de distribuer un dividende.

Le bénéfice net de la Société s'élève en fait à 80,6 milliards de lires, après affection de 160 milliards de lires aux amortissements (dont 14 milliards de lires d'amortissements anticipés).

En 1973 le bénéfice net avait été de 5,5 milliards de lires et les amortissements de 141 milliards de lires.

L'Assemblée du 30 avril 1975 a approuvé la distribution aux actionnaires de 28,8 milliards de lires, soit un dividende égal à 33 lires par action nominative de 500 lires; le dividende a été servi à partir du 6 mai 1975.

En outre, il faut préciser que les actionnaires de la Sté MONTEDISON qui ont acquis des actions « Gemina » ont déjà bénéficié par ce moyen, courant 1974, d'une distribution de 20 lires pour chaque action.

L'Assemblée a également approuvé les répartitions suivantes:
— réserve légale 4 milliards de lires
— fonds de stabilisation des dividendes 28,8 milliards de lires
— report à nouveau 24 milliards de lires.

Le bénéfice consolidé du Groupe se monte pour 1974 à 123 milliards de lires au lieu de 33 milliards de lires en 1973.

Ces résultats satisfaisants ont été obtenus en dépit des difficultés de gestion dues aux fortes hausses du pétrole et des matières premières, de la conjoncture économique internationale, du blocage des prix en vigueur en Italie durant le premier semestre et des divers changements de tendance en automne sur le marché chimique international.

Dans cette situation, le chiffre d'affaires de la maison mère a atteint au cours de l'exercice 2.300 milliards de lires (dont 724 à l'exportation), soit une augmentation de 96 % par rapport à 1973.

Pour le Groupe dans son ensemble, le chiffre d'affaires consolidé, c'est-à-dire le total des ventes à des tiers, est égal à 4029 milliards de lires dépassant de 55,6 % celui de 1973.

Dans le cadre de la Sté MONTEDISON, plus de 65,6 % des chiffres d'affaires proviennent de la division « Pétrochimie », qui a augmenté de 106 % ses propres chiffres d'affaires par rapport à 1973 et qui a donc largement contribué aux résultats de la Société.

Les filiales étrangères opérant également dans le secteur du polypropylène, Paular (en Espagne) et Novamont (aux USA), ont présenté elles aussi une augmentation sensible des chiffres d'affaires au cours de l'exercice: (Paular + 176 % Novamont + 75 %).

En 1974 d'importants accords ont été signés pour la réalisation en Italie d'initiatives industrielles communes, d'une part avec le groupe anglais ICI pour la production d'aniline, d'autre part avec le groupe japonais Sekisui pour celle de polyéthylène expansé et de tubes de PVC.

La Division « Produits pour l'Industrie » avec une augmentation des chiffres d'affaires de 59 % par rapport à 1973, a obtenu de bons résultats, ainsi que la filiale ACNA (Colorants) qui a enregistré une progression favorable.

Dans le secteur pharmaceutique, la progression des chiffres d'affaires de « Farmitalia » et de « Carlo Erba » a été limitée du fait du blocage des prix des médicaments en Italie, dont le caractère inadéquat a empêché la réalisation de résultats satisfaisants.

Un des produits les plus remarquables provenant des recherches pharmaceutiques du Groupe, « L'Antitumorale Adriamicina », a subi les tests de l'Institut de la lutte contre le cancer américain et a obtenu son visa aux U.S.A., c'est-à-dire qu'il a été consenti à ce que l'« Adria Laboratoires Inc. », constituée entre le Groupe et la société chimique américaine Hercules, introduise sur le marché de l'Amérique du Nord les produits mis au point par la recherche pharmaceutique du Groupe.

Au cours du second semestre 1974 le secteur textile, qui est rattaché à la filiale Montefibre, a subi les effets d'une crise à caractère international qui a provoqué une réduction des ventes et par la suite de fâcheuses répercussions sur les résultats.

Les filiales étrangères Montefibre France et Montefibre Hispania ont cependant atteint des résultats dans l'ensemble positifs.

Dans le secteur « Technique Chimique », la filiale Tecnimont a obtenu de bons résultats aussi bien en Italie qu'à l'Etranger, où elle a obtenu un portefeuille de commandes de 200 milliards.

Dans les secteurs chimiques et textiles il y a eu en 1974 un effort intense de recherche représentant pour le Groupe une dépense de 56,6 milliards de lires (hormis les activités d'assistance technique) et l'emploi de 4.500 personnes environ.

Parmi les résultats les plus significatifs figurent:
— le développement de nouveaux catalyseurs pour la production de polypropylène et de polyéthylène haute densité
— de nouveaux procédés dans le secteur des fibrilles polyoléfiniques pour le papier synthétique et dans celui du polybutadiène stéréphtalate.

Un récent accord a mis fin avec un dénouement favorable aux incidents qui ont opposé la Sté MONTEDISON et quelques sociétés chimiques américaines importantes au sujet des droits de la Sté MONTEDISON pour le brevet du polypropylène isotactique.

Dans la grande distribution, la « Standa » a augmenté ses ventes de 21,4 % avec des résultats économiques satisfaisants.

Dans le secteur financier, la « Fingest », a obtenu de bons résultats au niveau de la gestion de son propre portefeuille renforcé ultérieurement dans le secteur des assurances.

La « Gemina » a réalisé au cours de l'exercice 73-74 des profits très élevés; au cours du second semestre 1974 les changements de la conjoncture sur les marchés financiers ont ralenti son activité dans le secteur immobilier en Italie et dans son intervention au niveau des changes et des matières premières. Les résultats restent néanmoins positifs.

En 1974 une impulsion considérable a été donnée au programme d'investissements du Groupe MONTEDISON, action lancée en 1973. Les investissements de la maison mère en matière de nouvelles implantations industrielles s'élèvent en 1974 à 138,1 milliards de lires et ceux des filiales à 242,6 milliards de lires.

MONTEDISON CHIFFRES CLEFS
en milliards de lires (en millions de Fr)

	Sté MONTEDISON				GROUPE MONTEDISON (Consolidé)			
	1974		1973		1974		1973	
Patrimoine net	441	(2889)	374	(2450)	454	(2974)	404	(2646)
Immobilisations techniques	2047	(13408)	1927	(12622)	3377	(22119)	3065	(20076)
Participations	578	(3786)	536	(3511)	237	(1552)	230	(1507)
Fonds d'amortissements	1060	(6943)	909	(5954)	1659	(10866)	1533	(10041)
Chiffre d'affaires	2300	(15065)	1173	(7683)	4029	(26390)	2590	(16965)
Amortissements exercice	164	(1074)	146	(956)	263	(1723)	237	(1552)
Coûts de travail	356	(2332)	281	(1841)	933	(6111)	760	(4978)
Bénéfice de l'exercice	80,6	(528)	5,5	(36)	123*	(806)	33**	(216)

*) dont 10 (66) attribuables à des actionnaires minoritaires
**) dont 6 (39) attribuables à des actionnaires minoritaires

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

11 août

Atone

La séance de lundi a été d'une nullité affligeante à la Bourse de Paris.

Déjà très faible à la veille du week-end, le courant des échanges s'est réduit à un mince filet et à 13 h. 20 toutes les cotations étaient terminées.

L'achat ou la vente de quelques titres suffisant à provoquer des décalages de un ou deux points dans un sens ou dans l'autre, les quelques variations de cours enregistrées n'ont revêtu de ce fait aucune signification particulière. Il y en eut, du reste, assez peu. Une vingtaine de valeurs ont baissé de 1 % à 2 % et une quinzaine ont monté dans des proportions identiques. Les automobiles (Peugeot, Citroën) et les pneumatiques (Michelin, Kléber, Hutchinson) se sont alourdis. A l'inverse les actions des entreprises intéressées à l'industrie nucléaire (Creusot-Loire, Alsthom, Electro-Mécanique) ont poursuivi leur avance. Ailleurs, l'on s'est borné à reproduire les cours de vendredi à quelques fractions près.

Bref, une séance pour rien, comme en témoigne l'indice Chaînet et Cie, qui, à 13 heures s'établissait à 129,36 (— 0,17 point). Sauf événement imprévu il risque d'en être ainsi tous les jours de la semaine. La Bourse, il est vrai, est entrée dans la période la plus creuse de l'année, celle qui précède les fêtes du 15 août.

Recul d'Eurafrance, Ferodo, B.H.V., C.G.E., Roussel-Uclaf.

Un grand calme a également régné sur le marché de l'or, où, suivant les indications de Londres, les cours ont assez fortement fléchi, et ce, malgré la reprise du dollar.

Le lingot a perdu 245 F à 23 600 F, le kilo en barre 135 F à 23 675 F et le napoléon 2,80 F à 257,20 F. Baisse concomitante de la rente 4 1/2 % 1973. Le volume des transactions a encore diminué : 8,98 millions de francs contre 9,39 millions de francs.

Aux valeurs étrangères, vif recul des mines d'or. Ailleurs, la tendance a été très irrégulière.

LONDRES

Favorablement influencé par la légère reprise enregistrée à Wall Street, le marché est généralement mieux disposé ce mardi à l'ouverture. Les industrielles se redressent, de même que les fonds d'Etat et les mines d'or. Nouvelle avance des pétroles.

OR (ouverture) (dollars) : 163 15 contre 161 90

VALEURS	CLOTURE 11.8	COURS 12.8
War Loan 3 ½ %	25 3 8	25 3 8
Beechamps	262	264 1 2
British Petroleum	498 ...	505 1 2
Shell	312	315
Vickers	115	117
Imperial Chemical	246	248
Courtaulds	114	116 ...
De Beers	310 ...	310 1 2
*Western Holdings	34 1 4	34 1 8
Rio Tinto Zinc Corp	172 ..	172 ..
*West Driefontein	43 1 2	43 3 8

(*) En livres.

Taux du marché monétaire

Effets privés .... 7 1/4 %

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE Base 100 : 31 déc. 1974.)

	8 août	11 août
Valeurs françaises ..	128,6	128,3
Valeurs étrangères ..	128,3	127,8

Cie DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 29 déc. 1961.)

Indice général	74,2	74,2

NOUVELLES DES SOCIETES

PLACOPLATRE. — Avertie d'un projet d'opération financière, la Chambre syndicale des agents de change a décidé de suspendre la cotation des actions de cette société à compter du 11 août.

Les trois principaux actionnaires de Placoplâtre sont, rappelons-le, Lambert Frères, *Pollet et Chausson* et le groupe anglais B.P.B. Industries Ltd.

SOCIETE SEQUANAISE DE BANQUE. — Les résultats d'exploitation avant amortissements et impôts du premier semestre s'élèvent à 11 537 000 francs (après une provision pour risques en cours de 6 millions de francs) contre 7 921 000 francs pour *la période correspondante de 1974.*

SOCIETE NATIONALE DES PETROLES D'AQUITAINE. — Chiffre d'affaires hors taxes de la société seule pour le premier trimestre : 1 314 millions de francs (+ 17,3 %).

BAZAR DE L'HOTEL DE VILLE. — Chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre 1975 : 603 millions de francs (+ 16,73 %).

GROUPE SELLIER-LEBLANC. — Chiffre d'affaires hors taxes cumulé du groupe pour le premier semestre 1975 : 408 millions de francs (— 1,70 %).

NEW YORK

Reprise des « Blue Chips » en fin de séance

La semaine s'est ouverte sur un nouveau repli des cours à Wall Street. Une reprise s'est bien produite en fin de séance, mais très localisée — seules les Blue Chips et les valeurs de prestige ont été concernées, — elle a eu pour unique effet de faire monter l'indice des industrielles de 6,02 points à 823,76. Sur l'ensemble du marché, le nombre de baisses (740) a été encore très supérieur à celui des hausses (585).

Quoique en légère augmentation, le volume des transactions est resté assez faible : 12,35 millions de titres ont changé de mains contre 11,68 millions vendredi.

La généralisation des taux de base bancaires à 7,75 % a contribué à entretenir un malaise persistant sur le marché. Celui-ci s'est toutefois un peu dissipé à l'annonce de l'augmentation record (+ 2,4 %) des ventes de détail en juillet, ce qui explique en grande partie le regain d'intérêt dont les vedettes de la cote ont été l'objet en fin de séance.

A l'exception des ordinateurs et des produits chimiques, la plupart des compartiments ont baissé. Les mines d'or ont été particulièrement éprouvées.

Indices Dow Jones : transports, 136,50 (— 0,04) ; services publics, 78,22 (— 0,45).

VALEURS	COURS 8/8	COURS 11/8
Alcoa	47 1 8	47 1/2
A.T.T.	48 3 8	48 5 8
Boeing	25 1/4	23 7 8
Chase Manhattan Bank	33 1 2	33 ...
Du Pont de Nemours	123 3/4	125 ...
Eastman Kodak	91 ...	93 3 8
Exxon	86 ..	88
Ford	38 3 4	38 1/4
General Electric	44 5 8	44 3 4
General Foods	22 3/4	23 ...
General Motors	49 1.2	50 ...
Goodyear	18 1.8	18 1 8
I.B.M.	180	183 1/2
I.T.T.	20 7 8	20 7 8
Kennecott	33 7.8	33 3 4
Mobil Oil	43 1 4	44 1.8
Pfizer	26 1.4	26 .
Schlumberger	78 7/8	79 1/8
Texaco	24 5 8	24 1/2
U.A.I. Inc.	22 1/8	22 1 8
Union Carbide	57 5 8	58 7 8
U.S. Steel	63 3 8	62 3 8
Westinghouse	15 ...	14 7/8
Xerox	58 1 2	60 1 4

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	11/8	12/8
1 dollar (en yens) ...	297 83	297 99

BOURSE DE PARIS — 11 AOUT — COMPTANT

VALEURS	% du nom.	% du coupon
3 %	38 60	2 589
5 %	56 10	2 630
5 % 1920-1960	133 50	2 630
3 % amort. 45-54	..	0 090
4 1/4 % 1963	101 20	0 975
4 1/4-4 3/4 % 63	87 40	4 099
Emp. N. Eq. 5 ½ 65	99 90	4 636
Emp. N. Eq. 6 % 66	97 80	5 178
Emp. N. Eq. 6 % 67	..	1 180
Emp. 7 % 1973	112	3 989
E.D.F. 6 1/2 1950	...	1 492
— 5 % 1960	101 45	2 425

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
E.D.F. parts 1958	... ..	374 ..
E.D.F. parts 1959	...	...
Ch. France 3 %	130 50	130 40
Abeille-I.G.A.R.D.		450 .
Abeille (Vie)	203	212 ..
A.G.P.	..	334 ..
Concorde	266 ..	266 ..
Epargne France	315 ..	325 ..
Fonc. T.I.A.R.D.	115 ..	116 ..
Foncière (Vie)	... ..	d ..
France (I.A.R.D.)	.. ..	315 ..

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
France (La)	..	405 ..
Préservatrice S.A.	345 .	342 ..
Prévoyance	. ..	1097 .
Protectrice A.I.R.	239 .	238 ..
Alsacien. Banque	360	360
(Li) Bque Dupont	223	220
Banque Hervet	250 70	250 50
Banque Indochine	199 ..	199
Sté B. et Particip	... ..	359 50
Banque Worms	165	165 ..
C.F.E.C.		..
C.G.I.B.	n 76 10	75 10
Codetel	114 .	113 10
Cofica	.	.
C.A.M.E.	66 ..	66
Créd. gén. indust.	130 ..	135 20
(M) Crédit Mod.	68 ..	66 50
Financière Sofal	156 ..	160
Finextel	114 90	115
Fr. Cr. et B. (Cie)	80 50	81 ..
France-Bail	200 ..	200 ..
Hydro-Energie	d 37 40	d 36 .
Immobanque	143	142 50
Immofice	113 80	113 .
Interbail	131	131 80
Locafinancière	122	121 ..
Lyon-Alemand	110	110
Soc. Mars. Crédit	269	269

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Sequanaise Banq.	223	226
SLIMINCO	143 ..	140 ..
Ste Cent. Banque	71 50	70 ..
SOFICOMI	.	134
Sovabail	144 .	143 10
UCIP-Bail	112 50	112 50
Unibail	124 20	122 30
Un. Ind. Crédit	158 .	150 .
Cie F. Stein Ro.	130 20	130 ..
Fonc. Chât.-d'Eau	568	568 .
(M) S.O.F.I.P.	116 .	116
Fonc. Lyonnaise	600 .	600
Immob. Marseille	893 ..	893 ..
Louvre	213 .	208 .
Midi	472 30	472 30
Rente foncière	720	729 .
SINVIM	172 70	172 70
Voitures à Paris	284	285 .
Cogifi	100 80	100 80
Foncina	105 .	109
Gr. Fin. Constr.	102	102 50
Immindo	101	101 10
Imminvest	75 10	75 10
Cie Lyon Imm.	84 ..	85 .
Sagimo	102 10	102
UFIMEG	82 50	82 50
U.G.I.M.O.	97 60	93
Union Habit.	124 10	124 10

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Un. Imm. France	106 .	106 ..
Acier Investiss.	102 50	103 ..
Gestion Sélect.	194	198 ..
Invest. et Gest.	123 ..	127 ..
Parisienne Plac.	.	170
Placem. Inter.	85 30	84 ..
Sofragi	186 40	185 ..
Abeille (Cie ind.)	193	193 ..
Applic. Hydraul.	862	860 .
Artois	85	88 50
Centen. Blanzy	301 60	305 .
C. Roussel-Nobel	280	230 ..
(Ny) Centrest	106 50	o104
(ny) Champex	...	112 .
Charg. Réun. (p.)	....	2812
Orléans	74	75 .
(Li) Dév. R. Nord	127	127 .
Electro-Financ.	275 10	279 80
Fin. Bretagne	39	39 .
Fin. Haussmann	.. ..	44 50
Gaz et Eaux	300	300 .
La Mure	72	71 50
Lebon et Cie	140 10	139 .
(Ny) Lordex	101 60	101 60
Cie Marocaine	23 ..	22 20
O.V.A.I.M.	49 50	49 50
OPB-Paribas	93 ..	93 50

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Quanza	.. ..	22 95
Providence S.A.	199 ..	199 ..
Révillon	420 ..	415 ..
(Ny) Sade	120 ..	d120 ..
Santa-Fe	.. ..	62 ..
Saffo	. .	70 ..
Sofinex	400	402 .
Cambodge	37 05	38 20
Clause	384 .	382 ..
Indo-Hévéas	86	89 ..
Agr. Ind. Madag.	..	30 .
Mimot	40 70	42 30
Padang		69 .
Salins du Midi	176 10	176 ..
Aliment. Essent.	38 50	38 .
Allobroge	215	211 .
Banania	235 50	235 50
Fromage Bel	103	100 .
Berthier-Savoco	655	660
Cedis	600	603 ..
(M) Chambourcy	. 50	183 ..
Compt. Moderne	205 .	208 .
Docks France	249 .	255
Economats Centr.	422	420
Epargne	325	330 .
Fr. Paul-Renard	210	210
Générale-Aliment.	76 20	75 50
Genvrain	201 ..	205 .
Goulet-Turpin	130 .	131 .
Lesieur (Cie fin.)	230 ..	o221
Gr. Moul. Corbeil	158 .	158 20
Gr. Moul. Paris	265 ..	255
Nicolas	341 ..	331 .
Piper-Heidsieck	.	338
Potin	381	380
Rochefortaise	174 ..	174 80
Roquefort	249 .	249
Saupiquet	121 ..	181
Sup. Marché Doc.	137	135 .
Taittinger	312	313 .
★ Unipol	*131	132 ..
Bénédictine	1800	1810
Bras. Indochine	408	408
Cusenier	c410 ..	388 30
Dist. Indochine	350	350 50
Dist. Réunies	272	273 .
Pernod	515	515 .
Ricqlès-Zan	. ..	89 50
Saint-Raphaël	154	154 ..
Gest. P. Sogepal	213	216 ..
Union Brasseries	44 90	46 .
Beghin-Say	122	122 ..
Slaminu	...	228
Sucrerie (Cie Fr.)	...	245
Sucr. Bouchon	129 50	129 80
Sucr. Soissonnais	...	382 .
Berliet	260 ..	248 ..
Chausson (Us.)	46	46 ..
Motobécane	120	122 ..
Saviem	76 20	79 20
S.E.V. Marchal	o 43 ..	o 40 ..
Bois Dér. Océan	90	89
Borie	237	237 ..
Camp. Bernard	100	100 ..
C.E.C.	121 20	125 ..
Cerabati	131	135 .
Chim. de la route	157 20	158
Ciments Vicat	198 50	199 50
Drag. Trav. Pub.	83 60	82 ..
F.E.R.E.M.	57 20	56 50
Française d'entr.	. ..	8 ..
G. Trav. de l'E.	89 90	91 .
Herlicq	270	270 ..
Iéna Industries	o 37 20	37 .
Lambert Frères	70	70 .
Leroy (Ets G.)	165	164 .
Origny-Desvroise	137 ..	136 .
Porcher	225	225 ..
Rougier	157	157 ..
Constr. Routes	36 50	37 .
Routière Colas	265	268 .
Sablières Seine	172 50	171 .
Savoisienne	195	193 ..
Schwartz-Hautm.	74 ..	74 50
Spie-Batignolles	61	61
T.P. Faugar. SNCT	114	114 .
Trindel	162	165 ..
Voyer S.A.	o 62 ..	o 62 ..
Dunlop	22 30	22 30
Safic-Alcan	152 90	147 10
Bit. Asph. Centr.	94 ..	97 50
Comiphos	84 ..	83 60
Gaumont	422 ..	421 50
Pathé-Cinéma	.. ..	92 50
Pathé-Marconi	.. ..	96 ..
Tour Eiffel	58 .	57 50
Air-Industrie	84 ..	83
Applic. Mécan.	138 50	133
Arbel	157	156 60
Ateliers G.S.P.	45 20	d 46 50
Av. Dass.-Breguet	182 ..	189 ..
Bernard-Moteurs	62 .	60
B. S. L.	301	307 ..
Cie des Compt.	185	182
C. M. P.	322 ..	323
Cope All. Europe	168 ..	167 ..
De Dietrich	386	387 ..

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Duc-Lamothe	...	360
E.L.M. Leblanc	282 ..	282 .
Ernault-Somua	256 ..	250
Facom	480 ..	481 .
Forges Strasbourg	54	54
(Li) F.B.M. ch. fer	110	110 ..
Frankel	450	458 ..
Heurd-U.C.F.	170	172
Jaeger	56 50	56 50
Luchaire	135	135 ..
Manurhin	c182 50	185 30
Métal Déployé	222	228 ..
Nadella	d 93 60	3 97 .
Nodet-Gougis	105	.108 ..
Peugeot (ac. out)	183 50	183 20
Ressorts-Nord	41 40	40 10
Rotto	d 48 50	d 50 ..
S.A.F.A.A. Ap. Aut	81 10	81
Saturn	28 10	28 10
Sicli	94	96
Soudure Autog.	214 60	217 50
S.P.E.I.C.H.I.M.	c140	139 80
Stokvis	87 10	87 50
Titan-Coder	..	..
Trailor	465 .	475 .
Virax	90 ..	85 20
Chant. Atlantique	253 ..	254 ..
At. Ch. Loire	45 .	44 75
France-Dunkerque	61 40	60 20
Ent. Gares Frig.	139	d144
Indus. Maritime	258 50	256 60
Mag. gén. Paris	151 .	152 ..
Cercle de Monaco	41 10	41 10
Eaux Vichy	333	334 ..
Grand Hôtel	2260 ..	2210
Sofitel	.. ..	34 80
Vichy (Fermière)	. ..	58 ..
Vittel	210 ..	219 ..
Aussedat-Rey	81 ..	81 70
Darblay S.A.	37 80	37 .
Didot-Bottin	125 95	125 90
Imp. G. Lang	12 50	12 60
Navarre	115 ..	118 .
Néogravure	. .	.
Papeter. France	.. ..	49 30
(B.) Pap. Gascogne	216 ..	217 .
La Risle	113 ..	114 .
Rochette Cenpa	98	98
R. Thiery-Sigrand	161 50	161 20
Bon Marché	33 70	33 70
Mars. Madagasc.	41 80	42 .
Maurel et Prom	103 80	104
Optorg	153 50	151 ..
Palais Nouveauté	308 .	309
Prisunic	53 20	53 20
Uniprix	72 ..	73 60
Claude	71 50	71 50
Crouzet	139 ..	139 80
Europ Accumul.	269 .	270 ..
Fulmen	. .	650 ..
C.I.P.E.L.	83 ..	86 30
Lampes (part.)	522 ..	515 ..
Merlin-Gerin	135 ..	135 ..
Mors	39 .	39 10
Océanic	125 .	123 20
Paris-Rhône	85 10	85
Pile Wonder	494 ..	494 ..
Radiologie	c269 .	270 ..
SAFT Acc. fixes	935 ..	938 ..
Schneider Radio	115 ..	115 ..
SEB-S.A.	660 ..	670 ..
S.I.N.T.R.A.	433 ..	450
Carnaud	56 10	57 ..
Ceflac	42	41 .
Davum	282 ..	290 .
Escaut-Meuse	183 60	183 60
Fonderie précis.	26 25	27 ..
Gueugnon (F. de)	99 ..	95 .
Profilés Tubes Es	44 ..	42 60
Senelle-Maub.	77 50	80 .
Tissmétal	65 ..	66 ..
Vincey-Bourget	.. ..	64 ..
Huaron	... ..	129 70
Kinta	237 .	230 ..
Mokta	123	123 .
Amrep G.	369 80	366 .
Antargaz	168 ..	159 50
Hydroc. St-Denis	157 20	158 ..
Lille-Bonnières-C.	176 70	180
Omn. F. Pétr.	220	220 ..
Obfig. Conv.	279 50	280 ..
Shell Française	. .	57 ..
Carbone-Lor.	95 50	96 50
Cochery	66 .	67 .
Delalande S.A.	429 .	413 ..
Finalens	39 70	41 .
FIPP	... ..	48 10
(Ly) Gerland	.	214 .
Gévelot	380 10	385 ..
Grande-Paroisse	99 ..	100 20
Hylles G. et dér.	147	147 ..
Labaz	o305	o296
Lorilleux-Lefranc	200 .	196 ..
Novacel	135 20	134 ..
Parcor	420 .	416
Quartz et Silice	73 .	71 20
Reli	214 50	218 .
Ripolin-Georget	54 50	54 ..

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Rousselot S.A.	473 .	470 .
Soufre Réunies	173 ..	180 ..
Synthelabo	467	470 ..
Thann et Mulh.	72 10	72 30
Ufiner-S.M.D.	128	130 ..
Agache-Willot	42 40	42 40
Fourmies-S.F.R.F.	.. ..	34 50
Lainière-Roubaix	46 ..	45 10
Roudière	395 .	390
Saint Frères	21 ..	21 05
Timwear	14 80	14 90
M. Chambon	... ..	126
Delmas-Vieljeux	203 ..	202 90
Messag. Marit.	31 60	33 ..
Nat. Navigation	76 ..	77
Navale Worms	112	110 ..
Saga	50 40	50 50
Transat (Cie Gle)	...	103 50
C.G.T.A.P.	..	40 50
S.C.A.C.	79 ..	79
Stemi	284 ..	276 ..
Tr. C.I.T.R.A.M.	85	85
Transport Indust.	114 50	118 ..
(Li) Baignol-Farj.	.. ..	65 50
Bis S.A.	280 ..	274 .
Blanzy-Ouest	... ..	174 20
La Brosse	101 ..	103 ..
Cigarettes Indo.	123 70	123
Degremont	160 .	160
Dong-Trieu	d156 ..	c153 ..
Duquesne-Purina	225 ..	229 .
Ferrailles C.F.F.	344	350 .
Havas	102 ..	c103 .
G. Magnant	54 20	54 20
Locatel	274 ..	274 ..
Novotel	241 ..	241 ..
Publicis	.	102 .
Sellier-Leblanc	165 50	165 50
(Ly) Tan. Fr. Réun	d 6 90	d 7 20
Waterman S.A.	259	258 .
Brass. du Maroc	250 ..	247 50
Brass. Ouest-Afr.	92	93 .
Elf-Gabon	332 ..	330 ..
Min. et Métall.	...	492
C.E.C.A. 5 1/2 %	... ..	
Emprunt Young	...	188 .
Nat. Nederlanden	...	136 .
Phoenix Assuranc.	16 50	16 30
Algemeene Ban.	587	c588 .
Bco Pop. Español	245 ..	245
B. N. Mexique	32 .	30 50
B. régl. Intern.	5280	5250
Bowring C.T.	4 95	4 80
Commerzbank	370	375 ..
Bowater	12 85	13 ..
Bruxelles Lambert	.	224 .
Gén. Belgique	307 10	313 ..
Rolinco	210 50	211 ..
Robeco	360	385 .
Caventou	.. ..	10 10
Lyons (J.)	.. ..	11 60
Goodyear	.. ..	80 30
Pirelli	6 ..	4 90
L. H. C.	65 ..	66 40
Kubota	4 80	4 88
S. K. F.	157 ..	160 ..
Pakhoed Holding	257 50	256 .
Femmes d'Aujour.	d 45 50	o 47 ..
Marks Spencer	8 75	9 20
A. E. G.	130 10	130 10
Bell Canada	189 40	189 50
E. M I.	15 10	15 20
Hitachi	2 25	2 35
Honeywell Inc.	130	128
Matsushita	. ..	7 80
Otis Elevator	130	130 ..
Sperry Rand	176 ..	176 10
Xerox Corp.	267 ..	262 50
Arbed	... ..	430 10
Cockerill-Ougrée	... ..	116 10
Finsider	. ..	2 ..
Hoogovens	85 ..	85 .
Mannesmann	...	475 .
Steel Cy of Can.	... ..	c123 ..
Thyss. c. 1 000	139 ..	143
Blyvoor	.. ..	61 85
De Beers (port.)	.. ..	18 30
De Beers p. cp.	.. ..	c 19 ..
General Mining	176 ..	177 .
Hartebeest	c160 ..	153 ..
Johannesburg	... ..	142 50
Middle Witwat.	... ..	27 50
President Steyn	c100	100 .
Stilfontein	c 21 05	20 80
Vaal Reefs	179 ..	c177 .
West Rand	c 19	17 75
Alcan Alum.	... ..	102 30
Cominco	134 50	135 50
Finoutremer	132 .	130
Minerais Ressourc	.	16 45
Noranda	155 ..	156 80
Vieille Montagne	.	474 10
Am. Petrofina	134	133 50
British Petroleum	45 20	48 ..
Gulf Oil Canada	130 ..	130 .
Petrofina Canada	..	..
Shell Tr. (port.)	27 ..	28 40
Akzo	.. ..	62 .
Dart Industries	103	103
Foseco	14 40	14 20

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Bevaert	... ..	128 ..
Glaxo	32	32 ..
Grace and Co.	121 ..	122 ..
Pfizer Inc.	119	118 20
Procter Gamble	390	373 ..
Courtaulds	c ..	.. ..
Est Asiatique	106 30	107 ..
Canadian Pacif.	c 60 ..	62 .
Wagons-Lits	.. ..	90 ..
Barlow-Rand	17 75	18
British Am. Tob.	.. ..	24 60
Suéd. Allumettes	90 ..	92 ..

HORS COTE

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Alsar	... ..	808 ..
Cellulose Pin	130 ..	131 ..
Caparex	239	295 .
Dotan	56	55 ..
Ecco	325	318 .
Eurafrep	1460	1452
Francarep	89 50	89 80
Intertechnique	176 .	180
Métall. Minière	.. ..	57 .
Promotia	... .	325 .
Sab. Mor. Cor.	... .	150 ..
S.P.R.	... ..	202 ..
Tranchant Electr.	.. ..	23 ..
Ufinex	... ..	125 ..
Dco v. Grinten	... ..	... ..

OBLIG. ECHANG.

Valeur d'échange au 12/8

U.C.B. : Val. de 2 actions, soit..	754 ..

SICAV

Plac. institut.	12524 91	11135 18
1re catégorie	10249 73	10048 76

12.8	Emission frais inclus	Rachat net
Actanca	118 77	105 75
Actions sélec.	145 55	138 95
Aedificandi	149 82	143 03
Agfimo	152 95	146 02
A.L.T.O.	143 91	137 38
America-Valor	239 07	228 23
Assurances Plac.	*112 82	107 70
Bourse-Investiss.	120 83	115 36
B.T.P. Valeurs	126 49	122 31
C.I.P.	248 30	237 05
Convertibles	106 21	101 39
Convertimmo	117 88	112 53
Drouot Invest.	144 89	138 32
Elysées-Valeurs	161 87	154 53
Epargne-Croiss.	494 26	471 85
Epargne-Inter.	227 33	217 02
Epargne-Mobil.	157 66	150 51
Epargne-Oblig.	132 33	126 33
Epargne Revenu	255 77	244 17
Epargne Valeur	166 16	158 63
Foncier Investiss	276 14	263 62
Fortune 1	120 60	106 80
France-Croissance	126 30	120 57
France-Epargne	113 23	108 09
France-Garantie	205 89	201 86
France-Invest.	119 57	114 15
Laffite Rend.	116 36	111 08
Laffitte-Tokyo	128 63	122 80
Nouv. France-Obl.	255 41	243 83
France Placement	137 80	131 52
Gestion Rendem.	180 57	172 38
Gest. Sél. France	*143 20	136 71
I.M.S.I.	134 90	128 76
Indo-Valeurs	159 66	152 42
Intercroissance	147 08	140 41
Intersélection	132 26	127 26
Livret portef.	185 41	177 01
Paribas Gestion	129 85	123 96
Pierre Investiss.	164 22	156 77
Rothschild-Exp.	238 25	227 45
Sélect-Croissance	507 ..	484 01
Sélection Mondial	104 70	99 95
Sélection-Rend.	128 78	122 94
S.F.I. - FR et ETR.	148 11	141 40
Silvafrance	164 37	156 52
Silvam	112 97	107 85
Silvarente	139 18	132 87
Silvinter	114 94	109 73
Sogepargne	273 18	260 79
Sogevar	292 29	279 84
Soleil-Investiss.	*141 39	134 98
U.A.P. Investiss.	116 14	110 87
Unifoncier	277 92	265 32
Unijapon	143 02	136 53
Unisic	119 40	113 97
Worms Investiss.	213 87	204 17
12 8		
Credinter	129 92	124 03
Croissance-Imm.	132 56	128 49
Epargne-Unie	275 24	262 78
Euro-Croissance	127 38	121 61
Financière privée	304 68	290 87
Fructidor	132 71	126 69
Gestion Mobilière	182 15	173 69
Mondiale Invest.	173 54	165 67
Oblisem	129 69	123 81
Optima	132 84	126 92
Planinter	259 18	246 47
Sicavimmo	164 64	157 17
S. I. Est	337 91	322 59
Soginco	113 61	108 46
Soginter	366 98	350 34
Univaler	152 78	145 85
Valorem	145 17	138 59

*Cours précédent

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées le lendemain dans la première édition.

MARCHÉ A TERME

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger après la clôture la cotation des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
538	4,50 % 1973	557 50	551 .	552 90	565 10
1228	C.N.E. 3 %	1207	1209 90	1210	1218 .
380	Afrique Occ.	370 50	375 10	375	370 .
345	Air Liquide	361	361	361 ..	328
78	Als. Part. Ind	70 90	70 10	70 50	68 80
265	Als. Superm.	290	305	305 .	301
72	Alsthom	79	82	82 40	81 50
28	Autar P. Afi.	31 80	32 ..	31 90	31 80
275	Applicat. gaz	280 10	281	281 20	278
475	Aquitaine	479 50	479 10	478	480
87	— (certif.)	88 85	89 50	89 50	89 90
138	Arjom.-Priou	149	146	148	149 ...
305	Aux. Entrepr.	373	324 90	324	323
172	Auxil. Navig.	175 10	187	187 ..	190 10
88	Babc.-Fives	91	90	89 90	90 ..
164	Bail-Equip.	166 50	166 ..	167	163 50
164	Bail-Invest.	167 10	167 10	167 10	165 ..
144	B.C.T.	167	165 .	155	165 ..
106	Bazar H.-V.	114	111	118 90	112 ..
122	Béghin-Say	122 10	122 ..	122 50	122 ..
525	Bic	536 ..	534 ..	544	536 .
730	Bouygues	708 ..	710 ..	715 .	706
455	B.S.N.-G.D.	499 ..	495	494	490 20
1900	Carrefour	1910 .	1900	1895	1900 ..
1660	Casino	1669 .	1658	1658 ..	1688 .
210	C.D.C.	204	203	203	203 .
215	Cetelem	226 ..	225	225	227 50
178	Char. Réun.	170	179 10	179 10	178
65	Chât.-Comm.	65	64 10	64 10	65 ..
215	Chiers	213 .	211 ..	210 50	210 .
115	Chim. Rout.	130 .	132 30	131 10	130
92	Cim. Franç.	93 20	93 20	93 20	91 40
119	— (obl.)	121 80	121 10	121 80	122 10
1680	C.I.T. Alcatel	1610 .	1605 .	1608 ..	1581 .
39	Citroën	43 50	42 05	42 05	42 85
378	Club Méditer	356 ..	352 ..	354	351 50
320	C.M. Industr.	320 ..	319 ..	319	313 ..
101	Cofimeg	102 ..	102	102 ..	102 .
80	Cofimer	81	80 50	80 50	78 90
480	Cie Bancaire	477	476 ..	476 ..	475 ..
300	C.G.E.	296	291 50	292	293 .
160	C. Entrepr.	159 10	159	159 10	156 ..
92	Cot.-Faucher	90	90	90 10	91 70
140	Cr.-Com. Fr.	140 50	140 50	141 80	140 50
177	— (obl.)	177 50	178	179 .	180
345	Créd. Fonc.	363 50	360	360 .	356
127	C. F. Imm.	136 50	140	143 .	137 30
111	Créd. Indust.	115 70	115 60	115 60	113 20
340	Créd. Nat.	343 10	341 50	341 50	341
83	C. Nord U.P.	86 ..	86 65	86 55	85 90
183	Creusot-Loire	163 80	175 10	175 50	178 ..
220	C.S.F.	215 40	214	214 20	214
118	D.B.A.	118 20	118 20	118 20	119 90
140	Denain-N.-E.	145 50	144 30	144 30	145 ..
64	Dollfus-Mieg.	63 50	62 .	62 30	62 ..
800 ..	Dumez	738 .	739	730 ..	736 ..

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
690	Cie Gle Eaux	698 ..	707	709 .	702
93	Electro-Méc.	103 .	106 10	106 10	105 30
305	Eng. Matra	365 .	356	357 50	355 50
193	E. J. Lefebvre	190	192 .	152 .	194
58	Esso S.A.F.	60 10	58 50	58 40	52 05
185	Eurafrance	198 70	199 .	199 .	196 10
230	Europe Nº 1	239	289 .	289	290 .
335	Ferodo	335	328 50	328 .	322 .
176	Fin. ParisP.B.	175 50	178 ..	175 50	174 90
71	Fin. Un. Eur.	68 20	69	68 95	69
60	Fraissinet	65 ..	65 90	65 90	65 20
135	Fr. Pétroles	140 40	140 .	140 20	140 .
33	— (Certific.)	34 35	34 35	38 90	33 70
86	Galeries Laf.	90 05	90 10	90 20	90 10
126	Gle d'entr.	139 80	142 ..	142 .	140 90
165	Gle Fonderie	173 90	174 90	174 90	175
145	Générale Occ	148	149 80	150	150 ..
193	G. Tra. Mars.	222 50	222 50	222 50	220 50
390	Guyenne-Gas.	400 .	...	406 .	416
135	Hachette	136 10	135	134 40	133 60
182	Hutch. Mapa	197 .	189 ..	194 60	189
76	Imetal	78 60	78 60	78 60	78 60
980	Inst. Mérieux	1048 .	1045 ..	1045	848 .
545	J. Borel Int.	568 .	567 .	567 .	556
90	Jeumont Ind.	91 05	91 80	95	93 30
72	Kali Ste Th.	67 50	68 95	67 20	70 15
50	Kleber-Col.	57 20	56 70	65 60	54 70
225	Lab. Bellon	243	240	240 10	236 .
180	Lafarge	178 30	177	178 ..	175 30
265	— (oblig.)	265 50	265 50	265 60	265 50
355	La Hénin	359 50	359 60	369 ..	359 50
1700	Legrand	1710	1735	1735 .	1738 .
199	Locabail	213	219 50	218 50	218 ..
169	Locafrance	174 50	175	176 ..	175 10
225	Locindus	225	224	224 ..	224 ..
860	L'Oréal	857	355	854 ..	856 ..
3290	— obl. conv.	3190	3160 .	3160 ..	3160 ..
450	Lyonn. Eaux	479 ..	472 .	479 .	476 ..
34	Mach. Bull	33 45	33 60	33 40	33 15
1440	Mais. Phénix	1435	1450	1460	1450 .
111	Mar. Firminy	112 ..	112 20	112 20	113 60
59	Mar. Ch. Réu	60 70	60 60	60 50	60 50
2610	Mat. Téléph.	2565 .	2580	2565	2550
45	M.E.C.I.	45 05	45 05	45 05	44 20
110	Mét. Norm.	114 .	115 ..	115 ..	114 80
1130	Michelin B.	1150 ..	1126 ..	1125 ..	1110
575	— oblig.	578 .	570 .	568	562
555	Moët-Hen.	574	576 ..	575	589
865	Mot. Leroy-S	892	899	899	899
330	Moulinex	322 93	323 80	323 80	282 ..
450	Mumm	474	472 ..	470	478 .
255	Nat. Invest.	275 ..	278 ..	278 ..	275
133	Navig. Mixte	129	128 ..	129	126 50
101	Nobel-Bozel	100 50	100 10	100 10	99 ..
25	Nord	25 10	25 50	25 50	25 10
114	Nouvel. Gal.	116 ..	115 10	115 10	114 50

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
130	Olida-Caby	175 50	172 10	172 10	170
78	Opfi-Paribas	80 .	80 ..	79 90	81 40
111	Paris-France	114 50	113 80	114 ..	114 90
131	Patern. S.A.	...	..	...	
61	Pechelbronn	63	60 50	61	61 30
112	P.U.K.	112 20	111 50	111 50	111
55	Penarroya	57 95	57 ..	57 05	56 10
225	Penhoët	240 ..	245 ..	244 50	249 90
560	Pernod-Ric.	564	554 ..	564	551 .
106	Perrier	114 60	116	114 50	114 ..
54	Pétroles B.P.	62 70	63 95	64 10	64 .
245	Peugeot	241	236 50	237 ..	238 ..
290	— (obl.)	298	285	285	292
74	Pierre Auby	74	73	73 50	72 05
92	P.L.M.	96 50	96 90	96 90	95 40
330	Poclain	333 10	334 20	334 60	327 70
121	Pollet et Ch.	124 ..	123 ..	123 10	123 .
78	Pompey	70 60	71 50	71 60	70 10
108	P.M. Labinal	108 90	108 90	108 90	107 10
67	Prénatal	66 50	66 40	66 40	67 20
118	Presses Cité	124 80	125 .	124 50	122 50
164	Prétabail Si.	176	180 .	180	180 .
131	Pricel	139 80	138	138 50	138 .
205	Primagaz	206	209 80	209 80	205
75	Printemps	82 50	82 50	82 40	80 90
335	Radar S.A.	341 .	344 50	344 60	342
435	— (obl.)	458	456 50	466 ..	450
570	Radiotech.	584 ..	586	585 ..	581
105	Raffin. (Fse)	109	108 10	108 .	109 40
134	Raff. St-L.	138 .	135 .	135 50	135 10
510	Redoute	539	540 .	540	540 .
117	Rhône-Poul.	116 30	117 50	117 60	116 10
246	Rouss.-Uclaf	255	258 20	255 20	264 80
450	Rue Impérial	467	457	467 .	455
87	Sacilor	75 50	76 35	76 35	77 35
550	Sagem	604	606 .	603 ..	616
120	Saint-Gobain	121 50	121	121 10	119 10
655	S.A.T.	645	646	646	658 ..
128	Saulnes	128 40	128 50	128 50	126
108	Saunier-Duv.	110 10	118 50	118 50	112 .
197	Schneider	191 80	192	191 50	192 .
71	SCOA	70	70	70	69 50
101	Sefimeg	101 ..	101 ..	100 60	100 70
118	Selchimé	110	110	110 .	111 50
365	S.I.A.S.	391 ..	391	389 ..	385
305	Sign. E. El.	331	328	327 ..	330 10
270	S.I.L.I.C.	282	282	282 ..	287
102	Simco	102 10	102	102 .	102
78	S.I.M.N.O.R.	71 60	c 71 60	71 60	72 40
1750	Sk. Rossignol	1730 .	1750 ..	1750 ..	1724
75	Sogerap	77 50	77 90	77 80	77 90
540	Sommer-All.	520 ..	518 ..	619 ..	519 ..
220	Suez	235 ..	236	236 ..	234 60

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
265	Talcs-Luz	245 80	245	244 50	240 30
430	T.R.T.	428	422 ..	423 .	418 ..
900	Tél. Electr.	886	882	882	882 ..
750	Tél. Ericss.	751	757	757	743 .
78	Terres Roug.	78 20	78 90	78 90	80 ..
199	Thomson-Br.	211 50	212 .	211 80	211 ..
167	U.I.S.	155 50	165 .	155	154 ..
360	U.C.B.	382 ..	377	377 10	382
285	Un. Fr. Bques	277 ..	278 .	278 .	272 ..
50	U.T.A.	50	50	50	51 .
75	Usinor	78 50	78 40	78 40	78 45
123	— (obl.)	126 60	126 60	126 60	126 ..
160	Vallourec	157 50	157 ..	167 .	163 80
560	V.Clicquot-P.	560 .	550	560	570 ..
595	Viniprix	626	630	630	628 ..
215	Amer. Tel.	215 10	215 50	211 50	212
28	Ang. Am. C.	27 20	27 10	26 90	26 60
240	Amgold	234	232	c229 40	231 50
225	Astur. Mines	214 .	216 10	218 50	214 10
245	B. Ottoman	268	258	258	255 ..
240	BASF (Akt)	244 80	244	243 80	243 .
199	Bayer	201 50	201 50	201 50	197 50
115	Buffelsfont.	117 90	114 80	c114 50	115 50
16	Charter	16 ..	15 90	15 90	15 90
163	Chase Manh.	151 ..	151 50	151 60	153 .
420	C.F. Fr.-Can.	422	423 90	423 50	418
18	De Beers (S.)	18 40	18 10	18 20	17 90
550	Deuts. Bank	546	548	545	548
210	Dome Mines	205 10	201 80	208 30	199 20
535	DuPont Nem.	543	539	537	534 .
415	East. Kodak	409 ..	403	403 ..	405
59	East Rand	60 80	59 30	c 58 25	59 30
240	Ericsson	236 50	240	240 .	238 ..
380	Exxon Corp.	380 50	380	380 20	383 80
173	Ford Motor	172 ..	174 90	174 ..	172
171	Free State	177 80	174 80	174 50	174 80

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
215	Gen. Electric	200 50	193 .	196 80	198
215	Gen. Motors	220 .	222 80	220 ..	221 ..
22	Goldfields	22 30	22 05	22 ..	22 .
49	★ Harm. Go.	52 60	50 10	49 90	50 ..
225	Hoechst Akt	227	229 50	229 50	225 ..
24	Imp. Chem.	22 70	22 70	22 85	22 30
116	Imperial Oil	112 20	114 60	114 50	112 60
860	I.B.M.	815	810 ..	807 ..	810 .
115	Internickel	115 30	117	117 ..	115 ..
103	I.T.T.	94 30	93 30	92 05	93
197	Mob. Oil Co.	192 ..	192 .	192 20	190 70
5280	Nestlé	5130 .	5130 .	5140 .	5230
315	Norsk Hydro	310 ..	306	303 10	302 10
6	Olivetti	6 05	6 15	6 15	6 05
545	Petrofina	589 .	584	581 ..	590 ..
43	Philips	43 10	42 20	42 20	42 .
135	Prés. Brand.	148 50	146 ..	145 50	146 ..
245	Quilmes	257 ..	268 ..	270 20	263 .
157	★ Randfont.	164	161 ..	160 ..	161 50
56	Rand. Selec.	54 50	54 .	54 10	55 ..
156	Royal Dutch	153 70	154 20	154 50	154 30
16	RioTinto Zinc	16 15	16 10	16 05	15 85
171	St-Helena	176 90	177 20	175 ..	180 .
355	Schlumberger	346 90	350 50	350 ..	350 50
28	Shell Tr (S.)	27 60	28 40	28 40	28 40
465	Siemens A.G.	470	466 ..	466 ..	458 ..
49	Sony	48 80	49 ..	49 05	48 50
17	Tanganyika	15 80	15 80	15 75	15 45
175	Unilever	172 90	171	171 ..	170 20
30	Union Corp.	30 60	29 60	29 05	29 80
146	U Min. 1/10	151 90	152 50	152 50	150 60
265	West Drief.	261 ..	256 20	255 50	259 70
116	West Deep.	114 80	112 20	110 50	113 60
200	West Hold.	209 50	204 50	204 50	206 50
3	Zambia Cop.	3 20	3 20	3 20	3 20

• VALEURS DONNANT LIEU A DES OPERATIONS FERMES SEULEMENT

o. : offert ; c. : coupon détaché ; d. demande ; * droit détaché. — Lorsqu'un « premier cours » n'est pas indiqué, il y a eu cotation unique, portée dans la colonne « dernier cours ».

COTE DES CHANGES

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 11 8	COURS DES BILLETS échange de gré à gré entre banques
Etats-Unis ($ 1)	4 388	4 403	4 39
Canada ($ can. 1)	4 236	4 245	4 24
Allemagne (100 DM)	169 925	170 075	169 40
Belgique (100 fr.)	11 473	11 477	11 10
Danemark (100 krd.)	73 570	73 650	73 50
Espagne (100 pes.)	7 528	7 550	7 54
Grande-Bretagne (£ 1)	9 216	9 233	9 27
Italie (100 lires)	0 665	0 657	0 62
Norvège (100 krs.)	80 570	80 450	80 50
Pays-Bas (100 fl.)	165 375	165 315	164 25
Portugal (100 esc.)	16 670	16 605	15 .
Suède (100 krs.)	101 720	101 900	101
Suisse (100 fr.)	163 080	163 350	163 13

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 11.8
Or fin (kilo en barre)	23825	23675 ..
Or fin (kilo en lingot)	23845 ..	23600 ..
Pièce française (20 fr.)	260 ..	257 20
Pièce française (10 fr.)	180	179 90
Pièce suisse (20 fr.)	233 90	233 20
Union latine (20 fr.)	224 90	226 50
Souverain	228 ..	227
Pièce de 20 dollars	1122 80	1117 80
Pièce de 10 dollars	550 80	545 20
Pièce de 5 dollars	... ..	366 ..
Pièce de 50 pesos	863 ..	861 ..
Pièce de 10 florins	210 ..	209 50

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

EN BELGIQUE

Baudouin Ier fête ses vingt-cinq ans de règne

De notre correspondant

Bruxelles. — Le lundi 11 août, sans cérémonie officielle, la Belgique a célébré le vingt-cinquième anniversaire de l'avènement du roi Baudouin Ier. La radio a diffusé une rétrospective et la prestation de serment, en 1950, d'un souverain de vingt ans. Jusqu'à sa majorité, pendant un an, il allait porter le titre de « *prince royal* » mais exercer toutes ses prérogatives. Son père, le roi Léopold III, ne devait abdiquer définitivement que le *17 juillet* 1951, l'apaisement étant intervenu entre temps et la nation s'étant regroupée autour de son fils.

Ainsi se dénouait la « *question royale* », née le 7 mai 1945 lors de la libération du roi Léopold, *prisonnier des Allemands dans une villa fortifiée* du petit village de Strobl, près de Salsbourg. Après la capitulation de l'armée belge, le 28 mai 1940, Léopold III avait été incarcéré par la Wehrmarcht dans son château de Laeken près de Bruxelles et, au lendemain du débarquement allié en Normandie, le 7 juin 1944, il avait été transféré au château de Hirschtein sur l'Elbe avec sa famille : la princesse de Réthy, qu'il avait épousée *morganatiquement* en décembre 1941, le prince Baudouin, héritier du trône, le prince Albert, la princesse Joséphine-Charlotte (l'actuelle *grande-duchesse du Luxembourg*), tous trois nés de la reine Astrid, tuée accidentellement à Kussnacht en Suisse en août 1935, et le petit prince Alexandre, *né en pleine guerre*. Le 7 mars 1945, devant l'avance soviétique, Léopold et sa famille avaient été évacués sur Strobl dans les Alpes autrichiennes. C'est là que, deux mois plus tard, les chars de la VIIe armée américaine allaient les libérer.

En principe Léopold III n'aurait eu qu'à faire ses valises pour rentrer en Belgique. Mais le pays, entre temps, s'était divisé sur l'attitude du roi pendant la guerre. Après la libération de *Bruxelles*, le 3 septembre 1944, le Parlement avait désigné un régent, le frère du roi, Charles, comte de Flandre, qui ne s'était jamais entendu avec Léopold. Le *gouvernement était présidé* par le socialiste Achille Van Acker, décédé en juillet dernier. Une partie de l'opinion publique reprochait au souverain de s'être marié, alors qu'il se considérait prisonnier au même titre que ses soldats déportés en Allemagne. Les femmes surtout ne semblent pas lui avoir pardonné son union avec Mlle Liliane Baels, fille d'un gouverneur de province qu'il avait lui-même révoqué pour abandon *de poste en 1940. D'autres critiquaient* son entrevue avec Hitler à Berchtesgaden, le 19 novembre 1940, et le fait aussi qu'il y avait évoqué (selon l'interprète Schmidt) *« l'avenir de la dynastie en cas de victoire allemande »*. Enfin, de nombreux Belges résistants affirmaient que le souverain, par l'intermédiaire de son *secrétaire particulier, le comte* Capelle, avait encouragé la collaboration.

Le ciment de la nation

A la libération du roi, la « *guerre des Belges* » éclata au grand jour. Le souverain, mal informé de la situation réelle *dans le pays*, retarda *son retour* et choisit de s'installer avec sa famille à Prégny, près de Genève. Au lieu de résoudre le problème, une consultation populaire, organisée *le 12 mars 1950, accentua* le clivage. 57 % des Belges se prononçaient pour le retour du roi, 42 % contre. Mais, si les « léopoldistes » étaient victorieux sur le plan national, le pays apparaissait nettement divisé : 72 % des Flamands souhaitaient le retour du souverain, 58 % des Wallons se prononçaient contre. Bruxelles disait non à 52 %. Mais, en démocratie, 57 % est une nette majorité, et, le 22 juillet 1950, au lendemain de la fête nationale, Léopold III atterrissait sur l'aérodrome militaire d'Evère.

Immédiatement, grèves et manifestations se succédaient en Wallonie et à Bruxelles. A Grace-Berleur, près de Liège, quelques jours plus tard, le sang allait couler : il y eu trois morts, les *premiers* d'une inconcevable guerre civile. Alors, le roi céda. Le 3 août, à l'issue d'une nuit dramatique, il délégua ses pouvoirs à son fils.

Lundi, les Belges ont réécouté la difficile prestation de serment du 11 août 1950 où Baudouin, amer, *blessé de l'offense faite à* son père, jure fidélité aux lois du peuple belge et où la cérémonie est interrompue par le cri puissant du député communiste wallon Julien Lahaut : *« Vive la République ! »* Quelques jours plus tard, Julien Lahaut allait être assassiné à son domicile sous les yeux de sa femme par des inconnus qui ne furent jamais identifiés.

Le 17 juillet 1951, Baudouin fut *proclamé roi des Belges et Léopold* III s'effaça complètement. Il se consacra à la recherche scientifique et à l'exploration en Amérique centrale, en Indonésie *et en Afrique où il tourna un film* devenu célèbre.

En vingt-cinq ans de règne, Baudouin a eu à plusieurs reprises à faire face à des situations délicates. Aujourd'hui seulement on comprend que la « *question royale* » des années 45-50 a été la première étape importante de la division entre Wallons et Flamands qui s'étaient battus pour et contre Léopold. Dès 1954 débuta la « *guerre scolaire* » entre catholiques *et partisans de l'école officielle*. Elle s'acheva en 1958 par le « *pacte scolaire* » qui scella une paix relative entre les deux réseaux d'enseignement.

En 1959 et en 1960, ce *fut le* drame de la décolonisation, les atrocités au Congo, pays avec lequel les relations ne se « normalisèrent » qu'après différents soubresauts en 1966.

Enfin, en décembre 1960 encore, une semaine à peine après son mariage avec Fabiola de Mora y Aragon, Baudouin dut interrompre son voyage de noces pour « surveiller » la grande grève qui allait se prolonger pendant tout l'hiver jusqu'en février 1961. Une fois de plus, dix ans après la « *question royale* », le clivage entre Flamands et Wallons allait se préciser, et André Renard, chef syndicaliste wallon, *allait relancer* la revendication fédéraliste. C'était un nouveau départ pour la « *querelle des communautés* », qui occupe depuis lors, depuis *quinze ans, la scène politique* — malgré la révision de la Constitution votée en 1970, et la loi de régionalisation « préparatoire » adoptée en 1974. Mais l'essentiel *du bilan d'un règne de vingt-cinq* ans tient à la constatation que les Belges considèrent plus que jamais la dynastie comme le ciment de la nation.

PIERRE DE VOS.

AUX ÉTATS-UNIS

La cour d'appel de Washington invalide les surtaxes à l'importation des produits pétroliers

La cour d'appel fédérale du district de Columbia (*Washington*) — celle-là même qui consomma la perte de M. Nixon, en ne lui laissant d'autre issue qu'un recours à la Cour suprême — a *déclaré illégales, par deux voix* contre une, les mesures de surtaxe sur le brut et les produits pétroliers importés introduites par le président Ford depuis le début de l'année.

L'argument de la majorité — qui comprend une des figures les *plus respectées de la magistrature* fédérale, le juge Harold Leventhal — contredit pour l'essentiel la référence aux « *pouvoirs présidentiels d'intervention* » invo*qués par M. Ford pour* réglementer par ordonnance les droits de douane. Ceux-ci sont, en droit constitutionnel américain, de la compétence du Congrès, qui, *comme pour* la négociation du Trade Act (*le Monde* du 15 janvier 1975) ne s'en dessaisit que *par délégation*. En revanche, la Maison Blanche aurait pu, de sa propre autorité, décider des restrictions quantitatives à l'importation, ce qu'elle a voulu éviter par un système *compliqué de surtaxes* échelonnées et de prix « modulés » selon la provenance du carburant.

En procédant ainsi, elle a *rompu, selon les juges*, saisis du litige par huit gouverneurs du nord-est des Etats-Unis, *« l'équilibre des pouvoirs »* institué par la Constitution. Toutefois, M. Ford *sort* indemne de cette infraction : la Cour reconnaît l'honorabilité de ses motifs et la sincérité de ses efforts pour faire face à la crise du pétrole. Son jugement ne représente d'ailleurs qu'un rappel à l'ordre. Il ne frappe pas directement de nullité les ressources déjà *tirées* des prélèvements exceptionnels inscrits au programme de M. Ford depuis son « *message sur l'état de l'Union* » du 15 janvier. Il se contente de les *renvoyer au tribunal* fédéral de première instance pour toute « *action appropriée* ».

La présidence a d'ailleurs réagi *avec une grande modération* à l'arrêt de la cour d'appel. Si elle envisage de se pourvoir en révi*sion pour faire constater* qu'elle n'a pas commis, même involontairement, d' « *abus de pouvoir* », elle ne se refuse pas à l'idée de renoncer aux surtaxes à l'impor*tation* quand il lui faudra, à la rentrée de septembre, décider du maintien ou de l'abolition des contrôles administratifs sur les hydrocarbures. — A. C.

Le problème des fonds marins

M. KISSINGER SE PRONONCE POUR UN « ÉQUILIBRE DES INTÉRÊTS » A LA FUTURE AGENCE INTERNATIONALE.

Montréal *(Reuter, A.P.)*. — M. Henry Kissinger a proposé en substance l'introduction du scrutin à votes pondérés dans la nouvelle agence des Nations unies, actuellement en chantier, consacrée à l'exploitation des fonds marins. *« La gestion de l'organisation et ses procédures de vote devraient refléter l'équilibre des intérêts des Etats participants »*, a déclaré le secrétaire d'État des Etats-Unis devant l'Association du barreau *américain* à *Montréal* mercredi 11 août. On fait remarquer à Washington que c'est la première fois que les Etats-Unis proposent une autre procédure que l'application du *vote proportionnel* à la future agence, à laquelle pourraient adhérer les cent trente-huit membres des Nations unies.

Selon *M. Kissinger, les Etats-Unis* feront tout pour que la conférence des Nations unies sur le droit de la mer puisse conclure ses travaux en 1976. Faute de quoi *ils se réservent de commencer*, avec d'autres pays, l'exploration des fonds de la haute mer en vue d'une exploitation. Le secrétaire d'Etat s'est aussi élevé contre une *extension à 200 milles* des eaux territoriales.

Nouvelle chute de la livre

ACCUEIL RÉSERVÉ DES « NEUF » AU PLAN FRANÇAIS DE RETOUR AUX PARITÉS FIXES

Après sa *nouvelle* et récente ascension, le dollar s'est stabilisé, mardi matin, sur presque tous les marchés des changes internationaux. *A Paris, la devise* américaine s'est échangée à 4,3875-4,3925 F, contre 4,3980-4,40 F lundi en fin d'après-midi. A Francfort, elle a valu 2,5820 DM, *contre* 2,59 *DM*, et à *Zurich*, 2,6850 FS, contre 2,69 FS.

La livre *sterling*, qui, *sur* la nouvelle intervention de la Banque d'Angleterre, s'était un peu redressée en début de matinée, est tombée derechef au-dessous de la barre de 2,10 dollars.

Manifestement, le cours de 4,39F/4,40 F pour un dollar paraît satisfaire les autorités *monétaires* françaises. Les achats de dollars *effectués lundi* par la *Banque de* France, de conserve avec d'autres banques centrales européennes (suisse, néerlandaise), désireuses, elles aussi, de ramener leurs monnaies à *un niveau plus* favorable vis-à-vis du deutschemark, mais aussi la proposition de la France à ses partenaires de la C.E.E. de se mettre d'accord sur un plan par étapes pour un retour à un système de parités fixes, inclinent à le penser.

Cette proposition, faite lundi lors de la réunion du comité monétaire du Marché commun, qui préparait la réunion informelle des ministres des finances des *Neuf* le 24 août à Venise, a reçu un accueil très mitigé.

Il apparaît d'ores et déjà douteux que Paris, dont le souci est d'offrir un front commun lors de la prochaine assemblée annuelle du Fonds monétaire en septembre, parvienne à *ses fins*.

L'on apprend, d'autre part, que la Suisse a officiellement accepté *de se rendre le 22 septembre* à Bruxelles pour participer aux discussions concernant son éventuelle entrée dans le serpent européen.

NE VOULANT PAS CAUTIONNER LES ORIENTATIONS DE L'UNION EUROPÉENNE

M. Marchais refuse de rencontrer le premier ministre belge

Chargé par les autres chefs d'Etat ou de gouvernement de la C.E.E. d'étudier *« les perspectives s'ouvrant vers l' « union européenne »*, M. Tindemans, premier ministre de Belgique, sera à Paris les 22 et 23 septembre. Parmi les personnalités qu'il désire consulter figure M. Georges Marchais, *secrétaire général du P.C.F.*, qui en a été informé par une lettre de l'ambassadeur de Belgique en France. Dans sa réponse, rendue publique par *l'Humanité*, M. Georges Marchais analyse en ces termes la mision de M. Tindemans :

« Cette mission consiste à rechercher les voies et moyens d'aboutir à une intégration des pays de la Communauté européenne dans un ensemble supranational.

» Un tel projet, s'il était mené à terme, signifierait de graves aliénations de la liberté d'action et de la souveraineté de la France. Les propositions récemment formulées par la commission de Bruxelles confirment pleinement nos préoccupations. Nous considérons qu'il n'est pas acceptable que, sous prétexte de coopération, on aboutisse en dernière instance à dessaisir notre pays de ses prérogatives essentielles, en matière de politique économique, sociale et monétaire, de politique extérieure ou de défense, autant d'attributs qui déterminent la libre détermination et la souveraineté de notre peuple. (...)

» De plus, loin de promouvoir l'indépendance de l'Europe à l'égard de tout bloc quel qu'il soit, tout indique qu'une telle « union européenne » s'insérerait étroitement dans le cadre atlantique, dominé par les Etats-Unis. (...)

» En vérité, l' « Union européenne » ne pourrait signifier autre chose qu'une Europe de l'abandon national, une Europe de sacrifices pour les travailleurs. (...)

» Partisans résolus de la plus large coopération internationale dans le respect de la souveraineté de chacun, nous ne saurions, en conséquence, partager les orientations fondamentales de l' « union européenne ». Il ne saurait être question pour notre parti de participer à une telle entreprise de démission nationale et de cautionner du même coup une politique si ardemment souhaitée par le pouvoir giscardien. »

M. CHIRAC A REÇU Mme FRANÇOISE GIROUD

M. Jacques Chirac s'est entretenu, le lundi 11 août, pendant une heure, avec Mme Françoise Giroud, secrétaire d'Etat à la condition féminine.

Interrogée sur le contenu de son entretien avec le premier ministre, le secrétaire d'Etat à la condition féminine a indiqué qu'il s'agissait d'un « entretien de routine ». « Il y a *accord* total avec le *premier* ministre », a-t-elle ajouté. « Il n'y a absolument pas de problème. »

Le numéro du « Monde » daté 12 août 1975 a été tiré à 476 472 exemplaires.

A B C D E F H

LES DOUANIERS FRANÇAIS ONT REGAGNÉ LA GUÉRITE ESPAGNOLE DE BÉHOBIE

La grève du zèle des douaniers de Béhobie aura été de courte durée et leur indignation d'avoir dû laisser arrêter, sous la pression de policiers espagnols armés, un militant de l'organisation séparatiste basque ETA, le 4 août dernier, n'aura été que feu de paille. Alors même que M. Michel Poniatowski avait dit renoncer, après cet incident, aux contrôles de la douane française sur le territoire espagnol, les « courageux » douaniers français ont réinvesti, le dimanche 10 août, sans rechigner, la guérite de Béhobie, afin de « disposer d'installations appropriées pour la visite des voyageurs et de leurs bagages ».

Fi de toute fierté nationale. « Ces dispositions devraient permettre en tout état de cause de faire face dans de meilleures conditions aux pointes de trafic que ne manquera pas d'engendrer le retour des vacanciers à partir du 15 août », *explique un communiqué de la direction régionale des douanes de Bayonne.*

Un distinguo subtil est bien fait entre les douaniers — qui n'ont pas été mêlés à l'incident — et les policiers français qui resteront en France, mais « les pointes de trafic » ne justifient-elles pas un peu trop vite cette reculade ?

B. D.

● *Un guitariste de Johnny HHalliday*, Gérard Mondon, vingt-huit ans, a été incarcéré, lundi à Bonneville (Haute-Savoie), sous l'inculpation de voies de fait à agent de la force publique dans l'exercice de ses fonctions. Dimanche dernier, à Thonon-les-Bains, M. Gérard Mondon avait, au cours d'une algarade, décoché un coup de pied, sur la scène même où se produisait le chanteur, à un gardien de la paix, M. André Servage. L'état de ce dernier, qui a reçu des soins à l'hôpital, a nécessité trois semaines d'arrêt de travail.

La mort de George Delamare

DU PILIER NORD AUX « LIBRES PROPOS »

George Delamare, un des pionniers du journalisme parlé, est mort lundi à Paris ; il était âgé de quatre-vingt-quatorze ans.

Après avoir collaboré à plusieurs quotidiens, dont *le Petit Journal*, George Delamare avait participé au lancement du premier « Journal parlé », en octobre 1923, depuis le pilier nord de la tour Eiffel : il y assurait un billet quotidien, « Propos en l'air ».

Directeur de Radio-Tour Eiffel en 1927, il était devenu directeur artistique de la télévision en 1935. Révoqué en 1940 pour propagande gaulliste, il avait repris ses « Libres propos quotidiens », en 1945 *et les avait poursuivis* jusqu'en 1973 (ils passaient, à l'époque, sur Inter-Variétés).

George Delamare écrivait également des chroniques au magazine *Point de vue-Images du monde* et avait publié des romans, des poèmes, des œuvres dramatiques et des essais *historiques*, parmi lesquels *l'Empire oublié*, *l'Ombre de Mayerling* et *Vingt années sans guerre*.

A Tahiti

TROIS RESSORTISSANTS AMÉRICAINS SONT ARRÊTÉS POUR TRAFIC DE DROGUE

Trois trafiquants de drogue américains, M. Robert Mac Donald, vingt-sept ans, fondé de pouvoir de l'Union Bank en Californie, M. Craig Lockwood, trente-sept ans, représentant de la compagnie aérienne Air Pacifique, et M. James Murchison, vingt-sept ans, chef d'escale, ont été arrêtés la semaine dernière à Papeete. Ils transportaient 7 à 8 kilos de cocaïne pure. Un quatrième homme a échappé à la police.

Les trafiquants, qui seront « *très rapidement* » jugés, a indiqué le procureur de la République de Papeete, risquent une peine de deux à dix ans de prison et une amende de 500 000 francs à 50 millions de francs.

En Irlande du Nord

NOUVEAUX HEURTS ENTRE PROTESTANTS ET FORCES DE L'ORDRE

Belfast (Reuter). — La tension reste vive en Irlande du Nord après les violents affrontements du week-end au cours desquels les troupes britanniques se sont opposées aux extrémistes catholiques et protestants (« le Monde » du 12 août). De nouveaux incidents ont eu lieu lundi 11 août dans des quartiers protestants, faisant vingt-deux blessés. Plusieurs commissariats de police ont été attaqués dans les quartiers « loyalistes » de Shankill et d'Old Park. Les incidents auraient commencé lorsque trois hommes furent arrêtés après avoir tenté de cambrioler une banque de Shankill Road. Des groupes de protestants ont alors pris à parti les policiers et des tireurs isolés ont ouvert le feu sur les forces de l'ordre. Plusieurs voitures ont été incendiées.

● *Extension de l'incendie de la lande de Lunebourg (Basse-Saxe).* — L'incendie, qui a ravagé plus de 4 000 hectares de bois et de landes depuis vendredi 8 août en Basse-Saxe, s'est encore étendu dans la nuit de lundi à mardi. Trois hydravions français Canadair de la base de Marignane participent depuis lundi à la lutte contre le sinistre en faisant leur plein d'eau dans le lac de Steinhude. — *(A.F.P.)*.

UN ORGANE DE L'O.L.P. PRÉCONISE LE RENVERSEMENT DU RÉGIME DU ROI HUSSEIN

Les récentes déclarations du roi Hussein écartant toute possibilité *d'un retour* des Palestiniens dans des bases situées en Jordanie (*le Monde* du 9 août) ont suscité une vive réplique de la part de l'Organisation pour la libération de la Palestine. M. Yasser Abed Rabbo, chef du département de l'information de l'O.L.P., a affirmé *samedi 9 août* que ces déclarations démontraient une fois de plus *« la haine du régime jordanien à l'égard du peuple palestinien ». « Le souverain hachémite*, a-t-il ajouté, *s'est cru couvert par les développements de la situation et la caution apportée par certains régimes arabes au plan américain de règlement du problème proche-oriental, pour dévoiler ses véritables intentions et sa façon d'envisager la coordination avec les pays du champ de bataille. Ses propos prouvent qu'il compte jouer un rôle au service de l'ennemi, comme il l'a fait durant la guerre israélo-arabe d'octobre 1973. »*

● A TRIPOLI (Libye), le commandement du conseil de la révolution libyenne a démenti avoir adressé au roi Hussein une invitation à assister aux festivités marquant le sixième anniversaire de la révolution, qui se dérouleront le 1er septembre.

L'ÉVACUATION DES FRANÇAIS DU VIETNAM DU SUD COMMENCE MARDI

On s'attend à Paris, dans les milieux informés, que le « pont aérien » entre Saigon et Bangkok, pour l'évacuation de plusieurs milliers de Français bloqués au Vietnam du Sud, commence ce mardi 12 août. Selon le correspondant de l'Agence France-Presse de Vientiane, la caravelle de Royal Air Laos, affrétée pour cette opération, a quitté mardi matin la capitale laotienne pour se rendre à Saigon via Bangkok. L'appareil évacuerait, mardi, une soixantaine de Français. Le nombre des personnes candidates à l'évacuation est estimé à six mille, Français d'origine européenne et vietnamienne, auxquels s'ajouteront des ressortissants d'autres Etats.